Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
ed

SFI
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

27028

innovation impact action durable

L'ENGAGEMENT DE LA SFI

RAPPORT ANNUEL 2003

CARLOS GOLDIN

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Depuis sa création en 1956, la SFI a engagé plus de 37 milliards de dollars au titre de financements pour son propre compte et a monté des opérations de syndication représentant 22 milliards de dollars au profit de 2 990 sociétés dans 140 pays en développement. La Société coordonne son action avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale — la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, l'Agence multilatérale de garantie des investissements et le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements — mais elle est juridiquement et financièrement indépendante. Son capital est fourni par ses 175 pays membres, qui déterminent collectivement sa politique.

LE RAPPORT ANNUEL DE LA SFI SUR LE WEB : WWW.IFC.ORG/AR2003, qui fait pendant à cette publication, permet de naviguer et de télécharger facilement des informations sur les projets d'investissement de la SFI.

La publication de la SFI intitulée **2003 SUSTAINABILITY REVIEW** peut également être obtenue sur demande.

Note : L'examen et l'analyse de la situation par la direction, les états financiers vérifiés et le portefeuille des investissements de la SFI pour l'exercice 03 figurent dans le deuxième volume du rapport annuel (en anglais).

La Société emploie le terme « engagement » pour désigner : 1) les accords signés au titre de financements sous forme de prêts et de participations (y compris les quasi-participations) ; 2) les accords de garantie signés ; et 3) les mécanismes de gestion des risques considérés être applicables comme indiqué par un accord ISDA signé ou un accord de mécanisme de gestion des risques signé avec un client.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le rapport sont exprimés en dollars des États-Unis.

PHOTO DE COUVERTURE : NIELS VESTERGAARD

RAPPORT ANNUEL 2003

Innovation, impact, action durable

L'ENGAGEMENT DE LA SFI

LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SFI
- Lettre au Conseil des gouverneurs 4
- Activités du Conseil d'administration 4

MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF 6

INNOVATION, IMPACT, ACTION DURABLE — L'ENGAGEMENT DE LA SFI 10

LES PRODUITS ET SERVICES 26

LES ACTIVITÉS ET LES RÉGIONS DE LA SFI
- Panorama des activités 28
- Afrique subsaharienne 30
- Asie de l'Est et Pacifique 34
- Asie du Sud 38
- Europe et Asie Centrale 42
- Amérique Latine et Caraïbes 50
- Moyen-Orient et Afrique du Nord 56
- Rapport d'activité 60

RÉSULTATS DE L'EXERCICE
- Examen de la viabilité – Résumé 65
- Résultats financiers 70
- Portefeuille 75

PROJETS DE L'EXERCICE 03
- Projets engagés 78
- Projets d'assistance technique et de services-conseils 98

ANNEXES
- Gouverneurs et Gouverneurs suppléants 110
- Administrateurs et Administrateurs suppléants, nombre de voix 113
- Organigramme et Direction de la SFI 114
- Représentants de la SFI sur le terrain et contacts 116
- Adresses de la SFI 118
- Services de promotion et de développement des investissements 119
- Participants aux syndications 120
- Sigles, notes et définitions 120

SFI
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
Groupe de la Banque mondiale

Les faits marquants de l'exercice

OPÉRATIONS — ÉTAT RÉSUMÉ, EX. 03

Nombre de nouveaux projets engagés	204
Montant total des financements engagés	USD 5,0 milliards
Financements engagés par la SFI pour son propre compte	USD 3,9 milliards
Nombre de nouveaux projets approuvés	186
Montant total des financements approuvés	USD 5,4 milliards
Financements approuvés par la SFI pour son propre compte	USD 4,0 milliards
Montant total du portefeuille de prêts et de participations*	USD 16,8 milliards
Participations en pourcentage du portefeuille engagé	21 %
Prêts en pourcentage du portefeuille engagé	71 %
Garanties en pourcentage du portefeuille engagé	6 %
Instruments de gestion des risques en pourcentage du portefeuille engagé	2 %

* Y compris des instruments hors bilan tels que les garanties et les instruments de gestion des risques engagés par la SFI pour son propre compte au 30 juin 2003.

RESSOURCES ET REVENU, EX. 03

Résultat d'exploitation	USD 528 millions
Capital libéré	USD 2,4 milliards
Bénéfices non distribués	USD 4,4 milliards
Emprunts effectués durant l'exercice	USD 3,5 milliards

DURABILITÉ ET ENGAGEMENTS DE LA SFI, EX. 03

Projets engagés ayant un fort impact sur la durabilité des actions menées*	56 %

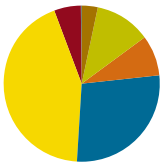
* Dans le cadre d'opérations pilotes, la SFI identifie, suit et évalue les nouveaux engagements qui ont un fort impact positif sur le gouvernement d'entreprise et les dimensions économiques, environnementales et sociales du développement. De plus amples détails sur la démarche adoptée par la SFI en ce domaine figurent dans le texte de l'étude intitulée « Sustainability Review ». Cet examen est résumé aux pages 65 et suivantes.

SECTEURS

ENGAGEMENTS PAR SECTEUR, EX. 03*	USD millions	%
Services financiers**	2 529	50,2
Transports, entreposage et services d'utilité collective	562	11,2
Hydrocarbures, industries extractives et chimiques	383	7,6
Produits alimentaires et boissons	378	7,5
Produits industriels et de consommation	246	4,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	194	3,9
Information	182	3,6
Services hôteliers et de tourisme	98	1,9
Commerce de gros et de détail	93	1,8
Textiles, vêtements et cuirs	91	1,8
Agriculture et foresterie	66	1,3
Construction et immobilier	50	1,0
Métaux de première fusion	50	1,0
Plastiques et caoutchouc	47	0,9
Santé et éducation	37	0,7
Pâte à papier et papier	23	0,5
Services spécialisés, scientifiques et techniques	7	0,1
TOTAL, ENGAGEMENTS	**USD 5 033**	

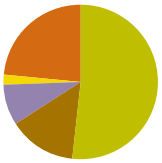
* Les chiffres relatifs aux engagements comprennent les garanties et les opérations de gestion des risques.
** Y compris les instruments de financement, d'assurance et de placement collectif.

RÉGIONS



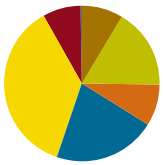
ENGAGEMENTS PAR RÉGION, EX. 03	USD millions
Afrique subsaharienne	167
Asie de l'Est et Pacifique	583
Asie du Sud	422
Europe et Asie centrale	1 394
Amérique latine et Caraïbes	2 180
Moyen-Orient et Afrique du Nord	279
Toutes régions	9

PRODUITS



ENGAGEMENTS PAR PRODUIT, EX. 03	USD millions
Prêts	2 604
Participations et quasi-participations	712
Garanties	429
Instruments de gestion des risques	106
Syndications	1 181

PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENTS DE LA SFI PAR RÉGION (pour son propre compte)

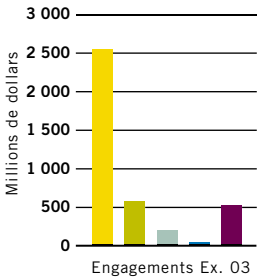


Au 30 juin 2003

RÉGION	USD millions
Afrique subsaharienne	1 442
Asie de l'Est et Pacifique	2 791
Asie du Sud	1 447
Europe et Asie centrale	3 581
Amérique latine et Caraïbes	6 145
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1 326
Toutes régions	45
TOTAL	**USD 16 777**

OBJECTIFS

La stratégie de la SFI privilégie les secteurs susceptibles de fortement promouvoir un développement durable.



ENGAGEMENTS STRATÉGIQUES*, EX. 03

- Services financiers (50 %)
- Infrastructure** (11 %)
- Technologies de l'information et des communications (4 %)
- Santé et éducation (1 %)
- Petites et moyennes entreprises† (10 %)

* Les données présentées ici couvrent les transactions signées par la SFI pour son propre compte ainsi que les syndications.
** Non compris les équipements d'information et de communication.
† Les chiffres relatifs aux PME couvrent tous les secteurs d'activité.

Les services financiers couvrent les instruments de financement, d'assurance et de placement collectif. Les infrastructures couvrent les équipements collectifs et de transport.

Le Conseil d'administration de la SFI
ORIENTATION ET SUPERVISION

LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration de la Société financière internationale a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la SFI. M. James D. Wolfensohn, président de la SFI et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des gouverneurs.

Les administrateurs constatent avec satisfaction que la SFI a continué, au cours de l'exercice clos le 30 juin 2003, de favoriser un développement durable par le biais de ses opérations de financement de projets du secteur privé et ses activités de conseil.

Durant l'exercice écoulé, les administrateurs ont approuvé de nombreux investissements et suivi attentivement l'évolution et l'exécution de la stratégie de la Société. Ils ont aussi participé très activement aux débats sur les orientations stratégiques de la SFI, qui définissent le cadre général de ses futures activités.

Les administrateurs ont mis l'accent sur la coordination et l'exploitation des synergies entre les services du Groupe de la Banque mondiale, notamment pour promouvoir le développement durable du secteur privé des pays clients de l'institution, et ont noté avec satisfaction les échanges de vues réguliers sur la manière dont la SFI contribue à assurer la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire. Ils ont aussi passé en revue

DE GAUCHE À DROITE : (debout) Yahya Abdullah M. Alyahya, Zhu Guangyao, Jakub Karnowski*, Pietro Veglio, Pierre Duquesne, Eckhardt Biskup*, Eugene Miagkov, Finn Jønck, Carole Brookins, Louis A. Kasekende, Paulo F. Gomes, Amaury Bier, Neil F. Hyden, Alieto Guadagni, Kurt Bayer ; (assis) Rapee Asumpinpong, Tanwir Ali Agha, Mahdy Ismail Aljazzaf, Rosemary B. Stevenson*, Ad Melkert, Chander Mohan Vasudev, Marcel Masse.

* Administrateur suppléant. Certains administrateurs ou administrateurs suppléants n'étaient pas disponibles lorsque la photo a été prise.

ADMINISTRATEURS*	SUPPLÉANTS
Tanwir Ali Agha	Sid Ahmed Dib
Mahdy Ismail Aljazzaf	Mohamed Kamel Amr
Yahya Abdullah M. Alyahya	Abdulrahman M. Almofadhi
Rapee Asumpinpong	Hadiyanto
Kurt Bayer	Gino Alzetta
Amaury Bier	Gil S. Beltran
Carole Brookins	Robert B. Holland, III
Eckhard Deutscher	Eckhardt Biskup
Pierre Duquesne	Emmanuel Moulin
Paulo F. Gomes	Louis Philippe Ong Seng
Alieto Guadagni	Alfonso C. Revollo
Yuzo Harada	Masanori Yoshida
Neil F. Hyden	Dong-Soo Chin
Finn Jønck	Inkeri Hirvensalo
Louis A. Kasekende	J. Mills Jones
Per Kurowski	Maria Jesus Fernandez
Alexey Kvasov	Eugene Miagkov
Marcel Masse	Sharon Weber
Ad Melkert	Tamara Solyanyk
Franco Passacantando	Helena Cordeiro
Tom Scholar	Rosemary B. Stevenson
Chander Mohan Vasudev	Akbar Ali Khan
Pietro Veglio	Jakub Karnowski
Zhu Guangyao	Wu Jinkang

* Au 30 juin 2003

DECLAN HEERY

les opérations menées dans différents pays durant l'exercice et examiné neuf stratégies d'aide-pays préparées conjointement par la Banque et la SFI, ainsi que les instruments correspondants.

Les administrateurs ont réitéré leur appui aux priorités de la SFI telles que les marchés émergents et les marchés pionniers, les services d'assistance technique et de conseil axés sur l'amélioration du climat de l'investissement et les petites et moyennes entreprises. Ils ont insisté sur l'importance que revêt la présence de la SFI dans des contextes nationaux difficiles pour la mission de développement de la Société. Ils ont noté le rôle de stabilisation conjoncturelle que joue celle-ci face aux incertitudes accrues des investisseurs et à l'instabilité des flux de capitaux à destination des pays en développement.

Dans le cadre de leurs fonctions de supervision, les administrateurs se sont penchés sur l'examen annuel de l'évaluation des opérations et la réponse de la direction de la SFI. Ils se sont félicités du dialogue constructif établi entre la direction de la Société et le Groupe de l'évaluation des opérations. Ils ont insisté sur l'importance de la collaboration de la SFI et du Groupe de la Banque mondiale aux fins de l'amélioration du climat de l'investissement qui, à leur sens, est un important facteur déterminant de la qualité du portefeuille de la Société. Ils ont aussi mis l'accent sur l'amélioration de l'évaluation des risques compte tenu de l'expérience de la SFI.

S'agissant de l'examen annuel des résultats du portefeuille, les administrateurs ont pris note avec satisfaction des résultats obtenus par la Société malgré la persistance de conditions économiques mondiales difficiles. À l'issue de leur examen de la gestion financière de l'institution, les administrateurs ont félicité la direction d'avoir protégé l'intégrité financière de la Société sans compromettre sa mission. Ils ont souligné la nécessité de maintenir la rentabilité des activités tout en accroissant leur impact sur le développement.

LA GOUVERNANCE DE LA SFI

Les pays membres de la Société financière internationale, par l'intermédiaire du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration, décident de l'orientation générale des programmes et activités de l'institution. Chaque pays membre nomme un gouverneur et un suppléant. Le Conseil des gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la SFI, mais il en délègue la majeure partie aux 24 administrateurs. Ceux-ci disposent d'un nombre de voix qui est fonction de la contribution du pays ou du groupe de pays qu'ils représentent au capital de la Société.

Les administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner tous les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et définir les axes stratégiques de la gestion de l'institution. Ils sont aussi membres d'au moins un des cinq comités permanents qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures.

Le Comité de l'audit fournit des conseils sur la gestion financière et la gestion des risques, le gouvernement d'entreprise et les questions de supervision et de contrôle pour faciliter les décisions des administrateurs en ces domaines ; le Comité adapte régulièrement ses termes de référence en fonction de l'évolution du champ des responsabilités des comités d'audit en matière de contrôle et de gestion des risques. Le Comité du budget examine certains aspects des procédures, les directives administratives, les normes et les questions budgétaires qui ont un impact significatif sur l'efficacité par rapport aux coûts des opérations du Groupe de la Banque. Le Comité pour l'efficacité du développement offre des conseils aux administrateurs sur certaines questions ayant trait à l'évaluation des opérations et des politiques et à l'efficacité du développement dans le but de suivre les progrès accomplis par la Banque mondiale au plan de la réduction de la pauvreté. Le Comité du personnel examine les questions de rémunération et autres aspects importants de la politique du personnel, et formule des conseils en ce domaine. Les administrateurs sont aussi membres du Comité de la gouvernance et des questions administratives concernant les administrateurs. Le nom de ce dernier comité a été modifié pour marquer l'élargissement de son mandat qui couvre désormais les questions de gouvernance.

James D. Wolfensohn est le président de chacune des institutions du Groupe de la Banque mondiale, qui comprend la SFI, la Banque mondiale — c'est-à-dire la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (IDA) — l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Il est également président du Conseil. Peter Woicke, qui est devenu vice-président exécutif de la SFI en 1999, est chargé de la gestion générale des opérations courantes de la Société. Il est, par ailleurs, directeur général de la Banque mondiale et est, à ce titre, chargé des opérations de la Banque concernant le secteur privé et de la formulation d'une stratégie cohérente du développement de ce secteur pour le Groupe de la Banque mondiale.

MESSAGE DU Vice-président exécutif

Quel contraste par rapport à l'an dernier ! À la fin de l'exercice 02, la SFI affichait des niveaux records de provisions pour pertes, liés pour une grande part à ses engagements en Argentine. Les résultats de l'exercice 03, au contraire, sont meilleurs que nos prévisions les plus optimistes. La baisse des taux d'intérêt et l'amélioration du climat des affaires sur certains marchés ont joué favorablement sur notre résultat d'exploitation qui a largement dépassé 500 millions de dollars, soit plus du triple de l'année dernière et l'un des meilleurs chiffres de toute l'histoire de la SFI. Mais surtout, l'institution a retrouvé le chemin d'une croissance réelle avec des engagements en hausse de 25 % par rapport à l'exercice précédent.

Parmi les nouveaux investissements, quelque 67 % ont été réalisés dans des secteurs que nous privilégions en raison de leur impact important sur le développement : marchés des capitaux, infrastructures, technologies de l'information, et enfin santé et éducation. Les prêts aux petites et moyennes entreprises, consentis directement ou à travers des intermédiaires, se sont élevés à 450 millions de dollars, soit 12 % des nouveaux financements de la SFI pour son propre compte. Notre portefeuille total, y compris les garanties et autres produits de gestion du risque, a progressé de plus de 8 % au cours de l'exercice.

Il est intéressant d'analyser ces résultats à la lumière de l'importante réorganisation qui a eu lieu à la SFI au début de l'exercice. Si nous avons décidé ces changements, c'est que nous avions conscience que les besoins des marchés pionniers pouvaient être mieux satisfaits par une stratégie et une structure s'écartant de notre approche traditionnelle du financement sur projet géré depuis Washington. Pour financer

Peter Woicke, vice-président exécutif (à gauche) et James D. Wolfensohn, président du Groupe de la Banque mondiale.

BRETON LITTLEHALES

DECLAN HEERY

des sociétés privées et des entrepreneurs dans les pays en développement, il importait en effet de réagir plus vite, d'utiliser un éventail plus large de produits — notamment des services d'assistance technique et de conseil — et par-dessus tout, de nous impliquer davantage au stade même de la planification. Nous avions besoin d'être plus près de nos clients actuels et nouveaux et de nous engager plus activement à leurs côtés, pas uniquement pour les aider à donner vie à leurs projets, mais aussi pour identifier des opportunités plus vastes dans les marchés émergents.

La structure que nous avons adoptée permet au personnel des bureaux régionaux de définir les stratégies relatives aux régions et aux clients, tandis que les départements des industries ont pour mission d'exécuter les accords conclus, en étroite collaboration avec les régions. Nous intégrons également dans nos stratégies régionales nos capacités d'assistance technique qui se développent rapidement.

Déplacer du personnel pour l'installer sur le terrain — en particulier les collaborateurs les plus expérimentés — n'est pas chose facile. Le travail du conjoint, la scolarité des enfants et l'idée commune selon laquelle un poste au siège est plus avantageux pour la carrière, constituent des obstacles évidents. C'est pourquoi il est nécessaire d'encourager la mobilité des familles par des mesures renforcées et de créer de nouveaux profils de carrière afin que la SFI, d'institution basée à Washington, devienne un organisme de terrain à l'écoute des clients. Mais nous avons déjà pris un bon départ. Nous avons démontré qu'un organisme public pouvait s'adapter rapidement et que des changements pouvaient être apportés sans inflation des coûts. Et dans le même temps, nous avons développé de nouveaux produits et services pour nos clients.

La SFI explore de nouvelles directions

Au cours de l'exercice qui vient de s'écouler, nous avons accentué nos efforts dans le domaine des mécanismes de financement du commerce extérieur, du microfinancement, du financement du logement, de l'atténuation des risques, du financement en monnaie nationale et de la titrisation. Entre autres montages financiers, nous avons piloté des émissions d'obligations qui ont permis à nos clients de mobiliser des fonds en dehors des engagements de la SFI. Nous avons non seulement répondu de façon innovante à l'évolution des besoins du secteur privé dans les pays en développement, mais aussi parfois défini de nouveaux modes de fonctionnement.

Au Brésil, au Guatemala et en Inde, la SFI a ainsi aidé à conclure quelques-unes des premières transactions sur les émissions de carbone, et notamment la plus importante à ce jour au titre du Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto. Face à la conjoncture, nous sommes intervenus de façon décisive en Argentine et au Brésil en engageant les banques commerciales et d'autres partenaires à créer de vastes dispositifs de financement du commerce extérieur pour pallier la réduction des crédits à court terme à l'exportation. En Chine, nous avons apporté notre concours à l'une des premières grandes ventes de créances improductives pour ramener ces dernières à un niveau plus gérable.

La collaboration au sein du Groupe de la Banque mondiale

Avec le ralentissement économique mondial observé ces dernières années, beaucoup de pays, y compris parmi les plus pauvres, font davantage d'efforts pour stimuler la croissance et donc mettre en place un environnement plus favorable au secteur privé. Ces pays sont également conscients de la nécessité de construire de meilleures infrastructures, indispensables pour attirer les investissements privés. Les compétences du Groupe de la Banque mondiale en matière de climat de l'investissement — notamment le lancement de « Doing Business », une base de données qui recense les difficultés rencontrées pour créer et exploiter de nouvelles entreprises dans nos pays membres — seront très utiles pour aider les pays à formuler une stratégie à l'égard du secteur privé.

Ce travail sera complété par de nouveaux modèles opérationnels. Plus précisément, de nombreux projets mis en œuvre dans les pays en développement ne pourront aboutir que par le biais de partenariats entre le secteur public et le secteur privé. Notons avec plaisir que la SFI a commencé à exploiter les ressources de l'Association internationale de développement (IDA), qui accorde des prêts concessionnels aux pays les plus pauvres de la planète, pour des projets originaux associant fonds publics et privés. Ce type de partenariat privé-public sera un facteur de succès essentiel. Le projet Pamir de production d'électricité au Tadjikistan, aux fins duquel la SFI a fait équipe avec l'IDA et d'autres partenaires, en a été l'une des premières illustrations. Par ailleurs, la SFI travaille depuis peu avec l'IDA pour financer une initiative axée sur le développement durable des petites et microentreprises en Afrique subsaharienne.

Le Groupe de la Banque mondiale devra également trouver

des moyens de financer les administrations infranationales, à qui incombent de plus en plus de responsabilités en matière de distribution d'eau et d'électricité, entre autres infrastructures. Malheureusement, les collectivités territoriales n'ont souvent pas accès aux financements et aux connaissances techniques dont elles auraient besoin. Après avoir mis sur pied au Mexique le premier financement municipal réalisé dans le secteur de l'eau, nous avons maintenant créé une unité conjointe SFI-Banque mondiale pour explorer la voie nouvelle du financement infranational.

La SFI et le développement durable

Développer le secteur privé dans les pays pauvres n'est pas qu'une question d'argent. Des entreprises clairvoyantes — dans le monde développé mais aussi en Chine, en Inde, en Europe de l'est et en Amérique latine — ont compris que leurs investissements étaient plus sûrs et plus rentables à long terme lorsqu'ils étaient réalisés d'une manière respectueuse de l'environnement, que les personnes concernées participaient au processus et que les populations locales en tiraient un réel bénéfice. Surtout, par ses choix de gestion, le secteur privé peut souvent contribuer notablement à la lutte contre la pauvreté, ce dont nombre de nos clients ont pris conscience. Il va sans dire que, non seulement nous encourageons nos clients dans cette voie, mais nous appuyons activement l'action des entreprises du secteur privé en matière de développement durable grâce à nos connaissances des questions sociales et environnementales, à notre expérience en matière d'amélioration de la chaîne d'approvisionnement locale, et à notre programme de lutte contre le VIH/SIDA.

À cet égard, nous sommes extrêmement heureux et fiers de l'adoption des Principes d'Équateur par dix grandes banques internationales en juin 2003. Ces banques se sont engagées à respecter un ensemble de politiques et de

Peter Woicke, vice-président exécutif, avec les vice-présidents de la SFI.

DE GAUCHE À DROITE : (debout) Michael Klein, Nina Shapiro, Assaad Jabre ; (assis) Farida Khambata, Peter Woicke, Dorothy Berry. Absente sur la photo : Carol Lee.

L'organigramme de la SFI se trouve en page 114.

BRETON LITTLEHALES

directives environnementales et sociales basées sur celles établies par la Banque mondiale et la SFI, qu'elles appliqueront à leurs financements sur projet dans le monde entier. Depuis le lancement de cette initiative, quatre nouvelles banques y ont adhéré et d'autres devraient suivre prochainement. La SFI n'a pas seulement conseillé les différentes parties prenantes sur le contenu de ces principes, mais elle a joué un rôle central dans la négociation de l'accord.

Ces banques voient bien qu'elles ont tout à gagner à instaurer des normes claires, compréhensibles et raisonnables pour les investissements réalisés dans les marchés émergents, ce qui est la meilleure démonstration possible du bien-fondé économique du développement durable. Même si l'on ne considère que les dix banques fondatrices, les Principes d'Équateur s'appliqueront à environ 100 milliards de dollars d'investissements réalisés dans le monde au cours des dix prochaines années, dans des secteurs allant de la foresterie et des industries manufacturières aux industries extractives et aux infrastructures.

Pour la SFI, cette initiative met en évidence l'immense potentiel que nous pouvons tirer de notre avance sur le chapitre du développement durable. Elle montre que nous pouvons aider les entreprises à comprendre comment leurs intérêts peuvent coïncider avec ceux de la population des pays en développement et la protection de l'environnement mondial.

Les défis de demain

Nous avons encore beaucoup de travail devant nous. D'autres banques de développement multilatérales offrent un nombre croissant de produits financiers concurrents, et les conditions du marché devraient rester mouvantes. Il nous reste aussi à mettre pleinement en valeur les synergies potentielles réparties entre nos différentes activités non commerciales, de plus en plus développées, qui vont de l'assistance technique et des études sur le climat de l'investissement, à l'expertise dans le domaine social et environnemental et aux divers services de promotion et de développement des investissements.

Il nous faut également trouver de meilleurs moyens de mesurer l'efficacité de ces activités non commerciales. Et nous devons rallier davantage d'entreprises du monde à la cause du développement durable en faisant valoir les Principes d'Équateur.

Nous pouvons néanmoins entamer le prochain exercice avec la même résolution. La SFI peut aujourd'hui s'attaquer à différentes tâches indispensables, à savoir notamment réviser ses mesures de sauvegarde, mieux intégrer les aspects environnementaux et sociaux dans le travail de nos départements d'investissement, et segmenter nos marchés et améliorer la promotion de nos activités. Nous comptons aussi mettre en œuvre les changements que nous avons apportés à notre stratégie pour l'Afrique dès que nous aurons procédé aux dernières mises au point avec le Conseil d'administration.

Le siège de la SFI à Washington.

Le personnel de la SFI s'est adapté au changement tout en faisant preuve d'innovation et d'esprit d'équipe. Il ne fait aucun doute pour moi que l'institution saura poursuivre dans cette voie au cours des douze prochains mois, en maintenant une attention constante et active à la qualité des investissements, à leur impact sur le développement durable et à la satisfaction des clients, tout en gardant le cap sur notre mission ultime : réduire la pauvreté.

Peter Woicke
Vice-président exécutif

Innovation, impact, développement durable
L'ENGAGEMENT DE LA SFI

La Société financière internationale a pour mission de promouvoir un développement économique durable par le biais du secteur privé. À cette fin, elle cherche des moyens novateurs de relever les défis du développement en même temps qu'elle investit dans des entreprises et des institutions financières sur les marchés émergents et encourage l'acquisition de compétences en matière de gestion. La Société estime que pour être considérées fructueuses, les opérations commerciales doivent nécessairement avoir un impact positif sur le développement et elle fait porter ses efforts essentiellement sur les pays où les besoins en investissements se font le plus sentir. Elle est convaincue que la croissance économique ne peut être durable que si elle est également viable sur le plan environnemental et social et qu'elle contribue à améliorer la qualité de la vie des populations des pays en développement.

RICHARD LORD

DANS LE SENS DES AIGUILLES D'UNE MONTRE, EN COMMENÇANT CI-DESSUS :
Parmi les entreprises bénéficiant d'un financement de la SFI, on peut citer la fabrique de cartons GIIS (Ghana), Asaka Bank (Ouzbékistan) et TelecomAsia (Thaïlande).

PANOS

Innovation…

Durant l'exercice 03, la SFI a adopté des méthodes novatrices visant à promouvoir le développement du secteur privé

- Au Mexique, la SFI a procédé à sa première opération sur le marché des financements municipaux.
- En Chine, la SFI a adopté une manière novatrice de faire face au problème des créances improductives.
- Au Tadjikistan, la SFI a aidé une société privée à remettre en état des centrales hydroélectriques tout en fournissant de l'électricité à des tarifs abordables aux populations locales et en protégeant l'environnement.
- De l'Inde à la Russie en passant par le Viet Nam, la SFI a investi dans des sociétés à la pointe du progrès spécialisées dans les technologies de l'information et a organisé des stages de formation dans des domaines de haute technologie.
- Dans toutes les régions, la SFI a encouragé les petites entreprises qui fournissent des biens et des services aux grandes sociétés dans lesquelles elle investit à jouer un rôle plus actif.

RICHARD LORD

FINANCEMENTS STRUCTURÉS

La SFI propose de plus en plus souvent à ses clients des financements structurés faisant intervenir, notamment, des garanties partielles de crédit et des opérations de titrisation. Ces outils s'intègrent dans la stratégie d'ensemble de la SFI qui consiste à encourager la création de marchés financiers intérieurs et à diversifier les sources de financement en monnaie nationale des clients des pays en développement. Les montants que ses clients mobilisent ainsi en émettant des obligations est notablement plus élevé que celui des fonds qu'elle engage elle-même. En garantissant une partie du risque de financement, la Société encourage les investisseurs, et en particulier les institutions financières et les investisseurs institutionnels, à participer à des transactions qu'ils n'auraient pas envisagées dans d'autres conditions. En règle générale, l'intervention de la SFI a pour effet d'améliorer la cote de crédit et d'allonger les échéances.

Parmi les clients ayant bénéficié de financements structurés durant l'exercice 03, on peut citer une université au Chili (voir encadré page 51), une société de crédit-bail en Arabie saoudite, une société de télécommunications en Thaïlande et des banques au Brésil et en Russie. En Colombie, la SFI a collaboré avec une société de reprise d'hypothèques, une banque et un prestataire de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans la ville de Barranquilla. Grâce à ses montages financiers structurés, la SFI a mobilisé 836,75 millions de dollars durant l'exercice 03.

Impact…

La SFI s'intéresse aux secteurs les plus susceptibles d'améliorer le niveau de vie de la population.

La SFI accorde une attention particulière aux pays à faible revenu et à ceux qui présentent des risques élevés pour les investisseurs, et identifie des moyens d'améliorer le climat de l'investissement, tout en s'attachant à répondre aux besoins du secteur privé dans les pays à revenu intermédiaire, alors que ces besoins ne cessent d'évoluer.

- Dans tous ses investissements — qu'ils concernent un port au Pakistan ou des banques de microfinancement en Azerbaïdjan, au Tchad et en El Salvador — la SFI s'efforce de démultiplier l'impact positif des projets qu'elle finance.
- Les investissements à eux seuls n'étant pas toujours suffisants, la SFI propose une assistance technique et des services de conseil de sorte que ses prêts aux entreprises et ses prises de participation n'aient pas uniquement des retombées immédiates, mais qu'ils procurent des avantages économiques durables.
- La SFI joue également un rôle déterminant dans les pays qui subissent un fléchissement de leur conjoncture, en fournissant des fonds de roulement et en incitant le secteur privé à reprendre ses investissements.

LES PRINCIPES D'ÉQUATEUR

En juin 2003, dix grandes banques internationales ont adopté les principes d'Équateur, un ensemble de recommandations facultatives fondées sur les directives environnementales et sociales de la SFI et sur ses mesures de sauvegarde. Ces principes seront appliqués aux financements sur projet à l'échelle mondiale et dans toutes les branches d'activité. La SFI a fourni de nombreuses directives et prêté assistance aux dix banques qui ont formulé ces principes. Ces dernières ont garanti 14,5 milliards de dollars environ au titre de prêts-projets en 2002, ce qui représente quelque 30 % du marché mondial des prêts syndiqués. Les dix banques qui ont adopté les principes d'Équateur sont :

- ABN AMRO Bank, N.V.
- Barclays PLC
- Citigroup, Inc.
- Crédit lyonnais
- Credit Suisse Group
- HVB Group
- Rabobank
- Royal Bank of Scotland
- WestLB AG
- Westpac Banking Corporation

Viabilité…

Un développement durable — l'amélioration du gouvernement d'entreprise et la prise en compte des problèmes sociaux et environnementaux — est l'objectif central des activités de la SFI.

Mais la SFI ne se contente pas de promouvoir un développement durable, elle cherche des moyens d'en tirer des avantages commerciaux. Durant l'exercice 03, elle a engagé une série d'activités dans ce sens :

- la SFI a confirmé son intérêt pour les petites entreprises en fournissant une vaste gamme de services d'assistance technique et de conseils et en aidant les institutions financières à répondre aux besoins de ces clients ;
- la SFI a aidé des entreprises industrielles à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, dans certains cas grâce à la vente de crédits d'émission de carbone sur un marché en formation ;
- la SFI a mené une action éducative auprès de chefs d'entreprises et de leurs employés dans le cadre de son projet « La SFI contre le sida » et a aidé le Gouvernement brésilien à lancer son programme « Faim zéro ».

FOURNIR DE L'ÉLECTRICITÉ TOUT EN PROTÉGEANT L'ENVIRONNEMENT

Après l'effondrement de l'Union soviétique, une guerre civile a éclaté au Tadjikistan et l'activité économique a brusquement ralenti. Les centrales diesel du Gorno-Badakhshan, région de l'est du Tadjikistan, ont alors cessé de fonctionner, et la population de cette région particulièrement pauvre a dû se tourner vers le bois pour satisfaire ses besoins en combustible. On estime que, en une décennie, 70 % du manteau forestier de la région a disparu. Écoles et autres institutions publiques ont été contraintes de fermer leurs portes en période de grand froid, la pollution à l'intérieur des bâtiments a atteint un niveau préoccupant et l'activité économique a chuté. La SFI et l'Aga Khan Fund for Economic Development ont mis en place Pamir Energy, concessionnaire privé, pour reprendre les centrales hydroélectriques et d'autres infrastructures qui appartenaient jusque-là à l'État et qui desservent 250 000 personnes. Ce projet, qui a donné lieu au premier investissement privé dans le secteur de l'électricité au Tadjikistan, doublera la capacité d'une centrale qui date de l'ère soviétique, améliorera les installations de transmission et de distribution et régulera le niveau d'un lac afin d'obtenir un débit adéquat en hiver. Il a également pour objectif de limiter les émissions de gaz à effet de serre et l'épuisement des ressources naturelles. Durant la phase de construction, des emplois seront créés au niveau local grâce à la conclusion de contrats. Enfin, la meilleure fiabilité de l'approvisionnement en électricité contribuera à redresser l'économie régionale.

La SFI a investi 8 millions de dollars dans cette nouvelle entreprise, dont 3,5 millions sous forme de prise de participation et 4,5 millions de dollars sous forme de prêt. Grâce au soutien de bailleurs de fonds, elle avait commencé par fournir l'assistance technique nécessaire pour structurer et financer ce projet. Ce dernier a été l'occasion d'une coopération originale entre la SFI et la Banque mondiale, puisque l'IDA a accordé 10 millions de dollars au Gouvernement tadjik pour l'aider à maintenir ses tarifs à un niveau abordable pour la population locale. En outre, grâce à un don du Gouvernement suisse, même les familles les plus défavorisées bénéficieront chaque mois d'un tarif extrêmement réduit sur un volume minimal d'électricité.

Des investissements et des services ciblés
POUR OBTENIR LE PLUS DE RÉSULTATS TANGIBLES

La SFI axe son action sur les secteurs et les pays dans lesquels elle obtiendra le plus de résultats tangibles, là où le secteur privé ne peut ou ne veut pas intervenir seul, soit en raison d'une situation économique défavorable, soit du fait qu'aucune entreprise n'a jamais encore ouvert la voie en montrant qu'il était possible d'y prospérer. Elle joue également un rôle de catalyseur en encourageant d'autres entités parrainantes, notamment des banques commerciales, à investir dans les pays en développement.

Grâce à l'assistance technique et aux services de conseil et de recherche qu'elle propose, la SFI aide les pays en développement à améliorer leur climat de l'investissement et à renforcer la capacité de leur secteur privé à fonctionner efficacement et à se développer. Ces services hors prêt que proposent la SFI et ses partenaires du Groupe de la Banque mondiale permettent aux pays de tirer avantage à long terme des investissements du secteur privé.

D'autre part, la SFI se montre déterminée à aider les pays qui traversent une crise économique et joue un rôle de stabilisation conjoncturelle crucial en cas de repli des capitaux privés. Durant l'exercice 03, en collaboration avec des banques internationales et grâce à son programme de prêts B, elle a aidé des clients au Brésil et en Argentine à obtenir les crédits commerciaux dont ils avaient absolument besoin (voir encadré page 53). Les investissements du même type qui ont été réalisés en Asie de l'Est durant la crise de la fin des années 90 ont eu des effets économiques bénéfiques à long terme.

LINDA YOUNG

UNE STRATÉGIE AXÉE SUR LES MARCHÉS PIONNIERS

La SFI accorde une attention particulière aux pays qui attirent peu ou pas de capitaux étrangers. Selon la SFI, sont dits « pionniers » les pays à faible revenu, d'après la définition de la Banque mondiale, ou les pays qui présentent des risques élevés, c'est-à-dire qui n'ont pas de cote de crédit ou dont la notation de crédit par Institutional Investor est inférieure ou égale à 30. La SFI aide les sociétés privées et les institutions financières à investir dans ces pays. En outre, en collaboration avec la Banque mondiale, elle s'efforce d'améliorer le climat de l'investissement en fournissant des services de conseil et une assistance technique grâce auxquels les entreprises acquièrent les qualifications et le savoir-faire nécessaires à leur prospérité et à leur viabilité.

PANOS

Le climat de l'investissement et le Groupe de la Banque mondiale

Pour investir, améliorer la productivité et créer des emplois, les entreprises doivent opérer dans un cadre juridique et réglementaire solide. Ce cadre doit protéger les droits de propriété, donner accès au crédit et garantir que les termes des contrats sont bien appliqués. Or on ne dispose pas de suffisamment d'informations sur les réformes institutionnelles propres à créer un climat propice à l'activité économique.

Le projet de guide des affaires « Doing Business », lancé conjointement par la SFI et la Banque mondiale, répond précisément à ce besoin puisqu'il crée de nouveaux indicateurs quantifiables de la réglementation commerciale et de son application, et analyse les rapports entre cette réglementation et les résultats économiques. On peut ainsi examiner l'évolution de ces indicateurs dans le temps, et comparer les valeurs qu'ils prennent dans plus de 130 pays. Les domaines pris en compte vont de l'inscription des entreprises au registre du commerce à la réglementation du travail, en passant par l'exécution des contrats, les droits des créanciers et les faillites. De nouveaux sujets seront ajoutés en 2004 et 2005 et actualisés tous les ans et des conclusions seront publiées dans un rapport annuel, que l'on pourra consulter dès cette année sur l'internet et sous forme imprimée. Une base de données d'indicateurs en ligne, des travaux universitaires et des analyses de pays seront également disponibles.

Les indicateurs du projet « Doing Business » serviront à mettre en évidence des possibilités de réforme du climat des affaires. Ils permettront également aux décideurs et aux investisseurs de comparer les pays entre eux et de suivre leur évolution. Ces indicateurs sont déjà utilisés dans des travaux de portée plus vaste réalisés par le Groupe de la Banque mondiale pour mesurer l'impact de l'action en faveur du développement et allouer des fonds par l'intermédiaire de l'IDA afin de faire bénéficier les pays les plus pauvres de prêts assortis de faibles taux d'intérêts. Le projet « Doing Business » est l'un des éléments de la stratégie du Groupe de la Banque mondiale axée sur le climat de l'investissement. Dans cette optique, le Groupe de la Banque a créé en 2003 une nouvelle vice-présidence pour le développement du secteur privé, chargée de coordonner les travaux sur le climat de l'investissement. Le nouveau Vice-président a été également nommé économiste en chef de la SFI.

Des étudiants en MBA participent à un programme de stage pilote, au cours duquel des étudiants de programmes de hautes études commerciales d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est sont associés à leurs homologues de pays développés pour travailler dans des petites et moyennes entreprises.

CONSOLIDER LES ÉCONOMIES PAR UNE FORMATION EN GESTION

Le rythme du développement des économies émergentes — et des sociétés clientes de la SFI — dépend des qualifications et de l'expérience des populations locales. C'est pourquoi la SFI s'est associée avec des instituts de hautes études commerciales du monde entier pour créer un réseau. L'objectif de ce programme pilote est de renforcer les capacités des milieux d'affaires des pays en développement et des pays en transition. Ce programme sera axé sur les besoins des entreprises locales et portera sur la formation d'enseignants, l'octroi de bourses, l'élaboration de cursus adaptés aux réalités locales (études de cas et matériel pédagogique par exemple) et l'e-formation.

Ce projet unique en son genre fait appel aux grandes écoles de commerce du monde entier. C'est la première fois que le renforcement des capacités de gestion est abordé d'un point de vue multilatéral. Cette démarche permettra de mener à bien des activités qu'aucune de ces écoles n'aurait pu réaliser individuellement. Le projet permettra aux entreprises locales, et notamment aux petites et moyennes entreprises, d'accéder plus facilement aux informations dont disposent les milieux d'affaires internationaux, et rend ces informations plus pertinentes. Il contribuera ainsi à résoudre le problème du manque de compétences en matière de gestion des entreprises, qui constitue l'un des principaux obstacles à la croissance et à lutte contre la pauvreté.

La SFI apportera son soutien à ce projet pilote durant l'exercice 04, et a d'ores et déjà créé une unité chargée de promouvoir et de gérer ses travaux. Ainsi, la Société tire profit de son expérience et des contacts qu'elle a noués pour amener les écoles de commerce, les entreprises et les bailleurs de fonds intéressés à collaborer à la préparation de programmes d'enseignement dans le domaine de la gestion inscrits dans la durée. Les premiers résultats de ce projet seront évalués l'an prochain.

Des secteurs prioritaires au service du développement

La SFI privilégie les secteurs dont les activités ont le plus d'effets sur l'économie des pays en développement car elles touchent une vaste population ou profitent à de nombreux autres secteurs de l'économie. Elle s'est fixé les objectifs prioritaires suivants, auxquels elle consacre 70 % environ de ses opérations : le secteur financier, la santé et l'éducation, l'infrastructure, les technologies de l'information et de la communication et les petites et moyennes entreprises.

Dans ces secteurs prioritaires comme dans d'autres, la SFI cherche à avoir un impact sur le développement en fournissant une assistance technique et des services de conseil.

- **Secteur financier.** Les opérations de la SFI vont d'apports de capital à des banques commerciales établies à la mise en place d'institutions de microfinancement. La SFI propose également des programmes de formation et des services-conseils qui revêtent tout autant d'importance pour promouvoir l'amélioration du gouvernement d'entreprise, l'échange d'informations sur les meilleures pratiques et l'extension des services de prêt aux populations les plus pauvres.
- **Infrastructure.** La SFI encourage le secteur privé à jouer un rôle dans l'approvisionnement en eau potable et en électricité et l'amélioration des moyens de transport pour desservir une plus grande partie de la population des pays en développement. La compagnie municipale des eaux de Tlalnepantla, au Mexique, offre un exemple novateur.
- **Santé et éducation.** La SFI contribue à accroître le rôle du secteur privé dans les hôpitaux et les écoles, établissements parfois jugés être uniquement la responsabilité de l'État. La Société a investi dans une université au Chili et un fabricant de produits pharmaceutiques issus de l'agriculture biologique en Égypte, et poursuit avec détermination son programme intitulé « La SFI contre le sida », car elle est sensible au fait que dans de nombreux pays, le VIH constitue une grave entrave à la croissance économique.

OLIVER RYAN

EN HAUT ET À GAUCHE : Le projet Aqualma a permis de construire un hôpital à Madagascar, le seul centre de santé d'une région encore mal desservie.

OLIVER RYAN

RICHARD LORD

- **Technologies de l'information et de la communication.** La SFI contribue à élargir l'accès aux télécommunications, et en particulier l'internet, dans ses pays clients. Comme le montre son investissement dans Novica, ces technologies ouvrent aux chefs d'entreprises locaux les portes d'un marché mondial (voir encadré).
- **Petites et moyennes entreprises.** Les services que la SFI fournit aux petites entreprises complètent ses gros investissements et contribuent à renforcer l'économie des pays en développement.

La SFI pénètre sur le marché des financements municipaux

Dans les pays en développement, ce sont les municipalités qui assurent la majorité des services d'infrastructure essentiels. Or elles ne peuvent généralement pas se financer sur le marché. Grâce à une garantie partielle de crédit de 3 millions de dollars accordée au titre d'un projet d'approvisionnement en eau au Mexique, la SFI s'est introduite sur le marché des financements municipaux. En partenariat avec une banque privée, la SFI accordera une garantie libellée en pesos à un fonds fiduciaire privé mexicain qui émettra des obligations d'un montant maximal équivalant à 8,8 millions de dollars sur le marché financier local. Le produit de cette émission financera un prêt à la ville de Tlalnepantla et à sa compagnie municipale des eaux pour la conception et la construction d'une station d'épuration des eaux usées. La SFI a également aidé à obtenir une lettre de crédit de 5 millions de dollars auprès d'un bailleur de fonds privé.

Ce projet est exemplaire à double titre puisque c'est la première fois que des obligations municipales sont émises au Mexique sans garantie de l'État et que le Groupe de la Banque mondiale apporte directement un soutien financier à une collectivité locale. Il a créé un précédent en montrant que les municipalités mexicaines peuvent obtenir des financements sur la base uniquement de leurs propres recettes sans recourir à des garanties ou des transferts fédéraux, et limiter leur exposition aux risques de change. Cette transaction a également permis d'introduire une nouvelle catégorie d'actifs locaux sur les marchés financiers du pays.

Cette commune, la plus industrialisée du pays, ne disposait auparavant d'aucune usine de traitement des eaux usées. Grâce à ce projet, les eaux usées non traitées ne s'écouleront plus dans le Rio San Javier. L'usine recyclera les effluents industriels et domestiques qui seront réutilisés dans l'industrie de sorte que la population disposera de davantage d'eau potable. Cela devrait aussi alléger la pression sur les nappes souterraines qui sont exploitées de façon très intensive.

En association avec la Banque mondiale, la SFI a créé une unité de Fonds de placement municipal afin de développer ses opérations avec les municipalités et d'autres administrations sous-nationales. Ce service mobilisera des ressources et investira directement dans les municipalités sans exiger de garanties souveraines.

REPRODUCTION AUTORISÉE : NOVICA

DES ARTISTES LOCAUX — SUR UN MARCHÉ MONDIAL

La SFI opère sur l'internet grâce à une prise de participation de 1,5 million de dollars dans un marché d'artistes et d'artisans baptisé Novica. Novica procède à des ventes au détail et en gros en ligne, et exploite des circuits de vente par catalogue à partir de centres d'approvisionnement installés dans sept pays en développement. Elle met ainsi en contact plus de 1 800 groupes d'artistes et d'artisans installés dans des marchés émergents avec les consommateurs du monde entier. Ce projet a vu le jour grâce à un don de 200 000 dollars du Service de renforcement des capacités de la SFI destiné à perfectionner les compétences des artisans fournisseurs au Ghana, en Indonésie, au Pérou et dans d'autres pays.

L'investissement de la SFI dans Novica ne se limitera pas à aider ces petits producteurs à sortir de la pauvreté, mais aura également d'autres retombées puisque les artisans les plus prospères embaucheront des employés. En outre, il généralisera l'utilisation de la technologie au sein de populations qui n'étaient pas présentes sur le marché mondial.

En privilégiant la qualité et l'authenticité, Novica aide les artisans à protéger leur patrimoine culturel et évite la perte de talents précieux, phénomène que l'on observe souvent lorsque les artisans doivent fabriquer des produits à bas prix. Enfin, la SFI collabore avec des groupes d'artisans de Novica afin de renforcer la capacité des fournisseurs et leur donner les moyens de se lancer sur des créneaux plus rentables. Le site de Novica peut être consulté à www.novica.com.

Renforcer les capacités des entreprises

La SFI encourage le développement du secteur privé en procédant à des opérations d'investissement et en fournissant des services d'assistance technique et de conseils qui confortent la position des entreprises. Les principales initiatives de renforcement des capacités recouvrent notamment les services de formation et de conseil fournis à des petites et moyennes entreprises, les investissements dans de petites entreprises et les services de promotion et de développement des investissements ciblés sur certaines régions ou sur des aspects précis du développement durable.

Petites et moyennes entreprises

Les petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire les entreprises comptant de 10 à 300 employés et réalisant un chiffre d'affaires compris entre 100 000 dollars et 15 millions de dollars, sont le moteur des économies en développement, en particulier lorsque celles-ci attirent peu d'investissements directs étrangers.

Tout comme les microentreprises — qui ont moins de 10 employés et un chiffre d'affaires inférieur à 100 000 dollars — les petites et moyennes entreprises procurent des emplois à une grande partie de la population locale et jouent un rôle essentiel de moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

Le renforcement des entreprises de taille limitée est une priorité stratégique de la SFI. L'action de la Société consiste principalement à aider les pays à mettre en place quatre éléments fondamentaux : un climat propice aux affaires, l'accès aux capitaux, l'accès à des services de promotion des entreprises et des liens plus étroits avec des projets d'investissement de grande envergure.

La SFI a à sa disposition deux grands outils de promotion des microentreprises et des petites entreprises : son réseau de services de promotion des PME qui bénéficie du concours

RICHARD LORD

MPDF

de plusieurs bailleurs de fonds et ses programmes pilotes et de partenariat financés par son Service de renforcement des capacités des PME. Les mécanismes de promotion des PME n'accordent pas de financements, mais conçoivent plutôt des produits et des services adaptés à la demande locale et s'efforcent de recouvrer leurs coûts en demandant à leurs clients de régler une commission appropriée. En Afrique, la SFI est aussi actionnaire d'AMSCO, société de services de gestion qui possède une antenne de formation financée par des bailleurs de fonds.

Huit services de promotion des PME sont aujourd'hui opérationnels, qui comptent plus de 400 agents sur le terrain dans 32 pays et dont le budget annuel global dépasse 35 millions de dollars. Durant l'exercice, de nouveaux services ont ouvert en Asie du Sud, en Afrique du Nord et dans les îles orientales de l'Indonésie, et les administrateurs ont approuvé la création d'un autre service en Amérique latine.

CI-DESSUS : Hagar Soya. **EN HAUT À DROITE :** Hagar Design.

Services de promotion des PME

Service de promotion et de développement des investissements en Afrique
Afrique subsaharienne

Service de promotion et de développement des investissements en Chine
Province de Sichuan, Chine

Service de promotion et de développement de l'entreprise en Indonésie
Îles orientales de l'Indonésie

Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong
Cambodge, Laos, Viet Nam

Service de promotion et de développement de l'entreprise en Afrique du Nord
Algérie, Égypte, Maroc

Service de promotion et de développement de l'entreprise en Asie du Sud
Bangladesh, Bhoutan, nord-est de l'Inde, Népal

Service de promotion et de développement de l'entreprise au sud-est de l'Europe
Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Ex-République yougoslave de Macédoine, Serbie-et-Monténégro

Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud
Îles du Pacifique

(On trouvera à la page 119 les adresses des services ainsi que des informations sur les bailleurs de fonds.)

INVESTIR AU NIVEAU LOCAL

Sur les marchés pionniers où, dans le meilleur des cas, les flux de capitaux privés sont limités, on peut véritablement changer la vie des pauvres en réalisant des projets qui génèrent des revenus et qui sont ciblés sur des organisations implantées localement. Durant l'exercice écoulé, par exemple, le Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong (MPDF) a participé à la création d'une petite entreprise viable en partenariat avec une organisation non gouvernementale cambodgienne sans but lucratif, Hagar, grâce à laquelle, depuis 10 ans, 20 000 mères et enfants sans ressources ont pu commencer une vie nouvelle.

Depuis 1999, le MPDF collabore avec Hagar et lui fournit des conseils sur son projet de commercialisation de lait de soja et de produits artisanaux en soie. Concernant le lait de soja, le MPDF a réalisé une étude de marché qui a révélé que la demande du produit serait très forte si son conditionnement était modifié, puis il a aidé à élaborer un projet. Une nouvelle société, Hagar Soya Ltd., a alors été lancée, au capital de laquelle la SFI a pris une participation de 450 000 dollars. La SFI s'est également engagée à assurer, après son investissement, des services de marketing et d'action commerciale. Forte de ce financement, Hagar Soya accroîtra sa production quotidienne qui est actuellement de 300 litres mais pourrait atteindre jusqu'à 12 000 litres. Elle utilisera du soja produit localement pour fabriquer une boisson nutritive à un prix abordable pour la population pauvre qui souffre souvent de malnutrition au Cambodge.

Le MPDF a également aidé Hagar Design à obtenir un financement de 65 000 dollars du Service de renforcement des capacités des PME de la SFI afin d'améliorer les opérations de production de soie. Hagar Design a créé un marché international et emploie plus de 50 couturières, qui vivaient jusque-là dans des conditions précaires, pour réaliser des sacs, des sets de table et d'autres travaux d'excellente qualité.

Le Partenariat pour l'entreprise privée

Le Partenariat pour l'entreprise privée de la SFI est un programme d'assistance technique opérant en ex-Union soviétique.

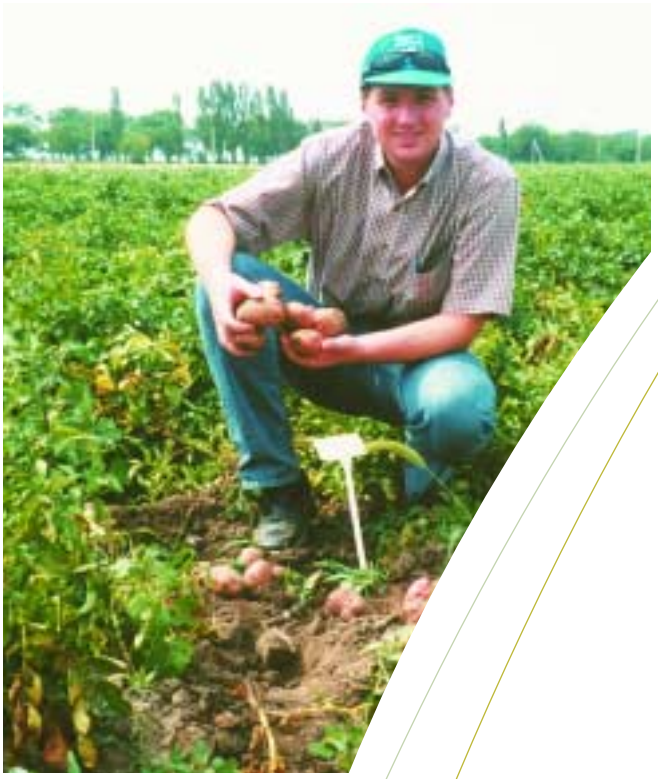
Ce programme est financé conjointement par la SFI, qui a alloué un budget annuel de 4,6 millions de dollars jusqu'à la fin de l'exercice 06, et par des gouvernements bailleurs de fonds, qui ont versé un montant de 41 millions de dollars entre la date à laquelle le partenariat a été constitué en 2000 et la fin de l'exercice 03. Le Partenariat met en œuvre des programmes pour établir des marchés des capitaux, intégrer les entreprises locales dans les chaînes d'approvisionnement et de distribution de grandes entreprises, améliorer les pratiques en matière de gouvernement d'entreprise et renforcer les services d'appui aux petites entreprises et le cadre réglementaire qui les régit. Ce faisant, elle réalise son objectif qui est de renforcer et de dynamiser le secteur privé et d'encourager la croissance économique de ces pays. L'assistance technique fournie par le Partenariat a permis de réaliser un investissement de 799 millions de dollars, dont 68 millions de dollars sous forme d'investissements de la SFI.

FAIRE PARTICIPER LES PETITES ENTREPRISES À UN INVESTISSEMENT MAJEUR

Dans la région reculée de Magadan dans l'Extrême-Orient russe, où la SFI et ses partenaires ont investi dans une mine d'or, le Partenariat pour l'entreprise privée fait en sorte que les petites entreprises locales profitent des avantages du développement industriel. L'assistance technique que fournit le Partenariat aide ces entreprises à devenir des fournisseurs fiables de biens et de services à la mine.

L'exploitation agricole Tauyskaya Dolina, située à Talon, village isolé de 600 habitants, est un excellent exemple de l'appui que peut fournir le Partenariat. Grâce à l'assistance de ce dernier, l'exploitation a obtenu un contrat avec la mine, aux termes duquel elle lui fournit 60 tonnes de pommes de terre qui par le passé étaient importées des États-Unis et d'autres régions de la Russie.

Dans le cadre de ses activités en faveur des petites entreprises, le Partenariat aide Tauyskaya Dolina à améliorer ses méthodes de gestion et de production et à trouver de nouveaux marchés, tels que la ville de Magadan, qui importe aujourd'hui plus des deux tiers des pommes de terre vendues en magasin. Le Partenariat aide également l'exploitation à diversifier sa production de légumes et à cultiver des carottes, du chou, des betteraves et des légumes-feuilles pour les mineurs de la région.



REPRODUCTION AUTORISÉE : FORD

LE WHO'S WHO DU PARTENARIAT POUR L'ENTREPRISE PRIVÉE

Pays bénéficiaires : Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Ouzbékistan, République kirghize, Russie, Tadjikistan, Ukraine.

Pays donateurs : Canada, États-Unis, Finlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

(Les bailleurs de fonds pour des projets particuliers sont indiqués dans le tableau sur les projets d'assistance technique et de services-conseils page 98.)

CI-DESSUS : Un agriculteur du Magadan ; une usine de montage Ford en Russie.
CI-CONTRE : Yourtes sur un site d'écotourisme en Mongolie ; grenouille vénimeuse.

NICK FLANDERS

Services de promotion d'un développement durable sur les plans environnemental et social

Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour promouvoir un développement durable, la SFI a mis en place, durant l'exercice 03, des services d'assistance technique et de financement visant à aider les entreprises dans des domaines particuliers du développement environnemental et social.

- **Service de promotion du civisme des entreprises.** Ce service encourage l'adoption de bonnes pratiques en matière de développement communautaire, de gestion de l'environnement et de conditions d'emploi. En outre, il fait connaître ces bonnes pratiques et aide les clients qui participent aux projets de la SFI à ne pas se contenter de respecter des normes environnementales et sociales, mais plutôt à agir en amont des problèmes et à adopter un comportement responsable en matière sociale. Ce service partage avec les sociétés clientes le coût des programmes. Il a participé à l'organisation d'une conférence en Amérique latine au cours de laquelle des entreprises ont échangé des conseils sur les moyens d'adopter des stratégies de développement durable. Il tente actuellement d'améliorer les systèmes d'approvisionnement de l'industrie bananière en Équateur.
- **Service des opportunités à caractère environnemental.** Ce service appuie des projets qui apportent des solutions novatrices du secteur privé aux problèmes environnementaux locaux. Les projets portent notamment sur la production de biens et de services qui réduisent la pollution ou rationalisent l'utilisation des ressources naturelles telles que l'eau et les sources d'énergie. Le service fournit des fonds aux fins de la préparation de projets et des instruments de financement souples afin d'aplanir les difficultés que rencontrent ces projets et leur permettre de devenir viables commercialement. Des projets portant sur une technique peu coûteuse d'épuration de l'eau à petite échelle et sur une opération de réduction des effluents liquides des usines de pâte à papier sont notamment envisagés.
- **Service des marchés de capitaux pour un développement durable.** Ce service encourage les intermédiaires financiers de la SFI et de façon plus générale, le secteur financier des marchés émergents, à adopter des pratiques de prêt et d'investissement responsables sur le plan environnemental et social. Les programmes financés par des dons consistent notamment à proposer des formations et une assistance technique afin de sensibiliser les institutions financières aux problèmes environnementaux et sociaux et les rendre plus à même d'y faire face. Au nombre de ses actions, on peut citer le renforcement de programmes de formation en matière de développement durable destinés à des institutions financières en Afrique et la promotion de fonds de placement responsables sur le plan social dans les marchés émergents.

LA PROTECTION D'ESPÈCES EN VOIE DE DISPARITION PROCURE DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES DURABLES

Fidèle à son engagement de protéger la biodiversité dans les pays en développement, la SFI a lancé des projets novateurs au Pérou et en Mongolie en partenariat avec des organisations de la société civile locales. Ces projets sont financés par le Fonds pour l'environnement mondial.

Dans les forêts ombrophiles péruviennes, la SFI collabore avec deux organisations non gouvernementales pour créer un commerce d'élevage et d'exportation de grenouilles venimeuses. Ce projet a pour objectif de procurer des revenus aux populations rurales en adoptant des pratiques qui enrichissent la forêt ombrophile au lieu d'appauvrir sa diversité. Il devrait se traduire par la stabilisation, voir l'augmentation, de la population d'au moins 60 espèces de grenouilles, dont de nombreuses sont exportées clandestinement. En outre, il emploiera environ 250 familles et protégera plus de 3 000 hectares de forêt tropicale.

Au nord de la Mongolie, la SFI a participé à un projet de sauvegarde d'un fleuve qui protégera une espèce de poisson menacée, le saumon de Sibérie, et fournira une source de revenus durable aux populations nomades locales. Ce projet a bénéficié d'un financement d'un million de dollars destiné à aider une organisation non gouvernementale, le Taiman Conservation Fund, à mettre en œuvre un système financièrement viable de protection du bassin hydrographique de l'Eg-Urr. Le plan prévoit le développement d'un tourisme écologique sur cette voie d'eau sauvage et pittoresque.

Un impact profond sur la société

En lançant son Initiative pour promouvoir une action durable, la SFI s'est donné pour tâche de placer les avantages environnementaux et sociaux au cœur de la croissance économique. À l'instar des autres institutions qui appartiennent au Groupe de la Banque mondiale, la SFI est résolue à lutter contre la pauvreté et à favoriser la réalisation de progrès concrets en vue d'atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire que la communauté internationale s'est fixés à l'horizon 2015.

S'il est vrai que la SFI accorde plus particulièrement la priorité à des secteurs qui ont le plus d'impact sur le développement, elle s'intéresse également aux aspects sociaux et environnementaux de toutes ses opérations d'investissement et de conseil. Ainsi, la Société est convaincue qu'il est impossible de faire abstraction de crises sociales telles que la faim ou le VIH/SIDA dans les pays dans lesquels il faut encourager la croissance et où les avantages économiques doivent être mieux partagés. La SFI aide ses entreprises clientes à entretenir de meilleures relations avec les populations qui les entourent et prend à cœur son rôle de citoyen du monde soucieux de l'intérêt général.

L'Initiative pour promouvoir une action durable est décrite en détail dans l'étude intitulée « Sustainability Review » qui fait l'objet d'une publication séparée. On en trouvera un résumé à partir de la page 65.

REPRODUCTION AUTORISÉE : ODEBRECHT

CI-DESSUS : Des pairs éducateurs d'Odebrecht au carnaval de 2003. **CI-CONTRE, EN HAUT :** Le centre d'information sur le VIH/SIDA sur l'un des sites d'Odebrecht en Angola.

LES ENTREPRISES LUTTENT CONTRE LE SIDA TOUT EN AIDANT LEURS EMPLOYÉS

Le VIH/SIDA a des répercussions directes sur les résultats financiers des entreprises. Il fait augmenter le coût de l'assurance, des soins de santé et des indemnisations en cas de décès des employés. Les entreprises pâtissent d'un accroissement des absences des employés, d'une accélération de la rotation des effectifs, d'une baisse de la productivité et du moral des employés et d'une diminution de la clientèle. Parallèlement à la diminution de leurs recettes et de leurs bénéfices, les entreprises voient augmenter le coût de leurs activités car les fournisseurs, les distributeurs et le secteur public sont eux aussi affectés. De fait, c'est l'économie dans son ensemble qui est perturbée.

Odebrecht, entreprise de construction brésilienne implantée en Angola, a affecté un million de dollars à la lutte contre le sida sur un prêt de 280 millions de dollars de la SFI. Avec cette dernière, elle a lancé un programme d'éducation, de prévention et de soins à l'intention de ses employés et des communautés voisines, qui profite à quelque 30 000 personnes. Dans le cadre de ce programme, une formation est dispensée dans cinq centres à des éducateurs et des dirigeants pour leur montrer comment informer la population sur les risques du VIH. En outre, ce programme privilégie l'amélioration de la santé des femmes et la prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant. Il organise la distribution de préservatifs masculins et féminins, encourage les employés et leur famille à subir des tests confidentiels, dispense des traitements pour les maladies sexuellement transmissibles et fait connaître les protections que l'entreprise accorde aux employés infectés par le VIH/SIDA. Il insiste sur le fait qu'aucune personne ne peut faire l'objet de mesures discriminatoires pour la seule raison qu'elle a contracté le VIH/SIDA. Odebrecht aide les employés infectés par le virus à conserver leur emploi le plus longtemps possible et leur fournit une assistance si leur état de santé ne leur permet plus de travailler.

Ce projet, qui fait partie du programme « La SFI contre le sida », montre comment les entreprises peuvent protéger leurs activités tout en investissant dans l'avenir de leurs employés et en participant à la stratégie globale de lutte contre le sida dans un pays en développement.

REPRODUCTION AUTORISÉE : ODEBRECHT

OUVRIR DES PERSPECTIVES D'EMPLOI DANS LE SECTEUR PRIVÉ AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES

« Perspectives d'emploi » est un programme mené au plan international qui vise à aider les personnes défavorisées à trouver des emplois là ou les institutions du Groupe de la Banque mondiale et ses partenaires du secteur privé exercent leurs activités. Durant six mois, les participants à ce programme occupent un emploi rémunéré tout en suivant une formation dans des domaines recherchés par le secteur privé, puis ils pénètrent sur le marché du travail.

Créé à l'origine par le département juridique de la SFI comme un programme de solidarité avec des groupes marginalisés, « Perspectives d'emploi » a permis à plus de 100 personnes défavorisées de trouver un emploi. Après avoir suivi ce programme, les participants ont trouvé des emplois stables dans des bureaux, des hôtels, des centres résidentiels pour personnes dépendantes, des cabinets d'avocats, des salons de coiffures, des magasins et d'autres entreprises. À Washington, des associations locales et des associations caritatives religieuses sélectionnent les participants et leur fournissent, par ailleurs, un soutien, notamment des séances de conseil psychologique et de tutorat pour les aider à obtenir un diplôme de fin d'études secondaires.

Au Caire, les participants à ce programme ont suivi une formation professionnelle de plomberie et de réparation en carrosseries grâce à un projet pilote. Ils ont trouvé des emplois qui leur permettent de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Les employeurs qui collaborent à ce programme sont conscients de leurs responsabilités envers la société, et en tirent des avantages puisqu'ils ont des employés dévoués et motivés. Le programme du Caire est géré par la LEAD Foundation, organisme a but non lucratif égyptien qui bénéficie du concours du secteur privé local et de bailleurs de fonds internationaux.

La SFI apporte un appui technique à cette fondation.

ANTON VAN RUITEN (2)

CI-DESSUS ET À GAUCHE : Des participants à un programme pilote organisé par « Perspectives d'emploi » à l'atelier de réparation d'automobiles Mansour au Caire.

Une meilleure utilisation des ressources naturelles

La SFI est convaincue que la recherche d'une action inscrite dans la durée présente un intérêt économique pour les entreprises. Les travaux qu'elle réalise dans le secteur de l'énergie, en collaboration avec des services d'utilité collective, des entreprises privées et des institutions financières, montrent comment des méthodes novatrices de financement de projets peuvent à la fois augmenter la rentabilité du secteur privé et avoir des retombées positives sur l'environnement.

Les investissements de la SFI ont notamment porté sur des projets visant à encourager le marché à financer des mesures d'amélioration des rendements énergétiques dans plusieurs pays d'Europe centrale (voir encadré). Sur le marché de la réduction des émissions de gaz à effet de serre — on parle également de droits d'émission de carbone — la SFI fait œuvre de pionnier, en collaboration avec des États et des entreprises privées acquéreurs de droits d'émission de carbone et des entités parrainantes de pays en développement (voir encadré). En effet, les pays industrialisés qui ratifient le Protocole de Kyoto seront tenus, dès son entrée en vigueur, de réduire leurs émissions de dioxyde de carbone au niveau national. Or, ils peuvent satisfaire une partie de leurs obligations en achetant des crédits d'émission obtenus dans le cadre de projets réalisés dans les pays en développement.

La SFI appuie ce système qui s'inscrit dans la logique du marché grâce à plusieurs mécanismes du Groupe de la Banque mondiale permettant d'acheter des droits d'émission. La vente de ces droits par les pays en développement encourage le transfert de technologies plus propres à moindre coût, et leur achat donne aux pays développés un moyen supplémentaire de respecter le Protocole de Kyoto. Le recours à des mécanismes du marché pour obtenir un impact positif sur l'environnement dans le monde entier est une démarche entièrement nouvelle, et la SFI prend des mesures concrètes pour en favoriser le développement.

FINANCER SUR LE MARCHÉ DES PROJETS D'AMÉLIORATION DES RENDEMENTS ÉNERGÉTIQUES

Les pays d'Europe centrale ont un rendement énergétique qui reste 3 à 5 fois inférieur à celui de leurs voisins d'Europe occidentale. Cette mauvaise performance compromet leur compétitivité économique, crée des tensions sociales, pollue l'air et fait obstacle à leur adhésion à l'Union européenne. La demande de nouvelles technologies à bon rendement énergétique a beau être forte, ces pays disposent de peu de capitaux car les intermédiaires financiers locaux considèrent que les projets d'amélioration des rendements énergétiques présentent des risques élevés du fait de leur nouveauté et de la difficulté à obtenir des garanties.

Pour promouvoir ce type de projets, la SFI investira jusqu'à 75 millions de dollars dans le mécanisme de garantie de 90 millions de dollars qu'elle a créé en partenariat avec le Fonds pour l'environnement mondial. Ce mécanisme fournit une garantie partielle aux prêts accordés par des intermédiaires financiers locaux pour financer des projets d'amélioration des rendements énergétiques. Cette structure novatrice permettra à la SFI de mobiliser plus de 225 millions de dollars de capitaux privés. La Société a entrepris un projet pilote en Hongrie en 1997 puis a étendu la portée de cette initiative en juin 2002 à l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la République tchèque et la Slovaquie.

La SFI s'est fixé comme objectif de constituer un marché viable du financement de l'utilisation rationnelle de l'énergie. En conjuguant une assistance technique à des instruments d'amélioration de la qualité des créances, elle permet aux institutions financières locales de s'engager dans des opérations lucratives de financement de projets visant à améliorer les rendements énergétiques.

Cette action se traduira par des avantages économiques, environnementaux et sociaux considérables, et rapprochera les pays participants de leur objectif d'adhésion à l'Union européenne. En Hongrie par exemple, la SFI a investi dans des projets visant à améliorer l'éclairage public dans de petites villes des régions les plus pauvres du pays et à remplacer des systèmes de chauffage archaïques et peu fiables dans les hôpitaux.

NIELS VESTERGAARD

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS GRÂCE AUX MÉCANISMES DU MARCHÉ

La SFI ne se contente pas de financer des projets puisqu'elle aide les entreprises, dans le cadre de projets qui répondent à certains critères, à augmenter leurs bénéfices tout en réduisant leurs effets néfastes sur l'environnement. Ainsi, la SFI a récemment engagé 15 millions de dollars de financement au profit de l'une des plus grandes sucreries indiennes, Balrampur Chini Mills Limited, pour l'aider à financer une centrale électrocalogène de 20 mégawatts qui produira de l'électricité à partir des résidus de sa production de sucre. Le mécanisme mis en place par les Pays-Bas et la SFI (IFC-Netherlands Carbon Facility) pour promouvoir la réduction des émissions de carbone négocie l'achat de crédits d'émission à hauteur de 2 millions de tonnes auprès de cette société.

D'autres financements de projet traditionnels ont été couplés à des financements de réductions des émissions de carbone pour aider les entreprises à réduire leurs coûts et augmenter leur rendement énergétique. On peut citer le projet de centrale hydroélectrique d'El Canadá dans l'ouest du Guatemala, qui permettra d'éviter l'émission d'environ 144 000 tonnes par an de gaz à effet de serre par des centrales thermiques. La SFI a non seulement consenti un financement de 27 millions de dollars (dont un prêt syndiqué de 12 millions de dollars), mais a aussi collaboré avec les promoteurs du projet et le Fonds prototype pour le carbone pour monter le financement de réductions des émissions de carbone.

La SFI encourage aussi le développement du marché de la réduction des émissions de gaz à effet de serre en aidant des entreprises sans y investir directement. Cette année, le IFC-Netherlands Carbon Facility a conclu un contrat de 15 millions d'euros portant sur l'achat de 5 millions de tonnes de crédits de carbone à V&M do Brasil, un grand producteur brésilien de tubes d'acier qui fabrique de l'acier à l'aide de charbon de biomasse produit d'une manière respectueuse de l'environnement au lieu de charbon traditionnel. Cette entreprise utilisera le produit de la vente de ses crédits de carbone pour entretenir les plantations qui lui servent à produire de la biomasse. Enfin, la SFI a aidé V&M à réaliser une vente ponctuelle de 400 000 tonnes de crédits à la société japonaise Toyota Tsusho Corporation.

NIELS VESTERGAARD

CI-DESSUS : Une jetée utilisée pour l'importation de gaz de pétrole liquéfié en Chine. **À GAUCHE :** Acier liquide à l'usine d'Ispat Karmet au Kazakhstan.

Les produits et services

PRODUITS FINANCIERS

Participations et quasi-participations

La SFI risque ses propres capitaux en prenant des participations dans des entreprises ou autres entités intervenant dans un projet, des institutions financières, des fonds de placement ou des fonds de participation privés. Elle peut prendre une participation à hauteur de 35 % dans une opération, mais se limite généralement à un pourcentage compris entre 5 et 20 % du capital du projet et ne doit pas être le principal actionnaire d'un projet. Elle investit à long terme et se retire d'une entreprise en cédant ses parts à des acquéreurs du même secteur ou, si le volume des liquidités le permet, sur le marché des capitaux lorsque les titres de l'entreprise sont admis à la cotation.

La SFI a aussi recours à des instruments appelés quasi-participations, qui présentent à la fois les caractéristiques de titres de la dette et de participations. Certains, comme les prêts non privilégiés et les instruments de dette convertibles, sont assortis d'un calendrier rigide ; d'autres, tels que les actions privilégiées et les titres participatifs n'ont pas de calendrier préétabli.

Prêts et services d'intermédiaire

La SFI consent des financements sur projet ou des financements d'entreprises sous forme de prêts A, c'est-à-dire de prêts qu'elle effectue pour son propre compte sans pouvoir accepter de garantie de l'État. Ces prêts ont généralement une échéance de 7 à 12 ans au départ mais il est arrivé que leur durée soit prolongée, dans certains cas jusqu'à 20 ans. Bien qu'elle libelle ses prêts essentiellement dans des devises principales, la Société a entrepris d'accroître les moyens dont elle dispose pour offrir des prêts en monnaie nationale.

La SFI procède à des études approfondies avant d'accorder un financement sur projet. Parce qu'elle a une vaste expérience des montages financiers dans les pays en développement, elle est particulièrement bien placée pour évaluer les risques associés à ces opérations. Elle accepte de consentir des financements remboursables uniquement au moyen des flux de trésorerie d'un projet, sans recours ou avec des droits de recours limités.

Les prêts de la SFI peuvent aussi revêtir la forme de lignes de crédit ouvertes au profit d'intermédiaires bancaires, de sociétés de crédit-bail et d'autres institutions financières qui rétrocèdent les ressources qui leur sont ainsi procurées. Ces lignes de crédit ciblent fréquemment les petites entreprises.

Mobilisation de capitaux

Pour pouvoir jouer son rôle de catalyseur, la SFI doit mobiliser des capitaux privés qui pourront être investis dans des pays en développement. Elle démultiplie son impact en mobilisant les ressources d'autres institutions, qui acceptent de collaborer avec la Société au financement de crédits à des clients de marchés émergents.

Les syndications ou prêts B sont un élément essentiel des efforts de mobilisation de la Société. Grâce à ce mécanisme, les risques de crédit associés au projet sont répartis entre toutes les institutions financières mais la SFI reste le prêteur en titre. Les banques participantes bénéficient ainsi des avantages (un accès préférentiel aux devises, par exemple) dont jouit la SFI en sa qualité d'institution multilatérale de développement. Elles sont également exemptées, le cas échéant, de l'obligation de constituer les provisions requises par les autorités réglementaires.

La SFI peut aussi offrir à ses clients des instruments de financement structuré tels que garanties partielles de crédit et titrisations, ce qui leur permet de mobiliser des volumes de financement nettement plus élevés que ses propres engagements. Ces instruments facilitent dans une mesure considérable la mobilisation de capitaux en monnaie nationale sur les marchés intérieurs, auprès d'investisseurs institutionnels et d'institutions financières.

Garanties et gestion des risques

Les garanties relatives aux instruments financiers et les financements conditionnels permettent à la SFI de consentir des crédits tout en élargissant l'accès de ses clients aux marchés financiers et en leur permettrant d'emprunter avec plus de souplesse. Au nombre des produits disponibles figurent les garanties de prêt et d'émissions obligataires ainsi que les services de promotion du commerce et d'affacturage à forfait et les mécanismes de prêt.

La SFI accorde couramment des garanties partielles de crédit au titre d'émissions obligataires et de prêts et, dans quelques cas particuliers, des garanties totales au titre de prêts en monnaie nationale. Une garantie de crédit couvre tous les risques de crédit pendant une partie déterminée de la période du financement ou à hauteur d'un plafond déterminé, et permet souvent d'obtenir des échéances plus longues que celles qui auraient, sinon, été accordées par les créanciers privés. Une garantie de crédit en monnaie nationale permet de répondre aux besoins des emprunteurs tout en contribuant au développement des marchés des capitaux intérieurs. Sur les marchés obligataires mondiaux, une garantie partielle de crédit en devises permet à une société cliente de la SFI de diversifier ses sources de financement en établissant sa surface financière auprès des investisseurs internationaux.

La SFI offre des garanties partielles de crédit dans le cadre de mécanismes de promotion du commerce et d'affacturage à forfait. Ces derniers aident les banques partenaires à accroître l'envergure des programmes de financement du commerce extérieur pour en faire bénéficier les importateurs et exportateurs des pays dans lesquels les ressources pouvant être utilisées à cette fin sont limitées pour diverses raisons. Les petites et moyennes entreprises tirent souvent profit de ces programmes sans lesquels elles n'auraient accès qu'à des crédits commerciaux de très faible montant ou assortis de taux très élevés. Les mécanismes de prêt fournissent des garanties partielles de crédit dans le cadre des programmes de financement globaux qui rétrocèdent des fonds aux petites et moyennes entreprises. Grâce à ces mécanismes, les banques partenaires sont en mesure d'élargir la portée de leurs programmes de financement ou d'offrir des financements en monnaie nationale ou en devises aux secteurs cibles.

Les instruments de gestion des risques de la SFI permettent à ses clients d'avoir accès aux marchés des produits dérivés à long terme. Les instruments de couverture des risques de change leur donnent la possibilité de se protéger des risques associés aux engagements en devises, généralement sous forme d'emprunts en devises. Depuis la mise au point d'instruments de couverture des risques pour les marchés émergents, la SFI peut offrir des couvertures en monnaie nationale sur les marchés existants. La Société a également des instruments de couverture des risques permettant à ses clients de gérer les risques de taux d'intérêt et les risques posés par la volatilité des prix des produits de base.

AUTRES SERVICES

Services-conseils

Les services-conseils de la SFI ont pour objet d'améliorer le climat de l'investissement dans les pays membres de l'institution ainsi que les pratiques commerciales des entreprises dans lesquelles elle investit. Ils ont un impact croissant sur la manière dont la Société envisage ses activités d'investissement.

La SFI poursuit une large gamme de missions de conseils portant sur les marchés des capitaux, et plus particulièrement sur les marchés des valeurs mobilières, les institutions bancaires et les organismes de crédit. Ces opérations recouvrent des activités telles que le développement d'un marché local des titres d'emprunts et le renforcement des capacités des institutions financières.

Les activités du Service de conseil au secteur privé (PSAS), qui est géré conjointement par la SFI et par la Banque mondiale, englobent la formulation de principes directeurs, la fourniture de services-conseils dans divers secteurs, et différentes transactions déterminées. La Société fournit, dans ce cadre, des conseils sur les questions de concurrence, le montage d'opérations de privatisation, et l'analyse des questions de fond concernant les investissements étrangers.

Assistance technique

La SFI offre, en sus de ses opérations d'investissement, une assistance technique dans le cadre de laquelle elle fournit des services de conseils et de formation à des entreprises privées et aux gouvernements. La Société gère des services de promotion et de développement des investissements pour aider les petites et moyennes entreprises. Elle gère par ailleurs le programme des fonds fiduciaires d'assistance technique qui sont constitués avec l'appui financier des pays donateurs et une allocation de son propre budget et financent des études de faisabilité, des études sectorielles, des initiatives en matière de formation, des évaluations environnementales et sociales des projets, et des missions de conseil auprès des gouvernements.

Les activités de la SFI

Durant l'exercice 03, plus de 67 % des nouveaux investissements de la SFI ont été réalisés dans les secteurs considérés prioritaires par la Société, à savoir, la finance, les infrastructures, les technologies de l'information, la santé et l'éducation. Ces investissements ont bénéficié, pour 28 %, à des pays dits pionniers en raison des risques élevés qu'ils présentent ou de la faiblesse de leur niveau de revenu.

Panorama des activités

Durant l'exercice 03, la SFI a signé des engagements au titre de 204 projets, qui portent sur un montant global de 5,03 milliards de dollars, dont 1,18 milliard de dollars mobilisé par le biais de syndications ; les chiffres correspondants pour l'exercice 02 sont de 3,61 milliards et 518 millions de dollars. La SFI offre à ses clients une large gamme de produits et de services tels que prêts, participations, quasi-participations, garanties et instruments de gestion des risques, qu'elle finance au moyen de ses propres ressources. Elle permet aussi à des institutions financières internationales de participer à ses opérations de prêt dans le cadre de syndications. Elle a signé des engagements pour son propre compte sous forme de participations (344 millions de dollars) et de quasi-participations (368 millions de dollars) et au titre d'accords de prêts (2,60 milliards de dollars), de garanties (429 millions de dollars) et d'instruments de gestion des risques (106 millions de dollars). Si l'on considère le coût total des projets de l'exercice 03, chaque dollar engagé par la Société pour son propre compte a eu pour contrepartie un financement additionnel de 3,74 dollars émanant d'autres sources.

Le portefeuille d'investissements de la Société au 30 juin 2003 se composait d'investissements de la SFI pour son propre compte (16,8 milliards de dollars) et de prêts syndiqués détenus pour des tiers (6,6 milliards de dollars). Durant l'exercice, 143 entreprises sont entrées dans le portefeuille tandis que 156 autres en sont sorties. Les données relatives aux approbations, aux engagements et aux décaissements pour les cinq derniers exercices sont présentées à la page suivante.

Les projets d'investissement sont décrits plus en détail dans les sections consacrées aux différentes régions et opérations et apparaissent tous dans les tableaux descriptifs des projets qui commencent à la page 78.

JOHN FIEGE

Un tailleur dans son atelier au Bangladesh.

RICHARD LORD

OPÉRATIONS ET RESSOURCES DE LA SFI, EX. 99-EX. 03

au 30 juin (millions de dollars)

	EX. 99	EX. 00	EX. 01	EX. 02	EX. 03
OPÉRATIONS					
Montants engagés au titre d'investissements					
Nombre de projets*	225	205	199	204	204
Montant total des engagements signés**	USD 3 640	3 867	3 931	3 608†	5 033
Pour le compte de la SFI**	2 842	2 337	2 732	3 090†	3 852
Pour le compte de tiers	798	1 530	1 199	518	1 181
Investissements approuvés					
Nombre de projets	255	259	239	223	186
Montant total des financements approuvés**	USD 5 280	5 846	5 357	5 835	5 449
Pour le compte de la SFI **	3 505	3 505	3 742	4 006	3 991
Pour le compte de tiers	1 775	2 341	1 615	1 829	1 458
Coût total des projets	15 578	21 136	16 747	15 514	13 006
Montants décaissés au titre d'investissements					
Montant total des décaissements	USD 3 296	3 307	2 370	2 072	4 468
Pour le compte de la SFI	2 102	2 210	1 535	1 498	2 959
Pour le compte de tiers	1 194	1 097	835	574	1 509
Portefeuille d'engagements‡					
Nombre d'entreprises	1 280	1 333	1 378	1 402	1 378
Montant total du portefeuille d'engagements**	USD21 685	22 168	21 851	21 569	23 379
Pour le compte de la SFI**	13 364	13 962	14 321	15 049	16 777
Pour le compte de tiers	8 321	8 206	7 530	6 519	6 602
RESSOURCES ET REVENU					
(millions de dollars)					
Capitalisation					
Emprunts	12 429	14 919	15 457	16 581	17 315
Capital libéré	2 350	2 358	2 360	2 360	2 360
Bénéfices non distribués	2 998	3 378	3 723	3 938	4 425
Résultat d'exploitation	249	380	241	161	528
Revenu net	249	380	345	215	487

Certaines données se rapportant aux exercices précédents ont été révisées.

* Inclut les projets au titre desquels un premier engagement a été pris durant l'exercice. Un projet donnant lieu au financement de plus d'une entreprise est considéré faire l'objet d'un seul engagement.

** Y compris les garanties accordées au titre de prêts et les instruments de gestion des risques

† Chiffres révisés pour l'exercice 02.

‡ Le montant total du portefeuille d'engagements et le montant pour le compte de tiers incluent les prêts titrisés.

BILAN RÉSUMÉ

au 30 juin (millions de dollars)

	EX. 99	EX. 00	EX. 01	EX. 02	EX. 03
ACTIF					
Portefeuille de liquidités, *hors produits dérivés*	11 369	13 740	14 581	16 924	17 004
Investissements	10 039	10 940	10 909	10 734	12 002
Provisions pour pertes	-1 825	-1 973	-2 213	-2 771	-2 625
Investissements nets	8 214	8 967	8 696	7 963	9 377
Produits dérivés	12 290	14 224	1 143	1 077	1 734
Montants à recevoir et autres actifs	1 583	1 788	1 750	1 775	3 428
Total Actif	33 456	38 719	26 170	27 739	31 543
PASSIF					
Encours des emprunts	12 430	14 919	15 457	16 581	17 315
Produits dérivés	13 011	14 990	1 768	1 576	1 264
Montants à payer et autres exigibilités	2 671	3 077	2 850	3 278	6 175
Total Passif	28 112	32 986	20 075	21 435	24 754
CAPITAUX PROPRES					
Capital social	2 350	2 358	2 360	2 360	2 360
Bénéfices non distribués	2 998	3 378	3 723	3 938	4 425
Divers	-4	-3	12	6	4
Total capitaux propres	5 344	5 733	6 095	6 304	6 789

Note : Par suite de l'adoption, durant l'exercice 01, de nouvelles normes comptables pour les produits dérivés et les instruments de couverture, il n'est pas possible de comparer les chiffres relatifs aux investissements, aux emprunts et aux produits dérivés portés à l'actif et au passif du bilan pour les exercices 01 et suivants aux chiffres enregistrés à la clôture des exercices précédents.

COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ

au 30 juin (millions de dollars)

	EX. 99	EX. 00	EX. 01	EX. 02	EX. 03
Intérêts et commissions financières au titre des prêts	607	694	732*	547*	477
Produits des dépôts à terme et titres	547	634	773*	493*	318
Frais liés aux emprunts	-670	-812	-961	-438	-226
Produits financiers nets	484	516	544	602	569
Plus-values et moins-values nettes des transactions	-15	-38	87	31	157
Produits des participations	265	262	222	428	195
Provision pour pertes au titre des investissements et garanties	-333	-215	-402	-657	-98
Charges financières autres que les intérêts	-152	-145	-210	-243	-295
Résultat d'exploitation	249	380	241	161	528
Autres plus-values et moins-values latentes sur produits financiers	—	—	11	54	-41
Effet cumulatif de modifications comptables	—	—	93	—	—
Revenu net	249	380	345	215	487

*Chiffres reclassés pour assurer la conformité des données à la présentation adoptée pour l'exercice 03.

Afrique subsaharienne

RECHERCHER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE

Si l'Afrique a moins ressenti que les autres régions l'impact du ralentissement de l'économie mondiale, elle a cependant dû faire face à la baisse des prix des produits de base qui sont ses principales exportations. Bien que de nombreux prix se soient stabilisés durant l'exercice écoulé, ils n'ont pas encore commencé à remonter. La faible croissance des exportations est venue s'ajouter au recul de l'industrie du tourisme, durement frappée par les conséquences des attentats terroristes du 11 septembre ainsi que par la guerre en Iraq.

Au plan des politiques nationales, des signes encourageants sont à noter quant aux conflits qui sévissent depuis longtemps en Angola et dans la République démocratique du Congo. Néanmoins la Côte d'Ivoire et le Zimbabwe, qui autrefois attiraient la majorité des investissements du secteur privé dans la région, continuent de se heurter à des crises politiques.

Les gouvernements africains ont maintenu des politiques macroéconomiques prudentes en dépit de la dégradation des termes de l'échange et d'autres problèmes majeurs. Malgré ce maintien de cap, le taux de croissance moyenne en Afrique subsaharienne représente moins de la moitié de ce qui serait nécessaire pour battre en brèche sérieusement la pauvreté. En termes réels, la croissance du PIB est tombé de 3,2 % en 2000 à 2,9 % en 2001 puis à 2,6 % en 2002. En plus du repli des secteurs de l'exportation et du tourisme, de graves sécheresses ont perturbé la production agricole en Afrique australe et en Afrique de l'Est. L'agriculture, qui subvient aux besoins de plus de 70 % de la population et représente en moyenne 30 % du PIB, reste à la base de la plupart des économies africaines.

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, initiative africaine qui promet d'améliorer la gouvernance et de promouvoir le développement économique a continué de progresser durant l'exercice et aidera à attirer de nouveaux investissements pour des projets clés. Les exportations africaines en direction des États-Unis, hors pétrole, ont augmenté de 10 % en 2002. Cette croissance, stimulée par le régime de libre-échange instauré par les États-Unis en application du African Growth and Opportunity Act, démontre la capacité de l'Afrique à augmenter ses exportations de produits manufacturés.

LES ACTIVITÉS DE LA SFI

Malgré un environnement économique et politique difficile, la SFI est restée très présente dans la région et a achevé des projets ayant des impacts importants sur le développement dans des pays et secteurs où les conditions étaient particulièrement difficiles.

La SFI a appuyé d'importants investissements dans les pays affectés par un conflit. Elle a accordé un deuxième financement au principal opérateur de téléphonie mobile en République démocratique du Congo pour aider son expansion. Son premier investissement en Angola depuis la guerre, qui est axé sur une nouvelle banque de microfinancement, devrait prendre place au cours du prochain exercice.

À DROITE : Sikaman Savings and Loan a pu consentir un microcrédit à cette couturière ghanéenne grâce à l'appui de la SFI.

RICHARD LORD

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cap-Vert
Comores
Congo, République démocratique du
Congo, République du
Côte d'Ivoire
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maurice
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Ouganda
République centrafricaine
Rwanda
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Swaziland
Tanzanie
Tchad
Togo
Zambie
Zimbabwe

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE USD millions

	Ex. 02	Ex. 03
Financements engagés pour le compte de la SFI	252	140
Prêts	181	91
Participations et quasi-participations*	53	29
Garanties de prêts et gestion des risques	17	20
Syndications de prêts signées	0	26
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	**252**	**167**
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 560	1 442
Prêts	1 018	973
Participations	425	409
Garanties de prêts et gestion des risques	117	60
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	233	254
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	**1 793**	**1 696**

* Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.
Note : les chiffres ont été arrondis.

REPRODUCTION AUTORISÉE PAR SABCO

L'aide financière de la SFI permet à SABCO, compagnie sud-africaine de boissons non alcoolisées, d'accroître ses débouchés en Afrique.

LA SFI ET L'IDA font équipe en Afrique

Durant l'exercice, la SFI et l'Association internationale de développement (IDA), institution de la Banque mondiale chargée des prêts concessionnels, ont commencé à travailler sur une nouvelle initiative clé pour appuyer le développement durable des entreprises de taille modeste en Afrique subsaharienne. Ce programme plurinational qui devrait être lancé pendant l'exercice 04 sera poursuivi conjointement par les deux institutions qui coordonneront leur approche, dans un premier temps au Burkina Faso, au Ghana, au Mali, au Mozambique, au Nigéria, en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie. Pendant trois à quatre ans, l'IDA, la SFI, le Service de promotion et de développement de l'investissement en Afrique (APDF) et d'autres partenaires mettront en commun leurs ressources pour poursuivre des efforts essentiellement axés sur l'accès au financement, l'assistance technique, le renforcement des capacités et l'amélioration du cadre des affaires.

Ainsi au Mali, l'initiative viendra compléter le programme gouvernemental pour encourager la croissance économique. L'IDA, ainsi que d'autres bailleurs de fonds, ont accordé des allègements de la dette afin d'appuyer des reformes structurelles, notamment l'expansion d'un secteur privé composé essentiellement d'entreprises de taille modeste. L'initiative contribuera également à la création d'une institution commerciale de microfinancement au Mali, elle appuiera le travail de formation de l'APDF auprès des associations de banques locales et gèrera un programme de mentorat pour les compagnies bénéficiant de financements. Le Réseau de l'entreprise en Afrique de l'Ouest (REAO) et l'APDF chercheront également à renforcer les capacités des consultants locaux et la portée du programme de la SFI visant à renforcer les capacités des microentreprises, qui est basé au Nigéria, sera étendue pour couvrir le Mali. L'appui fourni par les bailleurs de fonds dès l'exercice 03, qui s'est notamment traduit par la mise à disposition à temps plein, à Bamako, d'un coordinateur des activités PME de la SFI, a permis d'établir des fondations solides sur lesquelles reposera l'initiative au Mali.

TCHAD
Les petites entreprises se développent en même temps que l'industrie pétrolière

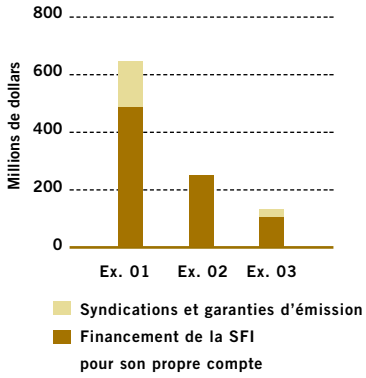
En 2003, le pétrole commencera à jaillir des gisements pétroliers tchadiens et à couler dans l'oléoduc en direction des marchés d'exporation. La SFI et la Banque mondiale ont joué un rôle crucial en finançant le projet, en en réduisant l'impact sur l'environnement et en faisant en sorte que les revenus pétroliers du Tchad servent au développement. À ce jour, le projet a généré 441 millions de dollars dans le cadre de marchés passés localement au Tchad et au Cameroun, créé plus de 12 000 emplois pour les populations locales et financé pour plus de 400 millions de dollars de travaux d'amélioration de l'infrastructure. La SFI a également appuyé le lancement de l'initiative en faveur des PME au Tchad.

Cette initiative comprend différents programmes de renforcement des capacités dans des domaines tels que la création d'entreprises agroalimentaires, la formation et le soutien de microentreprises à N'Djamena et dans la zone pétrolière, une assistance technique aux banques et la formation des chargés de prêt par l'intermédiaire du Service de promotion et de développement des investissements en Afrique ainsi qu'une campagne pour informer les petites entreprises des opportunités existantes et pour les sensibiliser à la question du VIH.

L'initiative en faveur des PME au Tchad englobe également une composante d'accès au financement qui a accru de manière importante les options offertes en ce domaine aux entreprises de taille modeste. En 2003, la SFI a accordé à Financial Bank une facilité de crédit sur quatre ans se montant à un million d'euros assortie d'une assistance technique pour l'aider à accroître les possibilités de financement à moyen et long terme du secteur privé. La SFI a pris les dispositions nécessaires pour qu'un banquier international de haut niveau travaille en étroite collaboration avec Financial Bank Tchad et Commercial Bank Tchad.

Alors que les opérations de prêts à moyen et long terme de Financial Bank ciblent les petites entreprises locales, Finadev, une institution de microfinancement au Tchad, donne accès au crédit aux microentreprises. La SFI a réalisé un investissement en capital dans Finadev et fournit à la nouvelle banque de microfinancement, avec l'aide d'autres bailleurs de fonds, une assistance technique pour lui permettre de développer ses opérations et notamment d'ouvrir une agence dans la zone pétrolière. À ce jour, Finadev a effectué plus de 3 800 petits prêts allant de 50 à 1 000 dollars et joue un rôle majeur dans la mise à disposition de services financiers de base à des personnes qui n'auraient, sans elle, pas accès à des banques établies.

ENGAGEMENTS
Ex. 01 - Ex. 03
Afrique subsaharienne



PROJETS ET PAYS
Ex. 01 - Ex. 03
Afrique subsaharienne

ENGAGEMENTS	Ex. 01	Ex. 02	EX. 03
Nombre de projets	47	37	**21**
Nombre de pays	23	24	**13**

La SFI appuie les firmes régionales qui continuent à investir et à croître dans des secteurs souffrant de la récession mondiale. Suite aux résultats positifs qu'elle a obtenus depuis sa privatisation, réalisée avec l'appui de la SFI en 1995, Kenya Airways a accru sa flotte avec l'aide de la SFI. Cette dernière a également dispensé ses conseils auprès du Gouvernement tanzanien pour la privatisation de Air Tanzania, qui a été menée à bien (voir encadré).

La SFI a fourni un appui crucial aux institutions finançant les entreprises de taille restreinte. Elle a contribué à mettre en place une holding régionale qui fera l'acquisition de banques par le biais des opérations de privatisation et, comme ces banques possèdent de nombreuses agences, il sera possible de construire des réseaux de microfinancement à l'échelon national. Au Tchad, la SFI a accordé des financements à deux banques commerciales, aidé à mettre en place une banque de microfinancement et conçu et lancé l'initiative en faveur des PME au Tchad (voir encadré). Le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique a dispensé une formation aux banques de la région pour faciliter l'expansion des prêts aux petites entreprises.

Améliorer l'accès au financement n'est qu'une des manières de soutenir les petites entreprises en Afrique. La SFI intervient également dans la formation, le renforcement des capacités, la gestion mais également d'autres services par l'intermédiaire de ses programmes et services en faveur des petites et moyennes entreprises, notamment le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique et la Société de services de gestion pour l'Afrique (voir encadré).

La SFI appuie une mise en valeur durable des ressources naturelles en Afrique. C'est pourquoi, elle a investi dans le New Africa Mining Fund, en Afrique du Sud ; ce programme d'investissement et de renforcement des capacités vise à développer les petites sociétés

REPRODUCTION AUTORISÉE PAR EXXON-MOBIL

d'exploitation minière et à accroître la participation de la communauté noire dans cette branche d'activité. Au Botswana, les principes de sauvegarde de la SFI contribueront à garantir que la prospection de zones sensibles par Kalahari Diamonds Limited est réalisée dans le respect des intérêts de la collectivité et de l'environnement. Le soutien de la SFI à Adamac, société nigériane qui fournit des services aux compagnies pétrolières, a permis à cette dernière d'accroître les retombées positives au niveau local et d'attirer d'autres capitaux aux conditions du marché. Au Mozambique, la SFI fournit des services-conseils aux autorités pour la privatisation de la compagnie nationale de distribution pétrolière et la mise en exploitation potentielle de gisements importants de charbon.

Pour aider l'Afrique à réaliser son potentiel d'agriculture commerciale, la SFI cherche à développer ses exportations. La Société a investi dans une opération piscicole en Namibie et fournit une assistance technique pour aider les producteurs ghanéens à accroître le volume de leurs ventes à une grande chaîne européenne de magasins d'alimentation.

La SFI a poursuivi ses efforts de développement des institutions financières. Elle a accru sa participation au capital de la seule institution sud-africaine émettant des titres adossés à des hypothèques. Elle a également aidé des banques ouest-africaines à renforcer leur capacité à financer le commerce extérieur par le biais d'un dispositif de promotion des échanges avec une importante banque internationale dans la région.

En 2003, la SFI a mis au point une nouvelle approche stratégique, qui sera mise en œuvre pendant l'exercice 04, et qui vise à promouvoir l'investissement privé en Afrique. Reconnaissant l'importance cruciale des petites et moyennes entreprises, elle cherche à accroître sensiblement les efforts de renforcement des capacités, l'accès à l'information et l'octroi de financements aux entreprises africaines de taille modeste. La Société orientera aussi son action sur les obstacles à l'investissement et s'efforcera de participer plus activement à la formulation de nouveaux projets d'investissement. Ce faisant, elle devrait accroître l'impact de ses activités dans la région et le volume de ses investissements en Afrique à l'avenir.

L'APDF
Pour ajouter de la valeur aux investissements de la SFI

À travers ses services de conseils aux PME, le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique peut étendre l'impact des investissements de la SFI et permettre à celle-ci de devenir un partenaire privilégié pour les promoteurs de projets dans la région. Le secteur financier, par exemple, représente pour la SFI une priorité et pendant l'exercice 03, près de 70 institutions financières d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ont envoyé leurs employés suivre des formations de l'APDF sur le financement des PME.

L'une des transactions les plus remarquables de la SFI dans la région est le financement de 37 millions de dollars accordé à la SABCO, une grande entreprise sud-africaine d'embouteillage de boisson pour Coca-Cola ; ce financement vise à aider cette dernière à s'implanter en Éthiopie, au Kenya, au Mozambique, en Ouganda et en Tanzanie. L'APDF aide également la SABCO à trouver des moyens de travailler avec les petites entreprises locales qui peuvent lui permettre de percer sur des marchés locaux inexploités. Grâce à un don de 60 000 dollars du Mécanisme de renforcement des capacités, l'APDF évalue les résultats de l'externalisation récente de certaines fonctions de distribution à des petites entreprises au Kenya, identifie les besoins en formation de ces dernières et développe des programmes afin d'en faire des partenaires plus solides de cette grosse société d'embouteillage.

Au Ghana, l'APDF a été le catalyseur d'une initiative de microfinancement à l'échelle nationale qui vient compléter la contribution de la SFI au récent lancement d'un nouvel établissement commercial de microfinancement : Sikaman Savings and Loan. L'APDF a mobilisé 600 000 dollars auprès de bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux pour aider les institutions de microfinancement locales à faire plus pour offrir leurs services aux femmes rurales et autres groupes cibles, tout en devenant viable sur le plan administratif et financier.

TANZANIE
L'essor d'une compagnie aérienne grâce à sa privatisation

Le Gouvernement tanzanien a récemment privatisé la compagnie aérienne nationale, Air Tanzania, pour améliorer ses services, attirer des investissements et un personnel de direction qualifié et faire de Dar es-Salaam une plaque-tournante aérienne. Avec l'appui de bailleurs de fonds, la SFI a facilité la transaction par l'intermédiaire de ses Services de conseil pour le développement du secteur privé ; elle a également joué un rôle clé pendant le processus de privatisation, car la compagnie connaissait des difficultés financières et devait faire l'objet d'une restructuration importante avant sa cession.

South African Airways (SAA) a remporté le marché et a acquis une participation au capital de 49 % en échange d'un versement de dix millions de dollars à l'État et de l'injection de 10 millions de dollars dans la compagnie aérienne, soit au total 20 millions de dollars. SAA souhaite, elle aussi, faire de Dar es-Salaam une plaque-tournante pour le trafic aérien régional et intercontinental.

La transaction, qui a eu lieu sur un marché totalement ouvert et concurrentiel, devrait procurer des avantages manifestes aussi bien aux consommateurs qu'à l'État. La SFI, par le biais de son Service de promotion et de développement des investissements en Afrique, avait déjà fourni son appui à une compagnie aérienne privée pionnière en Tanzanie (Precision Air). La réglementation aérienne adoptée par le gouvernement dans le cadre de l'opération de cession d'Air Tanzania, n'offre aucune protection à la compagnie après sa privatisation. Il s'agit là d'une mesure courageuse du gouvernement qui permettra de promouvoir une libéralisation totale et d'ouvrir le marché aérien.

REPRODUCTION AUTORISÉE PAR AIR TANZANIA

Asie de l'Est et Pacifique

CRÉER UN CLIMAT PLUS PROPICE À L'INVESTISSEMENT PRIVÉ

La reprise économique en Asie de l'Est s'est manifestée par le passage du taux de croissance de 3,5 % en 2001 à 6 % environ en 2002. Cette reprise est néanmoins mise à mal par une série de chocs inattendus, qui tiennent en particulier à la crise en Iraq et à l'épidémie de SRAS, et qui créent un nouveau climat d'incertitude sur les fronts international et régional.

Bien que la Chine se soit trouvée à l'épicentre de l'épidémie de SRAS, elle devrait continuer d'enregistrer une forte croissance. Le développement du secteur privé et l'adhésion du pays à l'Organisation mondiale du commerce transforment l'économie chinoise, mais celle-ci continue d'affronter des difficultés persistantes, notamment en ce qui concerne la restructuration du secteur financier et des entreprises d'État, l'amélioration du gouvernement d'entreprise et le relèvement des normes environnementales et sociales. Au Viet Nam, l'amélioration du climat de l'investissement et un traité commercial récemment signé avec les États-Unis ont entraîné un essor des investissements privés et des exportations et créé les conditions d'une croissance vigoureuse. En Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande, le mouvement de reprise économique s'est également accéléré. La pérennité de cette reprise est néanmoins menacée par des problèmes qui demeurent irrésolus : la restructuration des entreprises et du secteur financier et, dans le cas de l'Indonésie, un climat de l'investissement difficile.

Dans cette région, la SFI s'est notamment fixé comme priorités stratégiques d'améliorer le climat de l'investissement, de développer les marchés des capitaux locaux et d'encourager le secteur privé à fournir des infrastructures physiques et sociales. La SFI aide également les entreprises nationales à jouer un rôle sur la scène internationale en appuyant la restructuration des entreprises et du secteur financier et — grâce à ses investissements et aux quatre services de promotion et de développement des investissements qu'elle gère dans la région — en nouant des relations avec les petites entreprises.

Durant l'exercice 03, la SFI a appuyé une réforme du secteur financier et encouragé son développement grâce à ses investissements et ses services-conseils. L'investissement dans Sacombank, qui vise à consolider l'assise financière de cet établissement, a été le premier de la SFI dans le secteur bancaire vietnamien (voir encadré). Conjugué à une assistance technique, il permettra de développer la capacité opérationnelle de la banque et d'en faire une banque commerciale bien gérée appliquant les normes et les meilleures pratiques internationales. En Chine, la prise de participation de la SFI dans le capital de la Xi'an City Commercial Bank — la première de la Société dans une institution financière de l'ouest du pays — permettra à cette banque de devenir l'une des plus importante de la région. Ce projet témoigne de l'appui de la SFI pour une région relativement peu développée de la Chine. De plus, la SFI a lancé un programme de formation à l'intention des banques commerciales chinoises, qui fera adopter les meilleures pratiques internationales en matière d'analyse du crédit et de gestion des risques.

JOHN FIEGE

À DROITE : Internaute au Cambodge.

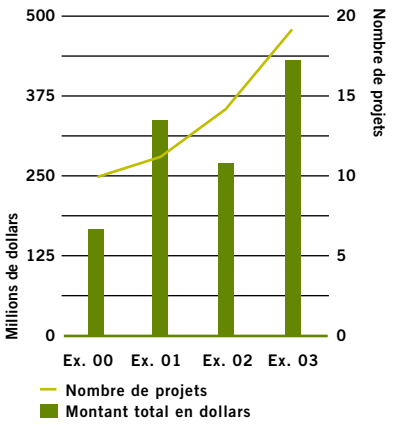
Cambodge
Chine
Corée, République de
Fidji
Îles Marshall
Îles Salomon
Indonésie
Kiribati
Malaisie
Micronésie, États fédérés de
Mongolie
Myanmar
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
République démocratique populaire lao
Samoa
Thaïlande
Tonga
Vanuatu
Viet Nam

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE USD millions

	Ex. 02	Ex. 03
Financements engagés pour le compte de la SFI	673	573
Prêts	282	130
Participations et quasi-participations*	248	183
Garanties de prêts et gestion des risques	143	260
Syndications de prêts signées	67	10
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	**740**	**583**
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	2 513	2 791
Prêts	1 578	1 354
Participations	601	850
Garanties de prêts et gestion des risques	335	587
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	1 510	1 138
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	**4 023**	**3 929**

* Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.
Note : tous les chiffres ont été arrondis.

ENGAGEMENTS DANS LE SECTEUR FINANCIER, Ex. 00 - Ex. 03
Asie de l'Est et Pacifique



Note : Y compris les projets du secteur financier et de fonds.

La SFI s'efforce également de créer de nouvelles institutions financières et de nouveaux produits financiers. En Chine, elle a engagé des fonds pour contribuer à la création d'une nouvelle banque d'investissement en coentreprise avec BNP Paribas Peregrine. En outre, elle a fondé, en partenariat avec BNP Paribas, l'une des premières sociétés de gestion de fonds en coentreprise, après l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. Pour combler le manque de produits de gestion des risques dans la région, la SFI s'est associée avec la Deutsche Bank afin de créer un mécanisme de renforcement du crédit pour les opérations de swaps.

Dans l'ensemble de la région, les prêts improductifs des systèmes bancaires menacent la stabilité économique. En Chine, la SFI a participé à la première vente d'actifs en difficulté organisée par Huarong Asset Management Corporation, qui a constitué un précédent et contribuera à développer le marché des créances improductives (voir encadré). La SFI a préparé un montage financier pour le consortium qui a investi dans ce portefeuille.

L'infrastructure, élément fondamental du développement économique, reste une priorité stratégique. Ainsi, aux Philippines, faisant fond sur des travaux de conseil sur la privatisation qu'elle avait réalisés, la SFI a accordé un financement à la compagnie des eaux, Manila Water Company, au titre de son programme de dépenses d'équipement (voir encadré). Ce programme, qui va permettre de mieux desservir

CHINE
Créer un marché pour les créances improductives

Le système bancaire chinois a accumulé un volume important de créances improductives après avoir, pendant de nombreuses années, accordé des prêts à des entreprises d'État qui n'étaient pas rentables. Le volume de ces créances constitue une menace pour la croissance et la stabilité économiques. En 1999, dans un souci d'encourager une réforme du système bancaire, le Gouvernement chinois a créé quatre sociétés de gestion d'actifs chargées de reprendre, gérer et céder les créances improductives. La SFI a fourni un financement de 50 millions de dollars sous forme de prêt et de prise de participation pour appuyer la vente d'un portefeuille par Huarong, la plus grande de ces sociétés. L'intervention de la SFI a rendu ce processus plus transparent, encouragé la participation d'intérêts étrangers et intensifié la concurrence. Cette transaction unique en son genre a permis de lancer, en Chine, la première opération conjointe d'entités nationales et internationales d'acquisition des créances improductives chinoises. Elle imprimera l'élan dont le pays avait grand besoin pour développer ce marché, et constituera un modèle pour d'autres transactions de ce type à l'avenir.

les résidents à faible revenu, fait intervenir des systèmes originaux de raccordement et de paiement.

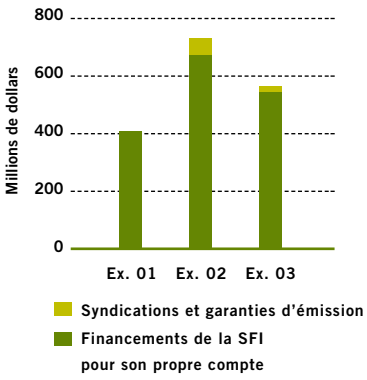
Les petites et moyennes entreprises, auxquelles sont imputables une fraction croissante des emplois et une part de plus en plus importante du PIB dans les pays de la région, souffrent souvent d'un manque de savoir-faire et d'accès aux capitaux. La SFI aide les intermédiaires financiers locaux à mieux servir les PME en leur proposant une assistance technique très complète par le biais de ses Services de promotion et de développement des investissements. C'est dans cette optique que la Société a créé le Service de promotion pour l'entreprise en Indonésie, qui apporte son appui aux entreprises de petite taille dans l'est de l'Indonésie.

Aux Philippines, la SFI a aidé la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation à créer une facilité de financement commercial qui aide les banques de taille moyenne à former des partenariats avec des banques internationales et accorder des crédits commerciaux à de petits importateurs et exportateurs. D'autre part, la SFI a pris une participation au capital de Glass Egg, une entreprise de médias numériques au Viet Nam, afin de l'aider à s'implanter sur le marché international (voir encadré). Elle a également consenti un prêt à la Jilin Zhengye Agricultural Development Company pour mettre en place le plus grand élevage de porcs du nord-est de la Chine (voir encadré).

CHINE
Moderniser l'élevage

En 2003, la SFI a accordé un prêt de 15 millions de dollars destiné à aider la Jilin Zhengye Agricultural Development Company à créer le plus grand élevage de porcs du nord-est de la Chine. Ce projet bénéficiera à plus de 6 000 agriculteurs, qui verront augmenter leur productivité et leurs revenus en élevant les porcs que leur fournit l'entreprise. Les mesures d'amélioration de l'efficacité adoptées à l'occasion de ce projet permettront à cette branche d'activité d'économiser 15 millions de dollars par an en produits d'alimentation. Ces mesures, auxquelles s'ajoute une amélioration des méthodes d'abattage, mettront à la disposition des consommateurs une viande meilleur marché et de meilleure qualité. Cette entreprise créera 1 200 emplois qualifiés et paiera à ses employés un salaire supérieur de 33 % environ à leur salaire actuel. En outre, la SFI a fourni une assistance technique à 3 000 éleveurs locaux environ, et leur a notamment donné des informations sur les techniques modernes d'élevage du porc. La Jilin Zhengye Agricultural Development Company a repris de nombreuses activités qui étaient réalisées par des sociétés d'État peu performantes et dont la situation financière s'était détériorée. L'investissement de la SFI appuie les efforts des administrations provinciales en vue de promouvoir l'élevage de porc et la production de maïs. Ce projet respecte les normes environnementales de la SFI et donnera lieu notamment à l'amélioration du traitement des eaux usées et la réduction des émissions provenant des chaudières de l'usine, ainsi que le recyclage des déchets d'origine animale pour produire des engrais.

ENGAGEMENTS
Ex. 01 - Ex. 03
Asie de l'Est et Pacifique



PROJETS ET PAYS
Ex. 01 - Ex. 03
Asie de l'Est et Pacifique

ENGAGEMENTS	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
Nombre de projets	20	33	**31**
Nombre de pays	6	7	**7**

VIET NAM
Aider une entreprise à se développer dans le secteur des technologies de l'information

Le traité commercial que le Viet Nam a récemment signé avec les États-Unis ouvre les portes d'un vaste marché aux exportations de technologie de pointe. Le Viet Nam a donc entrepris d'acquérir les compétences nécessaires pour affronter la concurrence. La SFI, consciente du fait que les sociétés internationales sont rarement disposées à collaborer avec de jeunes entreprises, a pris une participation de 1,75 million de dollars au capital de Glass Egg, société de médias numériques de Hô Chi Minh-Ville qui produit des logiciels de jeux vidéo et d'ordinateur et réalise des programmations sous contrat et des animations tridimensionnelles. L'investissement de la SFI, complété par d'autres aides, permettra à la société de se développer en dépit d'un fléchissement mondial de l'activité dans le secteur technologique et du volume limité de capital-risque à la disposition des entreprises vietnamiennes. Il aidera Glass Egg à ouvrir un bureau chargé du développement commercial aux États-Unis, renforcera sa crédibilité et lui permettra d'obtenir de nouveaux contrats, tout en créant des emplois de développeurs de logiciels hautement qualifiés au Viet Nam. En finançant des stages de formation intensifs destinés aux nouveaux employés, la SFI aidera l'entreprise à améliorer la qualité des services informatiques du pays et aidera l'entreprise à élargir sa clientèle internationale. Cet investissement, le deuxième de la SFI dans le secteur des technologies de l'information, illustre l'intérêt du Groupe de la Banque mondiale pour ce secteur au Viet Nam.

PHILIPPINES
Améliorer l'efficacité et le service à la clientèle grâce à la privatisation

La SFI, qui avait déjà fourni des services de conseil en matière de privatisation, a consenti un financement au programme de dépenses d'équipement de Manila Water Company (MWC), concessionnaire de services d'eau et d'assainissement dans l'agglomération de Manille. Cette concession a été accordée pour résoudre les problèmes chroniques dont souffrait le réseau de distribution d'eau (pression trop faible, approvisionnement intermittent, pertes dues à des fuites et à des branchements illégaux, etc.). MWC améliore régulièrement ses services en augmentant considérablement le nombre de raccordements et en réduisant les pertes d'eau. Le projet de la SFI s'attaque au problème de l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, qui constitue un obstacle majeur au développement des Philippines. Il permettra de réduire les maladies d'origine hydrique grâce à des investissements destinés à améliorer la qualité de l'eau, de réduire le prix moyen d'achat de l'eau, de soulager la population qui devait jusque-là consacrer du temps et des efforts à chercher et transporter de l'eau et d'encourager les entreprises à investir dans des processus de production qui exigent un approvisionnement en eau fiable ou des installations de traitement des eaux usées. En participant à ce projet, la SFI confirme qu'elle est favorable à la privatisation du secteur de l'eau lorsque celle-ci présente un intérêt commercial et permet à la population de bénéficier d'un service plus fiable et de meilleure qualité.

La SFI, en collaboration avec les autorités chinoises, élabore un cadre d'amélioration du gouvernement d'entreprise. En janvier 2003, elle a coparrainé une conférence internationale sur ce sujet à Shanghai. La SFI continue de jouer un rôle de premier plan dans les milieux d'affaires au Viet Nam et au Cambodge pour encourager les pouvoirs publics, les entreprises et les bailleurs de fonds à trouver ensemble des moyens d'améliorer le climat des affaires dans ces pays. Elle a également réalisé, en collaboration avec la Banque mondiale, une étude sur les perspectives de croissance du secteur privé au Viet Nam.

Dans les pays où les flux de capitaux internationaux sont faibles ou inexistants, ainsi que dans les régions et les secteurs où les capitaux sont limités, la SFI continue d'aider les entreprises à mettre en œuvre des plans d'investissement solides. Le projet de rénovation et d'exploitation de l'hôtel Villa Apsara, au Cambodge, est un bon exemple de ses activités sur les marchés pionniers. Ce projet, qui encourage le développement de l'industrie locale du tourisme, est complété par les travaux que le Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong a réalisés avec l'association hôtelière locale

LINDA YOUNG

Pêcheur vietnamien.

VIET NAM
Consolider une banque privée

Cette année, la SFI a participé au développement du secteur financier du Viet Nam en réalisant son premier investissement dans une banque privée du pays, Sacombank. Cette dernière, qui est devenue l'une des banques constituées en sociétés anonymes les plus prospères et les plus prometteuses du pays, est dirigée par une équipe dynamique intéressée par l'innovation. Bien que Sacombank joue encore un rôle relativement restreint dans le système bancaire, la rapidité avec laquelle elle se développe lui ouvre des possibilités d'accroître sa part de marché en conquérant la clientèle de banques d'État. Pour aider Sacombank à réaliser son potentiel, la SFI a investi 3 millions de dollars dans une augmentation du capital destinée à développer ses capacités opérationnelles. La SFI fournit également une assistance technique, en donnant des conseils sur les moyens de devenir un établissement exemplaire, notamment grâce à l'évaluation et la mise en place de systèmes de gestion des risques, en particulier l'introduction de systèmes de notation du crédit pour les opérations de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, l'examen et l'amélioration des méthodes et des pratiques de gestion des données, l'amélioration des techniques de recouvrement des prêts aux petites entreprises, l'information de gestion et le respect des normes comptables internationales. Le Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong a réalisé les travaux préparatoires à la transaction et a également organisé la visite d'une délégation de la Sacombank dans deux banques dans lesquelles la SFI a investi en Chine afin que ses membres observent comment la SFI a modifié leurs principes de gouvernement d'entreprise et de gestion. La Sacombank continuera de collaborer avec la SFI pour attirer une banque internationale comme partenaire stratégique.

Asie du Sud

ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE

Alors que le reste du monde connaît un ralentissement de son activité économique, l'Asie du Sud fait figure d'exception, puisqu'elle affiche une croissance soutenue de 5 % environ. Celle-ci a été induite par le secteur privé, en particulier le secteur des services en Inde, qui se place au tout premier rang d'un marché mondial des services en pleine expansion. L'Asie du Sud continue également d'accroître la compétitivité de son secteur industriel sur les marchés mondiaux.

La SFI a engagé 386 millions de dollars au titre de nouveaux investissements, accordé 37 millions de dollars de prêts dans le cadre de syndications et fourni une assistance technique pour aider les entreprises à se restructurer, obtenir des financements à long terme, forger des partenariats efficaces, adopter des technologies novatrices et conquérir de nouveaux marchés.

Cette année, un certain nombre d'industriels qui s'efforcent de devenir compétitifs sur les marchés mondiaux après la baisse des tarifs douaniers sur les importations ont bénéficié des investissements de la SFI. En Inde, on peut citer Telco, un grand constructeur d'automobiles ; Apollo Tyres, troisième fabricant de pneumatiques du pays ; Alok Industries ; Usha Beltron, producteur spécialisé dans les fils d'acier et les câbles ; Cosmo Films, fabricant de films d'emballage en polypropylène ; et Larsen and Toubro, groupe de construction et d'ingénierie. Au Bangladesh, la SFI a aidé R.A.K. Ceramics à investir pour augmenter sa capacité de production de carreaux de céramique et fabriquer des appareils sanitaires (voir encadré).

Ces entreprises introduisent sur le marché d'Asie du Sud de nouvelles technologies qui sont non seulement plus efficaces au plan des coûts mais aussi plus respectueuses de l'environnement (pneus radiaux qui réduisent la consommation d'essence et matériel d'emballage biodégradable par exemple). En outre, la SFI aide ses clients à adopter des pratiques commerciales durables. Ainsi, la Société a conseillé à Usha Beltron de construire une centrale électrocalogène qui réduira ses émissions et lui fera réaliser des économies en produisant de l'électricité à partir des gaz de combustion produits par son aciérie. La SFI collabore également avec Usha Beltron pour accroître la portée de ses programmes de développement communautaire dans les États de Bihar et du Jharkhand, deux des plus pauvres de l'Inde (voir encadré). La SFI finance la production de gaz naturel à partir des gisements marins de l'État du Gujarat, afin que les industriels et les générateurs d'énergie électrique disposent d'une source d'énergie plus propre et meilleur marché. Enfin dans les Maldives, le prêt de la SFI à une société de tourisme et de logistique, Villa Shipping and Trading Corporation, contribuera à financer la construction d'installations de stockage pour améliorer ses activités de logistique, la modernisation des systèmes de protection de l'environnement et de sécurité et l'installation dans les stations touristiques de dispositifs de production d'eau chaude par chauffe-eau solaires qui économisent l'énergie.

À DROITE : Un microentrepreneur sur un marché au Bangladesh.

JOHN FIEGE

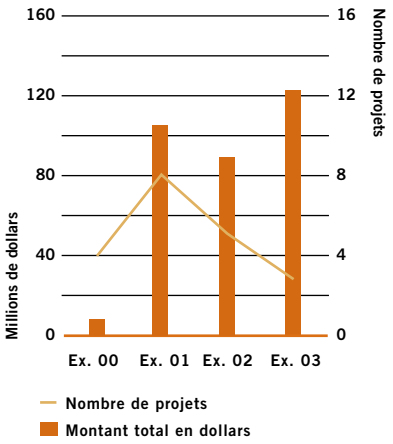
Bangladesh
Inde
Maldives
Népal
Sri Lanka

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE USD millions

	Ex. 02+	Ex. 03
Financements engagés pour le compte de la SFI	165	386
Prêts	62	349
Participations et quasi-participations*	48	34
Garanties de prêts et gestion des risques	55	3
Syndications de prêts signées	15	37
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	**180**	**422**
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 314	1 447
Prêts	665	929
Participations	456	345
Garanties de prêts et gestion des risques	193	172
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	119	140
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	**1 433**	**1 587**

\+ Les chiffres de l'exercice 02 ont été révisés pour exclure le Pakistan
* Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.
Note : tous les chiffres ont été arrondis.

ENGAGEMENTS DANS LE SECTEUR FINANCIER, Ex. 00 - Ex. 03
Asie du Sud



Note : Y compris les projets du secteur financier et de fonds.

INDE
Des centres de services pour les agriculteurs

En Inde, le rendement des cultures reste encore inférieur à ce que l'on pourrait espérer. Trop souvent, les semences, les produits chimiques et les engrais sont d'une qualité douteuse et les informations qui les accompagnent sont insuffisantes. Les pesticides sont fréquemment appliqués de façon anarchique, sans égards pour la santé et l'environnement, et les services publics de vulgarisation touchent un public limité.

Le plus grand fabricant de tracteurs du pays, Mahindra and Mahindra, entretient de longue date des relations avec les agriculteurs indiens. Il a mis en place un système de centres de services pour les agriculteurs gérés sur une base commerciale. Ces magasins polyvalents proposent des semences, des engrais, des produits chimiques, du matériel en location, des informations sur les marchés et l'agronomie, des services de conseils agricoles et des aides en vue d'obtenir des crédits de campagne auprès de banques commerciales. Des franchises ont été créées sur ce modèle dans tout le pays, et la SFI a pris une participation de 28 % au capital de la société mère, Mahindra Shubhlabh.

La SFI a élaboré un plan d'amélioration de la santé des agriculteurs et de protection de l'environnement contre l'usage abusif des produits chimiques agricoles. Il s'agit, plutôt que de tenter d'éliminer totalement la population de parasites qui causent des dégâts aux cultures, de la maintenir à un niveau assez faible pour qu'elle n'ait plus d'incidence économique. Les pesticides chimiques ne sont donc utilisés qu'en dernier ressort. En outre, la SFI a aidé Mahindra à définir une politique générale en matière de pesticides et à préparer un manuel dont se servent les centres de services aux agriculteurs pour la mettre en œuvre.

Les premiers centres ont ouvert en 2000, et plus de 50 fonctionnent aujourd'hui. Grâce au financement de la SFI, ils devraient être au nombre de 180 en 2006. S'ils se révèlent efficaces, ils permettront non seulement de créer des revenus et des emplois pour les franchisés, mais aussi d'augmenter les rendements agricoles, de réduire les coûts de production et de rendre la lutte antiparasitaire moins tributaire de substances chimiques.

LUDWINA JOSEPH

SEDF
Des progrès en matière de commerce et d'approvisionnement en eau

Basé à Dhaka, le Service de promotion pour l'entreprise en Asie du Sud (SEDF) fournit une assistance technique au Bangladesh, au Bhoutan, au Népal et aux États voisins du nord-est de l'Inde pour faciliter l'accès aux services de financement et de promotion des entreprises, améliorer le climat des affaires et créer des relations commerciales entre les grandes sociétés et les petites entreprises. Créé en octobre 2002, il a déjà attiré 37 millions de dollars provenant de partenaires très variés aux fins du financement des programmes destinés à consolider les petites entreprises, qui constituent la plus grande partie du secteur privé de ces régions.

Ce service collabore avec des entreprises qui appartiennent à des secteurs essentiels tels que l'agro-industrie, le prêt-à-porter, les technologies de l'information et l'industrie mécanique légère. Il aide également des banques locales à acquérir les compétences nécessaires pour accorder des prêts aux petites entreprises. Au Bangladesh, il s'est associé avec le plus grand groupement d'entreprises du Canada afin de développer l'activité commerciale entre les deux pays. Cette année, le SEDF a organisé la visite d'une mission commerciale canadienne à Dhaka qui a abouti à la signature d'accords de commerce et d'investissement représentant au total 17 millions de dollars. Ces accords portent notamment sur une usine d'embouteillage au Bangladesh constituée en coentreprise entre un partenaire local et la société Cott Corporation, basée dans l'Ontario.

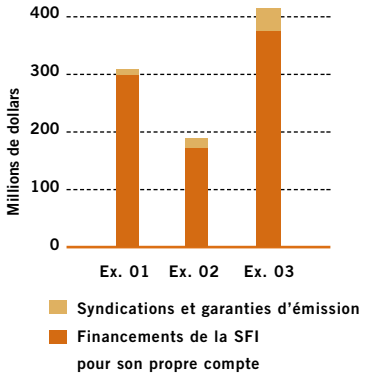
D'autre part, le SEDF, en association avec le Service des opportunités à caractère environnemental, apporte son concours à une jeune entreprise bangladaise, Shapla Water Products, dont le système de filtration d'eau à bas prix élimine l'arsenic de l'eau potable locale. Le problème de l'eau contaminée par l'arsenic est en effet un problème majeur de santé publique au Bangladesh.

Le SEDF s'efforce également, en collaboration avec des chambres de commerce locales, de supprimer les obstacles aux échanges commerciaux entre le nord-est de l'Inde et le Bangladesh, et définit un programme pour le Bhoutan, État membre de la Banque mondiale, mais non de la SFI.

JOHN FIEGE

Une Bangladaise et son téléphone portable.

ENGAGEMENTS
Ex. 01 - Ex. 03
Asie du Sud



PROJETS ET PAYS
Ex. 01 - Ex. 03
Asie du Sud

ENGAGEMENTS	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
Nombre de projets	24	9	**18**
Nombre de pays	4	4	**4**

INDE
Le secteur de l'informatique se lance dans la conception de puces électroniques

L'industrie indienne du logiciel connaît une croissance spectaculaire, puisque ses recettes ont totalisé plus de 12 milliards de dollars l'année dernière. Les exportations de logiciels ont augmenté de 30 % durant l'exercice 02 pour atteindre 10 milliards de dollars, malgré un fléchissement des activités sur le marché mondial des technologies de l'information. Toutefois, s'il veut rester compétitif sur le plan international, le secteur indien des technologies de l'information doit produire des biens et des services à plus grande valeur ajoutée. NewPath Ventures a franchi un pas important dans ce sens en créant plusieurs entreprises de haute technologie dans le domaine de la conception des puces de semi-conducteurs et des logiciels intégrés. En exploitant le savoir-faire et la structure de coûts avantageuse du pays, elle pourra rivaliser avec de grandes sociétés internationales de conception de puces. La SFI a pris une participation de 10 millions de dollars au capital de cette entreprise et possède des droits de co-investissement d'un maximum de 10 millions de dollars sous forme de participations et quasi-participations au capital de certaines filiales.

À la différence des fonds de capital-risque traditionnels, ce projet permettra à la société de se lancer dans des activités nouvelles en tirant profit du riche parcours personnel de ses promoteurs — des citoyens indiens non résidents installés dans la Silicon Valley. Ces spécialistes, parmi les meilleurs au monde, ont fait leurs preuves dans le domaine de la conception des semi-conducteurs. Ils possèdent à la fois l'expérience, les compétences et les relations nécessaires pour parvenir à pénétrer dans ce marché.

La SFI encourage l'évolution du secteur des technologies de l'information en Inde, qui cible des segments du marché très prisés. En investissant dans NewPath Ventures, la SFI contribuera à créer les premières entreprises du pays dans le domaine hautement spécialisé de la conception de systèmes à semi-conducteurs personnalisés et de logiciels intégrés (voir encadré). Son investissement dans Dataquest encouragera le développement de l'industrie naissante de l'animation et, partant, créera une nouvelle source d'emplois.

Dans toute la région, la SFI fait porter ses efforts sur le renforcement des institutions financières. Au Sri Lanka, la SFI a acheté 15 % des actions de la Commercial Bank of Ceylon auparavant détenues par la compagnie d'assurance Sri Lanka Insurance Corporation pour consolider la première et faciliter la privatisation de la deuxième. D'autre part, sachant qu'une augmentation des investissements dans le secteur du logement entraîne une amélioration du niveau de vie, la SFI a aidé des sociétés de financement du logement à mobiliser des capitaux à long terme pour répondre à la forte demande non satisfaite des classes moyennes qui souhaitent acheter un logement. La SFI a aidé le plus grand établissement de crédit hypothécaire indien, Housing Development Finance Corporation, à obtenir un financement international à long terme grâce à un prêt de 200 millions de dollars, dont la moitié sera syndiqué par des banques internationales. Elle a également investi dans des entreprises qui se positionnent sur des créneaux spécialisés, telles que Dewan Housing, et qui rendent le crédit hypothécaire plus accessible en Inde.

Le manque d'infrastructures et leur qualité inégale continuent d'entraver la croissance économique de la région. La SFI a donc poursuivi ses investissements dans ce domaine, mais les carences des cadres réglementaires et la lenteur des réformes limitent les possibilités d'investissements dans le secteur privé.

Dans les zones les moins développées de la région, c'est la croissance des petites et moyennes entreprises qui offre les meilleures chances de prospérer et de faire reculer la pauvreté. Le Service de promotion pour l'entreprise en Asie du Sud a été créé par la SFI et ses partenaires précisément pour encourager ces entreprises (voir encadré).

RICHARD ENGLISH

Krishi Gram Vikas Kendra, qui est parrainé par Usha Beltron met en place des programmes agricoles au profit de certaines des régions les plus pauvres d'Inde.

BANGLADESH
Encourager les investissements étrangers dans l'industrie manufacturière

Le Bangladesh attire peu d'investissements étrangers directs dans l'industrie manufacturière. Sa capacité de production nationale étant limitée, ce pays est tributaire des importations pour de nombreux produits manufacturés. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics par exemple, qui connaît une forte expansion, 60 % des carreaux de céramique et des appareils sanitaires sont importés. Compte tenu de cette pénurie de fabricants locaux, R.A.K. Ceramics Bangladesh, parrainé par R.A.K. Group, société basée aux Émirats arabes unis, fait figure d'exception. R.A.K. a commencé à fabriquer des carreaux de céramique au Bangladesh en 2000 et s'est rapidement imposé comme le leader du marché. Comme il est difficile d'obtenir des financements à long terme au Bangladesh, la SFI a accordé un prêt de 7 ans, d'un montant de 12 millions de dollars, pour permettre à l'entreprise d'augmenter sa capacité de production et de diversifier ses activités en se lançant dans la fabrication d'appareils sanitaires.

Ce projet tire profit à la fois de l'avantage concurrentiel du Bangladesh, qui possède des réserves abondantes et peu coûteuses d'argile et de gaz naturel, et de la technologie de pointe de SACMI Italie, équipementier européen de renom. R.A.K. fabriquera ainsi des produits de qualité à des prix concurrentiels sur les marchés mondiaux et à un coût inférieur pour les consommateurs bangladais.

INDE
Réduire les émissions de carbone tout en aidant la population

Usha Beltron est le plus grand fabricant indien spécialisé dans les fils, les câbles et les tiges d'acier, et le numéro quatre mondial du secteur. Or, comme la plupart des compagnies de taille moyenne en Inde, son accès aux financements à long terme reste limité. La SFI a joué un rôle de premier plan dans la restructuration des activités d'Usha Beltron en fournissant des financements sous forme de prêts et de prises de participation pour son propre compte et en mobilisant des prêts auprès d'autres investisseurs. La Société a également fourni de précieux conseils sur la construction d'une centrale électrocalogène qui réduira les émissions de carbone et les prix de l'électricité en générant de l'électricité à partir des gaz de combustion produits par l'aciérie.

Usha Beltron est résolument attachée au développement communautaire. Il parraine une organisation non gouvernementale, Krishi Gram Vikas Kendra, dont les activités portent notamment sur des projets de développement des bassins versants dans plus de 50 villages situés près de ses usines, des programmes de soins de santé et de développement agricole dans deux des États les plus pauvres du pays, le Bihar et le Jharkhand, et la promotion d'entreprises dirigées par des femmes, en partenariat avec la Self-Employed Women's Association. En outre, Usha Beltron gère des centres de recherche et d'apprentissage qui proposent à des petites entreprises et à des industriels locaux des formations à la gestion.

Europe et Asie centrale

L'ESSOR DU SECTEUR PRIVÉ

Les pays d'Europe et d'Asie centrale continuent de mettre en œuvre des réformes permettant d'améliorer le climat de l'investissement et de stimuler la croissance économique qui, globalement, a été de 4,1 % en 2002. La SFI a trouvé des possibilités d'investissement dans des secteurs qui vont des industries de transformation à l'agro-industrie, et a concentré ses efforts sur les entreprises de petite taille en intervenant auprès du secteur financier et en fournissant des services d'assistance technique.

EUROPE MÉRIDIONALE ET ASIE CENTRALE

Des progrès réguliers dans le développement du secteur privé

Les opérations de la SFI en Europe méridionale et en Asie centrale ont donné lieu à la signature d'engagements pour un montant de 587 millions de dollars durant l'exercice 03, ce qui représente un chiffre record et une augmentation de 54 % par rapport à l'exercice précédent. Malgré le ralentissement de l'activité économique mondiale, la région a continué sa croissance, essentiellement grâce à la dynamique des réformes qui se sont poursuivies dans un certain nombre de pays. Tirant profit de l'amélioration du climat de l'investissement, la SFI a développé ses activités dans des pays pionniers tels que l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan qui sont confrontés, entre autres, aux carences des pratiques des entreprises, à l'envergure insuffisante des intermédiaires financiers et à la taille réduite des marchés.

La SFI a axé son action dans la région en priorité sur le secteur financier, les petites entreprises et l'appui aux opérations de privatisation. Elle continue de privilégier les investissements qui ont le plus de retombées sur le développement et qui reflètent son attachement aux principes de responsabilité sociale et environnementale. Le projet Pamir Energy, au Tadjikistan, réalisé en collaboration avec l'IDA et d'autres partenaires, est un exemple important de cette volonté (voir encadré page 13). Grâce au Partenariat pour l'entreprise privée et au Service de promotion pour l'entreprise au sud-est de l'Europe, la SFI a apporté un soutien technique aux petites et moyennes entreprises de la région.

À GAUCHE : Cette boulangerie-pâtisserie azerbaïdjanaise a profité de l'appui de la SFI au microfinancement.

NEERAJ JAIN

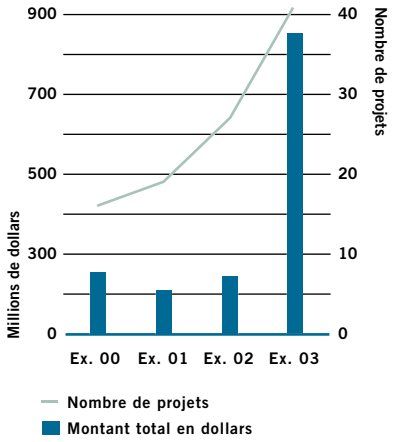
Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Bélarus
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Croatie
Estonie
Fédération de Russie
Géorgie
Hongrie
Kazakhstan
Lettonie
Lituanie
Ex-République yougoslave de Macédoine
Moldova
Ouzbékistan
Pologne
République kirghize
République slovaque
République tchèque
Roumanie
Serbie-et-Monténégro
Slovénie
Tadjikistan
Turkménistan
Turquie
Ukraine

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE USD millions

	Ex. 02	Ex. 03
Financements engagés pour le compte de la SFI	664	1 203
Prêts	511	968
Participations et quasi-participations*	112	141
Garanties de prêts et gestion des risques	42	95
Syndications de prêts signées	74	190
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	**738**	**1 394**
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	2 721	3 581
Prêts	2 109	2 898
Participations	531	527
Garanties de prêts et gestion des risques	82	156
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	666	785
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	**3 387**	**4 366**

* Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.
Note : tous les chiffres ont été arrondis.

ENGAGEMENTS DANS LE SECTEUR FINANCIER, Ex. 00 - Ex. 03
Europe et Asie centrale



Note : Y compris les projets du secteur financier et de fonds.

AZERBAÏDJAN
Aider les petites entreprises à obtenir des financements

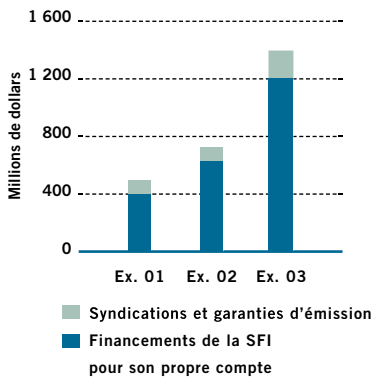
Les entrepreneurs azerbaïdjanais doivent, pour développer leurs entreprises, avoir un accès permanent et fiable à des prêts assortis de taux d'intérêts abordables. C'est pourquoi la SFI a investi dans Microfinance Bank Azerbaijan (MFBA), qui est la première banque commerciale de microfinancement du pays. Cette banque accorde des crédits et propose d'autres services financiers aux conditions du marché à des micro, petites et moyennes entreprises. La prise de participation de la SFI, d'un montant de 1,75 million de dollars, a pour effet de stimuler l'activité, de créer des emplois et d'instaurer un climat de confiance dans le secteur bancaire et a permis d'introduire dans le pays des techniques de microfinancement aux conditions du marché. Ce projet encourage la création d'autres institutions du même type, et incite les banques commerciales existantes à proposer des services de microfinancement. Il organise à l'intention des dirigeants et des employés de la banque des stages de formation, qui seront également proposés à d'autres institutions financières locales. Grâce à la participation de la SFI dans le projet de la MFBA, les chefs d'entreprise qui n'ont que de faible revenu, qui constituent un groupe nombreux et jusque-là laissé pour compte, accèderont plus facilement à des services financiers et créeront des emplois dont bénéficieront les populations défavorisées.

Appuyer les institutions financières

Durant l'exercice, la SFI s'est particulièrement intéressée au développement d'institutions de microfinancement spécialisées. Au nombre de ses principaux programmes, on peut citer le Fonds pour la petite entreprise en Asie centrale et, en partenariat avec la BERD, le Service de promotion pour la petite et la microentreprise en Asie centrale. Le premier propose des instruments tels que des participations, des quasi-participations et des prêts à des entreprises de la région axées sur la croissance. Le deuxième augmente le volume de financements que peuvent se procurer les petites entreprises du Kazakhstan, de la République kirghize, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan en créant des guichets spécialisés dans le financement des microentreprises et des petites entreprises dans certaines banques locales. La SFI a pu établir sept institutions de microfinancement en Europe orientale et méridionale, les dernières en Azerbaïdjan (voir encadré), dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et en Moldova. Elle a également engagé des ressources complémentaires pour permettre aux banques de microfinancement de continuer de se développer en Bosnie-Herzégovine et en Serbie-et-Monténégro. Des petites entreprises plus saines et mieux capitalisées stimuleront la croissance économique dans tous les secteurs et contribueront à réduire la pauvreté.

La SFI a également consacré des investissements au renforcement des intermédiaires pour faciliter l'acheminement des fonds vers le secteur des petites et moyennes entreprises. Cette année, elle a investi dans deux banques locales en Azerbaïdjan pour en faire des institutions financières viables et en mesure de soutenir la concurrence et pour renforcer leurs capacités d'appui aux entreprises de taille réduite. Au Kazakhstan, elle a mis au point un modèle de financement avec le parrainage de grandes sociétés suivant lequel ces dernières fournissent une assistance technique et des débouchés à d'autres plus petites. En Ouzbékistan, la SFI a consenti un prêt à la première société de crédit-bail constituée en coentreprise, et ouvert une ligne de crédit à une banque locale afin qu'elle accorde des financements sur la base de montants en dollars à des petites et moyennes entreprises.

ENGAGEMENTS
Ex. 01 - Ex. 03
Europe et Asie centrale



PROJETS ET PAYS
Ex. 01 - Ex. 03
Europe et Asie centrale

ENGAGEMENTS	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
Nombre de projets	44	60	**59**
Nombre de pays	21	19	**18**

BOSNIE-HERZÉGOVINE
Moderniser une entreprise dont les activités ont d'importantes retombées économiques

La SFI a accordé un prêt d'un montant de 9,79 millions de dollars destiné à remettre en état, moderniser et agrandir Fabrika Cementa Lukavac, une cimenterie privatisée en Bosnie-Herzégovine. Ce projet, qui représente l'un des investissements étrangers directs les plus importants et les plus tangibles du pays, aidera à fournir le ciment dont le pays a besoin pour réparer les bâtiments, les ponts et les autres infrastructures endommagées durant la guerre. La modernisation de la cimenterie, qui aura pour effet de réduire les coûts de production de l'entreprise, lui permettra de concurrencer les produits importés et, partant, d'économiser des devises. Grâce à ce projet, l'entreprise produira un ciment de meilleure qualité à un prix plus compétitif sur le marché local des matériaux de construction. La baisse des coûts de la construction encouragera la remise en état de l'infrastructure et des logements en Bosnie. Les institutions financières de Bosnie-Herzégovine n'auraient pas été en mesure de proposer aux promoteurs de ce projet le financement à long terme dont ils avaient besoin. L'intervention de la SFI, qui a notamment amené une banque commerciale internationale à participer à l'opération, encouragera d'autres bailleurs à investir, et laisse entrevoir une amélioration du climat de l'investissement dans le pays. La SFI a favorisé le processus de privatisation non seulement grâce à son investissement, mais aussi en apportant un soutien technique lorsque l'entreprise a modernisé son équipement et son processus de fabrication. Elle l'aide actuellement à obtenir une certificat de conformité aux normes de gestion de la qualité et de gestion environnementale.

REPRODUCTION AUTORISÉE PAR LUKAVAC

PANOS

Giavoni. L'investissement de la SFI dans cette fabrique tadjike de jeans est le plus important investissement étranger direct au Tadjikistan.

Pour élargir l'accès à des produits et des services financiers fiables, la SFI a investi dans des banques déjà établies. En Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie et en Croatie, elle a formé des partenariats avec des banques locales afin de réduire les coûts de financement des crédits hypothécaires, rendre le coût du logement plus abordable et encourager l'accession à la propriété. En Bosnie-Herzégovine et en Roumanie, la SFI a encouragé la privatisation du secteur bancaire. En Bulgarie, au Kazakhstan, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Moldova et en Turquie, elle a investi dans des institutions financières afin de renforcer leur assise financière. En Turquie, elle a mis en place un mécanisme de prêt à plusieurs composantes qui bénéficiera à la plus grande banque privée du pays, et a investi dans un fonds de participation privé qui finance les entreprises à vocation exportatrice.

Des entreprises plus compétitives

Dans l'industrie manufacturière, la SFI a investi dans des entreprises qui, en raison de leur vitalité, offrent de bonnes perspectives de croissance et de rentabilité à long terme, et les a aidées à augmenter leur capacité de production pour les rendre plus aptes à affronter la concurrence dans la région. Au Tadjikistan, dans le cadre du plus gros investissement étranger direct effectué dans le pays, la SFI a investi dans la modernisation d'une usine de textiles et dans l'établissement de relations commerciales avec plus de 350 familles d'agriculteurs pour permettre à ceux-ci de vendre du coton de qualité directement à l'usine aux conditions du marché. La SFI investit également dans une société de papier et de matériaux d'emballage en Croatie et dans une cimenterie en Bosnie-Herzégovine (voir encadré). En Turquie, un investissement permettra à un grand fabricant d'appareils électroniques d'adopter des techniques de production de pointe et de devenir l'un des premiers exportateurs de téléviseurs en Europe. Enfin, toujours en Turquie, la SFI a investi dans une grande verrerie pour financer la modernisation et la réparation de ses fours, ce qui devrait améliorer la qualité des produits et rendre la compagnie plus compétitive à l'exportation en réduisant ses coûts.

RUSSIE
La SFI entretient la croissance dans le secteur informatique

Forte de ses connaissances scientifiques et d'une main-d'œuvre très instruite, la Russie est en passe de devenir un leader mondial dans le secteur des technologies de l'information. Ce secteur, qui reste limité en Russie, se développe néanmoins rapidement, et la SFI y est l'un des premiers investisseurs.

Durant l'exercice, la SFI a accordé près de 20 millions de dollars à des sociétés russes dans le domaine des technologies de l'information, dont 12 millions sous forme d'un prêt convertible à Information Business Systems (IBS). IBS est le plus grand prestataire de services informatiques de Russie et gère la plus grande société de développement de logiciels offshore, Luxoft. IBS est également le plus grand distributeur russe de matériel informatique importé. À l'aide du financement de la SFI, l'entreprise se restructurera et développera ses activités de programmation offshore, de conseils de gestion et d'assemblage d'ordinateurs dans le pays. Les produits de haute technologie seront plus facilement disponibles en Russie, et la demande de services informatiques dans les entreprises et les organismes publics sera mieux satisfaite. De plus, la SFI donne des conseils à IBS dans le cadre de la réorganisation de sa structure de gestion et d'organisation en vue de préparer son introduction sur un marché boursier occidental. Ce projet devrait créer des centaines d'emplois en Russie. Une fois formée, cette main-d'œuvre aura les compétences nécessaires pour que la Russie rivalise avec ses concurrents dans le reste du monde.

Par le biais du Partenariat pour l'entreprise privée, la SFI a également lancé un projet portant sur les technologies de l'information et des télécommunications dans le nord-ouest de la Russie pour fournir une assistance technique aux entreprises russes spécialisées dans la programmation offshore et les mettre en relation avec des entreprises de ce secteur en Europe occidentale.

RICHARD ENGLISH

La ville de Khorog se trouve dans la région du Tadjikistan qui profite du projet de Pamir Energy (voir encadré p. 13).

CAUCASE ET ASIE CENTRALE
La SFI introduit le crédit-bail

Il est vital, pour les entreprises qui démarrent et les petites entreprises qui disposent de peu d'immobilisations, de pouvoir louer des machines et de l'outillage. Le crédit-bail donne aux entreprises accès à des crédits d'équipement moyennant un faible investissement initial qui n'exige aucune garantie supplémentaire. Pour aider les petites entreprises arméniennes, la SFI et ses partenaires ont créé la première société de crédit-bail du pays, ACBA Leasing. La SFI a fourni 27 % des fonds propres de la société, qui s'élève à un million de dollars, et lui a accordé un prêt à long terme de 2 millions de dollars. Le crédit-bail bénéficiera aux petites entreprises qui éprouvent généralement des difficultés à obtenir des prêts auprès d'un secteur bancaire arménien sous-capitalisé.

La création de cette société est le prolongement des travaux d'assistance technique que la SFI a réalisés en Arménie, et qui ont notamment porté sur l'élaboration de textes de loi sur le crédit-bail. Les travaux menés en Arménie s'inscrivent dans le cadre d'une action plus vaste entreprise par la SFI et ses partenaires pour développer le crédit-bail. Ils avaient en effet été encouragés par le succès de l'assistance accordée à ce secteur en Russie, qui a enregistré un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de dollars en 2002. Durant l'exercice, le Partenariat pour l'entreprise privé a entrepris des programmes d'assistance technique en Azerbaïdjan et en Géorgie afin d'améliorer la législation sur le crédit-bail et renforcer les compétences locales en la matière. Le Partenariat a également contribué à la rédaction de textes de loi sur le crédit-bail en Ouzbékistan, en République kirghize, et au Tadjikistan. Durant l'exercice 03, la SFI a investi 2,5 millions de dollars dans la première société de crédit-bail d'Ouzbékistan. En Russie, elle a investi jusqu'à présent dans quatre sociétés de crédit-bail en finançant un montant de 19 millions de dollars pour son propre compte et en mobilisant 45 millions de dollars auprès de co-investisseurs.

Au Kazakhstan, la SFI a investi dans l'un des plus grands gisements de gaz, de pétrole et de condensat du monde. Ce projet procurera des avantages notables aux fournisseurs locaux, notamment en faisant participer des petites entreprises aux activités du secteur des hydrocarbures. Toujours au Kazakhstan, la SFI a investi dans un centre de commerces et d'affaires afin de faciliter la distribution des biens et des services produits par des entreprises locales. En Turquie, elle a aidé une société d'électroménager à racheter un fabricant roumain de réfrigérateurs.

La Bulgarie sera moins tributaire des importations si le marché du gaz parvient à devenir plus compétitif. C'est pourquoi la SFI a investi 17 millions de dollars dans une entreprise qui mettra en valeur le gisement de gaz de Galata. Ce projet aura également pour effet d'améliorer l'image de la Bulgarie auprès d'investisseurs potentiels et de rehausser sa réputation comme pays de transit pour le gaz.

CI-DESSOUS ET EN BAS À GAUCHE : Les investissements dans le crédit-bail ouzbek a permis à une fabrique de peinture et de vernis et à la maison d'édition RASTR de se procurer des matériels.

PANOS (3)

EUROPE CENTRALE ET EUROPE DE L'EST

Des investissements et des partenariats qui favorisent un développement durable

Les pays d'Europe centrale et orientale continuent d'enregistrer une croissance économique, mais à un rythme plus ralenti. Grâce à l'amélioration du climat des affaires, la SFI a intensifié ses opérations d'investissement dans la région, et en particulier en Russie. Les nouveaux engagements au titre de ces investissements ont dépassé 616 millions de dollars pour l'exercice 03, ce qui représente une augmentation de 65 % par rapport à l'exercice précédent. La SFI a par ailleurs mobilisé 37,5 millions de dollars dans le cadre de syndications.

La SFI joue un rôle grandissant en Europe de l'Est et ses investissements bénéficient à des secteurs de plus en plus divers, qui vont des technologies de l'information à l'agro-industrie, en passant par l'industrie manufacturière et les marchés financiers. La portée géographique de ses activités s'est également accrue pour couvrir l'ensemble de la Russie et les petites économies d'Europe de l'Est. Son action dans les pays d'Europe centrale candidats à l'adhésion à l'Union européenne est, quant à elle, devenue plus sélective, puisqu'elle s'est concentrée sur des secteurs novateurs tels que les rendements énergétiques et le financement du logement.

Fidèle à ses engagements envers les anciennes républiques soviétiques, la SFI a accepté de prolonger de trois ans son soutien au Partenariat pour l'entreprise privée. Ce dernier a été constitué en 2000 pour encourager les investissements privés et la croissance des petites entreprises par le biais de l'assistance technique. Les programmes du Partenariat, conjugués aux investissements de la SFI, rendent plus efficaces les interventions dans les marchés difficiles. La collaboration avec des associations professionnelles au Bélarus constitue un exemple intéressant de ce type d'activité (voir encadré). Durant l'exercice 03, le Partenariat a élargi la portée de ses travaux et a lancé des opérations en Géorgie et en Azerbaïdjan.

Dans le secteur des technologies de l'information, la SFI a investi dans deux entreprises russes, IBS (voir encadré) et Ru-Net. Ces projets soutiennent des chefs d'entreprise locaux dans un secteur clé où la Russie est compétitive sur les marchés mondiaux. Quant au Partenariat, il aide des entreprises du nord-ouest de la Russie à créer des marchés pour des services de programmation offshore.

La SFI collabore étroitement avec la Banque mondiale pour encourager le développement durable de la foresterie, autre secteur clé de l'économie russe. Le Partenariat pour l'entreprise privée encourage l'investissement étranger direct et introduit des pratiques de gestion forestière durable. La SFI a également investi dans des fabricants de produits en bois à valeur ajoutée afin d'améliorer leur rendement et d'augmenter la part de ce secteur dans l'économie russe.

ANDREI ZUBETS

Cette laiterie est l'une de celle qui a profité de l'investissement de la SFI dans Agro-Industrial Finance Company.

RUSSIE

Pour la première fois, une entreprise privée finance l'agriculture primaire

Le secteur agricole de Russie a besoin d'avoir accès au crédit et aux techniques modernes, mais les institutions locales hésitent à investir dans ce marché qui présente des risques élevés. Pour répondre à ce besoin, la SFI et ses partenaires ont chacun pris une participation de 500 000 dollars au capital d'une nouvelle société, Agro-Industrial Finance Company, et lui ont consenti des prêts à hauteur de 5 millions de dollars. Cette compagnie, qui est la première société privée à financer l'agriculture primaire russe, achètera un équipement moderne et le louera à des exploitations agricoles qui ont signé des contrats d'approvisionnement à long terme avec l'agro-industrie.

Ce projet se situe dans le prolongement des travaux d'assistance technique que le Partenariat pour l'entreprise privée a réalisés avec les exploitations agricoles qui approvisionnent en lait l'entreprise laitière néerlandaise Campina dans la région de Moscou. Campina exploite une usine de production de yaourts de 50 millions de dollars, financée en partie par un prêt de 9,3 millions de dollars de la SFI. Grâce au financement de bailleurs de fonds, le Partenariat a fourni des conseils aux exploitations agricoles sur les méthodes de production modernes propres à augmenter la qualité et la quantité de leur lait, et a facilité la conclusion de marchés d'approvisionnement à long terme avec Campina. Pour doter les exploitations d'équipements modernes, le Partenariat a structuré un investissement de 2,1 millions de dollars : 1,4 million de dollars par Campina et 700 000 dollars par des fournisseurs de matériel. Cette action s'est traduite par une augmentation globale de 34 % de la production totale de lait et par une augmentation de 78 % de la proportion de lait de premier choix et de qualité supérieure. En outre, les recettes des opérations laitières des agriculteurs ont augmenté de 60 % et les revenus de ces derniers ont doublé.

Agro-Industrial Finance Company travaille avec un plus grand nombre d'exploitations clientes. Elle appuie ainsi l'action de la SFI qui vise à rendre les exploitations agricoles russes compétitives, à en faire des partenaires commerciaux dignes de confiance et à les intégrer dans les chaînes d'approvisionnement de l'agro-industrie. Lorsqu'elle sera opérationnelle, le Partenariat proposera aux agriculteurs locaux des formations en gestion financière et travaillera avec eux sur les questions de gestion agricole et de technologie.

RUSSIE
Les petites entreprises conduisent une banque au succès

NBD Bank, située à Nizhny Novgorod, à environ 500 kilomètres de Moscou, accorde souvent des prêts à des chefs d'entreprises et de petites entreprises, dont les montants vont de 25 000 dollars à un million de dollars. Cet établissement fait figure d'exception en Russie, où la plupart des banques estiment encore que les petites entreprises leur font courir des risques trop élevés. Ce secteur reste donc peu développé en Russie par rapport aux pays d'Europe centrale, surtout en dehors de Moscou et de Saint-Pétersbourg.

Fondée en 1992, NBD Bank accorde des prêts à des petites et moyennes entreprises, des chefs d'entreprise et des particuliers. C'est un établissement rentable puisque, en 2002, son rendement sur l'actif moyen était de 1,6 % et son retour sur l'investissement de 9,5 %. C'est aussi la première banque de la région à adopter des normes comptables internationales et à publier des rapports trimestriels.

La SFI a consenti un prêt de 5 millions de dollars à NBD Bank pour l'aider à renforcer son assise financière et développer ses opérations de prêt aux entreprises de taille modeste. Déjà en 2001, la SFI avait ouvert à la banque une ligne de crédit de 2,5 millions de dollars et lui avait fourni une assistance technique afin d'améliorer ses systèmes d'information de gestion et les opérations de contrôle de gestion. La banque a rétrocédé le premier prêt de la SFI au titre de 26 projets représentant 5,8 millions de dollars ; ces projets qui sont répartis dans toute la région sont aussi variés que l'achat de camions, l'achèvement de la construction d'un entrepôt ou la construction d'un établissement médical, par exemple.

L'entrepreneur Dmitri Mikeshin est un des clients de longue date de NBD. En 2002, il a utilisé un prêt de 225 000 dollars obtenu grâce à la première ligne de crédit de la SFI pour acheter du matériel de fabrication de cornets de crème glacée en gaufrette. Ce matériel lui a permis d'introduire un nouveau type de crème glacée à Nizhny Novgorod et d'augmenter sa production de 40 %.

La SFI continue d'accorder une attention particulière aux secteurs de l'industrie manufacturière et du commerce de détail. Au nombre de ses investissements, on peut citer des prêts aux fabricants de verre plat et de bouteilles Borsteklo et Ruscam, un prêt à la chaîne d'hypermarchés Ramstore et un prêt à la société avicole Agros pour développer sa production de poulets de chair.

Pour encourager l'amélioration des rendements énergétiques, la SFI a créé un programme à l'intention de banques participantes en Europe centrale et dans les États baltes qui accorde des garanties partielles à des prêts destinés à financer des projets de rendement énergétique (voir encadré page 24). La SFI entend s'engager davantage dans ce secteur en Russie, car les réformes du secteur de l'énergie vont rendre celle-ci plus coûteuse pour les entreprises du pays.

Le renforcement des marchés de capitaux est un objectif essentiel car il ouvrira l'accès au financement à un grand nombre d'entreprises de la région dans tous les secteurs d'activité. Les investissements et les services-conseils dans ce secteur continuent de représenter la majeure partie des activités de la SFI. Celle-ci a effectué d'importants investissements dans Moscow Narodny Bank et BCEN Eurobank pour appuyer la privatisation de ces deux établissements. Les travaux d'amélioration du gouvernement d'entreprise, réalisés par l'intermédiaire du Partenariat pour l'entreprise privée, vont s'étendre au secteur bancaire russe afin de le rendre plus transparent et plus attrayant pour les investisseurs étrangers. En collaboration avec Rabobank International et FMO, la SFI a mis en place le premier intermédiaire financier pour le secteur de l'agro-industrie en Russie (voir encadré).

La SFI a axé ses efforts de renforcement des institutions financières sur les petites économies de la région et, à l'intérieur de la Russie, sur les régions en dehors de Moscou. Par le biais de ces institutions, la SFI est en mesure d'appuyer le financement de petites entreprises locales. En Arménie, la SFI a participé à la création de la première société privée de crédit-bail du pays, ACBA Leasing. Ce projet a bénéficié des services de conseils fournis à une date antérieure par la Société, qui portaient sur le cadre législatif du crédit-bail (voir encadré). La SFI a renforcé son soutien à la Microfinance Bank of Georgia en vue d'augmenter son

REPRODUCTION AUTORISÉE PAR NBD BANK

PEP

Au Bélarus, la SFI par le biais du Partenariat pour l'entreprise privée aide les associations d'entrepreneurs locales à promouvoir les intérêts des entreprises du secteur privé, comme cette fleuriste.

capital, et a ouvert une deuxième ligne de crédit à la Bank of Georgia pour encourager l'offre de prêts hypothécaires aux particuliers et aux petites entreprises. Toujours en Géorgie, le Partenariat pour l'entreprise privée a lancé un projet à plusieurs composantes en vue de créer un secteur du crédit-bail et d'améliorer le mode de gestion des entreprises locales. En Ukraine, la SFI a accordé un mécanisme de garantie à HVB Ukraine pour qu'elle élargisse sa clientèle, principalement composée de moyennes entreprises ukrainiennes. Au Bélarus, la SFI a consenti un prêt à Priorbank, qui a constitué le premier investissement de l'institution dans le secteur financier du pays.

En Russie, la SFI a investi une deuxième fois dans NBD Bank, à Nizhny Novgorod, après avoir fourni des services-conseils en vue d'améliorer son mode de fonctionnement (voir encadré). Elle a également réalisé un investissement dans UralTransBank, qu'elle complètera par une assistance technique.

D'autre part, la SFI a coopéré avec des institutions financières pour mettre au point de nouveaux produits et a apporté son concours à la mise en place de crédits hypothécaires en ouvrant une ligne de crédit au Commercial Bank DeltaCredit et à la Raiffeisenbank en Russie et au Baltic American Enterprise Fund. Cette action permettra de porter le volume des prêts hypothécaires résidentiels à un niveau tel que ces institutions pourront titriser leurs prêts sur les marchés financiers internationaux.

BÉLARUS
Une appellation lourde de conséquences

À Grodno, au Bélarus, l'administration locale a délivré à 86 chefs d'entreprise un permis les autorisant à installer des stands dans l'une des rues de la ville. Ce permis était notamment conditionné à l'achat d'un stand bien particulier, au prix de 1 500 dollars, soit 15 fois environ les recettes mensuelles d'un petit commerçant. Une fois que les commerçants ont consenti cet investissement initial, la ville a rebaptisé ces stands « kiosques ». Elle a alors exigé le paiement d'une taxe supplémentaire de 300 dollars en échange d'un nouveau permis, ainsi qu'une nouvelle série d'inspections officielles laborieuses.

L'association des chefs d'entreprises de Grodno, parrainée par la SFI, a alors lancé une campagne dans la presse locale et a réussi à négocier une solution avec la ville. L'administration a accepté la proposition de l'association, qui consistait à baptiser « mini-marché » la série de stands. Ce simple changement de nom a permis aux commerçants de reprendre leur activité et a même fait baisser leurs impôts de 11 %. Tous les chefs d'entreprise ont adhéré à l'association, et se sont ainsi mis dans une position plus favorable pour protéger leurs intérêts à l'avenir.

L'association de Grodno est l'une des 18 associations professionnelles qui collaborent avec le Partenariat pour l'entreprise privée de la SFI dans tout le Bélarus afin de mettre en place au niveau local un puissant réseau de consultants et de défenseurs des petites et moyennes entreprises. Cette action a favorisé l'adoption de mesures en faveur des entreprises et a donné aux chefs d'entreprises les moyens de réussir dans un pays où le secteur privé reste restreint et peu développé. Depuis que la SFI a commencé à travailler avec les associations du Bélarus, le nombre de leurs adhérents a augmenté de 60 % et leur clientèle a doublé.

Amérique latine et Caraïbes

UN PARTENARIAT À LONG TERME AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

La région Amérique latine et Caraïbes a de nouveau connu une année difficile. Vers le milieu de 2002, l'activité économique en Argentine affichait une contraction sans précédent par rapport à 2001. Au Brésil, les marchés des obligations et des changes ont été très volatiles par suite des incertitudes liées aux élections et de la crainte d'une propagation des problèmes argentins. L'économie uruguayenne est entrée en crise, victime notamment de la pénurie de liquidités des banques argentines installées dans le pays.

Des problèmes de politique intérieure ont plongé le Venezuela dans une grave récession économique. En Bolivie, en Colombie, à la Jamaïque et en République dominicaine, la situation politique ou économique a entravé le fonctionnement normal du secteur privé. Les années 2001 et 2002 ont été marquées par un repli des apports de capitaux privés dans la région. Ce phénomène, conjugué au ralentissement économique, a touché jusqu'à des pays qui, comme le Chili ou le Mexique, bénéficient pourtant d'une bonne cote auprès des investisseurs.

L'origine profonde de toutes ces difficultés est la vulnérabilité de la région aux chocs externes, qui tient à la faiblesse de l'épargne intérieure ainsi qu'à l'étroitesse et au manque de diversité de la base d'exportation des pays. Il existe aussi un mécontentement général de la population vis-à-vis des réformes, qui n'ont pas amené les améliorations attendues en termes de niveau de vie. La lenteur de la reprise aux États-Unis et la guerre en Iraq ont également rendu les investisseurs très frileux. Enfin, l'instabilité des cours du pétrole et d'autres denrées de base ainsi que la stagnation du tourisme ont achevé de créer un environnement économique difficile.

De nouveaux horizons se sont toutefois ouverts avec l'arrivée au pouvoir de certains dirigeants — notamment en Bolivie, au Brésil, en Colombie et en Équateur — qui se sont lancés dans une politique de réformes, de relance économique et de réduction des inégalités dans la répartition du patrimoine. Néanmoins, les investisseurs sont restés prudemment en retrait.

À GAUCHE : Artisane latino-américaine qui profite du marché virtuel mis en place par Novica sur l'internet (voir encadré page 17).

REPRODUCTION AUTORISÉE : NOVICA

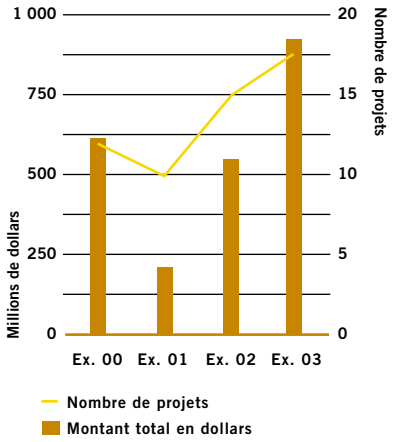
Antigua-et-Barbuda
Argentine
Bahamas
Barbade
Belize
Bolivie
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Dominique
El Salvador
Équateur
Grenade
Guatemala
Guyana
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
République dominicaine
Saint-Kitts-et-Nevis
Sainte-Lucie
Trinité-et-Tobago
Uruguay
Venezuela, República bolivariana de

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE USD millions

	Ex. 02	Ex. 03
Financements engagés pour le compte de la SFI	1 144	1 262
Prêts	833	908
Participations et quasi-participations*	294	309
Garanties de prêts et gestion des risques	18	45
Syndications de prêts signées	330	918
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	**1 474**	**2 180**
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	5 584	6 145
Prêts	4 431	4 966
Participations	1 115	1 099
Garanties de prêts et gestion des risques	38	79
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	3 049	3 447
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	**8 633**	**9 592**

* Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.
Note : tous les chiffres ont été arrondis.

ENGAGEMENTS DANS LE SECTEUR FINANCIER, Ex. 00 - Ex. 03
Amérique latine et Caraïbes



Note : Y compris les projets du secteur financier et de fonds.

CHILI
Une aide ciblée sur l'enseignement, les collectivités locales et les investisseurs

Le premier investissement réalisé par la SFI au Chili dans le domaine de l'enseignement privé témoigne des possibilités offertes par les partenariats dans ce secteur ainsi que les efforts déployés par la Société pour créer de nouveaux instruments financiers. Celle-ci a appuyé une émission obligataire en monnaie nationale qui va permettre de lever la contre-valeur d'environ 23 millions de dollars pour financer l'extension et la modernisation d'une grande université privée, Universidad Diego Portales. Une fois agrandie, cette université pourra accueillir davantage d'étudiants dans de nouveaux cursus de médecine, d'ingénierie et de lettres. L'université travaille avec la municipalité de Santiago en vue de créer un campus urbain totalement intégré à la collectivité et aux universités voisines. Le projet prévoit notamment de restaurer et de rénover plusieurs bâtiments historiques afin de préserver l'important patrimoine culturel du district.

Cette transaction donne également lieu à l'utilisation d'un instrument financier novateur : il s'agit de la première titrisation de flux de trésorerie futurs réalisée au Chili, et la première par une université d'Amérique latine. La garantie partielle de la SFI, qui couvre 30 % de l'émission obligataire n'a pas seulement introduit un nouveau moyen de financement en monnaie nationale pour des établissements d'enseignement ; elle a aussi contribué à élargir le marché financier intérieur. Cet instrument, qui doit attirer des investisseurs institutionnels chiliens — administrateurs de fonds de pension et compagnies d'assurance par exemple — inaugure une nouvelle classe d'actifs susceptible de les intéresser. La garantie de la SFI a permis aux obligations à huit ans d'être mieux notées par les filiales locales des grandes agences de notation et de trouver preneur facilement.

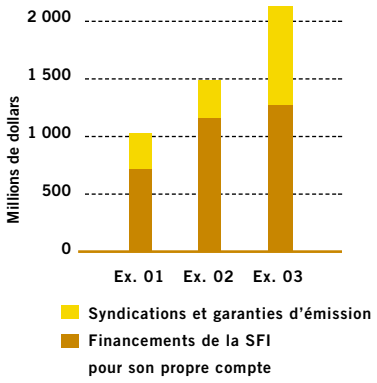
Les petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes ont développé leurs liens de collaboration dans l'optique de réaliser des économies d'échelle et d'accroître leur compétitivité face à la mondialisation accélérée de l'économie. Les perspectives de conclusion d'un accord de libre-échange centre-américain se sont améliorées au cours de l'exercice, et les travaux sur le projet encore plus large de Zone de libre-échange des Amériques ont progressé de façon encourageante.

LES ACTIVITÉS DE LA SFI

Le repli des investissements étrangers a suscité une forte demande pour les financements de la SFI. Du côté des investissements, les engagements dans la région ont totalisé 2,18 milliards de dollars, soit un montant inégalé depuis plusieurs années et supérieur de 706 millions de dollars à celui de l'exercice précédent. Les financements de la SFI ont été cofinancés par des banques à hauteur de 918 millions de dollars. Les demandes d'aide de la SFI ont augmenté dans les domaines du refinancement, du financement des entreprises et du financement du commerce extérieur, ce qui s'explique par la fuite des capitaux mais aussi par le fait que les banques ont raccourci les échéances de leurs lignes de crédit. La SFI a donné suite à ces demandes afin d'aider le secteur privé de la région à traverser cette période de crise. Elle a également contribué à améliorer la qualité des créances obligataires nationales, le secteur privé cherchant à diminuer les risques de change en s'adressant aux marchés financiers intérieurs.

Les financements de la SFI ont bénéficié en particulier au secteur des exportations, empêché par la raréfaction du crédit de tirer parti des dévaluations monétaires. La SFI a assuré des financements pré-export à des exportateurs de produits agricoles tels que Molinos et Vicentin en Argentine (voir encadré). Face à la pénurie de liquidités et à la contraction rapide du crédit, elle a aidé de grandes banques brésiliennes à fournir des fonds pour les opérations de commerce extérieur : depuis septembre 2002, le secteur brésilien des exportations a reçu au total 740 millions de dollars de financements internationaux, dont 585 millions de dollars de banques participant à des syndications. La SFI est en train de renouveler l'expérience en Argentine, où l'environnement du marché des capitaux est comparable, pour aider les exportateurs de ce pays.

ENGAGEMENTS
Ex. 01 - Ex. 03
Amérique latine et Caraïbes



PROJETS ET PAYS
Ex. 01 - Ex. 03
Amérique latine et Caraïbes

ENGAGEMENTS	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
Nombre de projets	42	47	**54**
Nombre de pays	12	16	**16**

CARLOS GOLDIN

CI-DESSUS : Entreprise argentine exportatrice de produits alimentaires.
CI-DESSOUS : Entrepreneurs et artisans locaux sur un marché bolivien.

MATTHIAS HEDINGER

À GAUCHE : Aceitera General Deheza (AGD)
CI-DESSOUS : Molinos. La SFI a récemment mis en place des mécanismes de financement pré-export pour trois sociétés argentines de traitement et d'exportation de produits alimentaires, AGD, Molinos et Vicentin.

CARLOS GOLDIN (2)

Outre l'appui financier vital qu'elle a apporté à la région, la SFI a collaboré étroitement avec des partenaires du secteur privé et des organisations non commerciales à des initiatives axées sur le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises, en dispensant des services de conseil et d'aide au renforcement des capacités. Par exemple, l'entreprise de construction brésilienne Odebrecht a bénéficié, outre de prêts syndiqués, d'une aide de la SFI pour mettre sur pied, à titre d'opération pilote, un programme de lutte contre le VIH/SIDA dans ses unités de production en Angola (voir encadré p. 22). Une campagne de sensibilisation et de prévention ciblée sur les femmes et d'autres groupes vulnérables a été lancée dans le cadre de ce programme concluant. La SFI appuie également le programme « Faim zéro » du nouveau Gouvernement brésilien, qui vise à mobiliser les ressources du secteur privé pour répondre aux besoins alimentaires du pays (voir encadré).

Dans le domaine de l'environnement, le Fonds pour le carbone établi par la SFI et les Pays-Bas a financé la plus importante transaction réalisée à ce jour au titre du Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto puisqu'il doit acquérir des droits de réduction d'émission de dioxide de carbone portant sur 5 millions de tonnes à un producteur d'acier brésilien. Pour obtenir ces réductions, la société en question, V&M do Brasil, remplacera le charbon qu'elle utilisait dans ses chaînes de production industrielle par du charbon de bois produit selon un procédé conforme aux principes du développement durable (voir encadré page 25).

ARGENTINE ET BRÉSIL
Faire face à la récession

Face à la fuite des capitaux qui a touché l'Amérique latine et les Caraïbes cette année, l'intervention de la SFI a eu un impact majeur. En collaboration avec des banques internationales dans le cadre de son programme de prêts B, la SFI a permis à la région, et plus particulièrement à l'Argentine et au Brésil, d'obtenir des financements du commerce extérieur cruciaux au cours de l'exercice 03.

En Argentine, la SFI a mis en place deux mécanismes de financement pré-export de 60 millions de dollars chacun pour le compte, respectivement, de Molinos et de Vicentin, deux grands producteurs et exportateurs argentins de produits alimentaires. Chaque mécanisme fait intervenir un prêt de 30 millions consenti par un syndicat bancaire international, qui permet à chacune des sociétés de faire face aux besoins urgents de fonds de roulement dans un contexte difficile. Ces fonds sont garantis par les contrats d'exportation des sociétés et sont renouvelables chaque année pour une période de trois ans. Ils participent des actions menées par la SFI pour aider l'Argentine à sortir de la crise ; l'année dernière, une autre société argentine, Aceitera General Deheza, avait bénéficié de ce type de dispositif.

Au Brésil, la SFI a fourni des financements aux exportateurs par le biais d'intermédiaires financiers. Elle a engagé un programme permettant aux grandes banques brésiliennes, principaux acteurs du marché du financement extérieur dans ce pays, d'obtenir rapidement des financements internationaux. Cette initiative, à laquelle s'est jointe ensuite la Banque interaméricaine de développement, répondait au fléchissement brutal des lignes de crédit accordées par les banques internationales à leurs clients brésiliens pendant la première moitié de l'exercice. Elle a également complété des programmes publics visant à pourvoir à titre temporaire les marchés brésiliens du financement du commerce extérieur en liquidités remboursables à court terme. De nombreuses sociétés et un large éventail d'acteurs du monde de l'export au Brésil ont profité de ce mécanisme : des banques internationales qui auraient été contraintes d'annuler leurs lignes de crédit ou de raccourcir leurs échéances ont pu les garder ouvertes avec des échéances plus longues. L'amélioration des comptes extérieurs du Brésil s'en est trouvée renforcée. Des mécanismes ont été mis en place au profit de plusieurs intermédiaires nationaux jouant un rôle majeur sur les marchés brésiliens du financement du commerce extérieur, comme par exemple Unibanco, Banco Itaú, BBA et Bradesco. Au total, ce sont 740 millions de dollars de financements internationaux qui ont été levés depuis septembre 2002. La formation de ces syndicats bancaires a en outre éveillé l'intérêt d'institutions financières internationales privées pour le Brésil.

La SFI a d'autre part investi dans plusieurs établissements de microfinancement de la région, à savoir Microinvest au Brésil, Calpiá en El Salvador, F.I.E. Fondo Financiero Privado et Caja Los Andes en Bolivie (voir encadré). Différentes actions d'appui aux petites entreprises ont été mises en place à travers un partenariat avec les clients et avec des organisations spécialisées dans l'assistance technique à ce type d'entreprises.

La SFI a continué d'ouvrir la voie à quelques-unes des transactions les plus novatrices sur les marchés des capitaux de la région, notamment le financement privé d'un projet municipal. La Société a en effet fourni une garantie partielle au titre de l'émission d'obligations en pesos réalisée par un fonds fiduciaire privé mexicain pour financer un projet municipal de conservation des eaux à Tlalnepantla (voir page 17). Au Chili, la SFI a accordé une garantie partielle au titre d'une émission obligataire qui est la première opération de titrisation de flux de trésorerie futurs opérée dans le pays. L'émission servira à financer l'extension et la modernisation de Universidad Diego Portales, une grande université privée de Santiago (voir encadré).

La SFI a également favorisé les investissements « sud-sud » qui encouragent une mobilisation efficace des ressources à l'intérieur de la région. Elle a par exemple accordé un financement à Marcopolo, un constructeur d'autobus brésilien qui a investi dans des unités de production au Mexique, et consenti un prêt régional au Groupe Cuscatlan, très présent en Amérique centrale.

MATTHIAS HEDINGER

L'investissement de la SFI dans une fabrique d'engrais aide les agriculteurs boliviens.

BRÉSIL
Lutter contre la faim et la pauvreté

Bien que dix années de libéralisation économique aient donné au Brésil une meilleure assise pour améliorer le niveau de vie de la population, des millions de Brésiliens vivent encore avec moins d'un dollar par jour. Le nouveau gouvernement du président Lula da Silva a lancé une vaste campagne, appelée « Fome Zero » (Faim zéro), pour s'attaquer aux inégalités sociales en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire des populations pauvres et en appelant le secteur privé et la société civile à s'impliquer. La SFI appuie la campagne et s'efforce de rallier les entreprises privées brésiliennes à cette initiative.

La première mesure prise par le Gouvernement brésilien a été de dégager des fonds pour verser une allocation alimentaire mensuelle à 1,5 million de familles parmi les plus démunies. De son côté, la SFI a fait un don de 300 000 dollars à deux partenaires brésiliens, l'Institut Ethos — une organisation non gouvernementale — et l'Institut Polis — un groupe de réflexion — qui auront pour mission de créer des liens nouveaux entre les entreprises et les populations devant bénéficier du programme « Faim zéro ».

Dans le cadre de ce projet appuyé par la SFI, une base de données sera établie pour recenser les besoins de plus de 900 municipalités ainsi que les contributions offertes par les entreprises participantes. Polis et Ethos mettront également en place un centre d'appel et un site web sur lequel les sociétés pourront obtenir des informations et être mises en rapport avec des collectivités locales.

De nombreux clients brésiliens de la SFI disposent d'une solide expérience de gestion et sont déterminés à assumer leur responsabilité sociale. Grâce à la compétence de ses deux partenaires locaux, la SFI peut aider au rapprochement des ressources du secteur privé et des besoins des populations les plus pauvres du Brésil. Ce partenariat entre le secteur public et le secteur privé contribue à faire avancer le programme « Faim zéro ».

PERSPECTIVES

Dans une région où les flux de capitaux privés sont souvent capricieux, la SFI est depuis longtemps la partenaire des bons et des mauvais jours. Son rôle vital repose sur un vaste ensemble de services : en sus des opérations de refinancement, de restructuration financière et d'acquisition, la SFI aide les pays d'Amérique latine et des Caraïbes par ses activités de microfinancement, de renforcement des capacités des petites entreprises, par des projets de développement durable et par des conseils en matière de gouvernement d'entreprise. La SFI intègre mieux ses services techniques et de conseil à ses financements afin que le bénéfice soit plus grand pour ses clients. Elle privilégie les produits pour laquelle il existe une demande soutenue, par exemple le renforcement de la cote de crédit, l'appui aux financements en monnaie nationale et les partenariats public-privé tels que le financement municipal. Tout en œuvrant au retour des capitaux privés dans la région, la SFI s'efforce également de modifier le climat de l'investissement afin de renforcer les perspectives de ces pays sur le long terme.

REPRODUCTION AUTORISÉE : CALPIÁ

CI-DESSUS ET PLUS HAUT : Financiera Calpiá S.A. fournit des services financiers aux microentrepreneurs d'El Salvador

AMÉRIQUE LATINE
Des financements pour les petites et microentreprises

Dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les microentreprises sont un moteur de développement économique et social. Le Brésil compte ainsi, d'après les estimations, 9,5 millions de petites et microentreprises qui représentent plus de 90 % du nombre total d'entreprises et fournissent 35 % des emplois dans les services, le commerce et l'industrie. Cependant, parce qu'elles sont petites et n'ont souvent pas encore fait leurs preuves, les microentreprises ont beaucoup de mal à trouver des financements et sont particulièrement affectées par les aléas économiques.

Pour les aider, la SFI apporte une aide financière et technique à des établissements de microfinancement compétitifs qui fournissent à de nombreux entrepreneurs des services d'épargne et de crédit, souvent complétés par un appui technique. La SFI aide ces établissements de microfinancement à assurer leur pérennité, convaincue qu'ils peuvent — et doivent — être commercialement viables. Durant l'exercice, la SFI a investi dans ce type d'organismes au Brésil et en El Salvador, et dans deux établissements opérant en Bolivie.

Au Brésil, la SFI a apporté son concours à la création de Microinvest, le premier établissement de microfinancement commercial de ce type, en y investissant 1,25 million de dollars. Ces fonds vont permettre d'étendre l'accès au crédit à des entrepreneurs peu fortunés qui pourront ainsi développer leurs entreprises et relever leur niveau de vie. En El Salvador, la SFI a investi 2 millions de dollars dans la société financière Calpiá, une ancienne organisation non gouvernementale qui a changé de statut en 1995, afin qu'elle dispose d'un capital suffisant pour devenir une banque réglementée. Elle va ainsi être en mesure de renforcer ses activités et ses lignes de produit ciblées sur sa clientèle actuelle de microentreprises, tout en élargissant ses services aux petites entreprises qui n'ont toujours pas accès aux banques commerciales à cause de leur taille.

En Bolivie, la SFI poursuit diverses possibilités d'investissement dans le domaine du financement des petites et microentreprises. Sur l'exercice 03, ses engagements comprennent une ligne de crédit de 2,5 millions de dollars au bénéfice de F.I.E. Fondo Financiero Privado, un établissement de microfinancement qui pourra ainsi s'ouvrir au marché des petites entreprises, et une autre ligne de crédit, de 8 millions de dollars cette fois, à Caja Los Andes, afin de renforcer les activités de prêt de celle-ci aux petites et microentreprises dans l'ensemble du pays.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
DES OPPORTUNITÉS DANS UN CLIMAT INCERTAIN

L'année a été marquée par une intensification des tensions dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les perspectives économiques de la plupart des pays de la région ont été plombées par la guerre en Iraq et l'incertitude qui a régné avant son déclenchement, par la poursuite des troubles en Cisjordanie et Gaza et par la crainte de répercussions sur les pays voisins. Les pays les plus affectés sont, manifestement, les plus proches des zones de conflits, et les secteurs les plus touchés sont le tourisme et les transports.

Toutefois, du Maroc jusqu'au Pakistan, chaque pays de cette région contrastée a des atouts et pose des défis qui lui sont propres. Beaucoup d'entreprises de la région continuent d'investir, et la SFI n'est pas restée inactive. Au Pakistan par exemple, la croissance économique s'est raffermie et la SFI a eu un programme chargé tout au long de l'exercice 03. Durant cette période, la Société a engagé au total 279 millions de dollars au titre de 17 nouveaux investissements dans la région.

Les priorités de la SFI dans la région ont été conformes à ses objectifs institutionnels : marchés pionniers, secteurs à fort impact, petites et moyennes entreprises, et enfin développement durable. L'objectif primordial de la Société est d'obtenir un impact maximal sur le développement pour promouvoir un secteur privé productif.

La démarche suivie par la SFI pour les marchés pionniers l'amène à privilégier les investissements et les services d'assistance technique et de conseil qui ont un puissant effet de démonstration, dans le but d'ouvrir la voie à d'autres investisseurs. Pendant l'exercice 03, la SFI a donc engagé 1,51 million de dollars au titre d'un prêt à Al Ahlia Mineral Water, producteur yéménite de bouteilles d'eau minérale. En Algérie, l'institution a engagé 35 millions de dollars de prêt au bénéfice d'Algerian Cement Company, la première cimenterie privée de ce pays, et 25 autres millions de dollars au titre d'un prêt à Ispat Annaba, une aciérie privatisée. Au Pakistan, elle a investi dans la société Dewan Salman Fibre Limited, le plus grand fabricant de fibres polyester du pays (voir encadré). La SFI a aussi poursuivi la préparation de programmes pour l'Afghanistan et pour l'Iran qui devraient déboucher sur des engagements dans le courant de l'exercice 04.

Les secteurs à fort impact comprennent les infrastructures privées et le secteur financier, qui ont d'importants effets démultiplicateurs à l'intérieur des pays. L'aide apportée par la SFI aux pouvoirs publics de la région, à travers son assistance technique et ses investissements, est importante car les infrastructures aussi bien que les services bancaires relèvent encore souvent du secteur public. Durant l'exercice, la SFI a assuré des services-conseils pour la

À DROITE : Un des multiples petits commerçants installés au Caire.

Afghanistan
Algérie
Arabie saoudite
Bahreïn
Cisjordanie et Gaza
Égypte, République arabe d'
Émirats arabes unis
Iran, République islamique d'
Iraq
Jordanie
Koweït
Liban
Maroc
Oman
Pakistan
République arabe syrienne
Tunisie
Yémen, République du

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE USD millions

	Ex. 02+	Ex. 03
Financements engagés pour le compte de la SFI	189	279
Prêts	113	158
Participations et quasi-participations*	17	8
Garanties de prêts et gestion des risques	60	113
Syndications de prêts signées	32	0
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	**221**	**279**
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 293	1 326
Prêts	815	803
Participations	277	242
Garanties de prêts et gestion des risques	202	281
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	943	837
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	**2 236**	**2 163**

+ Les chiffres de l'exercice 02 ont été révisés et couvrent le Pakistan.
* Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.
Note : tous les chiffres ont été arrondis.

KLAUS MERCKENS/SEKEM

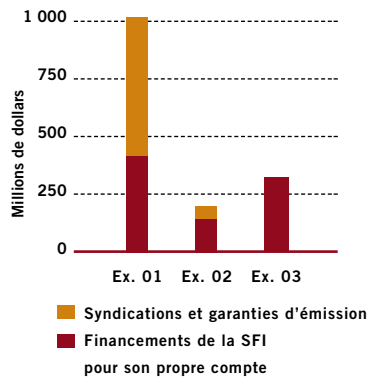
L'investissement de la SFI dans Sekem contribuera à créer des emplois et à promouvoir les méthodes de l'agriculture biologique.

AFRIQUE DU NORD
Promouvoir les petites entreprises

L'appui aux petites et moyennes entreprises est au centre de la stratégie de la SFI au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. C'est pourquoi la Société a lancé, avec l'appui de bailleurs de fonds, le Service de promotion pour l'entreprise en Afrique du Nord. Ce dernier, qui est le premier dispositif d'aide à la création des petites entreprises mis en place dans la région, a des bureaux à Alger, au Caire et à Rabat. Doté de ressources qui devraient atteindre 20 millions de dollars sur une période de cinq ans, il permettra de fournir des services pour augmenter la capacité de la région à favoriser le développement des petites et moyennes entreprises. Ses activités auront quatre principaux objectifs : améliorer l'accès des petites entreprises aux financements, appuyer des intermédiaires tels que cabinets de conseil, établissements de formation et associations professionnelles susceptibles de fournir à leur tour des services appréciables, renforcer la chaîne des valeurs ajoutées qui lie les grandes et les petites entreprises, et enfin améliorer le cadre des affaires. En Algérie, le Service mettra aussi, dans certains cas, des fonds directement à la disposition des petites entreprises.

Ce travail est très important dans la mesure où la plupart des entreprises privées sont de petits établissements mais emploient une large proportion de la population active. Bien que nombreuses, ces entreprises n'ont pas encore pu contribué, comme elles pourraient le faire, au progrès économique et à l'amélioration du niveau de vie. Le nouveau Service de promotion donnera aux petites entreprises les moyens d'accroître leurs activités et leur fournira une solide assise pour se développer.

ENGAGEMENTS
Ex. 01 - Ex. 03
Moyen-Orient et Afrique du Nord



PROJETS ET PAYS
Ex. 01 - Ex. 03
Moyen-Orient et Afrique du Nord

ENGAGEMENTS	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
Nombre de projets	18	17	**17**
Nombre de pays	8	5	**6**

privatisation de la société pakistanaise Faisalabad Electric Supply Company et a engagé 9,25 millions de dollars au titre d'un prêt et d'une quasi-participation dans le projet Karachi Container Terminal, qui concerne des installations portuaires (voir encadré).

Les compétences de la SFI en matière de technologies de l'information ont été mises à profit à l'occasion de l'engagement de 1 million de dollars pour une prise de participation au capital de Rubicon, éditeur de logiciels basé en Jordanie. Dans le secteur financier, la SFI a identifié deux catégories d'activités à fort impact sur le développement, à savoir le financement du logement et le financement du commerce extérieur. La SFI a réalisé en Égypte et en Algérie des missions d'assistance technique qui devraient déboucher sur un investissement dans un organisme de financement du logement. Concernant le commerce extérieur, la SFI a engagé des fonds dans trois grands mécanismes de promotion des échanges axés sur le Pakistan (sous forme d'une garantie de 40 millions de dollars), l'Égypte (garantie de 30 millions de dollars) et conjointement la Jordanie et le Liban (garantie de 35 millions de dollars). Les mécanismes en question devraient profiter aux exportateurs de ces pays.

Au cours de l'exercice écoulé, la SFI a appuyé très activement les petites entreprises de la région, qui revêtent une importance particulière dans les pays où les grandes sociétés sont soumises à un contrôle considérable de l'État. Pour l'exercice 03, elle a notamment à son actif le lancement réussi en Algérie, en Égypte et au Maroc, du Service de promotion pour l'entreprise en Afrique du Nord (voir encadré). Celui-ci collaborera avec des banques, des associations professionnelles, des écoles de commerce et d'autres intermédiaires pour établir un cadre d'appui aux petites et moyennes entreprises locales. Au Pakistan, la SFI a accordé à la société Network Leasing une garantie de 2 millions de dollars qui permettra de fournir un soutien aux petites entreprises. La Société a aussi contribué à l'établissement d'institutions de microfinancement dans la région.

L'expérience considérable accumulée par la SFI en matière de développement durable a été mise à profit dans le cadre de la préparation d'investissements dans la région. L'opération de prêt de 15 millions de dollars en faveur de la compagnie

PAKISTAN
Un projet de modernisation des installations portuaires à Karachi

Parce que des infrastructures qui fonctionnent bien sont indispensables au développement économique et à l'élévation du niveau de vie, la SFI accorde une très grande importance aux projets d'infrastructures du secteur privé. Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la SFI a investi dans les secteurs de l'électricité, des télécommunications et maintenant des transports. Elle a engagé ainsi 9,25 millions de dollars au titre d'un investissement dans le projet Karachi Container Terminal, au port de Karachi où le trafic de conteneurs augmente de plus de 7 % par an. La modernisation du terminal à conteneurs améliorera sensiblement le fonctionnement des installations portuaires, où passent 60 % du trafic international de marchandises du Pakistan et 80 % du volume des conteneurs. Ce projet profitera à de nombreux usagers du terminal, notamment aux transporteurs maritimes, aux exportateurs et aux importateurs. La diminution des coûts de transport et l'amélioration du service favoriseront à leur tour l'augmentation du volume des échanges et contribueront à la croissance économique générale.

Le projet, dont le coût est évalué à 29,2 millions de dollars, est parrainé par la société pakistanaise Premier Mercantile Services, Ltd.

PAKISTAN
Comment l'aide apportée à une grande entreprise profite aussi à ses petits fournisseurs

La SFI a réalisé un important investissement dans la société Dewan Salman Fibre Limited, le plus grand producteur de fibres de polyester du Pakistan. Ce financement, qui comprend un prêt de 30 millions de dollars, un prêt convertible de 4 millions de dollars et un investissement d'un million de dollars dans une émission d'actions privilégiées, permettra à la société d'augmenter sa capacité de production, de refinancer ses dettes et de satisfaire à son besoin de fonds de roulement permanent. Comme Dewan fournit 45 % du polyester utilisé par l'industrie textile locale, cet investissement a des effets positifs sur la compétitivité et la viabilité du secteur dans son ensemble.

L'investissement de la SFI témoigne de l'intérêt soutenu qu'elle porte aux entreprises pakistanaises à un moment où les financements étrangers se font rares, même pour les plus grosses d'entre elles. L'émission d'actions privilégiées est la première opération de ce type réalisée au Pakistan et constitue une importante nouvelle source de fonds propres pour les grandes entreprises pakistanaises. L'aide de la SFI va également encourager d'autres groupes d'entreprises locales à chercher à se refinancer afin d'améliorer leur bilan et leur viabilité financière à long terme. Et pour que l'opération profite aussi à toutes les entreprises opérant le long de la chaîne d'approvisionnement, Dewan a versé 2,8 millions de dollars à un fonds mis en place par la SFI pour appuyer les investissements et autres liens avec les petits fournisseurs de biens et services de la société : une autre première au Pakistan.

pharmaceutique Hikma, en Jordanie (déjà cliente de la SFI), s'est caractérisée par l'accent mis sur l'amélioration du gouvernement d'entreprise. Le prêt de la SFI à l'aciérie algérienne Ispat Annaba servira à promouvoir la viabilité environnementale des opérations et bénéficiera aux petites entreprises de la région qui pourront entrer dans la chaîne d'approvisionnement et obtenir des marchés ou contrats de service avec cette grosse société. La SFI a également engagé 5 millions de dollars au titre d'un prêt à Sekem, une société novatrice qui a introduit en Égypte des produits médicamenteux issus de l'agriculture biologique (voir encadré).

Très différenciées selon les besoins de chaque pays, les activités de la SFI dans la région ont privilégié les projets ayant un fort impact positif sur le développement. L'institution est restée à l'affût des opportunités susceptibles de se présenter dans un contexte difficile, et a poursuivi son travail d'ouverture de nouveaux marchés, de création de nouveaux instruments et d'appui au développement du secteur privé. On ne peut qu'espérer que le prochain exercice se déroulera dans une atmosphère plus sereine dans cette partie du monde, et que la SFI aura la possibilité de faire encore plus pour stimuler la croissance économique.

KLAUS MERCKENS/SEKEM (2)

CI-DESSUS ET À DROITE : Chaînes de production de Sekem en Egypte.

ÉGYPTE
Un investissement dans l'agriculture biologique

Le concept de production durable fait son chemin, et pas uniquement dans les grandes multinationales. Aujourd'hui, les petites entreprises se rendent compte qu'elles peuvent être gagnantes en adoptant des normes environnementales et sociales rigoureuses, en accordant plus d'attention à leur mode de gestion et en étant plus attentives aux besoins de la population locale.

Grâce aux 5 millions de dollars investis par la SFI dans ses opérations, la ferme Sekem, qui produit des plantes médicinales, des fruits, des légumes et des textiles selon les principes de l'agriculture biologique, montre ce qu'il est possible de réaliser dans le domaine de la production durable. Avec cet argent, Sekem devrait aider à créer quelque 200 nouveaux emplois et 120 fermes familiales qui approvisionneront l'usine de transformation. Cet investissement permettra aussi de transférer à ces fermes des procédés technologiques et les méthodes de l'agriculture biologique. La société Sekem, qui alimentera en principe aussi bien le marché intérieur que les marchés internationaux, permettra à l'Égypte de devenir un exportateur plus visible, particulièrement vis-à-vis de l'Europe. L'association des méthodes biologiques et du marketing international devrait largement contribuer à augmenter la valeur ajoutée de la production et aura un puissant effet de démonstration sur tout le secteur agricole égyptien.

Rapport d'activité

Cette section décrit certains produits et services de la SFI, notamment les syndications de prêts, les produits de gestion des risques et l'assistance technique. Les services-conseils portent essentiellement sur le secteur financier, les opérations de privatisation et la réduction des obstacles à l'investissement étranger direct.

MOBILISATION DE FOND ET GESTION DES RISQUES

Syndications

La forte volatilité des marchés, la lenteur de la croissance dans le monde entier et l'impact régional de la crise financière qui a sévi en Argentine ont encore accru l'importance du rôle que joue la SFI lorsqu'elle mobilise des financements auprès du secteur privé. La Société a pour tâche principale d'investir dans les pays en développement et les avantages présentés par sa « tutelle » — à savoir un accès privilégié aux devises et l'exemption de l'obligation de constituer un niveau donné de réserves — sont considérables pour les prêteurs privés qui souhaitent réduire leur risque-pays.

Le montant des nouveaux prêts B signés durant l'exercice 03 s'est établi à 1,2 milliard de dollars, contre 518 millions de dollars pour l'exercice 02. Malgré un contexte économique et politique difficile en Amérique latine, les succès remportés dans le cadre de grandes opérations de syndications au Brésil, en Colombie et en République dominicaine montre bien que les banquiers prisent la protection que leur confère la SFI. La Société a permis de maintenir des lignes de crédit à l'exportation ouvertes en faveur de grandes banques brésiliennes après la réduction des lignes ouvertes par les banques internationales vers la fin de 2002. Pour ce faire, elle a fourni un effort très important et mobilisé 585 millions de dollars. En Argentine, elle a attiré de nouveaux capitaux dans le pays en mobilisant des financements pré-export en faveur d'importants producteurs de produits alimentaires, et elle a confirmé qu'elle était prête à fournir son appui à de gros clients dans le cadre de transactions bien structurées. (De plus amples détails sur les mécanismes mis en place au Brésil et en Argentine sont donnés dans l'encadré page 53).

Le montant des financements signés dans le cadre de syndications durant l'exercice 03 au Bangladesh, au Kazakhstan, au Nigéria, au Panama, et en Turquie, notamment, permettront aux emprunteurs de forger de précieux partenariats et étendra la portée de l'action en faveur d'un développement durable de la SFI.

Le portefeuille de syndications de la SFI au 30 juin 2003 s'élevait à 6,6 milliards de dollars au titre de 224 projets.

À DROITE : Grâce à son investissement dans Novica, La SFI aide des artisans des pays en développement à trouver des débouchés sur l'internet. **CI-CONTRE, EN HAUT :** Micro-entrepreneurs tchadiens.

REPRODUCTION AUTORISÉE : NOVICA

ABIGAIL TAMAKLOE

Instruments de gestion des risques de crédit

Les sociétés et les banques des marchés développés ont recours à des instruments de gestion des risques, tels que les swaps de taux d'intérêt ou de devises pour décomposer les risques financiers et les gérer plus efficacement.

Ces instruments sont rarement mis à la disposition d'entités des marchés émergents en raison des risques de crédit qu'elles peuvent présenter. Depuis 1990, le programme de gestion des risques offert par la SFI à ses clients aide les sociétés de ces pays à être plus compétitives sur les marchés mondiaux. La SFI améliore la cote de crédit à long terme de ses clients du secteur privé car elle leur permet de procéder à des opérations de couverture pour gérer leurs risques en réduisant leur vulnérabilité aux risques de taux d'intérêt et de change, ainsi qu'aux risques liés aux produits de base.

Au cours des 12 dernières années, le Conseil d'administration de la SFI a approuvé 114 projets de gestion des risques en faveur de clients de 40 pays. Les transactions effectuées couvrent un montant notionnel dépassant deux milliards de dollars (l'engagement potentiel ou risque futur de ces transactions représente une fraction du montant notionnel).

Durant l'exercice 03, la Société s'est engagée au titre de quatre projets de gestion des risques. L'un d'entre eux — East Asia Swap Guarantee Facility — porte sur un montant de 100 millions de dollars ; cette initiative tout à fait nouvelle a pour objet d'améliorer la liquidité sur les marchés de swaps d'engagements à long terme en monnaie nationale dans la région en procédant à une répartition des risques entre la Deutsche Bank et la SFI. En Inde, la SFI a procédé avec Apollo Tyres à plusieurs transactions de swap d'engagements en roupies pour des engagements en dollars pour permettre à cette compagnie de convertir ses engagements en dollars en roupies et assurer une meilleure correspondance entre ses actifs et ses engagements. La SFI a également procédé à des swaps d'engagements en roupies indonésiennes pour des engagements en dollars avec Indorama pour aider cette dernière à gérer ses risques, ainsi qu'un swap de taux d'intérêt en dollars avec ISA Peru.

Les produits de gestion des risques proposés par la SFI ne sont utilisables par ses clients qu'à des fins de couverture et non à des fins de spéculation. La Société se couvre de ses propres risques de marché sur ces transactions et suit de très près l'évolution des montants ainsi engagés.

UNE ASSISTANCE TECHNIQUE APPUYÉE PAR DES BAILLEURS DE FONDS

Les institutions et pays bailleurs de fonds fournissent un appui à l'assistance technique que gère la SFI. Le programme des Fonds fiduciaires d'assistance technique (TATF), par exemple, finance des études de faisabilité, des études sectorielles ainsi que des projets de services de conseil concernant les privatisations, l'action à mener pour renforcer le cadre des affaires dans les pays en développement, des évaluations de l'impact social et environnemental des projets d'investissement et des activités de renforcement des capacités. Certains exemples de projets appuyés par le TATF sont donnés dans les chapitres consacrés aux régions et dans le tableau de la page 98.

Durant l'exercice, par exemple, le TATF a financé l'évaluation de la fiabilité d'une institution de microfinancement en Colombie ainsi que l'identification des possibilités d'intégrer de petites entreprises dans la chaîne d'approvisionnement et de fourniture de services à de grosses sociétés en Indonésie. D'autres projets ont porté sur la recherche de débouchés pour de petites entreprises viables du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et sur la fourniture d'une aide à des producteurs ghanéens de denrées alimentaires en vue d'améliorer leur capacité de production et de traitement d'articles répondant aux normes de qualité en vigueur sur les marchés mondiaux.

À la fin de l'exercice 03, le montant cumulé des apports des bailleurs de fonds au titre du TATF était de 178 millions de dollars, y compris une allocation budgétaire de la SFI sur ses propres ressources atteignant 11 millions de dollars à ce jour. Depuis le lancement de ce programme en 1988, les bailleurs de fonds ont approuvé plus de 1 250 projets d'assistance technique.

Les bailleurs fournissent également une aide dans le cadre des services de promotion et de développement des investissements dans les PME, les services de promotion du développement

AUTRES ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Se reporter à la section qui ouvre le présent rapport annuel pour de plus amples informations sur les activités du département des Petites et moyennes entreprises, du Partenariat pour l'entreprise privée et des services environnementaux et sociaux de la SFI.

OPÉRATIONS CONJOINTES DE LA SFI ET DE LA BANQUE MONDIALE

Les unités et programmes conjoints de la SFI et de la Banque mondiale, notamment le département des petites et moyennes entreprises et le FIAS, fournissent généralement leurs services à tous les pays membres de la BIRD, y compris ceux, peu nombreux, qui ne sont pas membres de la SFI.

MATLUBA MUKHAMEDOVA

MARIA GALLEGOS

EN HAUT : Matériel de tissage financé par un crédit-bail accordé par l'Uzjilsberbank avec l'appui de la SFI à l'Association des sourds en Ouzbékistan. **EN BAS :** Le projet d'Holcim Bietnam améliore les conditions de vie de pêcheurs dans le Delta du Mékong.

durable sur le plan environnement et social et d'autres programmes, y compris certains travaux réalisés par le Service-conseil pour l'investissement étranger, d'autres sections du Service de conseil pour le développement du secteur privé et le Partenariat pour l'entreprise privée. Le montant cumulé des contributions à l'ensemble des programmes d'assistance technique gérés par la SFI atteignait 786 millions de dollars à la fin de l'exercice 03.

SERVICES DE CONSEIL POUR LE SECTEUR FINANCIER

L'Assistance technique relative aux marchés des capitaux de la SFI vise à élargir l'accès des petites et micro-entreprises aux financements, à renforcer les opérations de base des banques et à en améliorer la qualité et la viabilité, et à étendre la gamme des instruments financiers non bancaires en monnaie nationale pour faire face aux besoins croissants des emprunteurs et des investisseurs. Elle vise aussi à améliorer le gouvernement d'entreprise des institutions financières. En 2003, le portefeuille d'assistance technique se composait de 86 projets dans 72 pays qui ont bénéficié d'un appui des bailleurs de fonds dont le montant total a dépassé 28 millions de dollars. Les marchés pionniers tels qu'identifiés par la SFI ont absorbé plus de 70 % de ces ressources.

Plus de 30 % des activités menées dans le cadre de cette assistance technique ont porté sur la diversification des opérations pour inclure essentiellement les services financiers non bancaires ainsi que, dans une moindre mesure, le financement du logement, l'épargne contractuelle et les marchés des titres de créance. L'Asie centrale a été le principal bénéficiaire de l'assistance technique axée sur le crédit-bail tandis que l'enquête auprès des consommateurs menée initialement au Bangladesh est devenue un outil essentiel des études de faisabilité du financement du logement. Plus de 15 % du portefeuille a été consacré au renforcement des opérations bancaires de base. Par exemple, la SFI a aidé plusieurs grandes banques chinoises à se transformer en entreprises commerciales solidement établies et a contribué à la restructuration et à la privatisation de banques en Bosnie-Herzégovine.

Les services d'assistance technique ayant trait aux marchés des capitaux ont permis de mettre en place de nouvelles sources de financement, viables sur le plan commercial, pour les petites et micro-entreprises et de doter les banques

existantes de nouvelles capacités de financement. Plus de la moitié des activités menées en ce domaine ont ciblé ce type de services. La SFI a forgé de nouveaux partenariats stratégiques pour mettre en place ces sources de financement en Afghanistan et en Afrique et a créé un programme de bureau de crédit mondial pour étendre les services aux particuliers et aux petites entreprises.

SERVICE DE CONSEIL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

Le Service de conseil pour le développement du secteur privé (PSAS), qui est géré conjointement par la SFI et par la Banque mondiale, fournit des conseils aux gouvernements sur l'action à mener, sur les questions réglementaires associées au climat de l'investissement et sur la fourniture par le secteur privé de services d'utilité collective. Il comprend le service chargé du système de réaction rapide en ligne (http://rru.worldbank.org) qui donne aux clients l'accès à des bases de données sur les travaux de recherche, des études de cas, des instruments, des indicateurs de référence et des centres de discussion en ligne consacrés au développement du secteur privé.

Services pour les opérations de privatisation

En sus de ses conseils sur les grandes orientations, le cadre des affaires et la transparence, le Service de conseil pour le développement du secteur privé fournit aux gouvernements et aux entreprises d'État des conseils sur les opérations de privatisation et autres transactions favorables à l'établissement de partenariats durables entre le secteur public et le secteur privé. Depuis 1996, le groupe des transactions a généré un montant d'investissements étrangers dépassant 3,6 milliards de dollars au profit du gouvernement par le biais de la cession de concessions et d'entreprises dans le domaine des infrastructures.

Durant l'exercice 03, le PSAS a poursuivi sa mission de développement dans une large gamme de branches d'activité et mené à leur terme cinq opérations. À la clôture de l'exercice, le PSAS avaient 11 missions en cours concernant les transports ferroviaires, les soins de santé, les déchets solides, l'électricité, la distribution de pétrole, l'irrigation, l'aviation civile et l'eau.

Durant l'exercice, le PSAS a achevé l'opération de privatisation d'Air Tanzania (voir encadré p. 33). Avec l'appui financier de bailleurs de fonds, il a également réalisé des transactions totalement novatrices dans le secteur de la santé, comme la fourniture de services par le secteur privé dans un grand hôpital public roumain, qui a permis d'améliorer le coût-efficacité des services de santé publique du pays.
Le PSAS a également achevé les importants travaux de préparation de trois missions qui devraient déboucher sur de vastes opérations de privatisation.

Le Service-conseil pour l'investissement étranger

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) aide les gouvernements des pays en développement à formuler les politiques et à se doter des institutions nécessaires à l'amélioration du climat de l'investissement dans leur pays pour attirer des volumes plus importants d'investissements étrangers directs (IED) et en tirer le maximum d'avantages. Géré et financé conjointement par la SFI et la BIRD et recevant des financements supplémentaires de pays bailleurs de fonds, le FIAS ne fournit ses services que sur demande des gouvernements de ses pays membres. Depuis sa création en 1985, le FIAS a fait bénéficier plus de 125 pays de ses services — souvent sur de très longues périodes.

Le FIAS a mené à terme 49 projets de services de conseil durant l'exercice 03. Les plus importants ont été réalisés en Europe et Asie centrale (11) ; en Afrique (12 projets, dont le premier jamais réalisé en Érythrée) ; et dans la région Asie et Pacifique (11 projets dont trois dans le Pacifique).

Durant l'exercice écoulé, le FIAS a offert de nouveaux services : dans le domaine des IED et de la responsabilité sociale des entreprises avec un projet pilote en El Salvador, et dans celui de la contribution des IED au renforcement des connaissances avec un projet pilote en Lettonie. Dans le prolongement des projets axés sur la réduction des obstacles administratifs opposés aux investissements, le FIAS a entrepris de fournir des outils de renforcement des capacités et de participation des parties prenantes et aussi de suivre l'impact de ces projets dans le temps. Ces outils ont été utilisés dans le cadre de projets en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Lettonie, en Macédoine et en Roumanie.

Le FIAS collabore également étroitement avec le Service pour l'amélioration du climat de l'investissement de la Banque mondiale à des enquêtes portant sur les coûts administratifs et réglementaires et à la base de données « Doing Business » (voir page 15).

JOHN FIEGE

GREG MAGGIO

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Résultats de l'exercice

LINDA YOUNG

EXAMEN DE LA VIABILITÉ – RÉSUMÉ 65

RÉSULTATS FINANCIERS 70

PORTEFEUILLE 75

PROJETS ENGAGÉS 78

PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE SERVICES-CONSEILS 98

ANNEXES

- Gouverneurs et Gouverneurs suppléants 110
- Administrateurs et Administrateurs suppléants, nombre de voix 113
- Organigramme et Direction de la SFI 114
- Représentants de la SFI sur le terrain et contacts 116
- Adresses de la SFI 118
- Services de promotion et de développement des investissements 119
- Participants aux syndications 120
- Sigles, notes et définitions 120

Examen de la viabilité

RÉSUMÉ

Il est essentiel que la SFI inscrive son action dans la durée maintenant qu'elle se positionne pour fournir sa vaste expertise commerciale, et non plus simplement ses capitaux, aux clients du secteur privé dans le monde en développement. La SFI se distingue par le fait qu'elle ajoute de la valeur au delà des financements qu'elle procure à ses clients. Cette valeur résulte de l'expertise qu'elle a acquis en près de cinquante ans, de l'envergure mondiale de ses opérations et de ses compétences uniques — en particulier dans les domaines environnementaux et sociaux.

Pour la SFI, inscrire son action dans la durée est une condition essentielle du succès de ses activités ainsi qu'un moyen de renforcer son impact sur le développement.

LE CONTEXTE MONDIAL

Durant l'exercice écoulé, plusieurs graves obstacles au développement durable des pays membres de la SFI sont clairement apparus. L'économie mondiale — confrontée à la fois aux scandales associés à certains gouvernements d'entreprise, à l'existence de capacités excédentaires dans des secteurs clés, à l'instabilité politique, au ralentissement des négociations commerciales, au SRAS et, dans certains pays, aux réactions négatives à la libéralisation des marchés — a continué d'avoir du mal à remonter la pente après avoir enregistré la contraction la plus brutale depuis la crise pétrolière de 1973.

Pendant ce temps, entre 2,5 et 3 milliards d'habitants des pays en développement n'ont toujours que moins de deux dollars par jour pour subsister. Au cours des 30 prochaines années, la population mondiale devrait s'accroître de 2 milliards de personnes, qui naîtront presque toutes dans un pays en développement. Pour pouvoir faire face, entre autres, à cette croissance démographique, il sera essentiel de pouvoir compter sur la croissance économique et d'adopter des approches novatrices.

Ces facteurs ont eu conjointement pour effet de faire de l'investissement dans le secteur privé, en tant que moteur de la croissance économique, l'instrument principal du programme de réduction de la pauvreté. Toutefois, le Sommet mondial sur le développement durable tenu en septembre 2002 à Johannesburg a clairement dépeint une situation peu encourageante en montrant que la croissance mondiale nécessaire au cours des prochaines décennies ne pourra être obtenue en appliquant les méthodes et en suivant les modèles du passé. Dans tout le monde en développement, l'eau salubre, l'air pur, la diversité biologique, les pêcheries et les terres fertiles sont menacées par une croissance qui n'est pas viable.

Les défis que doit relever une institution de financement du développement mondial telle que la SFI n'ont jamais été aussi grands. À l'évidence, les clients de la Société ont toujours besoin de ses capitaux mais ils ont tout autant besoin qu'elle prenne des initiatives inédites qui contribueront à la pérennité des activités du secteur privé sur les marchés émergents.

RENFORCER LA VIABILITÉ DES ACTIONS MENÉES

La SFI a pour mission d'investir dans des contextes présentant des risques élevés en tirant profit de ces investissements pour montrer aux investisseurs privés qu'un pays ou un secteur donné offre des possibilités d'investissement viables. Elle doit toutefois s'assurer, dans le même temps, que ces investissements sont durables et écologiquement rationnels. Si ce n'est pas le cas, cela signifie que la SFI ne s'acquitte pas de sa mission.

La SFI s'est toujours efforcée de promouvoir un développement durable (avant même que cette expression n'ait été adoptée) grâce à un personnel déterminé, aussi bien sur le plan personnel que professionnel, à voir le secteur privé servir les objectifs à long terme du développement humain et de la protection de l'environnement. La Société doit toutefois veiller à tirer les leçons de l'expérience pour améliorer encore ses prestations à l'avenir, comme elle est déterminée à le faire.

Si la SFI a montré l'exemple en intégrant des normes environnementales et sociales dans ses projets depuis 1989, elle s'efforce de plus en plus d'encourager, par le biais de ses investissements dans les entreprises clientes, la poursuite des améliorations en ce domaine. Un certain nombre des investissements du portefeuille de la SFI ont même donné des résultats supérieurs à ceux requis par ses normes environnementales et sociales rigoureuses — et en ont tiré des avantages commerciaux. Toutefois, alors même qu'elle s'efforce de trouver de nouveaux clients capables d'obtenir d'excellents résultats au plan environnemental et social et en matière de gouvernement d'entreprise, elle continue à fournir ses services aux clients pour qui se conformer à ses normes de base représente un accomplissement important. Elle apporte de la valeur à ses clients et aux sociétés dans le cadre desquelles elle opère lorsqu'elle collabore avec une entreprise de taille modeste d'un pays à faible revenu et l'aide à porter ses opérations aux normes mondiale au plan environnemental et social et en matière de gouvernement d'entreprise. Tous les systèmes que pourra élaborer la SFI pour encourager l'obtention de résultats supérieurs à ses normes de base devront être pratiques et se prêter à la poursuite d'améliorations progressives sur les marchés les plus difficiles.

Ce sont ces tensions et ces défis qui guident la SFI lorsqu'elle s'efforce de déterminer ce qu'elle pourrait faire de plus pour promouvoir un développement durable dans le monde entier. Son initiative pour une action durable est le fruit et la manifestation de ses engagements et lui offre la possibilité de recentrer ses efforts.

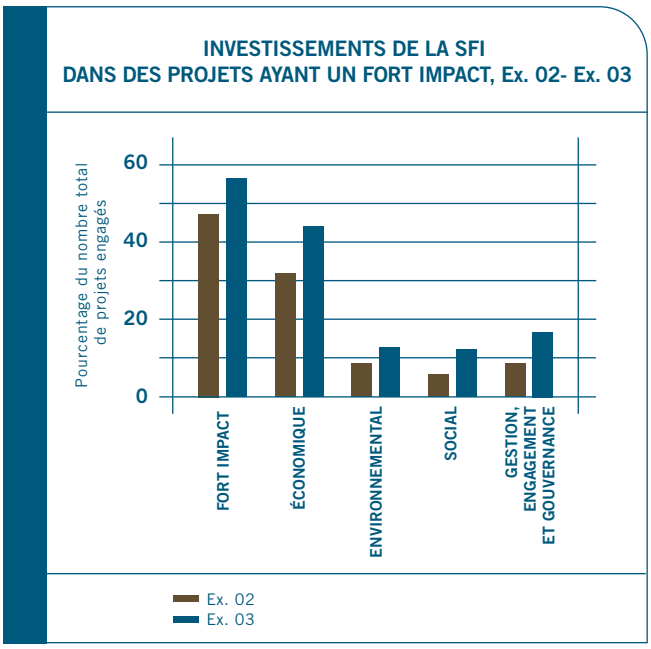
Durant l'exercice 03, la SFI a renforcé la capacité de son personnel à investir pour obtenir un impact sur le développement et a contribué à accroître la durabilité des actions du secteur des services financiers. Les membres du personnel de la Société ont reçu une formation et des outils qui leur permettent de mieux informer les clients dans lesquels elle investit des avantages qu'ils peuvent tirer d'une amélioration du développement au plan environnemental et social et du gouvernement d'entreprise. La SFI a également collaboré avec des banques d'investissement pour faire face aux impacts environnementaux et sociaux des opérations de prêt et d'investissement. Plusieurs banques ont décidé d'appliquer les politiques et directives environnementales et sociales de la SFI dans le cadre de leurs opérations de financement sur projets.

En 2002, la SFI a publié son premier examen de la viabilité qui décrivait les premières phases de la formulation de son initiative pour une action durable. L'examen réalisé pour cet exercice fera le point des progrès accomplis et exposera plus en détail les raisons pour lesquelles la SFI a lancé cette initiative ainsi que sa vision de l'avenir. Le texte intégral de l'examen de la viabilité (Sustainability Review) est disponible sur demande. Les paragraphes ci-après retracent les faits marquants pour l'exercice 03.

LES ACTIVITÉS DURANT L'EXERCICE 03

Impact économique et durabilité des résultats obtenus

La SFI évalue ses projets et leur impact sur le plan économique, social, environnemental et en matière de gouvernement d'entreprise sur la base des critères présentés dans son Cadre pour une action durable. Les « projets ayant un fort impact » sont ceux pour lesquels les indicateurs de durabilité adoptés affichent une valeur élevée. (Les indicateurs utilisés dans chaque cas sont décrits en détail dans le texte intégral de l'examen (Sustainability Review.)) Ce cadre a été



mis au point puis utilisé pour la première fois pour un échantillon de projets de la SFI durant l'exercice 01 ; les évaluations effectuées dans ce cadre pour l'exercice 02 sont décrites dans l'examen de la viabilité réalisé pour ce même exercice.

Durant l'exercice 03, tous les investissements engagés ont de nouveau été évalués sur le plan de leur impact économique et de leur durabilité : 101 des 179 investissements engagés sont considérés avoir un fort impact dans au moins un domaine.

Élargissement du champ d'application des principes de sauvegarde environnementale et sociale de la SFI — les Principes d'Équateur

Dans le cadre des consultations qu'elles ont tenues avec la SFI, dix grandes banques internationales ont accepté d'adopter des procédures de suivi environnemental et social dans le cadre des financements sur projet qu'elles effectuent à l'échelle mondiale ; ces procédures sont basées sur les politiques et directives environnementales et sociales de la SFI. Toutes ces banques ont adopté les Principes d'Équateur (voir encadré p. 12) et l'on compte que d'autres le feront dans les prochains mois.

Les banques qui ont accepté les Principes d'Équateur procèdent à l'examen des projets potentiels d'une manière très similaire à celle employée par la SFI pour ses propres activités d'investissement. Les projets d'investissement seront classés selon leur impact environnemental et social sur la base des critères de la SFI. Une fois ce classement ex ante réalisé, les projets seront assujettis aux mêmes obligations que les projets de la SFI en ce qui concerne les évaluations environnementales, le plan de gestion de l'environnement, et l'information du public.

Publication de l'étude « *Rentabilité responsable : les bénéfices du développement durable dans les marchés émergents* »

Les études consacrées à la logique commerciale du développement durable sont de plus en plus nombreuses, mais la plupart d'entre elles portent sur le climat des affaires dans le monde développé. Consciente de la nécessité d'examiner la logique commerciale des entreprises des marchés émergents, la SFI a formé un partenariat avec SustainAbility, bureau d'études basé au Royaume-Uni, pour procéder aux travaux de recherche et à la publication de l'ouvrage intitulé « Rentabilité responsable : les bénéfices du développement durable dans les marchés émergents ».

L'étude examine 240 cas concrets se rapportant à 60 marchés émergents du monde entier. Elle aboutit à la conclusion qu'il est intéressant sur le plan commercial pour une entreprise de chercher à améliorer ses résultats sur le plan environnemental et social et sur celui du gouvernement d'entreprise. Cette étude a été publiée en anglais, en chinois, en espagnol, en français et en portugais. Un site web lui est aussi consacré.

Formation du personnel pour promouvoir une action durable

La SFI a mis au point des outils pour aider son personnel à promouvoir une action durable dans le cadre de ses opérations d'investissement. Durant l'exercice 03, un grand nombre des agents de l'institution ont commencé à se servir de ces outils et à examiner la manière dont la SFI pourrait utiliser ses capacités dans le domaine environnemental et social ainsi qu'au plan du gouvernement d'entreprise pour se démarquer sur le marché des services financiers.

Les agents des départements industriels et des régions ont reçu, ou recevront, une formation adaptée au cadre des affaires dans leur secteur ou région. Plus de 200 chargés d'investissement ont suivi une formation à ce jour. Par ailleurs, un grand nombre de directeurs ont participé au forum « Prince of Wales Business and the Environment Programme », qui permet aux capitaines d'entreprise et à ceux qui ont un impact sur l'opinion publique d'examiner le rôle des affaires dans le cadre d'un développement durable.

Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise

La SFI estime qu'un bon gouvernement d'entreprise est essentiel à la durabilité des activités du secteur privé. Une bonne gestion accroît la responsabilité, la réceptivité, l'efficacité dont fait preuve une entreprise pour les aspects de ses activités, y compris les risques et les opportunités au niveau environnemental et social.

Pour répondre à la demande croissante de réformes du gouvernement d'entreprise dans le monde entier, le Groupe de la banque mondiale et l'OCDE ont conclu un accord-cadre de coopération et ont convoqué le Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise. Cette initiative rassemble les principales parties à la réforme du gouvernement d'entreprise : les banques multilatérales et les organisations internationales, les organismes chargés de définir les normes professionnelles et le secteur privé.

INVESTISSEMENTS PAR RÉGION, EX. 03

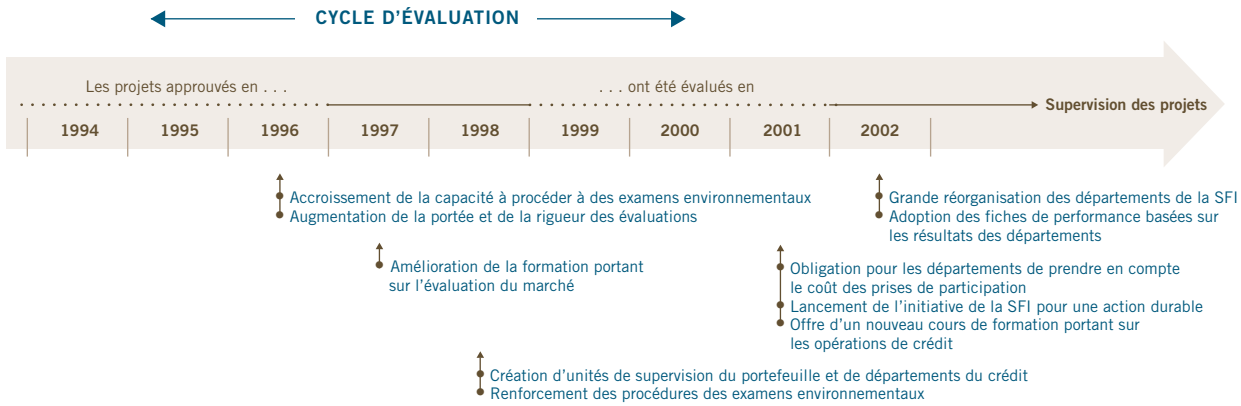
RÉGION	FINANCEMENTS ENGAGÉS DANS DES PAYS PIONNIERS, POURCENTAGE DU MONTANT EN DOLLARS [a]	NOMBRE DE PROJETS ENGAGÉS [b]	NOMBRE DE PROJETS À FORT IMPACT [c]
Afrique subsaharienne	82,05	17	5
Asie de l'Est et Pacifique	29,83	25	13
Asie du Sud	97,41	16	12
Europe et Asie centrale	9,87	52	23
Amérique latine et Caraïbes	11,80	51	34
Moyen-Orient et Afrique du Nord	35,98	16	12
Monde	n.d.	2	2
TOTAL		**179**	**101**

[a] Selon la SFI, sont dits « pionniers » les pays à faible revenu, d'après la définition de la Banque mondiale, ou les pays qui présentent des risques élevés, c'est-à-dire qui n'ont pas de cote de crédit ou dont la notation de crédit par Institutional Investor est inférieure ou égale à 30.

[b] Le nombre total de projets engagés porté dans ce tableau est différent parce que seuls les engagements initiaux sont pris en compte dans le calcul des projets ayant un fort impact.

[c] Se reporter au texte intégral de Sustainability Review pour de plus amples détails sur la notation des projets concernant leur impact potentiel sur le développement.

MESURES PRISES PAR LA SFI POUR ACCROÎTRE LA QUALITÉ DE SES TRAVAUX



Le Forum aidera les pays à identifier les domaines dans lesquels il leur faut en priorité procéder à des réformes et les aidera à mettre ces dernières en œuvre de manière cohérente et durable en partageant leurs ressources et leur expertise. Le Service du gouvernement d'entreprise de la SFI sert de secrétariat au Groupe consultatif du secteur privé sur le gouvernement d'entreprise, association de capitaines d'entreprise, d'investisseurs institutionnels, de membres des professions libérales et d'autres spécialistes déterminés à relever les normes du gouvernement d'entreprise dans les pays en développement.

Pour de plus amples informations…

Ces informations ne décrivent que quelques-uns des efforts déployés pendant l'exercice 03 par la SFI pour promouvoir un développement durable. De plus amples détails et informations sont donnés dans le rapport Sustainability Review.

LE GROUPE D'ÉVALUATION DES OPÉRATIONS DE LA SFI

Tous les ans, les agents de la SFI qui procèdent à des investissements évaluent un échantillon aléatoire représentatif d'investissements ayant atteint leur régime de croisière. Le Groupe d'évaluation des opérations (OEG) analyse les résultats des projets et présente ses conclusions dans le cadre de son examen annuel. Cette année, l'OEG a noté que, si elle est bien exécutée, la stratégie de la SFI pour les marchés pionniers accroîtra probablement la contribution de la SFI à la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire.

Des opérations doublement profitables

Environ 40 % des opérations évaluées ont été doublement profitables, c'est-à-dire qu'elles ont satisfait aux critères formulés par la SFI pour chaque investissement et contribué à la fois à la réalisation des objectifs de développement dans un pays particulier et à la capacité de financement de nouveaux investissements de la SFI.

Résultats obtenus au plan du développement

Si l'on fait la synthèse des notations attribuées aux performances, 57 % des opérations ont eu un impact satisfaisant sur le développement. Les indicateurs retenus pour chaque projet sont :

- **le développement du secteur privé** (taux de réussite : 71 %). L'opération a permis de créer une entreprise viable capable d'attirer des financements, de soutenir la concurrence et de forger des relations commerciales ou d'entraîner une amélioration du cadre réglementaire.
- **l'impact sur l'environnement** (taux de réussite : 62 %). L'opération a eu des effets sur l'environnement ainsi que des impacts sur la situation sociale, la santé et la sécurité.
- **la viabilité économique** (taux de réussite : 58 %). L'opération a un taux de rentabilité économique satisfaisant accompagné de gains ou pertes nettes non quantifiables dans les domaines non financiers, et contribue aux grands objectifs de développement
- **le succès commercial du projet** (taux de réussite : 42 %). Dans les secteurs réels, celui-ci est mesuré par comparaison au coût du capital de l'entreprise. Dans le secteur financier, il dénote la contribution du projet à la rentabilité, à la situation financière et à la réalisation des objectifs commerciaux de l'intermédiaire.

Résultats obtenus au niveau des investissements

Le pourcentage des projets ayant donné des résultats satisfaisants au plan des investissements de la SFI est moins élevé (50 %) que celui des projets ayant affiché de bons résultats au plan du développement. Cette conclusion se retrouve dans chaque examen annuel de l'OEG, par suite notamment du niveau élevé des valeurs de référence retenues

par la SFI pour déterminer si le rendement des actifs peut être noté satisfaisant et de l'impact des conditions de marché. Dans l'ensemble, le rendement des investissements sous forme de participation de la SFI qui ont été approuvés durant la période 94-96 est très nettement supérieur aux indices des marchés émergents.

La stratégie de la SFI sur les marchés pionniers

Les marchés pionniers — c'est-à-dire essentiellement les pays qui ont un faible revenu ou présentent un risque élevé — se caractérisent par un degré de corruption élevé, une piètre gouvernance et une situation politique instable. La SFI et le secteur privé ont des difficultés à réaliser des investissements viables sur ces marchés, qui ne suivent généralement pas une trajectoire qui leur permettra d'atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire d'ici à 2015.

Les conclusions de l'OEG suggèrent qu'il est essentiel d'améliorer le climat de l'investissement pour assurer la pérennité de la stratégie de la SFI sur les marchés pionniers. L'OEG, qui a conclu qu'il existe une relation étroite entre la qualité des travaux de la SFI et la qualité des résultats qu'elle obtient, fait valoir que le succès de la stratégie de la Société sur les marchés pionniers dépendra de l'exercice de la diligence requise et d'une gestion des risques efficace. Au cours des dernières années, la SFI a pris des mesures importantes pour renforcer ses capacités, ses processus fondamentaux et ses structures de gestion et d'incitation, mais ces mesures n'ont qu'un impact limité sur les résultats des projets évalués dans le cadre du présent examen annuel (voir le diagramme page 68).

L'OEG met également en relief les avantages du recours à des services d'assistance technique et de conseils sur les marchés pionniers dans le but de générer des opportunités et d'améliorer le climat de l'investissement. La SFI a obtenu, grâce à ces services, des résultats particulièrement satisfaisants en Russie et au Viet Nam dans les années 90. L'OEG recommande à la SFI d'évaluer toutes ses activités hors investissement pour déterminer la qualité des résultats obtenus, tirer les leçons de l'expérience, obtenir des informations pouvant guider l'allocation des ressources et intégrer ces informations dans les fiches de performance des départements. Cette manière de procéder permettrait également de rendre compte des activités de l'institution aux bailleurs de fonds, et notamment au Conseil d'administration de la SFI.

De plus amples informations sur les rapports de l'OEG figurent sur le site www.ifc.org/oeg.

LE BUREAU DU CONSEILLER-OMBUDSMAN POUR L'APPLICATION DES DIRECTIVES

Le Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO) permet à la direction de mieux rendre compte aux individus touchés par les projets de la SFI et de la MIGA des actions menées par ces dernières. Ce bureau est indépendant et est placé sous l'autorité directe du président du Groupe de la Banque mondiale. Il a pour mission d'aider les personnes touchées par les projets en recevant leurs plaintes de manière équitable, objective et constructive et de renforcer l'impact social et environnemental des projets de la SFI et de la MIGA.

Le conseiller/ombudsman s'acquitte de ses fonctions d'une part en sa qualité d'ombudsman en répondant aux plaintes émanant de personnes ou d'entités extérieures au Groupe de la Banque mondiale et, d'autre part, en vérifiant que les principes de sauvegarde environnementale et sociale sont bien appliqués, et en fournissant, de manière indépendante, au président et aux directions de la SFI et de la MIGA des conseils portant sur des politiques et des problèmes systémiques, y compris ceux qui ressortent des enquêtes de l'ombudsman et de la vérification de l'application des directives.

En sa qualité d'ombudsman, durant l'exercice 03, le CAO a poursuivi ses travaux sur les affaires en cours et a reçu deux nouvelles plaintes. Le CAO s'efforce de mettre en place des mécanismes pour remédier aux problèmes indiqués par les plaignants et éviter que d'autres ne se posent à l'avenir. Il peut, pour ce faire, procéder à des négociations, effectuer une médiation ou réaliser une enquête auprès du personnel de la SFI et de la MIGA, des entités parrainantes du projet et des parties intéressées.

Le bureau du conseiller/ombudsman a institutionnalisé son rôle de vérification de l'application des directives en recrutant des spécialistes de la question et en publiant un guide explicatif du processus de vérification, des motifs de procéder à une vérification de la conformité et des principes sur lesquels repose la réalisation d'une vérification. Un examen du respect de l'application des directives peut-être entrepris à la suite d'une plainte du médiateur ou à la demande du président ou de la direction.

Durant l'exercice, le CAO a mené à terme un examen — demandé par la direction de la SFI — de l'application et de l'impact des principes de sauvegarde de la SFI depuis leur adoption en 1998. Il est ressorti de cet examen que la mesure dans laquelle des politiques et directives de la SFI sont appliquées dépend fondamentalement de la mesure dans laquelle l'entreprise cliente est déterminée à s'attaquer aux problèmes environnementaux et sociaux.

Pour que ceux qui ont besoin de recourir à ses services sachent comment les obtenir, le bureau du CAO diffuse ses directives opérationnelles sous forme imprimée et sur support électronique en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. Le Conseiller-ombudsman se rend également dans les centres régionaux et les bureaux extérieurs de la SFI pour s'entretenir avec les membres du personnel et rencontrer des représentants des organisations non gouvernementales et d'autres partenaires. Le site web du CAO se trouve à l'adresse www.cao-ombudsman.org.

Résultats financiers

Le résultat d'exploitation[1] de la SFI pour l'exercice 03 s'est élevé à 528 millions de dollars, soit un montant supérieur aux chiffres de 161 millions et de 241 millions de dollars enregistrés respectivement pour l'exercice 02 et l'exercice 01 (le calcul du résultat d'exploitation ne prend pas en compte les effets des normes comptables applicables aux produits dérivés et aux opérations de couverture ; lorsque ces effets sont pris en compte, le revenu net de l'exercice 03 s'établit à 487 millions de dollars). Le résultat d'exploitation de la Société pour l'exercice 03 résulte de recettes d'exploitation au titre des services aux clients de 205 millions de dollars, contre une perte de 70 millions de dollars pour l'exercice 02, ainsi que des recettes d'exploitation au titre des services de trésorerie de 323 millions de dollars (net des frais administratifs), soit un montant supérieur à celui de l'exercice 02 (231 millions de dollars). Globalement, le rendement de l'actif net moyen de la Société est passé de 2,7 % pour l'exercice 02 à 8,2 % pour l'exercice 03.

Le résultat d'exploitation au titre des services aux clients est redevenu positif grâce à l'augmentation du revenu tiré du portefeuille de prêts, les solides dividendes produits par le portefeuille de participations et, partant, la réduction du niveau des provisions pour pertes sur prêts par rapport à l'exercice précédent. Le portefeuille de prêts a produit des recettes d'exploitation de 219 millions de dollars pour l'exercice 03 (déduction faite du coût des prêts improductifs, des provisions pour pertes spécifiques, des frais administratifs internes, du coût des emprunts et du coût de la couverture des prêts) contre une perte d'exploitation de 139 millions de dollars pour l'exercice 02.

Les portefeuilles de participations et de quasi-participations, c'est-à-dire les portefeuilles financés sur l'actif net de la SFI, qui avaient affiché un revenu d'exploitation de 91 millions de dollars pour l'exercice 02, ont produit un revenu d'exploitation de 125 millions de dollars pour l'exercice 03. Les dividendes sont restés stables, puisqu'ils se sont établis, au total, à 143 millions de dollars pour l'exercice 03, contre 140 millions pour l'exercice 02.

[1] Certains montants se rapportant aux exercices antérieurs ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour l'exercice actuel.

PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SFI, Ex. 02-Ex. 03 Millions de dollars

	Ex. 02	Ex. 03
Services aux clients — résultat d'exploitation (perte)	**(70)**	**205**
Prêts — résultat d'exploitation	(139)	219
Participations/Quasi-participations — résultat d'exploitation	91	125
Assistance technique	(21)	(73)
Contributions au titre de mécanismes	(22)	(28)
Commissions institutionnelles et autres	21	(39)
Services de trésorerie de la SFI — résultat d'exploitation	**231**	**323**
Résultat d'exploitation de la SFI	**161**	**528**

Le résultat d'exploitation des services de trésorerie de la SFI s'explique par la contribution nettement plus importante qu'auparavant des actifs liquides. Le produit des actifs liquides pour l'exercice 03 s'est chiffré à 323 millions de dollars, dont 157 millions de dollars au titre de plus-values réalisées ou non. (Les chiffres correspondants pour l'exercice 02 sont de 231 millions et 31 millions de dollars, respectivement).

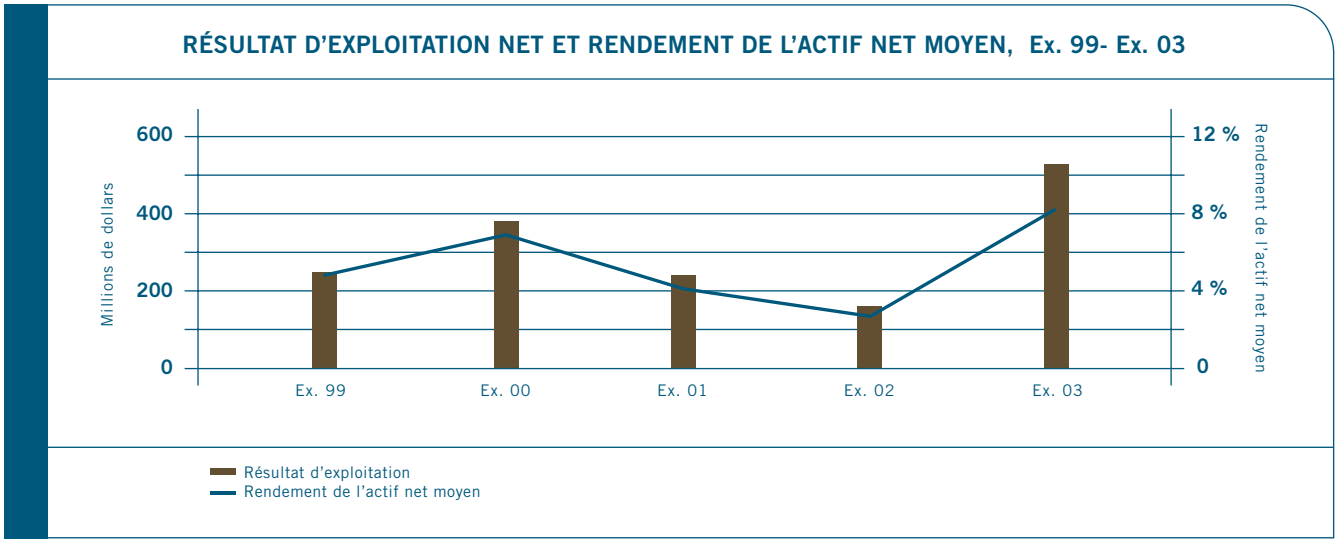
Les nouveaux investissements engagés par la SFI pour son propre compte se sont chiffrés à 3,9 milliards de dollars (y compris un montant de 0,4 milliard de dollars au titre des garanties signées), et les syndications signées à 1,2 milliard de dollars. Le montant total du portefeuille décaissé s'est établi à 12,0 milliards de dollars au 30 juin 2003, c'est-à-dire à un niveau supérieur de 12 % à celui enregistré au 30 juin 2002. Le pourcentage du montant moyen décaissé au titre du portefeuille représenté par les frais administratifs pour l'exercice 03 (soit 2,9 %) a diminué par rapport aux 2,0 % enregistrés pour l'exercice précédent. Les frais administratifs sont majorés par le montant de certains produits et charges imputables aux programmes remboursables de la Société (30 millions de dollars pour l'exercice 03 contre 39 millions de dollars pour l'exercice 02). Les emprunts de la SFI ont continué de progresser parallèlement à ses activités de prêt. Les nouveaux emprunts sur les marchés internationaux se sont chiffrés, au total, à l'équivalent de 3,5 milliards de dollars pour l'exercice 03.

RÉSULTATS FINANCIERS DES PRINCIPAUX PRODUITS DE LA SFI

La valeur du portefeuille de prêts décaissés et en cours (abstraction faite des quasi-participations de type prêt) a augmenté de 14 % pour passer de 6,9 milliards de dollars pour l'exercice 02 à 7,8 milliards de dollars pour l'exercice 03. Le portefeuille de prêts de la SFI a dégagé un revenu d'exploitation de 219 millions de dollars pour l'exercice 03, contre une perte de 139 millions de dollars durant l'exercice précédent. La diminution sensible des frais associés aux provisions pour pertes spécifiques, les montants en arriéré recouvrés au titre des intérêts et du principal et l'augmentation du produit des commissions relatives aux investissements sont autant de facteurs qui ont contribué à améliorer les résultats du portefeuille de prêts. Le revenu d'exploitation dégagé par ce dernier représente 18,2 % du capital utilisé, contre une perte équivalant à 2,5 % du capital utilisé pour l'exercice 02.

La valeur du portefeuille de participations et de quasi-participations (y compris les quasi-participations de type prêt), qui est financé par l'actif net de la SFI, a augmenté de 8 % durant l'exercice 03 pour s'établir à 4,2 milliards de dollars. Ce portefeuille a affiché un bénéfice d'exploitation de 125 millions de dollars pour l'exercice 03, contre 91 millions de dollars pour l'exercice 02, essentiellement sous l'effet de la réduction des frais associés aux provisions pour pertes qui a contrebalancé la baisse des plus-values réalisées sur les cessions de titres de participation. Ces plus-values se sont chiffrées au total à 52 millions de dollars contre 288 millions pour l'exercice 02. Les dividendes sont restés stables puisqu'ils sont passés de 140 millions de dollars pour l'exercice 02 à 143 millions de dollars pour l'exercice 03. Le bénéfice d'exploitation correspond à un rendement du capital utilisé de 3,8 % pour l'exercice 03, contre 2,8 % pour l'exercice 02.

Les provisions pour pertes constituées pour l'exercice 03 se sont établies, au total, à 98 millions de dollars, soit un montant nettement inférieur à celui de l'exercice 02



(657 millions de dollars). La dotation à la provision pour pertes sur prêts et sur participations a été ramenée à 21,9 % du montant des prêts décaissés et en cours à la fin de l'exercice, contre 25,8 % pour l'exercice 02.

CAPITAL ET BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

L'actif net de la SFI recouvre essentiellement les bénéfices non distribués et le capital libéré. Le capital libéré de la Société s'est chiffré à 2,4 milliards de dollars, soit le même montant que pour l'exercice 02 ; le revenu net étant de 487 millions de dollars, les bénéfices non distribués ont été portés à 4,4 milliards de dollars. À la clôture de l'exercice 03, l'actif net de la Société était de 6,8 milliards de dollars.

Au 30 juin 2003, le ratio d'adéquation du capital de la SFI (c'est-à-dire le rapport entre, d'une part, le capital libéré, les bénéfices non distribués et les provisions générales ajustées et, d'autre part, les actifs pondérés des risques, inscrits au bilan et hors bilan) était de 45 %. Ce chiffre est bien supérieur au niveau minimum de 30 % requis en application des normes de fonds propres approuvées par le Conseil d'administration en mai 1994. Le ratio d'endettement de la SFI (c'est-à-dire le rapport entre l'encours des emprunts et des garanties et la somme du capital souscrit et des bénéfices non distribués) était de 2,6 à un, soit bien en dessous du maximum autorisé par les Statuts de la Société (qui est de 4,0 à un).

GESTION DES OPÉRATION DE FINANCEMENT

Durant l'exercice 03, la SFI a levé l'équivalent de 3,5 milliards de dollars sur les marchés financiers internationaux. Elle a également racheté un montant de 116 millions de dollars sur l'encours de sa dette dans le cadre de sa stratégie de renforcement de la liquidité de ses émissions obligataires.

La SFI a émis des titres dans huit monnaies : le dollar des États-Unis, le yen japonais, le dollar australien, le dollar canadien, l'euro, le peso colombien, le dollar de Hong Kong et le dollar de Nouvelle-Zélande. Le plus gros emprunt de l'exercice a été effectué par le biais d'une émission obligataire planétaire d'un montant d'un milliard de dollars.

La SFI a levé 28 % du montant total des emprunts qu'elle a contractés durant l'exercice 03 par le biais de son émission de référence en dollars des États-Unis, 30 % par le biais de transactions structurées réalisées presque exclusivement au Japon, 2 % en dollars de Hong Kong, 1 % en pesos colombiens, et 39 % par le biais de transactions libellées en dollars néo-zélandais, en dollars canadiens, en euros, en dollars australiens et en dollars des États-Unis et ciblées sur les institutions japonaises. Tous les emprunts ont été convertis en dollars des États-Unis à taux variable dans le cadre d'opérations de swap. La plupart des prêts accordés par la SFI sont libellés en dollars des États-Unis et assortis d'un taux variable. Ces swap de monnaies et de taux d'intérêt, qui ont permis de ramener le coût des emprunts à un taux inférieur au LIBOR, et les revenus dégagés par le programme de rachat de dettes ont contribué à maintenir le coût de financement de la SFI à un faible niveau durant l'exercice 03.

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan n'était plus que de 13 milliards de dollars au 30 juin 2003, ce qui représente une diminution de 10 % par rapport au chiffre de 14,5 milliards de dollars enregistré pour l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par la contraction du programme d'emprunt, l'augmentation du volume des emprunts arrivant à échéance et l'accroissement des décaissements au titre des prêts et des participations. La majorité des liquidités sont libellées en dollars des États-Unis, les faibles montants restants étant conservés en euros et en yen pour financer des décaissements opérationnels. Le montant total des actifs liquides est déterminé par les contraintes associées à la notation de crédit AAA/Aaa de la SFI et, notamment, le rythme des nouveaux emprunts sur le marché et des décaissements en faveur des clients.

Les portefeuilles d'actifs liquides de la SFI ont enregistré d'excellents résultats durant l'exercice 03, dans un contexte caractérisé par la volatilité des marchés des capitaux engendrée par des perspectives économiques incertaines et la montée de tensions géopolitiques. Durant les trois premiers mois de l'exercice, les valeurs du Trésor des États-Unis ont fait un bond spectaculaire face à la chute des valeurs boursières, à l'aggravation des tensions suscitées par la crise iraquienne et à la remise en cause de la viabilité des politiques relatives à l'Amérique latine. À la fin de cette période, les rendements des valeurs du Trésor sont tombés à leurs niveaux les plus bas depuis plusieurs décennies puis sont restés à l'intérieur de la fourchette de négociation. La Federal Reserve des États-Unis a encore assoupli la politique monétaire en procédant à deux réductions de taux d'intérêt, pour ramener le taux de l'argent au jour le jour à 1 %. La croissance est aussi demeurée morose dans les autres pays ; elle a été plus lente en Europe qu'aux États-Unis, tandis que le Japon continuait de se heurter à des problèmes bancaires dans un contexte déflationniste. Les rendements des fonds d'État japonais à dix ans ont poursuivi leur évolution à la baisse, pour tomber de 1,3 à 0,4 % avant d'enregistrer une brusque remontée dans la deuxième quinzaine de juin. Les portefeuilles d'actifs liquides ont dégagé un revenu d'exploitation de 323 millions de dollars, soit 36 millions de dollars au titre des marges bénéficiaires sur les titres adossés et 293 millions de dollars au titre des intérêts et des revenus de l'actif net de trésorerie. Les chiffres correspondants pour l'exercice 02 sont de 231 millions de dollars, dont 31 millions au titre des marges bénéficiaires sur les titres adossés et 206 millions de dollars au titre des intérêts et des revenus de l'actif net de trésorerie.

Les liquidités de la SFI sont investies conformément aux directives et normes établies dans le cadre de l'Autorisation de placement conférée à la Société par son Conseil d'administration. Cette autorisation précise les instruments et les catégories d'entités admissibles. La SFI est autorisée à placer ses liquidités sous forme d'obligations émises par des États, des administrations publiques, des sociétés ou des banques commerciales ayant une très bonne notation. Dans ce cadre, la direction de la SFI a formulé des directives prudentes pour la gestion des différents types de risques inévitablement associés à un important portefeuille d'obligations diversifiées, en mettant plus particulièrement l'accent sur le risque de marché (taux d'intérêt) et le risque de crédit. Aux fins de la gestion du portefeuille et de l'établissement des rapports, les liquidités de la SFI sont réparties dans quatre portefeuilles distincts et investies dans le monde entier dans des actifs de la plus haute qualité tels que des obligations souveraines et des obligations de sociétés ayant une notation AAA.

Le portefeuille P0, mis en place en janvier 2002, a été conçu de manière à fonctionner comme un compte de caisse pour traiter toutes les opérations donnant lieu à des décaissements et à des encaissements au titre de prêts et de participations et les transactions relatives aux emprunts et pour financer la totalité des charges administratives de la Société. Ce portefeuille a donné des résultats supérieurs à la valeur de référence, à savoir le taux effectif des fonds du marché interbancaire au jour le jour aux États-Unis, puisqu'il a affiché un taux de rendement de 1,5 % contre 1,4 % pour la référence.

Le portefeuille P1 recouvre les actifs adossés, à savoir le produit des emprunts à taux variable de la SFI, que celle-ci investit dans des placements de haute qualité jusqu'au décaissement des prêts approuvés. La SFI s'efforce ainsi d'obtenir un rendement total supérieur à celui de sa référence — dans ce cas, les dépôts en dollars à trois mois — sans dépasser les limites établies pour les risques de taux d'intérêt et de crédit. Au cours de l'exercice 03, elle a obtenu un rendement total de 2,1 %, soit 0,5 % de plus que le rendement de 1,6 % enregistré pour la référence, contre 0,3 % pour l'exercice 02.

Le portefeuille P2 correspond principalement au capital libéré et aux bénéfices non distribués de la Société. Il est géré activement sur la base du rendement total d'un portefeuille de référence ayant une duration de trois ans (comprenant le portefeuille résiduel des prêts à taux fixe). Le rendement en base annuelle pour l'exercice 03 s'est établi à 9,4 % contre 7,8 % pour la référence, soit 1,6 point de plus que pour cette dernière. Ce résultat positif s'explique essentiellement par l'importance relative des obligations dans le portefeuille lors du redressement du marché obligataire ; la série de transactions basées sur les valeurs relatives des titres, notamment sur le marché des valeurs du Trésor des États-Unis, faisant intervenir des volumes importants et stables d'obligations en valeurs réelles (c'est-à-dire à l'abri de l'inflation) sur les marchés des États-Unis et d'Europe ; et la poursuite d'une stratégie active de prêt de titres.

Le portefeuille P3 comprend des fonds empruntés à des taux variables, qui sont confiés à des gérants externes et doivent être placés activement sur la base d'un indicateur de référence qui est le taux des dépôts en dollars à trois mois. À la clôture de l'exercice 03, le portefeuille géré de l'extérieur représentait 8 % du portefeuille total d'actifs liquides et, au total, un milliard de dollars avaient été confiés à six gérants externes : 307 millions de dollars à deux gérants de programmes à revenu fixe et 628 millions de dollars à trois spécialistes de titres représentatifs d'emprunts hypothécaires tandis qu'un montant plus faible, soit 101 millions, étaient gérés sous forme de titres hybrides à revenu fixe et adossés à des valeurs hypothécaires. Durant l'exercice 03, le portefeuille P3 a affiché de bons résultats puisque le rendement total s'est établi à 2,4 %, soit 0,8 point de plus que la référence.

Durant l'exercice 04, une nouvelle initiative sera lancée dans le cadre du programme de gestion externe, qui consistera à recruter les services de gérants externes pour une partie du portefeuille P2 (P4). Trois gérants ont été sélectionnés et recevront une allocation initiale de 300 millions de dollars, soit 10 % environ du portefeuille P2.

GESTION DES RISQUES ET POLITIQUE FINANCIÈRE

Conformément aux meilleurs pratiques en vigueur dans ce domaine d'activité, la gestion des risques et la politique financière sont administrées par un groupe distinct relevant de la vice-présidence Gestion des portefeuilles et des risques.

Cette unité est indépendante de tous les groupes procédant à des transactions et est chargée de formuler des recommandations sur les questions de politique financière et la gestion des risques, de préparer et de tenir à jour des directives internes pour la politique financière (et de s'assurer du respect de ces directives), et de traiter des questions relatives aux agences de notation. Son champ d'action couvre les transactions, les services de trésorerie et le domaine plus récent de la gestion active des portefeuilles, dans le but d'assurer la cohérence et la compatibilité des politiques et d'offrir un cadre unique à toutes les activités ayant trait aux placements.

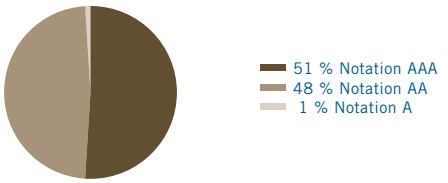
Les activités de la SFI sont régies, de manière générale, par une série de politiques financières couvrant les engagements, l'adéquation du capital, le ratio d'endettement, la gestion actif-passif, la liquidité, et les produits dérivés. Certaines activités de trésorerie et de gestion du portefeuille font l'objet de directives internes détaillées et spécifiques.

Les directives relatives aux engagements formulées dans le cadre de la politique de la SFI en ce domaine déterminent les montants qui peuvent être engagés dans un pays, un secteur, pour un produit, un débiteur particulier ou un groupe de débiteurs. Outre ces directives, qu'elle applique pour plafonner les montants engagés dans le cadre de ses activités, la Société poursuit des politiques financières prudentes pour limiter ses risques financiers. Par exemple, le ratio d'adéquation du capital doit être au minimum égal à 30 % de ses actifs pondérés des risques, et le ratio de la dette plus les garanties en cours à l'actif net ne peut dépasser 4:1 tant que la SFI a des emprunts en cours auprès de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). La Société gère par ailleurs avec beaucoup de prudence son actif-passif, ses liquidités et les engagements associés aux produits dérivés comme expliqué ci-après.

Les volumes de financement, les risques de taux d'intérêt et les risques de change sont contrôlés par le biais de la politique d'adossement qui exige que les actifs représentant des prêts soient financés par des engagements présentant les mêmes caractéristiques en termes de taux d'intérêt et de monnaie. Pour satisfaire les clients qui ont besoin d'emprunter en des monnaies autres que le dollar, à des taux fixes ou variables, et pour préserver la souplesse des emprunts et des investissements de liquidités en diverses monnaies sur différentes bases de taux d'intérêt, la SFI a recours à des produits dérivés, essentiellement des swaps de gré à gré, pour transformer ses actifs et engagements en actifs et engagement synthétiques en dollars à taux variable. Les actifs constitués par des participations et des quasi-participations sont financés au moyen de l'actif net et sont plafonnés à 100 % de l'actif net par les politiques en vigueur.

Les asymétries qui apparaissent pendant la durée d'un prêt par suite de la constitution de provisions, des remboursements anticipés, des rééchelonnements, de la perception des revenus générés par les marges ou les commissions en monnaies autres que le dollar, et des écarts qui peuvent intervenir entre les dates de révision du LIBOR pour les actifs et les engagements, font l'objet d'un suivi systématique et donnent lieu à des opérations de couverture compte tenu des limites opérationnelles.

RÉPARTITION DES RISQUES DE CRÉDIT PAR LA TRÉSORERIE



Les ratios de liquidité de la SFI sont déterminés par la politique d'adossement et la politique de liquidité de l'institution. Conformément à la politique de financement couplé, les prêts sont financés par des engagements présentant les mêmes caractéristiques au plan des taux d'intérêt et des monnaies. Aux termes de sa politique de liquidité, la SFI est tenue de maintenir à tout moment un niveau de liquidités représentant au moins 65 % des besoins nets de trésorerie indiqués par les projections pour les trois exercices suivants.

Les liquidités de la SFI sont détenues dans des portefeuilles financés sur le marché et dans un portefeuille financé sur l'actif net. Les risques de taux d'intérêt sont gérés, pour chacun des portefeuilles, sur la base d'une duration de référence, tandis que les risques de change sont couverts par le biais de produits dérivés. La SFI gère ses risques de crédit en fixant des conditions d'éligibilité pour les investissements ainsi que des plafonds pour les émetteurs, qui sont fonction des volumes et de la notation ainsi que des limites établies dans le cadre de la politique de diversification des classes d'actifs.

La SFI a recours à des produits dérivés dans le cadre de ses activités de financement, pour gérer les liquidités, l'actif-passif, les risques associés aux clients et pour gérer son portefeuille de manière active.

Si l'on fait abstraction de la gestion active des portefeuilles et de certaines positions prises dans le cadre de la gestion des liquidités, le recours à des produits dérivés ne pose aucun risque de marché puisque ces produits sont employés à des fins de couverture.

Les limites au risque de marché découlant de l'emploi de produits dérivés dans le cadre des activités de gestion des liquidités et des portefeuilles sont déterminées par les directives formulées pour lesdites activités. Si les autres produits dérivés qui sont utilisés uniquement à des fins de couverture ne génèrent aucun risque de marché, ils génèrent des risques de crédit qui résultent de la possibilité de défaillance de la contrepartie lorsque le contrat de produits dérivés a une valeur positive pour la SFI.

La SFI coordonne avec la BIRD ses politiques de crédit concernant les critères d'admissibilité et les plafonds de crédit pour gérer les risques relatifs aux contreparties aux opérations sur produits dérivés. Les limites sont fixées en fonction du risque potentiel total associé à la contrepartie.

Pour se protéger contre les déclassements postérieurs à la conclusion de contrats de produits dérivés, la SFI a conclu, avec la plupart des contreparties, des accords de garantie basés sur le calcul des risques par référence au marché.

Portefeuille

Le portefeuille d'engagements de la SFI est passé de 15,1 milliards de dollars pour l'exercice 02 à 16,8 milliards de dollars à la fin de l'exercice 03, ce qui représente un accroissement de 11,5 %. Il est constitué de prêts pour 71 % (11,9 milliards de dollars), de participations pour 21 % (3,5 milliards de dollars), de garanties pour 6 % (1,1 milliard de dollars) et de produits de gestion des risques pour 2 % (255 millions de dollars). La Société a également assuré le portage et l'administration de 6,6 milliards de dollars de prêts syndiqués pour le compte des participants. À la clôture de l'exercice 03, le portefeuille d'engagements se composait de produits de gestion des risques, de garanties, de prêts et de participations dans 1 378 entreprises de 117 pays.

Compte tenu des nouveaux engagements, des remboursements, des cessions, des annulations, des paiements anticipés, des montants passés par pertes et profits et des écarts de conversion, le portefeuille d'engagements a enregistré un accroissement net de 1,7 milliard de dollars. Les remboursements du principal des prêts se sont élevés à 1,4 milliard de dollars, et les cessions et remboursements de participations à 218 millions de dollars. Le montant total du portefeuille décaissé par la SFI pour son propre compte a augmenté pour s'établir à 12 milliards de dollars à la fin de l'exercice 03, contre 10,7 milliards de dollars à la fin de l'exercice 02. Le portefeuille de prêts décaissé a augmenté de 15,1 % et le portefeuille de participations décaissé de 2,1 % durant l'exercice.

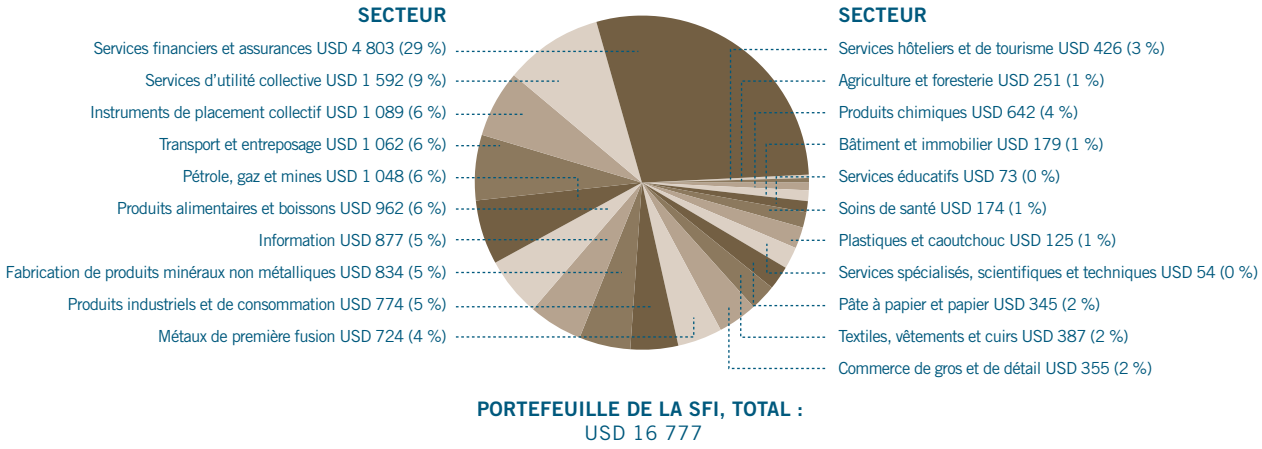
COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA SFI AU 30 JUIN 2003 Millions de dollars

Engagements sous forme de prêts et de participations	**15 442**
Prêts	11 925
Participations	3 517
Engagements hors bilan	**1 335**
(au titre des garanties et des instruments de gestion des risques)	
Total du portefeuille d'engagements détenus pour le compte de la SFI	**16 777**
Total du portefeuille d'engagements détenus pour le compte de participants	**6 602**
Total du portefeuille décaissé	**11 988**
Total du portefeuille non décaissé	**3 454**

[1] Le portefeuille d'engagements recouvre les garanties et les instruments de gestion des risques, qui sont des éléments hors bilan.

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SFI AU 30 JUIN 2003

Millions de dollars



PORTEFEUILLE DE LA SFI, TOTAL :
USD 16 777

Note : Les chiffres comprennent les garanties et les produits de gestion des risques.

Une grande partie des investissements de la SFI sont libellés en dollars des États-Unis, mais la Société emprunte en différentes monnaies afin de diversifier ses sources de financement et de réduire le coût de ses ressources. La composition monétaire du portefeuille de prêts décaissé au 30 juin 2003 est indiquée dans les notes sur les états financiers (qui figurent dans le deuxième volume du Rapport annuel de la SFI pour 2003). La SFI minimise les risques auxquels elle s'expose en prenant des positions inverses par le jeu de swaps, d'options ou de contrats à terme de gré à gré avec des contreparties dotées d'une solide assise financière sur le marché, et en procédant à une analyse approfondie de la cote de crédit de toutes les contreparties.

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS

Les nouveaux engagements de la SFI pour son propre compte concernent surtout les régions Amérique latine et Caraïbes (33 %), Europe et Asie centrale (31 %) et Asie de l'Est et Pacifique (15 %), et portent en majeure partie sur les services financiers et d'assurance (48 %) et sur les services d'utilité collective (9 %).

Les décaissements effectués durant l'exercice 03 se sont chiffrés à 3,0 milliards de dollars, contre 1,5 milliard pour l'exercice 02. Les décaissements au titre des prêts ont atteint 2,6 milliards de dollars et les décaissements au titre des participations 313 millions de dollars. La SFI a également décaissé 1,5 milliard de dollars pour le compte d'institutions financières participant à ses prêts syndiqués.

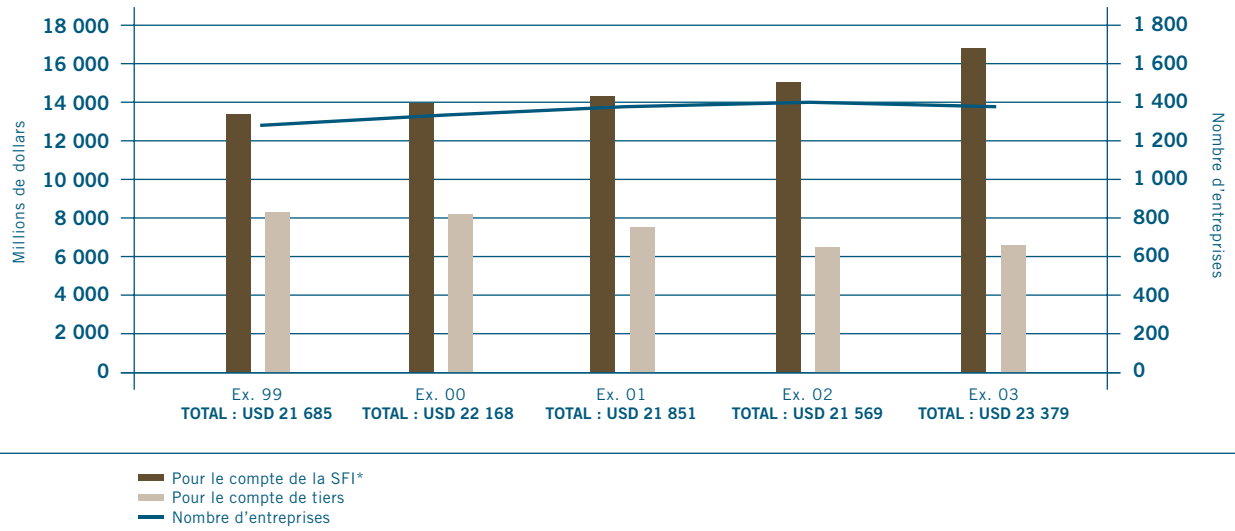
GESTION DU PORTEFEUILLE

Dans le cadre de ses efforts de supervision, la SFI veille attentivement au respect des accords d'investissement, se rend régulièrement sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions lorsque les projets posent problème. Afin de renforcer la supervision des portefeuilles, la Société a créé, dans tous les départements des placements, des services de gestion du portefeuille opérant sous la direction d'un gérant de portefeuille pour pouvoir identifier les problèmes et y remédier rapidement. L'utilisation d'un système d'évaluation des risques complexe facilite aussi ces opérations. Par ailleurs, la SFI installe de plus en plus de membres de son personnel sur le terrain et confie de plus en plus de tâches de supervision aux agents locaux de ses bureaux de représentation. Elle déploie des efforts particuliers, par le biais de la Division de gestion des prêts B, pour tenir les banques associées aux prêts de la Société informées de l'évolution des projets. La SFI et les participants au programme travaillent en étroite collaboration.

Les départements opérationnels évaluent au cas par cas la situation des projets quand des difficultés apparaissent. Lorsque celles-ci sont particulièrement graves, le Département des opérations spéciales de la SFI détermine les mesures qu'il convient de prendre pour y remédier. Dans ce cas, la Société s'efforce de négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet. Dans les cas exceptionnels où les négociations échouent, la SFI prend toutes les dispositions nécessaires et appropriées pour protéger ses intérêts.

Le Conseil d'administration ayant, durant l'exercice 02, délégué au Département de la gestion du portefeuille le pouvoir de gérer les engagements et les risques financiers, ce dernier a entrepris de définir toutes les procédures appropriées, de se doter de tous les outils et des instruments de gestion des risques nécessaires et d'obtenir les approbations des services

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS DE LA SFI, Ex. 99-Ex. 03



internes requises pour lancer le programme pilote au début de 2003. Depuis, les activités de gestion du portefeuille ont donné lieu au recours à des instruments du marché pour réaliser des opérations de couverture des portefeuilles de prêts et de participations de la SFI et poursuivre les stratégies de rachat des participations. Toutes les opérations et stratégies retenues ont pour objet de protéger le portefeuille du risque de dégradation de la situation et sont assujetties à une série déterminée de limites de risque et de mécanismes de contrôle.

Au cours de l'exercice 03, les revenus du portefeuille de participations et du portefeuille de prêts ont atteint 672 millions de dollars, soit un montant inférieur de 31 % à celui de l'exercice 02, par suite de la baisse des plus-values et de la diminution des taux d'intérêt qui s'est traduite par une contraction des montants perçus en rémunération des prêts. L'encours des prêts non productifs, exprimé en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé, est passé de 15,2 % au 30 juin 2002 à 16,7 % au 30 juin 2003. La part des arriérés au titre du principal en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé a, elle aussi, augmenté pour passer de 6,5 % à 7,3 %. Malgré la hausse des pourcentages relatifs aux prêts non productifs, le risque associé au portefeuille de prêts a diminué durant l'exercice par suite : 1) du gonflement de l'encours du portefeuille de prêt, alimenté par l'inclusion d'investissements présentant peu de risques ; 2) de l'abaissement du degré de risque des investissements en cours grâce aux renégociations, rééchelonnements et restructurations de dettes ; 3) de l'amélioration de la cote de crédit de certains pays ; et 4) de la sortie du bilan des investissements improductifs.

Le niveau estimatif des plus-values non réalisées sur le portefeuille des participations a augmenté durant l'exercice 03. Les plus-values réalisées se sont chiffrées à 48 millions de dollars, soit un montant plus faible que celui de 288 millions de dollars enregistré pour l'exercice 02[2]. La SFI a perçu un montant de 148 millions de dollars sous forme de dividendes, contre 141 millions de dollars pour l'exercice 02[3]. Cette augmentation tient essentiellement à l'accroissement des dividendes associés à plusieurs investissement dans le secteur pétrolier.

Les provisions pour pertes ont été ramenées à 2,6 milliards de dollars pour l'exercice 03, soit 21,9 % du portefeuille décaissé, contre 25,8 % pour l'exercice 02. Cette diminution s'explique par l'affectation d'un montant supplémentaire de 69 millions de dollars aux provisions spécifiques et de 75 millions de dollars à la provision générale et de l'inscription en pertes et profits de 290 millions de dollars.

La direction de la SFI établit le niveau des provisions spécifiques sur la base des analyses des portefeuilles et des recommandations formulées par les services de gestion du portefeuille des départements des placements. L'ensemble du portefeuille fait, à cette fin, l'objet d'un examen trimestriel. La direction détermine le niveau de la provision générale au moyen d'une méthode de simulation Monte-Carlo. Les auditeurs externes de la SFI examinent attentivement les recommandations formulées pour le provisionnement, ainsi que les principes directeurs et les méthodes employées en la matière.

[2] Le montant de 52 millions de dollars porté au titre des plus-values dans les états financiers comprend les gains/pertes enregistrés dans le cadre des opérations de rachat des titres de participation par le département de la gestion du portefeuille de la SFI.

[3] Le montant de 143 millions de dollars porté au titre des dividendes dans les états financiers est net des commissions versées en rémunération de services de conservation du portefeuille de participations et comprend également les pertes et les gains nets enregistrés au titre des activités de couverture du portefeuille.

Projets engagés

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
AFRIQUE SUBSAHARIENNE							
RÉGION							
Africa International Financial Holdings, LLC achètera, restructurera et cèdera des banques commerciales en Afrique subsaharienne, essentiellement dans le cadre d'opérations de privatisation.	–	6,62	–	–	–	–	**6,62**
Aureos East Africa Fund LLC investira dans de petites et moyennes entreprises qui paraissent pouvoir se développer de manière profitable en Afrique de l'Est.	–	4,00	–	–	–	–	**4,00**
Aureos Southern Africa Fund LLC investira dans de petites et moyennes entreprises qui paraissent pouvoir se développer de manière profitable en Afrique australe.	–	6,00	–	–	–	–	**6,00**
Osprey Oil & Gas Limited fournira les capitaux d'amorçage nécessaires pour financer les dépenses d'installation et de fonctionnement d'une nouvelle société de prospection et de production d'hydrocarbures.	–	0,25	–	–	–	–	**0,25**
West Africa Trade Enhancement Facility permettra aux banques locales de satisfaire la demande de lettres de crédit émanant des importateurs et, ce faisant, permettra à ces banques de mieux soutenir la concurrence des banques multinationales.	–	–	–	16,00	–	–	**16,00**
Afrique du Sud							
New Africa Mining Fund investira dans des activités minières en Afrique australe et centrale et encouragera le développement de ce secteur.	–	5,00	–	–	–	–	**5,00**
Rubico Holding SA (Pty) Ltd., société de systèmes de logiciels, se spécialisera dans la création de composantes commerciales pour le marché des services financiers.	–	–	0,75	–	–	–	**0,75**

Note : Les projets signés et traités par la SFI durant l'exercice 03 sont inclus dans ce tableau, de même que certaines opérations signées durant l'exercice 02 dont les dossiers ont été finalisés durant l'exercice 03.

78 **AFRIQUE SUBSAHARIENNE**
Afrique du Sud, Botswana, Cameroun, Congo (Rép. démocratique du), Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, Mozambique, Namibie, Nigéria, Sénégal, Tanzanie, Tchad

81 **ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE**
Cambodge, Chine, Corée (Rép. de), Indonésie, Philippines, Viet Nam

83 **ASIE DU SUD**
Bangladesh, Inde, Maldives, Sri Lanka

85 **EUROPE ET ASIE CENTRALE**
Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Macédoine (Ex-République yougoslave de), Moldova, Ouzbékistan, République tchèque, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Tadjikistan, Turquie, Ukraine

90 **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**
Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Jamaïque, Mexique, Panama, Pérou, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Uruguay

95 **MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD**
Algérie, Arabie saoudite, Égypte (Rép. arabe d'), Jordanie, Pakistan, Yémen (République du)

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
South Africa Home Loans, qui est la première société de montage et de titrisation de prêts hypothécaires en Afrique du Sud et en Afrique subsaharienne, restructurera ses opérations.	–	0,92	–	–	–	–	**0,92**
South Africa Home Loans, restructurera et rationalisera le capital de la société en rachetant Peregrine.	–	2,52	–	–	–	–	**2,52**
South Africa Home Loans accroîtra sa base de capital et sa capacité de financement.	–	0,17	–	–	–	–	**0,17**
Botswana							
Kalahari Diamonds Limited prospectera dans des sites pouvant receler des diamants. Si des sites hautement prioritaires peuvent être identifiés, des opérations de prospection sur le terrain pourront être entreprises.	–	2,00	–	–	–	–	**2,00**
Cameroun							
Pecten Cameroon Company bénéficiera d'une prolongation de trois ans du mécanisme de financement renouvelable de la SFI.	20,00	–	–	–	11,40	–	**31,40**
La Société de Transports et Négoces du Cameroun SARL achètera de nouveaux camions de transport conformes aux normes environnementales et sécuritaires internationales et cessera progressivement ses activités de transport de grumes.	0,76	–	–	–	–	–	**0,76**
L'Unité Camerounaise Pharmaceutique ouvrira à Douala et à Yaoundé des centres de distribution de spécialités pharmaceutiques et de médicaments génériques couvrant l'ensemble du pays.	–	–	–	2,52	–	–	**2,52**
Congo (République démocratique du)							
Celtel Democratic Republic of Congo développera ses activités de téléphonie mobile et étendra la couverture de ses services pour desservir de nouvelles zones urbaines.	20,00	–	–	–	–	–	**20,00**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Côte d'Ivoire							
Pétro Ivoire, distributeur de produits pétroliers, construira 10 stations et réseaux de distribution de gaz pour augmenter le nombre de ses points de vente au détail.	0,30	–	–	–	–	–	**0,30**
Kenya							
Kenya Airways Limited financera avant la livraison les nouveaux avions qu'elle souhaite acquérir.	15,00	–	–	–	–	–	**15,00**
Mali							
Le Grand Hôtel de Bamako, qui compte 91 chambres, fera l'objet d'importants travaux de rénovation (y compris la mise à niveau des systèmes de protection de l'environnement et contre les incendies).	1,79	–	–	–	–	–	**1,79**
Mozambique							
Auto Body Grand Prix Lda. développera ses activités et s'installera dans des locaux mieux équipés. Son entreprise de réparation automobile deviendra un centre de service Nissan à part entière à Maputo.	0,44	–	–	–	–	–	**0,44**
Namibie							
Novanam Limited achètera de nouveaux chalutiers pour pêcher la totalité de son quota de capture, et modernisera son usine de traitement pour accroître ses capacités de production et leur efficacité.	7,93	–	–	–	–	–	**7,93**
Nigéria							
Adamac Revolving Credit Facility financera les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'équipement au titre de certains contrats de service à l'industrie pétrolière.	25,00	–	–	–	15,00	–	**40,00**
Safety Center International Limited ouvrira le premier centre de formation des membres des brigades de pompier et du personnel de sécurité du pays.	–	0,07	–	–	–	–	**0,07**
Sénégal							
GTi Dakar LLC recevra des financements plus importants qui lui permettront de construire, posséder, exploiter et transférer une centrale électrocalogène ayant une puissance installée nette de 56 MW.	–	–	–	–	–	0,05	**0,05**
Tanzanie							
Exim Bank of Tanzania accroîtra sa base de capital et sa capacité de financement.	–	–	1,00	–	–	–	**1,00**
Tchad							
Finadev Tchad ciblera les populations mal desservies et offrira au secteur économique informel du pays un nouvel accès au crédit	–	0,17	–	–	–	–	**0,17**
Financial Bank Tchad fournira des financements aux petites et moyennes entreprises participant à la mise en valeur des ressources pétrolières.	–	–	–	1,10	–	–	**1,10**

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
RÉGION							
East Asia Swap Guarantee Facility améliorera la cote de crédit des opérations de swap dans la région.	–	–	–	–	–	100,00	**100,00**
Zurich Asian Risk Sharing Facility appuiera la reprise des marchés émergents en élargissant l'accès aux financements à moyen et long terme pour financer l'importation de biens d'équipement et de services.	–	–	–	125,00	–	–	**125,00**
Cambodge							
Princiere Resorts Ltd. rénovera le Villa Apsara Hotel à Siem Reap et exploitera cet hôtel de charme de 12 chambres sous le nom de la chaîne Aman.	1,20	–	–	–	–	–	**1,20**
SEF Hagar Soya accroîtra la superficie de sa fabrique de lait de soja, et emploiera de nouvelles technologies de traitement et de conditionnement.	–	0,45	–	–	–	–	**0,45**
Chine							
Advantage China Holdings Limited fournira des prêts hypothécaires, des crédits aux emprunteurs, et des services de garanties aux banques.	–	0,50	–	–	–	–	**0,50**
BNP Paribas Peregrine China Investment Bank établira une banque d'investissement en coentreprise en Chine. BNP Peregrine est le partenaire technique.	–	11,60	–	–	–	–	**11,60**
China Huarong Asset Management Corporation, en participant à la vente aux enchères de créances improductives, contribuera à créer un précédent en ce domaine qui permettra de développer le marché de ce type de créances.	–	3,00	–	–	–	–	**3,00**
China Minsheng Banking Corp., Ltd. adoptera les meilleures pratiques internationales en matière de gouvernement d'entreprise, d'adéquation du capital, de crédit, de comptabilité, de gestion des risques, et de contrôles internes.	–	23,50	–	–	–	–	**23,50**
Great Infotech développera ses activités, et accroîtra la gamme des logiciels qu'il produit, procédera à des acquisitions, et construira un centre de production de logiciels.	–	3,50	–	–	–	–	**3,50**
Jilin Zhengye Agriculture Development Co. mettra en exploitation 11 fermes d'élevage de porc, ouvrira une usine de traitement et achètera un abattoir.	15,00	–	–	–	–	–	**15,00**
Paris-Shanghai Asset Management Co. Ltd. offrira aux particuliers souhaitant investir des produits de placements collectifs, et notamment des fonds de placement ouverts.	–	1,93	–	–	–	–	**1,93**
Sino Mining Limited financera l'amélioration et l'extension des activités d'exploitation d'une mine d'or ainsi que les étapes préliminaires d'autres projets dans l'ouest de la Chine.	–	–	5,00	–	–	–	**5,00**
Xi'an City Commercial Bank améliorera son gouvernement d'entreprise et adoptera les normes internationales et les meilleures pratiques bancaires.	–	19,93	–	–	–	–	**19,93**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Corée (Rép. de)							
Hana Bank accroîtra l'ampleur et la portée de ses opérations, en appuyant la privatisation et la consolidation de l'industrie bancaire coréenne.	–	50,00	–	–	–	–	**50,00**
Korea Mortgage Corporation deviendra la première société du pays spécialisée dans les opérations sur le marché de reprise d'hypothèques.	43,75	–	–	–	–	–	**43,75**
Indonésie							
P.T. Astra International Tbk. restructurera sa dette de manière à obtenir une structure de capital adéquate et durable qui lui permettra de financer ses opérations et son expansion.	–	19,92	–	–	–	–	**19,92**
P.T. Bank Buana Indonesia abandonnera le statut de banque privée inscrite à la cote pour diversifier sa base en incluant des investisseurs institutionnels et publics.	–	15,00	–	–	–	–	**15,00**
P.T. Bank NISP élargira sa base de capital et accroîtra sa capacité de financement.	–	3,63	–	–	–	–	**3,63**
P.T. Gawi Makmur Kalimantan mettra en exploitation 14 800 hectares de plantations de palmiers à huile et construira deux usines d'extraction d'huile à Kalimantan Selatan.	11,50	–	–	–	10,00	–	**21,50**
P.T. Indorama Synthetics Tbk. procèdera au swap d'un montant estimatif de 200 milliards de roupies indonésiennes en monnaie nationale pour un financement en dollars.	–	–	–	–	–	5,00	**5,00**
P.T. Sahabat Mewah Dan Makmur, qui est une plantation de palmiers à huile, sera remise en état et en exploitation.	12,00	–	–	–	–	–	**12,00**
Verdaine Investment Limited acquerra, réhabilitera, et gèrera 40 000 à 50 000 hectares de plantations de palmiers à huile.	14,00	–	–	–	–	–	**14,00**
Philippines							
All Asia Life élargira et consolidera sa base de capital.	–	0,11	–	–	–	–	**0,11**
Asian Eye Institute fournira la gamme intégrale des services de diagnostic et de prise en charge des maladies ophtalmiques et construira un centre de formation et de recherche spécialisé en ophtalmologie.	1,00	–	–	–	–	–	**1,00**
Banco de Oro Universal Bank accroîtra sa base de capital et utilisera l'effet multiplicateur de ses fonds propres pour développer ses opérations bancaires auprès de la clientèle de particuliers et de petites et moyennes entreprises.	–	–	–	20,00	–	–	**20,00**
Hong Kong and Shanghai Banking Corporation Limited permettra à des banques philippines de taille moyenne d'obtenir des lettres de crédit internationales pour le compte de leurs clients.	–	–	–	10,00	–	–	**10,00**
Legacy Scholarship and Pension Plans accroîtra sa base de capital dans le but d'acquérir All Asia Life.	–	0,19	–	–	–	–	**0,19**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Manila Water Company Inc., grâce à son programme d'équipement, sera le concessionnaire chargé des services d'approvisionnement en eau de Metro Manila East.	30,59	–	–	–	–	–	**30,59**
Software Ventures Int'l., Inc. restructurera sa dette à court terme qui est assortie d'un coût élevé, étendra le champ de ses opérations de production de systèmes, et financera ses besoins de fonds de roulement.	–	4,00	–	–	–	–	**4,00**
Viet Nam							
Allianz/AGF Insurance (Vietnam) Co. Ltd. établira des normes de référence pour le gouvernement d'entreprise, la transparence et les pratiques commerciales et comptables pour pouvoir jouer un rôle plus important sur le marché.	–	1,32	–	–	–	–	**1,32**
Asia Commercial Bank renforcera ses procédures et modernisera ses activités pour répondre aux exigences associés à des normes de gouvernement d'entreprise plus rigoureuses et faire face à sa rapide expansion.	–	5,02	–	–	–	–	**5,02**
Dragon Capital Group améliorera son gouvernement d'entreprise, sa structure, et le niveau de ses compétences spécialisées.	–	2,00	–	–	–	–	**2,00**
Glass Egg Digital Media accroîtra ses capacités techniques et administratives et ouvrira un bureau de promotion de l'entreprise aux États-Unis.	–	1,75	–	–	–	–	**1,75**
Saigon Thuong Tin Commercial Joint Stock Bank renforcera la base de capital de Sacombank et développera ses capacités opérationnelles pour assurer sa transformation en banque commerciale.	–	2,93	–	–	–	–	**2,93**
Vietnam Enterprise Investment Limited investira dans des titres de sociétés, de projets et d'entreprises offerts à la vente dans le cadre d'émissions publiques ou privées réalisées par des entités vietnamiennes.	–	8,00	–	–	–	–	**8,00**
ASIE DU SUD							
Bangladesh							
Khulna Power Company Limited mettra en exploitation une centrale électrique de 110 MW. L'électricité ainsi produite sera vendue au Bangladesh Power Development Board.	–	–	–	–	21,59	–	**21,59**
R.A.K. Ceramics (Bangladesh) Pvt. Ltd. accroîtra sa capacité de production de carreaux et diversifiera ses activités pour produire des articles sanitaires pour le marché local.	12,00	–	–	–	–	–	**12,00**
Inde							
Alok Industries Limited, qui est une société textile intégrée, modernisera ses installations et refinancera une partie de sa dette à long terme.	17,90	–	–	–	–	–	**17,90**
Apollo Tyres Limited lancera un programme d'investissement commercial, qui donnera lieu à l'implantation d'une usine de pneus radiaux pour camions, à l'agrandissement d'autres usines et au refinancement de sa dette.	20,55	–	–	–	15,00	–	**35,55**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Inde (suite)							
Apollo Tyres Limited procèdera à une opération de swap de monnaies pour financer l'expansion de ses activités de fabrication.	–	–	–	–	–	1,00	**1,00**
Balrampur Chini Mills Ltd. accroîtra sa capacité de production de sucre et diversifiera ses sources de revenus en produisant des articles à valeur ajoutée.	15,24	–	–	–	–	–	**15,24**
Cosmo Films Limited accroîtra ses capacités, stabilisera sa base de capital en se procurant des capitaux à long terme, et mènera à son terme la restructuration opérationnelle et financière des installations qu'elle vient d'acquérir.	10,00	–	–	–	–	–	**10,00**
Dataquest Management and Communications Ltd. augmentera ses effectifs et étendra la portée de ses investissements pour couvrir les infrastructures d'animation.	–	1,50	0,50	–	–	–	**2,00**
Dewan Housing Finance Corporation Ltd. développera ses activités de prêt aux ménages à revenu moyen ou faible.	12,78	–	–	–	–	–	**12,78**
Housing Development Finance Corporation Limited accroîtra sa capacité de financement en faveur des segments de la population ayant des revenus moyens ou faibles.	100,00	–	–	–	–	–	**100,00**
Larsen & Toubro, société d'ingénierie, entreprendra un programme de restructuration financière et opérationnelle dans le but d'étendre la portée de ses activités sur les marchés émergents.	50,00	–	–	–	–	–	**50,00**
Mahindra Shubhlabh Services Limited donnera aux agriculteurs accès aux crédits de campagne des banques commerciales par le biais d'un système de guichet unique.	–	2,20	–	–	–	–	**2,20**
NewPath Ventures LLC créera et développera des sociétés spécialisées dans la conception de circuits intégrés à semi-conducteurs faits sur demande et de logiciels intégrés.	–	10,00	–	–	–	–	**10,00**
NIIT Student Loan Program fournira des financements aux étudiants participant à son programme phare d'enseignement du troisième cycle.	–	–	–	2,00	–	–	**2,00**
Niko Resources Ltd. développera sa base de production de gaz et de pétrole.	30,00	–	–	–	–	–	**30,00**
Spryance.com, Inc. fournira des services de transcription et autres services d'information sanitaires de haute qualité et de faible coût en opérant à partir de l'Inde pour le marché américain.	–	1,00	–	–	–	–	**1,00**
Tata Engineering & Locomotive Company Limited renforcera son bilan et développera son programme de dépenses d'équipement.	50,00	–	–	–	–	–	**50,00**
Usha Beltron Limited, producteur de fils et de câbles métalliques, réduira ses charges d'exploitation, confortera ses installations de production, et renforcera son bilan en remplaçant sa dette à court terme.	21,00	3,60	–	–	–	–	**24,60**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Maldives							
Villa Shipping and Trading Company Private Ltd. renforcera la structure de son capital, améliorera la gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité dans ses cinq centres de loisirs et accroîtra la superficie de ses entrepôts.	10,00	–	5,00	–	–	–	**15,00**
Sri Lanka							
Commercial Bank of Ceylon prendra une participation de 15 % dans la Sri Lankan Insurance Corporation et recevra un montant à hauteur de 10 millions de dollars sous forme d'un prêt A ou d'un engagement non adossé dans un mécanisme de partage des risques.	–	9,97	–	–	–	–	**9,97**
EUROPE ET ASIE CENTRALE							
RÉGION							
Baltic American Enterprise Fund développera ses activités de financement hypothécaire.	50,00	–	–	–	–	–	**50,00**
Bancroft II, L.P. s'efforcera de faire apprécier ses capitaux à long terme en procédant à des investissements de type participatif dans des sociétés basées essentiellement en Europe centrale et orientale.	–	19,84	–	–	–	–	**19,84**
Commercializing Energy Efficiency Finance appuiera des investissements axés sur la rentabilité énergétique en Europe centrale et dans les États baltes en s'efforçant de remédier aux obstacles posés par les risques de crédit dans le domaine du financement sur projet.	–	–	–	75,00	–	–	**75,00**
Hanseatic Capital, LLC fournira des financements sous forme de prêts et de quasi-participations à une large gamme de petites et moyennes entreprises opérant en Estonie, en Lettonie et en Lituanie.	–	–	7,44	–	–	–	**7,44**
SEAF Central Asia Small Enterprise Fund LLC fournira des financements sous forme de participations, de quasi-participations et de prêts et assurera une assistance technique et gestionnelle en Asie centrale.	–	2,50	–	–	–	–	**2,50**
Arménie							
ACBA Leasing fournira des financements à moyen terme revêtant une importance cruciale pour les petites et moyennes entreprises.	2,00	0,27	–	–	–	–	**2,27**
Azerbaïdjan							
Azerigazbank accroîtra le volume de ses financements aux petites entreprises, en améliorant la coordination entre les grandes entreprises du secteur des hydrocarbures, le secteur du tourisme et le marché des petites entreprises.	1,20	–	–	–	–	–	**1,20**
Microfinance Bank Azerbaijan fournira des crédits et autres services financiers aux conditions du marché aux petites et moyennes entreprises.	–	1,75	–	–	–	–	**1,75**
Rabitabank accordera des financements aux petites entreprises tout en renforçant les liens entre les petites entreprises et les grandes sociétés d'hydrocarbures.	1,20	–	–	–	–	–	**1,20**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Bélarus							
Priorbank Joint Stock Company accroîtra les volumes de financement disponibles pour les échanges transfrontières des entreprises privées.	14,00	–	–	–	–	–	**14,00**
Bosnie-Herzégovine							
Fabrika Cementa Lukavac entreprendra, à la suite de sa privatisation, des travaux de remise en état, de modernisation et d'agrandissement d'une cimenterie.	9,79	–	–	–	2,45	–	**12,24**
The Microenterprise Bank of Bosnia and Herzegovina Company, qui est une institution financière florissante, accroîtra des opérations de rétrocession de financements aux petites et micro-entreprises.	2,94	–	–	–	–	–	**2,94**
Raiffeisen Bank Bosnia accordera des prêts au logement et des financements aux petites et moyennes entreprises.	7,78	–	–	–	–	–	**7,78**
Sarajevo Privatization Venture, qui a été constituée en holding pour trois banques bosniennes, souscrira à une augmentation du capital de l'une de ces banques (PBS).	1,97	–	–	–	–	–	**1,97**
Bulgarie							
Bulgarian-American Credit Bank AD constituera et conservera son portefeuille de prêts hypothécaires par le biais d'une ligne de crédit renouvelable.	5,00	–	–	–	–	–	**5,00**
Melrose Resources Plc mettra en exploitation le champ pétrolifère de Galata, notamment en creusant deux nouveaux puits et en construisant une plate-forme de production, un nouvel oléoduc et des installations de métrage du débit.	17,00	–	–	–	–	–	**17,00**
ProCredit Bank AD accordera des crédits et fournira des services financiers à des micro, petites et moyennes entreprises privées.	–	1,24	–	–	–	–	**1,24**
Unionbank AD servira de source de capitaux à moyen terme pour promouvoir les activités de financement des petites entreprises.	5,00	–	–	–	–	–	**5,00**
Croatie							
Belisce D.D. modernisera ses installations de production de papier d'emballage, restructurera sa dette, et acquerra et modernisera une fabrique de caisses en carton ondulé slovène.	9,80	–	–	–	12,64	–	**22,44**
Erste & Steiermarkische Bank D.D. fournira des financements au logement et rétrocédera des capitaux aux petites entreprises.	19,60	–	–	–	–	–	**19,60**
Fédération de Russie							
Agro-Industrial Finance Company accordera des financements aux entreprises de transformations primaires qui constituent un important maillon de la chaîne d'approvisionnement des grandes sociétés agroalimentaires.	5,00	0,50	–	–	7,50	–	**13,00**
BCEN Eurobank financera l'expansion de ses activités de financement du commerce extérieur auprès de sa clientèle russe.	100,00	–	–	–	–	–	**100,00**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Bema Gold Corporation augmentera sa productivité, réduira sa dette, et actualisera ses principes de gouvernement d'entreprise.	–	1,05	–	–	–	–	**1,05**
Commercial Bank DeltaCredit accroîtra le volume de ses prêts hypothécaires, et s'efforcera de réaliser des opérations de titrisation de son portefeuille de créances sur les marchés financiers intérieurs ou mondiaux.	24,00	–	6,00	–	–	–	**30,00**
IBS Group Holdings Limited développera ses services de conseil de gestion, de programmation à l'étranger et des opérations d'assemblage d'ordinateurs dans le pays.	–	–	12,00	–	–	–	**12,00**
Moscow Narodny Bank, Ltd. accordera des facilités de crédits commerciaux à certaines sociétés.	100,00	–	–	–	–	–	**100,00**
NBD Bank, qui opère dans la région de Nijni Novgorod, accordera des prêts aux petites et moyennes entreprises.	5,00	–	–	–	–	–	**5,00**
OAO Borsky Stekolny Zavod, grand fabricant de verre plat, réparera l'un de ses fours, installera une chaîne de production de verre laminé, et refinancera ses emprunts à court-terme.	21,17	–	–	–	–	–	**21,17**
OOO Ruscam installera un four ayant une plus grande capacité de production de verre pour répondre à la demande croissante de bouteilles répondant aux normes de qualité internationales.	10,00	–	–	–	–	–	**10,00**
Ramenka OOO lancera des opérations de vente au détail modernes et accroîtra l'offre de produits alimentaires et autres de haute qualité grâce à la construction et à l'exploitation de deux hypermarchés et de quatre supermarchés.	30,00	–	10,00	–	30,00	–	**70,00**
Ru-Net Holdings, société de services de technologies de l'information, offrira des services de logiciel à valeur ajoutée aux entreprises du monde développé.	–	3,00	3,00	–	–	–	**6,00**
Russian Standard Bank, banque commerciale et de détail, se dotera d'un service de financement des petites entreprises.	–	–	–	5,00	–	–	**5,00**
Stavropolsky Broiler réparera et modernisera des volailles de reproduction et des volailles de chair, construira une nouvelle installation d'incubation des œufs, et remettra en état les installations de traitement et ses usines d'aliments pour animaux.	15,00	–	–	–	–	–	**15,00**
UralTransBank rétrocédera des financements à des entreprises dont la majorité du capital est détenu par des intérêts privés.	10,00	–	–	–	–	–	**10,00**
ZAO Raiffeisenbank Austria accroîtra sa base de capital pour procurer des prêts hypothécaires à long terme sur le marché résidentiel.	80,00	–	–	–	–	–	**80,00**
Géorgie **La Bank of Georgia** rétrocédera des fonds aux fins de l'acquisition, de la viabilisation, de la construction, ou de la modernisation de logements et de petits locaux commerciaux.	5,00	–	–	–	–	–	**5,00**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Géorgie (suite)							
Microfinance Bank of Georgia fournira des prêts aux petites et micro-entreprises et accroîtra sa capacité de financement.	–	0,74	–	–	–	–	**0,74**
Kazakhstan							
ABN-AMRO (Kazakhstan) accordera des financements à des sociétés locales de qualité.	–	–	10,00	–	–	–	**10,00**
Astana Business and Shopping Center générera une augmentation du commerce et favorisera le développement de services d'appui connexes parallèlement à l'expansion des activités commerciales et industrielles à Astana.	5,00	–	–	–	–	–	**5,00**
CJSC Citibank Kazakhstan développera ses opérations de prêt et renforcera l'offre de financements au secteur privé local.	25,00	–	–	–	–	–	**25,00**
Ispat Karmet SME Resource TOO fournira des financements, des compétences techniques et des connaissances commerciales aux petites et moyennes entreprises du nord du Kazakhstan.	–	0,13	3,27	–	–	–	**3,40**
Karachaganak Field Development financera une partie des opérations de mise en valeur du champ de pétrole, de gaz et de condensats de Karachaganak revenant à Lukoil.	50,00	–	25,00	–	75,00	–	**150,00**
Nelson Resources Limited poursuivra ses activités de mise en valeur de ses champs pétrolifères d'Alibekmola.	–	3,58	–	–	–	–	**3,58**
Macédoine (Ex-République yougoslave de)							
Microfinance Bank of Macedonia fournira des crédits et d'autres services financiers aux conditions du marché à des petites et micro-entreprises.	–	1,02	–	–	–	–	**1,02**
Stopanska Banka a.d. Skopje accroîtra sa base de capital et ses capacités de financement.	–	1,93	–	–	–	–	**1,93**
Moldova							
FinComBank S.A. rétrocédera des fonds pour financer des projets en octroyant des sous-prêts aux emprunteurs.	1,50	–	–	–	–	–	**1,50**
Micro Enterprise Credit Bank Moldova S.A. fournira des crédits et d'autres services financiers aux conditions du marché à des petites et micro-entreprises	–	1,38	–	–	–	–	**1,38**
Ouzbékistan							
Asaka Bank s'efforcera de remédier à l'insuffisance des financements à moyen et long terme disponibles en Ouzbékistan, notamment pour les petites et moyennes entreprises.	5,00	–	–	–	–	–	**5,00**
Uzbek Leasing International A.O. consentira des crédits-baux financiers aux fins de l'achat de machines et matériels industriels.	2,50	–	–	–	–	–	**2,50**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
République tchèque							
CDV-1 Holding Company, L.P., organe ad hoc constitué pour acquérir des créances improductives, accroîtra sa base de capital.	–	0,01	–	–	–	–	**0,01**
Roumanie							
Banca Comerciala Romana, qui est la plus grande banque commerciale du pays, accordera des financements au titre du logement et de projets d'entreprises.	75,00	–	–	–	–	–	**75,00**
Microfinance Bank (MIRO) S.A. accroîtra sa base de capital pour fournir des crédits et des services financiers aux petites et moyennes entreprises.	–	0,53	–	–	–	–	**0,53**
S.C. Arctic S.A. modernisera ses procédés de production de réfrigérateurs, améliorera la qualité de ses produits, augmentera sa capacité de production et restructurera ses engagements financiers.	11,04	–	–	–	–	–	**11,04**
Serbie-et-Monténégro							
Micro Finance Bank A.D. offrira la gamme intégrale des services de crédit et des services bancaires, y compris le financement des fonds de roulement et des investissements de capital fixe, les dépôts d'épargne et à terme, les services de carte de crédit, et les services de transfert de fonds.	–	0,04	–	–	–	–	**0,04**
Micro Finance Bank A.D. offrira la gamme intégrale des services bancaires et de services de prêt dans tout le pays.	–	1,00	–	–	–	–	**1,00**
Micro Finance Bank A.D. rétrocédera des financements aux petites et micro-entreprises.	8,00	–	–	–	–	–	**8,00**
Tadjikistan							
Giavoni modernisera son usine et accroîtra la portée de ses opérations en construisant une fabrique de jeans.	–	3,00	–	–	–	–	**3,00**
Pamir Energy Development reprendra les centrales hydroélectriques et autres actifs qui appartenaient à l'État dans l'est du pays.	4,50	3,50	–	–	–	–	**8,00**
Turquie							
AKBANK accroîtra le volume des financements qu'elle consent à de petites et moyennes entreprises financièrement solides et contribuera à l'accroissement des entreprises du secteur privé.	30,00	–	–	–	–	–	**30,00**
AKBANK appuiera un mécanisme de prêts-relais pour le compte de la SFI. Ce mécanisme pourrait être converti à une date ultérieure en un mécanisme de garantie renouvelable.	25,00	–	–	–	–	–	**25,00**
Arçelik, A.S. acquerra Arctic, fabricant roumain de réfrigérateurs, pour se positionner sur les marchés mondiaux et accroître ses ventes à l'exportation.	16,56	–	–	–	–	–	**16,56**
Beko Elektronik A.S. accroîtra sa capacité de production de téléviseurs, augmentera le niveau des fonds de roulement dont il a besoin d'environ 50 millions de dollars, et restructurera sa dette.	24,96	–	–	–	25,15	–	**50,11**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Turquie (suite)							
Türk Ekonomi Bankasi A.S. accroîtra ses capacités et contribuera à satisfaire aux besoins de fonds de roulement liés à l'augmentation des exportations du pays vers l'Europe.	20,00	–	15,00	–	–	–	**35,00**
Türkiye Sise ve Cam Fabrikalari, A.S. accroîtra sa capacité de production de verre, réduira ses coûts de production et améliorera sa gestion sur le plan environnemental.	60,13	–	–	–	37,58	–	**97,71**
Ukraine							
Joint Stock Commercial Bank HVB Bank Ukraine consolidera et accroîtra sa clientèle pour offrir ses services à un plus grand nombre d'entreprises de taille moyenne.	–	–	–	15,00	–	–	**15,00**
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
RÉGION							
Banco Latinamericano de Exportaciones, S.A. utilisera l'effet de levier de son bilan après la crise argentine et poursuivra une nouvelle stratégie axée sur le financement du commerce extérieur.	125,00	–	–	–	–	–	**125,00**
Central America Growth Fund investira dans des entreprises du secteur privé en Amérique centrale et en République dominicaine. Ce fonds finance le capital-risque.	–	8,33	–	–	–	–	**8,33**
Darby-BBVA Latin America Private Equity Fund investira essentiellement dans des sociétés mexicaines et brésiliennes de taille moyenne et dans des domaines tels que l'alimentaire et la boisson, l'énergie, les services financiers non bancaires, les produits de consommation, les technologies, les communications, et les services de sous-traitance.	–	10,00	–	–	–	–	**10,00**
Marcopolo S.A., fabricant d'autobus installé au Brésil, aura recours à des financements pour appuyer sa stratégie d'expansion mondiale.	30,00	–	–	–	–	–	**30,00**
Red Sanitaria Hospiten modernisera et agrandira un hôpital en République dominicaine et construira deux nouveaux hôpitaux au Mexique.	9,00	–	3,00	–	8,00	–	**20,00**
Salutia accroîtra sa base de capital de manière à développer ses opérations de traitement des transactions entre les payeurs et les prestataires de soins de santé.	–	0,15	–	–	–	–	**0,15**
UABL Bahamas Ltd. développera ses opérations de barges fluviales et de ses terminaux sur le bassin fluvial d'Hidrovia en Amérique latine.	20,00	5,00	–	–	5,00	–	**30,00**
UABL Bahamas Ltd. développera ses opérations de barges fluviales et de ses terminaux sur le bassin fluvial d'Hidrovia en Amérique latine.	–	–	–	–	5,00	–	**5,00**
Argentine							
Molinos Río de la Plata S.A. s'efforcera de remédier à l'insuffisance de capitaux à court terme et d'accroître ses exportations.	30,00	–	–	–	30,00	–	**60,00**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Vicentin S.A.I.C. sera structurée sous forme de mécanisme de financement pré-export à court terme appuyé par les montants à recevoir au titre des exportations.	30,00	–	–	–	30,00	–	**60,00**
Bolivie							
Caja Los Andes S.A. encouragera une intermédiation financière efficace en intégrant les secteurs sociaux non privilégiés dans le système financier formel.	8,00	–	–	–	–	–	**8,00**
F.I.E. Fondo Financiero Privado accroîtra ses opérations de financement des petites entreprises.	2,50	–	–	–	–	–	**2,50**
Transportadora de Electricidad S.A., compagnie privée de transport d'électricité, exploitera des actifs de transport à haute tension dans tout le pays.	15,00	–	15,00	–	–	–	**30,00**
Brésil							
Amaggi Exportacao e Impotacao Limitada accroîtra le niveau de ses fonds de roulement pour l'agro-industrie.	30,00	–	–	–	–	–	**30,00**
Andrade Gutierrez S.A. renforcera sa position financière aux fins de la construction d'infrastructures publiques, notamment des autoroutes, des centrales hydroélectriques, des aéroports et des installations industrielles.	30,00	–	10,00	–	20,00	–	**60,00**
Banco BBA Creditanstalt S.A. rétrocédera des financements à des exportateurs brésiliens de taille moyenne.	–	–	–	–	50,00	–	**50,00**
Banco Bradesco, S.A. se procurera des financements au titre de toute une gamme de produits et services financiers de détail et de gros.	10,00	–	–	–	60,00	–	**70,00**
Banco Itaú - BBA S.A. développera ses opérations de gestion d'actifs, de courtage, et de banque privée ainsi que ses activités de détail.	–	–	–	–	10,00	–	**10,00**
Banco Itaú, S.A. rétrocédera des financements à des entités du secteur privé pour leur permettre de financer des activités commerciales.	50,00	–	–	–	150,00	–	**200,00**
CPFL Energia S.A. achèvera sa restructuration et accroîtra sa puissance installée pour alimenter en électricité plus de cinq millions de clients par l'intermédiaire de ses sociétés de distribution.	–	–	40,00	–	–	–	**40,00**
Macae concevra, construira et exploitera une centrale électrique au gaz naturel à Macae, dans le sud-est du Brésil.	65,00	–	10,00	–	–	–	**75,00**
Microinvest S.A. Sociedade de Credito Ao Microempreendedor prendra une participation au capital pouvant atteindre 1,25 million de dollars pour obtenir 25 % du capital de RioCred, institution de microfinancement installée à Rio de Janeiro.	–	1,25	–	–	–	–	**1,25**
Net Servicos de Comunicacao S.A. allongera l'échéance des titres de créance et aura accès à d'importants montants de financements en monnaie nationale.	–	5,00	–	–	–	–	**5,00**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Brésil (suite)							
Queiroz Galvao Perfuracoes S.A. développera ses opérations de prospection et d'exploitation de pétrole et de gaz, et mettra notamment en valeur un gisement de gaz qui vient d'être découvert.	30,00	–	10,00	–	–	–	**40,00**
Sao Paulo Alpargatas S.A., fabricant de chaussures, agrandira son usine, réduira ses coûts, et accroîtra sa productivité et sa compétitivité.	30,00	–	–	–	–	–	**30,00**
Satipel Industrial S.A., fabricant de panneaux de particules, entreprendra un programme de réorganisation financière, modernisera ses systèmes de protection de l'environnement et investira dans ses plantations.	15,00	–	10,00	–	–	–	**25,00**
Tecon Salvador S.A. remettra en état et exploitera un terminal à conteneurs et pour marchandises diverses en El Salvador.	–	0,53	–	–	–	–	**0,53**
Unibanco - Uniao de Bancos Brasileiros S.A. rétrocédera des financements à des entités du secteur privé pour financer des activités commerciales.	50,00	–	–	–	250,00	–	**300,00**
UP Offshore (Bahamas) Limited acquerra jusqu'à dix ravitailleurs de plate-forme offshore pour procurer des fournitures et des services aux sociétés d'hydrocarbures qui opèrent sur la plate-forme continentale brésilienne.	11,60	10,00	–	–	30,00	–	**51,60**
Chili							
HQI Transelec Chile S.A. étendra la portée de son réseau de transmission et modernisera une partie de celui-ci.	–	–	60,00	–	–	–	**60,00**
Lan Chile publiera un plan de modernisation et d'expansion de sa flotte qui prévoit l'acquisition de nouveaux avions.	30,00	–	–	–	–	–	**30,00**
Universidad Diego Portales agrandira et modernisera ses installations pour créer un campus urbain mieux intégré au sein de la communauté et ayant des relations plus étroites avec les universités voisines.	–	–	–	7,20	–	–	**7,20**
Colombie							
Banco Davivienda S.A. recevra une garantie partielle au titre de l'émission d'une obligation indexée sur l'inflation ayant pour objet de renforcer les fonds propres complémentaires.	–	–	–	14,33	–	–	**14,33**
Colombian Home Mortgage Corp. (CHMC) sera une société polyvalente indépendante ayant pour objet d'acquérir et de titriser des prêts hypothécaires résidentiels de haute qualité.	–	–	2,28	3,94	–	–	**6,22**
Grupo Empresarial Bavaria accroîtra l'efficacité de ses installations de production et de distribution, développera sa ligne de boissons non alcoolisées et étendra la portée de ses opérations en dehors de la Colombie.	–	–	–	–	145,00	–	**145,00**
Omimex de Colombia, Ltd. financera la poursuite des activités de mise en valeur de ses gisements de pétrole et de gaz.	30,00	–	5,00	–	–	–	**35,00**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Sociedad de Acueducto Alcantarillado, y Aseo de Barranquilla S.A. E.S.P. étendra la couverture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans la partie sud-est de Barranquilla.	–	–	–	18,24	–	–	**18,24**
Costa Rica							
Banco Cuscatlan de Costa Rica développera et consolidera les opérations du Groupe Cuscatlan.	–	–	5,00	–	–	–	**5,00**
Productos Gutis S.A. adaptera ses opérations de manière à se conformer aux nouvelles réglementations du commerce international et aux meilleures pratiques du secteur manufacturier.	7,00	–	–	–	–	–	**7,00**
El Salvador							
Banco Cuscatlan S.A. développera et consolidera les opérations du Groupe Cuscatlan.	15,00	–	–	–	–	–	**15,00**
Financiera Calpiá S.A. se transformera en banque commerciale tout en mettant l'accent sur la fourniture de services financiers aux clients ayant de faibles revenus.	–	2,00	–	–	–	–	**2,00**
Équateur							
Favorita Fruit Company, Ltd. acquerra et remettra en état 2 200 hectares de plantations de bananiers en exploitation, et procédera à d'autres investissements pour obtenir l'homologation ECO-OK.	15,00	–	–	–	–	–	**15,00**
Guatemala							
Banco Cuscatlan de Guatemala développera et consolidera les opérations du Groupe Cuscatlan.	10,00	–	–	–	–	–	**10,00**
Banco de Occidente S.A. renforcera sa base de capital, améliorera sa réglementation financière ainsi que sa gestion de l'environnement.	–	–	10,00	–	–	–	**10,00**
Desarollo Forestal Integral, S.A. agrandira sa scierie, modernisera ses infrastructures de foresterie, fournira des fonds de roulement, et obtiendra une homologation internationale pour sa gestion forestière durable.	6,00	–	–	–	–	–	**6,00**
Generadora de Occidente Ltda. accroîtra la présence de la société propriétaire Enel S.p.A (Italie) en Amérique centrale en finançant des projets d'énergie renouvelable pour répondre à l'accroissement de la demande dans la région.	15,00	–	–	–	12,00	–	**27,00**
Jamaïque							
Jamaica Public Service Company mettra en service une centrale électrique électrocalogène alimentée au diesel de 120 MW dans le cadre de son programme d'accroissement de sa puissance installée.	–	–	45,00	–	–	–	**45,00**
Mexique							
Allegro Grand Cozumel, S.A. de C.V., avec ses quatre filiales hôtelières, restructurera ses dettes pour reprendre son programme d'expansion lorsque l'industrie du tourisme sera stabilisée.	30,00	10,00	–	–	40,00	–	**80,00**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Mexique (suite)							
Grupo Financiero Banorte, S. A. de C.V. financera les crédits-baux à long terme de complexes industriels et des infrastructures connexes construites et entretenues par des promoteurs locaux.	50,00	–	–	–	–	–	**50,00**
Grupo Mexmal développera ses services de conception de systèmes informatique en louant des espaces de travail supplémentaires et en accroissant ses fonds de roulement.	–	–	10,00	–	–	–	**10,00**
Polomex S.A. de C.V. refinancera ses fonds de roulement et développera ses activités de production.	8,00	–	–	–	–	–	**8,00**
Tlalnepantla Municipal Water Conservation construira et exploitera une installation d'épuration des eaux usées pour recycler les eaux usées provenant des zones résidentielles et industrielles auprès des entreprises industrielles.	–	–	–	3,00	–	–	**3,00**
Panama							
Aguas de Panama S.A. construira une station d'épuration de l'eau en gros pouvant traiter 80 millions de litres d'eau par jour.	6,00	–	–	–	10,00	–	**16,00**
UBCI procédera à un montage financier pour appuyer l'expansion et la consolidation des opérations du Groupe Cuscatlan.	–	10,00	–	–	–	–	**10,00**
UP Offshore (Panama) acquerra jusqu'à dix ravitailleurs de plate-forme offshore pour procurer des fournitures et des services aux sociétés d'hydrocarbures qui opèrent sur la plate-forme continentale brésilienne.	13,10	–	–	–	5,30	–	**18,40**
Pérou							
Interseguro Compania de Seguros de Vida S.A. procèdera à une augmentation de capital pour faire face à l'expansion de ses opérations de financement.	–	0,59	–	–	–	–	**0,59**
ISA Peru, S.A. procédera aux études d'ingénierie, à la construction et à l'exploitation de deux lignes de transport à haute tension dans le centre du Pérou.	–	–	–	–	8,00	–	**8,00**
ISA Peru, S.A. profitera d'un accroissement de ses financements pour construire et exploiter deux lignes de transport à haute tension dans le centre du Pérou.	–	–	–	–	–	0,20	**0,20**
Norvial S.A. allongera, exploitera et entretiendra la route à péage Ancón-Huacho-Pativilca, qui est un tronçon de la Pan-American Highway.	18,00	–	–	–	–	–	**18,00**
TIM Peru accroîtra la capacité et la couverture de son réseau de téléphonie cellulaire, en améliorera la qualité et la fiabilité, et offrira davantage de services à valeur ajoutée.	70,00	–	–	–	–	–	**70,00**
République dominicaine							
Banco BHD, S.A. aura recours à une nouvelle ligne de crédit pour rétrocéder des fonds à des entreprises de taille intermédiaire.	20,00	–	–	–	–	–	**20,00**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Orange Dominicana S.A. étendra la pénétration des services sans fil en desservant de nouveaux abonnés et en intensifiant la concurrence, offrira de nouveaux services à valeur ajoutée ainsi que des services de transmission de données à haut débit sans fil.	–	–	–	–	50,00	–	**50,00**
Trinité-et-Tobago							
Republic Bank Limited participera au financement de la privatisation de Barbados National Bank (BNB), et détiendra 57 % de son capital.	50,00	–	–	–	–	–	**50,00**
Uruguay							
Cooperativa Nacional de Productores de Leche modernisera les opérations industrielles, logistiques et de distribution de Conaprole et restructurera sa dette à court-terme à hauteur de 40 millions de dollars.	20,00	–	10,00	–	–	–	**30,00**
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD							
RÉGION							
Citibank mettra en place un mécanisme de financement du commerce extérieur de 70 millions de dollars pour la région MENA pour répondre à la demande soutenue de financement des importations émanant des entreprises privées de la région.	–	–	–	35,00	–	–	**35,00**
Algérie							
Algerian Cement Company ouvrira la première fabrique intégrée de ciment par procédé à sec du pays, procédé qui a un impact sur l'environnement nettement plus faible que les procédés traditionnels.	35,00	–	–	–	–	–	**35,00**
Ispat Annaba remettra en état une aciérie et la modernisera pour la mettre aux normes environnementales internationales.	25,00	–	–	–	–	–	**25,00**
Arabie saoudite							
Saudi Orix Leasing Company (SOLC) émettra le premier effet à moyen et long terme d'une société en Arabie saoudite et utilisera les montants ainsi empruntés pour financer l'expansion de son portefeuille de crédits-baux.	–	–	–	6,00	–	–	**6,00**
Égypte (Rép. arabe d')							
Alexandria Carbon Black Company S.A.E. agrandira son usine de noir de charbon pour porter sa capacité de 110 000 tonnes à 150 000 tonnes par an.	5,00	–	–	–	–	–	**5,00**
Citibank metta en place un mécanisme de financement du commerce extérieur de 60 millions de dollars pour une période de trois ans afin de garantir les lettres de crédit émises par certains banques installées en Égypte.	–	–	–	30,00	–	–	**30,00**
Metro Markets étendra son réseau de magasins de vente au détail et modernisera son usine de traitement de produits alimentaires laitiers et de jus de fruit.	15,00	–	–	–	–	–	**15,00**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
Égypte (Rép. arabe d') (suite)							
Sekem Holdings accroîtra sa production des plantes médicinales, des fruits, des légumes et des textiles selon les principes de l'agriculture biologique en créant des fermes familiales pour approvisionner l'usine.	5,00	–	–	–	–	–	**5,00**
Unipak Nile Limited convertira le prêt à taux fixe qu'elle avait initialement obtenu de la SFI en un prêt à taux variable.	0,35	–	–	–	–	–	**0,35**
Jordanie							
Hikma Investment Company, Ltd., société de fabrication de produits pharmaceutiques génériques, accroîtra sa production ainsi que ses installations de recherche et développement.	14,87	–	–	–	–	–	**14,87**
Jordan Training Technology Group Private Shareholding Company Limited financera les activités de sous-traitance de projets d'animation de Rubicon.	–	1,00	–	–	–	–	**1,00**
Middle East Complex for Engineering, Electronics, and Heavy Industries PLC se réinstallera dans de nouveaux locaux et accroîtra sa capacité de production, augmentera la valeur ajoutée et la proportion des composantes produites localement, formera une nouvelle coentreprise avec Haier China, et restructurera une partie de sa dette.	19,00	–	–	–	–	–	**19,00**
Pakistan							
ABN AMRO Bank financera la reconstitution du montant de 80 millions de dollars du mécanisme d'appui au commerce extérieur du Pakistan d'une durée de trois ans (PTEF II) établi pour garantir les lettres de crédit émises par certaines banques commerciales.	–	–	–	40,00	–	–	**40,00**
Dewan Salman, gros producteur de fibres de polyester, étendra sa gamme de production aux fibres de marque déposée et accroîtra sa compétitivité à long terme.	30,00	1,00	4,00	–	–	–	**35,00**
Karachi Container Terminal acquerra des matériels de manutention de conteneurs, construira des ateliers et lancera un programme de travaux de génie civil pour améliorer le parc à conteneurs.	7,75	–	1,50	–	–	–	**9,25**
Network Leasing facilitera l'accès au crédit des groupes de population ayant de faibles revenus et mal desservis.	–	–	–	2,02	–	–	**2,02**
Yémen (République du)							
Al-Ahlia Mineral Water Company modernisera et améliorera son usine d'embouteillage d'eau minérale en installant une chaîne d'embouteillage et un système de conditionnement plus perfectionnés.	1,51	–	–	–	–	–	**1,51**

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI-PARTICIPATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 03
MONDE							
ACCION Investments in Microfinance capitalisera des institutions de microfinancement rentables pour qu'elles puissent fournir leurs services à un plus grand nombre de personnes qui n'ont pour l'instant pas accès à des services financiers.	–	3,00	–	–	–	–	**3,00**
Internationale Micro Investitionen Aktiengesellschaft recevra des fonds qui lui permettront de résoudre un problème de droits d'émission.	–	3,97	–	–	–	–	**3,97**
Internationale Micro Investitionen Aktiengesellschaft recevra des capitaux qui lui permettront de jouer un rôle plus important sur le marché.	–	0,61	–	–	–	–	**0,61**
Novica United, Inc. permettra aux artistes du monde en développement d'améliorer leur niveau de vie, de recruter des travailleurs supplémentaires et de répandre l'emploi des technologies dans leur domaine.	–	1,50	–	–	–	–	**1,50**

Projets d'assistance technique et de services-conseils

FIAS = Service-conseil pour l'investissement étranger direct
PEP = Partenariat pour l'entreprise privée
PME = Petites et moyennes entreprises
TATF = Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
AFRIQUE SUBSAHARIENNE			
RÉGION			
Étude du secteur des textiles	Offre d'une aide aux organismes publics et au secteur privé au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie pour accroître les exportations de vêtements dans le cadre de la Loi des États-Unis sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA).	Suisse	TATF
Nouveau modèle opérationnel de l'AMSCO	Évaluation des produits et services existants de l'AMSCO et formation de directeurs régionaux pour assurer la mise en œuvre des nouvelles méthodes de commercialisation et de vente.	Suisse	TATF
Programme de centres d'information sur la solvabilité des emprunteurs	Appui à la mise en place de centres privés d'information sur la solvabilité des emprunteurs pour promouvoir l'octroi de crédits à des segments mal desservis de l'économie, en particulier les petites entreprises.	Norvège	TATF
Burkina Faso			
Obstacles administratifs à l'investissement	Réalisation d'une enquête sur les problèmes administratifs et réglementaires.		FIAS
Cap-Vert			
Obstacles administratifs à l'investissement	Application des conclusions de travaux antérieurs consacrés à la stratégie de promotion de l'investissement, la fiscalité et les incitations. Formulation d'un plan d'action par les parties prenantes locales.		FIAS
Érythrée			
Promotion de l'investissement	Réalisation d'une enquête auprès d'investisseurs potentiels appartenant à la communauté internationale ou à la diaspora pour aider les pouvoirs publics à comprendre la manière dont ces investisseurs perçoivent la situation dans le pays.		FIAS
Ghana			
Développement entrepreneurial : étude de faisabilité	Fourniture d'un appui à un distributeur de denrées alimentaires pour l'aider à améliorer les capacités, les normes de qualité, et les relations commerciales des producteurs locaux, en particulier les producteurs de légumes et de fruits tropicaux.	Pays-Bas	TATF
Obstacles administratifs à l'investissement	Réalisation d'une enquête auprès des investisseurs actuels pour déterminer les coûts administratifs et réglementaires des opérations.		FIAS
Plan de développement des communautés	Conception d'un modèle de développement social et économique des communautés situées auprès de mines devant être fermées.	Pays-Bas	TATF

98 AFRIQUE SUBSAHARIENNE
Burkina Faso, Cap-Vert, Érythrée, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Mali, Maurice, Mozambique, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe*, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie

100 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE
Cambodge, Chine, Indonésie, Malaisie, Mongolie, Palaos, Philippines, Timor-Leste*, Viet Nam

102 ASIE DU SUD
Bangladesh, Bhoutan*, Inde, Maldives

102 EUROPE ET ASIE CENTRALE
Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Fédération de Russie, Géorgie, Lettonie, Macédoine (ERY de), Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Tadjikistan, Turquie, Ukraine

106 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
Colombie, Équateur, Honduras, Mexique, Nicaragua, Pérou, Suriname*

108 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Jordanie, Koweït, Liban, Pakistan, République arabe syrienne, Tunisie

* Pays membre de la BIRD mais non de la SFI.

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
Guinée-Bissau			
Obstacles administratifs à l'investissement	Évaluation des réformes et fourniture d'une aide au gouvernement pour formuler un plan d'action.		FIAS
Kenya			
Financement des primes d'assurance : évaluation de la viabilité	Évaluation de la viabilité et des possibilités d'expansion des activités de financement de primes d'assurance du pays.	Irlande	TATF
Kenya Tea Development Agency : gouvernement d'entreprise	Mise au point d'un examen du gouvernement d'entreprises de cet organisme de mise en valeur des ressources théières pour l'aider à renforcer ses pratiques commerciales.	Pays-Bas	TATF
Privatisation des chemins de fer	Maximisation de l'impact au plan du développement de la privatisation de la KRC, pour assurer la viabilité de la privatisation des chemins de fer.	Danemark	TATF
Mali			
Mine d'or de Sadiola : plan d'action pour un développement intégré	Préparation d'un prototype de développement social et économique durable faisant intervenir la possibilité de la fermeture de la mine.	Luxembourg	TATF
Maurice			
Services d'approvisionnement en eau et d'assainissement	Fourniture d'une assistance technique pour faire participer le secteur privé à la fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.	Canada/Italie	TATF
Mozambique			
Programme d'investissement dans le tourisme dans le sud-est de l'Afrique	Évaluation de l'efficacité du programme établi pour le secteur privé et les collectivités locales concernées par le tourisme.	Pays-Bas	TATF
Nigéria			
Réglementations et textes de lois applicables au crédit-bail	Fourniture d'une aide aux pouvoirs publics pour formuler des textes de lois appuyant le développement du secteur intérieur du crédit-bail.	Pays-Bas/SFI	TATF
Sao Tomé-et-Principe			
Incitations à investir	Fourniture d'une aide au gouvernement par le biais de l'examen du projet de code fiscal.		FIAS
Sénégal			
Incitations à investir	Fourniture d'une aide au gouvernement en vue de la mise en œuvre des recommandations du FIAS sur la fiscalité.		FIAS
Obstacles administratifs à l'investissement	Mise à jour d'une étude antérieure, pour donner un nouvel élan au processus de réforme.		FIAS

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
Sierra Leone			
Politique économique : droit des investissement	Examen du projet de loi sur l'investissement, avec recours aux meilleures pratiques internationales.		FIAS
Tanzanie			
Renforcement des capacités institutionnelles d'une banque servant les PME	Mise à niveau des opérations de la banque pour assurer le respect des normes bancaires internationales, en particulier dans les domaines de l'évaluation de la solvabilité, de la gestion des risques, des politiques opérationnelles, du suivi du portefeuille, et de la gestion de l'actif-passif.	Norvège	TATF
Zambie			
Obstacles administratifs à l'investissement	Fourniture de conseils sur le climat de l'investissement et le cadre des affaires dans une optique de croissance et de réduction de la pauvreté.		FIAS
Programme de développement de PME dans la province du Copperbelt	Efforts de développement des PME et de mise en place de liens commerciaux avec un conglomérat privatisé opérant dans le secteur du cuivre.		TATF
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE			
RÉGION			
Services régionaux d'aide aux entreprises	Analyse de l'offre et de la demande de services d'aide aux entreprises du secteur privé.	Australie	TATF
Sociétés d'exploitation des ressources naturelles	Fourniture d'une aide pour mettre au point une formation portant sur le renforcement des capacités dans les domaines du gouvernement d'entreprise et de la gestion des recettes destinée aux sociétés d'exploitation des ressources naturelles.	Nouvelle-Zélande	TATF
Cambodge			
Gestion de la qualité dans l'enseignement supérieur	Fourniture d'une aide à l'université Norton pour améliorer ses systèmes de gestion de la qualité et obtenir le statut d'université à part entière ; offre d'une formation aux enseignants et autres membres du personnel.	Nouvelle-Zélande	TATF
Chine			
Assistance technique à une banque commerciale	Renforcement des pratiques internationales de la Nanjing City Commercial Bank, en particulier dans les domaines de la gestion des crédits/investissements et de la gestion des risques.	Italie	TATF
Déchets solides/Engrais biologiques	Fourniture d'un appui aux agriculteurs locaux pour les aider à abandonner les engrais minéraux au profit d'engrais biologiques.	Israël	TATF
Enseignement supérieur privé : étude de marché	Évaluation de la situation des établissements du troisième cycle, des universités et des instituts de formation privés ; identifications de possibilités d'investissement.	Suède	TATF
Évaluation des besoins	Accroissement de l'efficacité des opérations d'une société de promotion de l'agro-industrie par le biais d'une évaluation des besoins en matière de système informatique de gestion.	Danemark	TATF
Examen financier et services de conseil	Fourniture de services de conseil et réalisation d'un examen financier pour le compte de Chengdu City Commercial Bank afin d'améliorer les politiques de crédit et de risque de cette dernière.	Norvège	TATF
Gouvernement d'entreprise	Appui à la formulation de normes pour les sociétés de gestion de patrimoine pour assurer l'application par ces dernières des meilleures pratiques internationales en matière de gouvernement d'entreprise	France	TATF

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
Privatisation des entreprises d'État	Appui à la formulation d'une stratégie de privatisation au niveau national et local.	Australie	TATF
Programme de comptabilité, d'audit et de formation	Fourniture d'un programme de formation en audit financier axé sur les normes comptables internationales, et formulation de recommandations sur les contrôles internes nécessaires à une entreprise de confection de cravate et de tissage.	Irlande	TATF
Projet de renforcement des capacités environnementales à Sichuan	Renforcement des capacités des bureaux d'étude et des spécialistes à entreprendre des examens au plan social, environnemental, sanitaire et sécuritaire et à réaliser des travaux d'atténuation conformément aux normes internationales.	Danemark	TATF
Renforcement des capacités d'une société de valeurs mobilières	Fourniture d'un appui à Citic Securities pour l'aider à améliorer son gouvernement d'entreprise, ses méthodes de gestion des risques et son système informatique de gestion.	Suisse	TATF
Système de gestion interne des risques	Fourniture d'un appui à la formulation des politiques du Conseil national des fonds de sécurité sociale.	Irlande	TATF
Indonésie			
Centres privés d'information sur la solvabilité des emprunteurs : étude de faisabilité	Appui à la mise en place de centres privés d'information sur la solvabilité des emprunteurs pour faciliter l'offre de crédit à des segments de la population jusque-là mal desservis.	Nouvelle-Zélande	TATF
Intégration dans la chaîne d'approvisionnement	Fourniture d'une aide aux petites entreprise de Kalimantan pour leur permettre de s'intégrer dans la chaîne d'approvisionnement des grandes sociétés de la région, en particulier dans le secteur des industries extractives.	Irlande	TATF
Promotion de l'investissement	Fourniture de conseils portant sur la constitution de l'Équipe nationale d'investissement envisagée, en association avec la Banque asiatique de développement.		FIAS
Malaisie			
Liens commerciaux	Évaluation des effets d'entraînement des fournisseurs locaux par les grandes multinationales depuis dix ans.		FIAS
Mongolie			
Politique et promotion de l'investissement	Formation du personnel de l'Agence nationale de promotion de l'investissement ; aide à la préparation d'une nouvelle déclaration de politique de l'investissement.		FIAS
Palaos			
Politique financière : droit de l'investissement	Examen d'un projet de mise en œuvre de la réglementation concernant l'investissement étranger direct.		FIAS
Philippines			
Financement des petites entreprises et des activités rurales	Examen de la possibilité de mettre en place un établissement ou une holding bancaire pour financer les petites entreprises et les activités rurales.	Pays-Bas	TATF
Ressources minérales durables	Sensibilisation au développement durable des parties prenantes de l'industrie extractive.	Japon	TATF
Timor-Leste			
Politique de l'investissement	Participation à une mission de la Banque mondiale pour examiner le contexte des investissements du secteur privé.		FIAS
Politique financière : droit de l'investissement	Examen d'un projet de loi sur l'investissement.		FIAS

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
Viet Nam			
Services bancaires axés sur les particuliers et les petites entreprises	Appui à Asia Commercial Bank et Sacombank aux fins du développement d'opérations viables de financement des particuliers et des petites entreprises.	Pays-Bas/Suisse	TATF
ASIE DU SUD			
Bangladesh			
Stratégie de promotion de l'investissement	Fourniture d'une aide au Conseil de l'investissement du pays aux fins de la formulation de sa première stratégie de promotion de l'investissement ; organisation d'un atelier de planification stratégique.		FIAS
Bhoutan			
Politique de l'investissement	Aide à la préparation du premier décret de politique de l'investissement du pays ; aide à la préparation des projets de règles, réglementations, procédures et critères.		FIAS
Inde			
Petites et moyennes entreprises dans le secteur de l'éducation : étude de marché	Collecte de données sur les entreprises dans les États de Madhya Pradesh et d'Andhra Pradesh afin de quantifier la taille du marché à financer et d'identifier les besoins d'assistance technique.	Royaume-Uni	TATF
Produits de garantie hypothécaire : évaluation du marché	Étude de la manière dont les sociétés de garanties hypothécaires peuvent estimer la demande de leurs produits, fixer des prix différenciés, déterminer les critères d'admissibilité pour les prêteurs et établir des dossiers-types de prêt.	Canada	TATF
Maldives			
Gestion environnementale et développement durable du tourisme	Fourniture d'une formation sur l'impact environnemental pour renforcer les capacités et la gestion du secteur du tourisme et des secteurs commerciaux.	Japon	TATF
Législation des assurances	Fourniture d'un appui à la formulation d'une législation viable et transparente pour le secteur intérieur des assurances.	Irlande	TATF
Politique et promotion de l'investissement	Examen des textes de loi sur l'investissement et des directives d'applications actuelles ; présentation de commentaires sur les dispositions institutionnelles actuellement prises pour promouvoir l'investissement.		FIAS
EUROPE ET ASIE CENTRALE			
RÉGION			
Appui aux entrepreneurs — programme d'appui au corps enseignant	Initiative de renforcement des capacités en faveur des entrepreneurs des pays couverts par le programme SEED : appui au corps enseignant en vue de la création et de la préparation de cours de formation et de cursus de niveau universitaire dans le domaine de l'entreprenariat.	Italie	TATF
Commercialisation du financement de l'amélioration des rendements énergétiques	Fourniture d'une aide pour abaisser les obstacles opposés au financement des investissements dans des projets d'amélioration des rendements énergétiques.	Espagne/Finlande/ États-Unis	TATF
Développement de centres privés d'information sur la solvabilité des emprunteurs	Promotion des efforts de développement de centres privés d'information sur la solvabilité des emprunteurs pour faciliter l'octroi de crédits à des segments de la population jusque-là mal desservis.	Italie	TATF
Initiative européenne pour une agriculture douce	Analyse des marchés, des politiques et des institutions en place pour une initiative en faveur d'une agriculture douce.	Pays-Bas	TATF

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
Législation relative au microfinancement	Fourniture de conseils au gouvernement sur les textes de loi de nature à stimuler le développement du microfinancement.	États-Unis	PEP
Obstacles administratifs à l'investissement	Réalisation d'une enquête pilote auprès de bureaux d'étude, de cabinets d'avocats et des cabinets d'experts-comptables et d'audit sur les obstacles rencontrés par leurs clients au niveau des procédures administratives.		FIAS
Partenariat public-privé pour les hôpitaux publics	Appui à la mise en œuvre d'opérations pilotes faisant intervenir un partenariat public- privé dans des hôpitaux publics en Pologne et en République slovaque.	Autriche	TATF
Secteur des matériels et appareils médicaux : possibilités d'investissement	Examen du secteur des appareils médicaux en Pologne et en Ukraine, identification des possibilités d'investissement et évaluation des segments de marché.	Israël	TATF
Albanie			
Compagnie d'électricité d'Albanie	Fourniture d'une aide au gouvernement en vue de la privatisation de cette entreprise d'État.	Grèce	TATF
Étude des obstacles administratifs	Fourniture d'une aide au gouvernement en vue de la réalisation d'une enquête auprès des entreprises sur le coût des réglementations et des démarches administratives ; conseils sur les améliorations à apporter.		FIAS
Arménie			
Fonds de capital-risque pour les PME	Promotion du développement du secteur des PME via l'élargissement de l'accès des entreprises au capital-risque à moyen et long terme.	États-Unis	PEP
Politique financière : droit de l'investissement	Examen des textes de loi actuels et des projets de lois applicables aux investissements compte tenu des meilleures pratiques et des conseils fournis antérieurement par le FIAS.		FIAS
Azerbaïdjan			
Politique financière : droit de l'investissement	Examen de nouveaux projets de loi sur les activités d'investissement ; fourniture de directives pour la formulation de textes de loi conformément aux meilleures pratiques internationales.		FIAS
Projet de gouvernement d'entreprise	Fourniture de conseils et de formations aux sociétés en matière de gouvernement d'entreprise ; fourniture de conseils au gouvernement sur l'amélioration de la législation.	Suisse	PEP
Projets de développement des opérations de crédit-bail	Promotion de nouveaux textes de loi et renforcement des compétences locales spécialisées dans le crédit-bail.	Suisse/Canada	PEP
Bélarus			
Développement d'une association d'entrepreneurs	Promotion de l'adoption de mesures favorables aux entrepreneurs et fourniture à ces derniers des compétences nécessaires dans un pays doté d'un secteur privé de taille restreinte.	Suède	PEP
Bosnie-Herzégovine			
Obstacles administratifs à l'investissement	Suite d'une étude antérieure ; efforts de renforcement du dialogue entre le secteur public et le secteur privé et mise au point d'un système de suivi pour évaluer l'impact des réformes.		FIAS
Bulgarie			
Obstacles administratifs à l'investissement	Mise à jour d'une étude antérieure, y compris une enquête détaillée auprès des entreprises sur les coûts administratifs et réglementaires.		FIAS

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
Croatie			
Établissement de la carte des petites et moyennes entreprises	Préparation d'une carte des petites et moyennes entreprises du pays pour faciliter l'analyse du cadre des affaires et identifier les possibilités de poursuivre des programmes.	Autriche	TATF
Fédération de Russie			
Accroissement du nombre de fournisseurs de composants automobiles	Augmentation de la compatibilité et du nombre de fournisseurs de composants automobiles pour l'usine d'assemblage Ford.	SFI	TATF/PEP
Développement des services financiers et comptables	Fourniture d'une aide à Stavropolsky Broiler pour mettre en place un nouveau système informatique de gestion, former son personnel, recruter et former un directeur financier.	Pays-Bas	TATF
Développement du crédit-bail dans le nord-ouest de la Russie	Promotion du développement du crédit-bail dans le nord-ouest de la Russie ; établissement de contacts entre les entreprises et des investisseurs et fabricants de matériels d'Europe de l'Ouest.	Finlande	PEP
Législation des titres adossés à des hypothèques	Examen du projet de loi sur les titres adossés à des hypothèques en vue de la création de la première société de reprise d'hypothèque du pays.	Norvège	TATF
Marché des télécommunications mobiles	Examen du marché des télécommunications mobiles, détermination des financements nécessaires, identification de candidats concurrentiels, et fourniture de conseils sur la manière de servir efficacement le marché.	Suède	TATF
Mise en valeur de la foresterie	Promotion d'un développement durable de la foresterie ; facilitation des investissements étrangers directs.	Finlande	PEP
Projets privés d'amélioration du rendement énergétique	Sélection de projets pilotes pour procéder à des investissements dans l'amélioration du rendement énergétique, compte-tenu des conditions du marché, des structures de financement et du cadre réglementaire.	Pays-Bas	TATF/PEP
Secteur bancaire : étude du gouvernement d'entreprise	Analyse de la mesure dans laquelle les banques du pays appliquent les meilleures pratiques en matière de gouvernement d'entreprise dans leurs opérations internes.	Suisse	TATF/PEP
Service de conseils sur les opérations de titrisation	Fourniture de conseils aux représentants du secteur public et du secteur privé pour les aider à identifier les obstacles aux opérations de titrisation.	Royaume-Uni	TATF
Technologies de l'information et des communications	Fourniture d'une assistance technique aux entreprises du secteur de la programmation offshore et établissement de liens entre ces entreprises et leurs homologues en Europe de l'Ouest.	Finlande	PEP
Utilisation des effluents gazeux : étude de faisabilité	Détermination de la viabilité d'opérations de récupération des effluents gazeux et du développement d'activités basées sur leur utilisation à des fins commerciales.	Bavière	TATF/PEP
Géorgie			
Développement des entreprises en Géorgie	Promotion d'une amélioration de la législation et renforcement des capacités locales dans le domaine de crédit-bail ; fourniture de conseils aux sociétés sur le gouvernement d'entreprise ; réalisation d'une étude du secteur des PME.	Canada	PEP
Lettonie			
Liaisons	Formulation de recommandations sur l'action à mener pour développer les secteurs à forte intensité de savoir du pays au cours des prochaines années.		FIAS

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
Obstacles administratifs à l'investissement	Mise à jour d'une étude antérieure et réalisation d'une enquête auprès des entreprises sur les coûts administratifs et réglementaires.		FIAS
Macédoine (ERY de)			
Mise en application des procédures de sécurité HACCP pour le traitement des denrées alimentaires	Formation des entreprises de taille modeste du secteur du traitement des denrées alimentaires en vue de la mise application des procédures de sécurité HACCP.	Grèce	TATF
Obstacles administratifs à l'investissement	Réalisation d'une étude sur les obstacles administratifs à l'investissement et, notamment, poursuite d'une enquête auprès des entreprises sur les coûts administratifs et réglementaires.		FIAS
Renforcement du Service des petites et moyennes entreprises	Renforcement du Service des petites et moyennes entreprises du ministère de l'Économie, et appui à la mise en œuvre d'un plan stratégique de développement du secteur.	Irlande	TATF
Roumanie			
Fonds pour l'environnement national	Amélioration des finances du Fonds pour l'environnement national, de manière à permettre la poursuite de projets visant à protéger l'environnement et remédier aux problèmes en ce domaine.	Canada	TATF
Obstacles administratifs à l'investissement	Appui au gouvernement en vue de la mise en œuvre d'un plan d'action pour éliminer les obstacles administratifs.		FIAS
Projet de législation pour le marché secondaire	Évaluation du cadre législatif des obligations hypothécaires et des titres adossés à des hypothèques, et de la nécessité d'harmoniser ce cadre avec ceux des pays de la région.	Canada	TATF
Serbie-et-Monténégro			
Appui aux banques privatisées	Examen du besoin de restructurer les créances non productives, appui aux travaux de préparation des privatisations et fourniture de services de conseils.	Suède	TATF
Examen des possibilités d'investissement dans l'Internet et les technologies de l'information	Identification des possibilités d'investissement dans l'Internet et le secteur des technologies d'information.	Italie	TATF
Examen et amélioration des services bancaires et des opérations de crédit	Recrutement d'un conseiller pour réorganiser le processus d'octroi de crédit de Vojvodjanksa Banka et formulation d'une stratégie pour ces opérations de crédit.	Suède	TATF
Industrie des hydrocarbures : opérations de préparation à la privatisation et de restructuration	Renforcement du programme de réformes du Gouvernement serbe dans le secteur de l'énergie, y compris face à la nécessité de procéder à une réorganisation.	Italie	TATF
Organisme de privatisation	Financement des services d'un consultant pour le centre des marchés financiers de l'organisme de privatisation aux fins de l'évaluation des portefeuilles d'entreprises détenus par le fonds de placement d'État de la Serbie.	Italie	TATF
Ouverture d'un hôpital polyvalent	Réalisation d'une évaluation technique, commerciale et du marché du projet d'ouverture d'un hôpital polyvalent.	Suède	TATF
Papier mousseline et papier recyclé : étude de marché	Analyse du marché actuel du papier mousseline et du papier recyclé et des possibilités d'accroissement des débouchés.	Suède	TATF

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
Serbie-et-Monténégro (suite)			
Plan d'activité d'un hôtel : étude de faisabilité	Fourniture d'une aide à un grand hôtel aux fins de la sélection d'une stratégie de modernisation et identification de partenaires stratégiques.	Royaume-Uni	TATF
Plan d'entreprise pour une compagnie pharmaceutique	Analyse des activités et préparation d'un plan d'entreprise viable et du programme d'investissement connexe.	Pays-Bas/Suède	TATF
Privatisation de l'Institut du Dr. Simo Milosevic	Fourniture d'un appui au Gouvernement du Monténégro aux fins de la participation du secteur privé aux opérations de l'Institut du Dr. Simo Milosevic.	Autriche	TATF
Programme de développement de proximité	Appui à la restructuration d'entreprises fabriquant des chaussures en caoutchouc et des biens de consommation ; appui au développement des opérations d'une laiterie viable.	Suède	TATF
Renforcement de la commission de contrôle des assurances	Examen du projet de cadre juridique et réglementaire des assurances et fourniture d'un appui aux services de l'État chargés du contrôle des assurances.	Italie	TATF
Tadjikistan			
Création d'une institution de microfinancement : étude de faisabilité	Évaluation de la faisabilité de la création d'une banque de microfinancement, ciblant ses services sur la population mal desservie de la vallée de Ferghana.	SFI	TATF
Renforcement des capacités locales : audit aux normes internationales	Formation du personnel d'un bureau d'études et de ses clients portant sur les services de gestion financière.	SFI	TATF
Turquie			
Politique financière : droit de l'investissement	Fourniture d'une assistance en vue de la révision du projet de loi sur l'investissement étranger et de la mise en place d'une agence de promotion de l'investissement.		FIAS
Promotion de l'investissement	Élaboration d'un cadre stratégique et institutionnel pour améliorer les conditions offertes aux investissements étrangers directs dans le pays.		FIAS
Ukraine			
Enquête sur les petites et moyennes entreprises et formulation de mesures connexes	Analyse de la situation des petites et moyennes entreprises et des mesures connexes prises par l'État.	Norvège	TATF/PEP
Législation des titres hypothécaires	Préparation d'un projet de loi sur les titres hypothécaires, y compris l'autorisation d'émettre hors bilan des titres adossés à une hypothèque en plusieurs tranches.	Royaume-Uni	TATF

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINES ET CARAÏBES			
RÉGION			
Développement des petites entreprises et formation	Accroissement des capacités des entreprises locales à fournir des services et une formation aux petites et moyennes entreprises.	Canada	TATF
Programme de financement des études : études de cas	Examen des programmes de financement des études en vue de déterminer les aspects caractéristiques qui produisent de bons résultats.	Suisse	TATF
Stratégie de sortie des fonds de capital-risque pour les PME	Fourniture d'un appui à Aureos Capital Limited, gérant d'un fonds planétaire de participation privé spécialisé dans les PME, pour améliorer ses possibilités de sortie.	Suisse	TATF
Colombie			
Évaluation du réseau de distribution	Accroissement de l'efficacité du système de distribution de Bavaria de Colombia et mise en place d'un programme de formation.	SFI	TATF
Stratégie de promotion de l'investissement	Fourniture de conseils à l'agence nationale de promotion des investissements basés sur l'expérience acquise au plan international en ce qui concerne les dispositions structurelles entre les activités d'exportation et de promotion de l'investissement.		FIAS
Viabilité des activités de microfinancement : étude de faisabilité	Évaluation de la faisabilité de l'établissement d'un mécanisme de microfinancement/de prêt pour les petites entreprises opérant dans le contexte du marché.	Canada	TATF
Équateur			
Centrale électrique et de transformation du gaz : plan d'entreprise	Préparation d'un plan d'entreprise pour Amazonia Gas, société privée appartenant à une confédération d'investisseurs autochtones.	Norvège	TATF
Traitement du lait et commercialisation de produits laitiers	Fourniture d'un appui à une société laitière dans le cadre de ses opérations de traitement du lait et de commercialisation de ses produits, notamment pour la mise au point et la distribution de nouveaux produits.	Danemark	TATF
Honduras			
Politique de la concurrence	Examen du projet de loi afin d'aider le gouvernement à créer un cadre pour la politique de la concurrence reflétant les meilleures pratiques.		FIAS
Renforcement du secteur horticole	Recommandation d'un programme de renforcement des capacités destiné aux entreprises de ce secteur.	Pays-Bas	TATF
Mexique			
Partenariats publics-privés	Fourniture d'une aide au gouvernement en vue de la mise en application d'un programme de partenariat entre le secteur public et le secteur privé.	SFI	TATF
Station de récupération des eaux usées	Fourniture d'un appui à la conception et à la mise en exploitation d'une station de récupération des eaux usées pour fournir de l'eau industrielle à l'industrie manufacturière.	SFI	TATF
Nicaragua			
Marché du financement du logement : étude de faisabilité	Analyse du système de financement du logement en vue de promouvoir le développement du marché résidentiel.	Canada	TATF

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
Nicaragua (suite)			
Obstacles administratifs à l'investissement	Évaluation et proposition d'un programme de réformes administratives détaillées en vue d'éliminer les obstacles à l'entrée des investisseurs.		FIAS
Politique de la concurrence	Évaluation des obstacles à la concurrence et de leur impact sur la compétitivité de l'économie nationale.		FIAS
Pérou			
Stratégie de promotion de l'investissement	Réalisation d'une étude en vue de la formulation d'un cadre stratégique pour la promotion de l'investissement étranger direct.		FIAS
Suriname			
Stratégie de promotion de l'investissement	Examen de l'initiative prise par le gouvernement en vue de formuler une nouvelle législation de l'investissement et de créer une nouvelle agence de promotion de l'investissement.		FIAS
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD			
RÉGION			
Évaluation du secteur des PME en Algérie et au Maroc	Évaluation du secteur des PME et propositions d'intervention à l'appui d'initiatives viables sur le plan commercial.	Italie	TATF
Marché primaire du financement du logement	Constitution d'informations sur le système actuel et création d'une institution de financement spécialisée dans le but de créer un marché de reprise d'hypothèques.	Suisse	TATF
Afghanistan			
Opérations de banque commerciale : étude de faisabilité	Évaluation des besoins relatifs aux opérations de banques commerciales en vue de créer une banque de microfinancement.	Pays-Bas	TATF
Opérations de banques de microfinancement	Renforcement des capacités d'une banque de microfinancement, axé principalement sur la pénurie de personnel formé, l'insuffisance des infrastructures matérielles et les questions sociales.	Norvège	TATF
Algérie			
Climat de l'investissement	Identification des obstacles de nature politique et réglementaire qui ont un impact sur le climat de l'investissement dans le pays et recommandation de mesures spécifiques en vue de leur modification.		FIAS
Évaluation du secteur du microfinancement	Évaluation du secteur du microfinancement pour le Service de promotion pour l'entreprise en Afrique du Nord.	Italie	TATF
Investissement étranger direct	Coparrainage d'une enquête sur les investisseurs étrangers potentiels de trois pays d'Europe de l'Ouest, axée notamment sur les obstacles au développement du secteur privé en Algérie.		FIAS
Arabie Saoudite			
Obstacles administratifs à l'investissement	Examen des possibilités d'utiliser l'investissement étranger direct à des fins de stabilisation de la conjoncture et pour régler le problème du chômage.		FIAS
Jordanie			
Investissement dans le secteur hospitalier : étude des opportunités	Panorama du secteur des soins de santé axé notamment sur l'identification des possibilités d'investissement.	Suède	TATF
Politique financière : droit de l'investissement	Examen d'un projet de loi sur l'investissement.		FIAS

PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	BAILLEUR	PROGRAMME
Koweït			
Investissement étranger direct	Fourniture d'un appui à la rédaction d'un projet de règlement de l'investissement étranger direct et de recommandations sur l'automatisation de l'octroi d'incitations budgétaires et de la fourniture d'informations sur les procédures de sélection et d'octroi de licences.		FIAS
Obstacles administratifs à l'investissement	Évaluation des obstacles à l'investissement et recommandations portant sur les changements à effectuer.		FIAS
Liban			
Cadre réglementaire des assurances	Fourniture d'un appui à la mise en application des procédures de contrôle pour porter les services d'assurances aux normes internationales et aide au renforcement des capacités organisationnelles dans le secteur des assurances.	Canada	TATF
Pakistan			
Constitution de centres d'information sur la solvabilité des emprunteurs	Fourniture d'un appui à la constitution de Datacheck, centre d'information sur la solvabilité des emprunteurs, dans le but d'élargir la portée des services et d'attirer un partenaire stratégique.	Nouvelle-Zélande	TATF
Étude des obstacles administratifs	Identification des mesures nécessaires pour obtenir l'approbation d'un investissement et créer une entreprise constituée conformément à la législation en vigueur.	États-Unis	TATF
Marché des reprises d'hypothèques : étude de faisabilité	Examen des possibilités de constitution d'un marché de reprises d'hypothèques et fourniture d'un appui au gouvernement en vue de l'identification des mesures à prendre pour accroître la disponibilité des fonds et abaisser leur coût.	États-Unis	TATF
République arabe syrienne			
Droit moderne des assurances	Préparation d'une version actualisée des textes de loi régissant les activités des compagnies d'assurances du secteur privé.	Suède	TATF
Tunisie			
Incitations à investir	Évaluation du régime fiscal et des régimes d'incitations.		FIAS
MONDE			
Directives environnementales et sociales	Fourniture d'une aide à la formulation des directives techniques de performance environnementale et sociale de la SFI.	Danemark	TATF
Fabrication de produits électroniques : stratégie mondiale	Définition du rôle des sous-secteurs de cette branche d'activité pour privilégier l'obtention d'un impact positif sur l'économie et le développement.	Canada/Suisse	TATF
Industrie des technologies de l'information en Inde et en Chine	Évaluation des moteurs de l'amélioration des résultats dans le domaine des produits et services de technologies de l'information de ces pays.	Norvège	TATF
Programme de centres d'information sur la solvabilité des emprunteurs	Promotion de l'établissement de centres privés d'information sur la solvabilité des emprunteurs pour faciliter l'octroi de crédits à des segments jusque-là mal desservis de la population.	SFI	TATF
Renforcement des associations d'entreprises	Fourniture d'une formation et d'un appui technique aux associations d'entreprises en Afrique du Sud, au Cambodge, au Nigéria et au Viet Nam.	Danemark	TATF

Gouverneurs et Administrateurs

ANNEXE A GOUVERNEURS ET GOUVERNEURS SUPPLÉANTS au 30 juin 2003

État membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
Afghanistan	Ashraf Ghani	Anwar Ul-Haq Ahady
Afrique du Sud	Trevor Andrew Manuel	Mandisi Bongani Mpahlwa
Albanie	Kastriot Islami	Fatos Ibrahimi
Algérie	Abdellatif Benachenhou	Abdelhak Bedjaoui
Allemagne	Heidemarie Wieczorek-Zeul	Caio K. Koch-Weser
Angola	Ana Dias Lourenco	Job Graca
Antigua-et-Barbuda	Lester B. Bird	Asot A. Michael
Arabie saoudite	Ibrahim A. Al-Assaf	Hamad Al-Sayari
Argentine	Roberto Lavagna	Alfonso de Prat-Gay
Arménie	Vahram Nercissiantz	Karen Chshmarityan
Australie	Peter Costello	Chris Gallus
Autriche	Karl-Heinz Grasser	Thomas Wieser
Azerbaïdjan	Elman Siradjogly Rustamov	Farhad Aliyev
Bahamas	James H. Smith	Ruth R. Millar
Bahreïn	Abdulla Hassan Saif	Zakaria Ahmed Hejres
Bangladesh	M. Saifur Rahman	Mirza Tasadduq Hussain Beg
Barbade	Owen S. Arthur	Grantley W. Smith
Bélarus	Andrei V. Kobyakov	Anatoly I. Sverzh
Belgique	Didier Reynders	Guy Quaden
Belize	Said W. Musa	Sydney J. Campbell
Bénin	Bruno Amoussou	Lazare Sehoueto
Bolivie	Javier Comboni Salinas	Roberto Camacho
Bosnie-Herzégovine	Adnan Terzic	Mila Gadzic
Botswana	Baledzi Gaolathe	Serwalo S. G. Tumelo
Brésil	Antonio Palocci Filho	Henrique de Campos Meirelles
Bulgarie	Milen Veltchev	Bojidar Lubenov Kabaktchiev
Burkina Faso	Jean Baptiste Compaore	Etienne Yameogo
Burundi	Athanase Gahungu	Dieudonne Nintunze
Cambodge	Keat Chhon	Ouk Rabun
Cameroun	Martin Okouda	Daniel Njankouo Lamere
Canada	John Manley	Leonard M. Good
Cap-Vert	Carlos Augusto Duarte Burgo	Victor A. G. Fidalgo
Chili	Nicolas Eyzaguirre	Mario Marcel
Chine	Jin Renqing	Jin Liqun
Chypre	Markos Kyprianou	Christos Patsalides
Colombie	Alberto Carrasquilla	Santiago Montenegro Trujillo
Comores	Younoussa Imani	Moindjie Saadi
Congo, République démocratique du	Andre-Philippe Futa	Jean-Claude Masangu Mulongo
Congo, République du	Rigobert Roger Andely	Pierre Moussa
Corée, République de	Jin-Pyo Kim	Seung Park
Costa Rica	Alberto Dent Zeledon	Francisco de Paula Gutierrez
Côte d'Ivoire	Bohoun Bouabre	Boniface Britto
Croatie	Mato Crkvenac	Josip Kulisic
Danemark	Per Stig Moller	Carsten Staur
Djibouti	Yacin Elmi Bouh	Simon Mibrathu
Dominique	Swinburne Lestrade	Ambrose M. J. Sylvester
Égypte, République arabe d'	Medhat Hassanein	Faiza Abulnaga
El Salvador	Juan José Daboub	Luz Maria Serpas de Portillo
Émirats arabes unis	Hamdan bin Rashid Al-Maktoum	Mohammed Khalfan Bin Khirbash
Équateur	Mauricio Pozo Crespo	Gilberto Pazmino Arias
Érythrée	Berhane Abrehe	Martha Woldegiorghis
Espagne	Rodrigo de Rato Figaredo	Juan Costa Climent
Estonie	Tonis Palts	Renaldo Mandmets
États-Unis	John W. Snow	Alan P. Larson
Éthiopie	Sufian Ahmed	Mekonnen Manyazewal

GOUVERNEURS ET GOUVERNEURS SUPPLÉANTS (suite)

Fédération de Russie	Viktor Khristenko	German O. Gref
Fidji	Jone Yavala Kubuabola	Tevita Banuve
Finlande	Antti Kalliomaki	Paula Lehtomaki
France	Francis Mer	Jean-Pierre Jouyet
Gabon	Casimir Oye-Mba	Christian Bongo
Gambie	Famara L. Jatta	Dodou B. Jagne
Géorgie	Mirian Gogiashvili	Giorgi Gachechiladze
Ghana	Yaw Osafo-Maafo	Grace Coleman
Grèce	Nikolaos Christodoulakis	Vasilis Rapanos
Grenade	Anthony Boatswain	Timothy Antoine
Guatemala	Eduardo Humberto Weymann Fuentes	Lizardo Arturo Sosa Lopez
Guinée	Cheick Ahmadou Camara	Cellou Dalein Diallo
Guinée-Bissau	Rui Duarte Barros	Verissimo Paulino Nancassa
Guinée équatoriale	Antonio Nve Nseng	Miguel Edjang Angue
Guyana	Bharrat Jagdeo	Saisnarine Kowlessar
Haïti	Faubert Gustave	Venel Joseph
Honduras	Arturo Alvarado	Maria Elena Mondragon de Villar
Hongrie	Csaba Laszlo	Jozsef Thuma
Îles Marshall	Brenson S. Wase	Smith Michael
Îles Salomon	Snyder Rini	Shadrach Fanega
Inde	Jaswant Singh	Subbaraman Narayan
Indonésie	Boediono	Hartadi A. Sarwono
Iran, République islamique d'	Thamaseb Mazaheri-Khorzani	Mohammad Khazaee-Torshizi
Iraq	Issam Rashid Hwaish	Hashim Ali Obaid
Irlande	Charlie McCreevy	Tom Considine
Islande	Halldor Asgrimsson	Geir Hilmar Haarde
Israël	David Klein	Ohad Marani
Italie	Antonio Fazio	Lorenzo Bini Smaghi
Jamaïque	Omar Lloyd Davies	Wesley George Hughes
Japon	Masajuro Shiokawa	Toshihiko Fukui
Jordanie	Bassem I. Awadallah	Hala Bsaiso Lattouf
Kazakhstan	Alexander Sergeyevich Pavlov	Kayrat N. Kelimbetov
Kenya	David Mwiraria	Joseph Mbui Magari
Kiribati	Beniamina Tinga	Tebwe Ietaake
Koweït	Mohammad Sabah AlSalem AlSabah	Bader Meshari Al-Humaidhi
Lesotho	M. C. Mphutlane	T. J. Ramotsoari
Lettonie	Valdis Dombrovskis	Aigars Kalvitis
Liban	Fuad A. B. Siniora	Marwan Hemadeh
Libéria	Roland Massaquoi	Charles R. Bright
Libye	Alojeli Abdel Salam Breeni	Ali Ramadan Shnebsh
Lituanie	Dalia Grybauskaite	Arvydas Kregzde
Luxembourg	Luc Frieden	Jean Guill
Macédoine, ex-République yougoslave de	Petar Gosev	Dimko Kokaroski
Madagascar	Zaza Manitranja Ramandimbiarison	Davida Rajaon
Malaisie	Mahathir Mohamad	Samsudin Hitam
Malawi	Friday Jumbe	Bingu Wa Mutharika
Maldives	Fathulla Jameel	Adam Maniku
Mali	Bassary Toure	Marimantia Diarra
Maroc	Fathallah Oualalou	Abderrazak El Mossadeq
Maurice	Khushhal Chand Khushiram	Ayub Hussein Nakhuda
Mauritanie	Abdellahi Ould Cheikh-Sidia	Mohamed Ould El Abed
Mexique	Francisco Gil Diaz	Agustin Carstens
Micronésie, États fédérés de	John Ehsa	Sebastian L. Anefal
Moldova	Zinaida Grecianii	Dumitru Ursu
Mongolie	Chultem Ulaan	Ochirbat Chuluunbat
Mozambique	Adriano Afonso Maleiane	Manuel Chang
Myanmar	Hla Tun	Than Nwe

GOUVERNEURS ET GOUVERNEURS SUPPLÉANTS (suite)

Namibie	Immanuel Ngatjizeko	Carl-Hermann G. Schlettwein
Népal	Prakash Chandra Lohani	Bhanu Prasad Acharya
Nicaragua	Eduardo Montealegre Rivas	Mario Alonso Icabalceta
Niger	Ali Badjo Gamatie	Maliki Barhouni
Nigéria	Adamu Ciroma	Thelma Amata Iremiren
Norvège	Hilde Frafjord Johnson	Olav Kjorven
Nouvelle-Zélande	Michael Cullen	John Whitehead
Oman	Ahmed Bin Abdulnabi Macki	Mohammed bin Nasser Al-Khasibi
Ouganda	Gerald M. Ssendaula	C. M. Kassami
Ouzbékistan	Rustam S. Azimov	(vacant)
Pakistan	Shaukat Aziz	Waqar Masood Khan
Palaos	Casmir Remengesau	Lawrence Alan Goddard
Panama	Norberto Delgado Duran	Domingo Latorraca
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Bart Philemon	Koiari Tarata
Paraguay	Alcides Jimenez Q.	Jose Ernesto Buttner
Pays-Bas	Hans Hoogervorst	Agnes Van Ardenne
Pérou	Javier Silva Ruete	Richard Webb
Philippines	Jose Isidro N. Camacho	Rafael B. Buenaventura
Pologne	Leszek Balcerowicz	Andrzej S. Bratkowski
Portugal	Manuela Ferreira Leite	Francisco Esteves de Carvalho
République arabe syrienne	Ghassan El-Rifai	Mohamad Bittar
République centrafricaine	Alexis Ngomba	Clement Eregani
République démocratique populaire lao	Chansy Phosikham	Phouphet Khamphounvong
République dominicaine	Jose Lois Malkun	Felix Calvo
République kirghize	Bolot Abildaev	Kubat Abduldaevich Kanimetov
République slovaque	Ivan Miklos	Elena Kohutikova
République tchèque	Bohuslav Sobotka	Oldrich Dedek
Roumanie	Mihai Nicolae Tanasescu	Emil Iota Ghizari
Royaume-Uni	Valerie Amos	Gordon Brown
Rwanda	Donald Kaberuka	Celestin Kabanda
Saint-Kitts-et-Nevis	Denzil Douglas	Wendell Everton Lawrence
Sainte-Lucie	Kenny D. Anthony	Trevor Brathwaite
Samoa	Misa Telefoni Retzlaff	Hinauri Petana
Sénégal	Abdoulaye Diop	Cheikh Hadjibou Soumare
Serbie-et-Monténégro	Miroslav Ivanisevic	Bozidar Djelic
Seychelles	Jeremie Bonnelame	Alain Butler-Payette
Sierra Leone	Joseph B. Dauda	Samura Kamara
Singapour	Lee Hsien Loong	Lim Siong Guan
Slovénie	Dusan Mramor	Irena Sodin
Somalie	(vacant)	(vacant)
Soudan	El Zubair Ahmed El Hassan	Sabana Ibrahim Jambo
Sri Lanka	Kairshasp Nariman Choksy	Charitha Ratwatte
Suède	Gunnar Lund	Jan O. Karlsson
Suisse	Joseph Deiss	Micheline Calmy-Rey
Swaziland	Guduza Dlamini	Musa D. Fakudze
Tadjikistan	Safarali Najmuddinov	Akram Suleymanov
Tanzanie	Abdallah Omar Kigoda	Gray S. Mgonja
Tchad	Djimrangar Dadnadji	Mahamat Ali Hassan
Thaïlande	Suchart Jaovisidha	Somchainuk Engtrakul
Togo	M'Ba Legzim	Mewunesso Baliki Pini
Tonga	Siosiua T. T. 'Utoikamanu	'Aisake V. Eke
Trinité-et-Tobago	Patrick Manning	Conrad Enill
Tunisie	Mohamed Nouri Jouini	Abdelhamid Triki
Turkménistan	Ymamdurdy Gandymov	(vacant)
Turquie	Ibrahim H. Canakci	Aydin Karaoz
Ukraine	Mykola Azarov	Valeriy Khoroshkovskiy
Uruguay	Ariel Davrieux	Isaac Alfie
Vanuatu	Sela Molisa	Jeffery Wilfred
Venezuela, República Bolivariana de	Jorge Giordani	Tobias Nobrega Suarez
Viet Nam	Le Duc Thuy	Phung Khac Ke
Yémen, République du	Ahmed Mohamed Sofan	Anwar Rizq Al-Harazi
Zambie	David S. Diangamo	Mukuka L. N. Zimba
Zimbabwe	Herbert M. Murerwa	Leonard Ladislas Tsumba

ANNEXE B ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRATEURS SUPPLÉANTS NOMBRE DE VOIX ET PART DU TOTAL DONT ILS DISPOSENT au 30 juin 2003

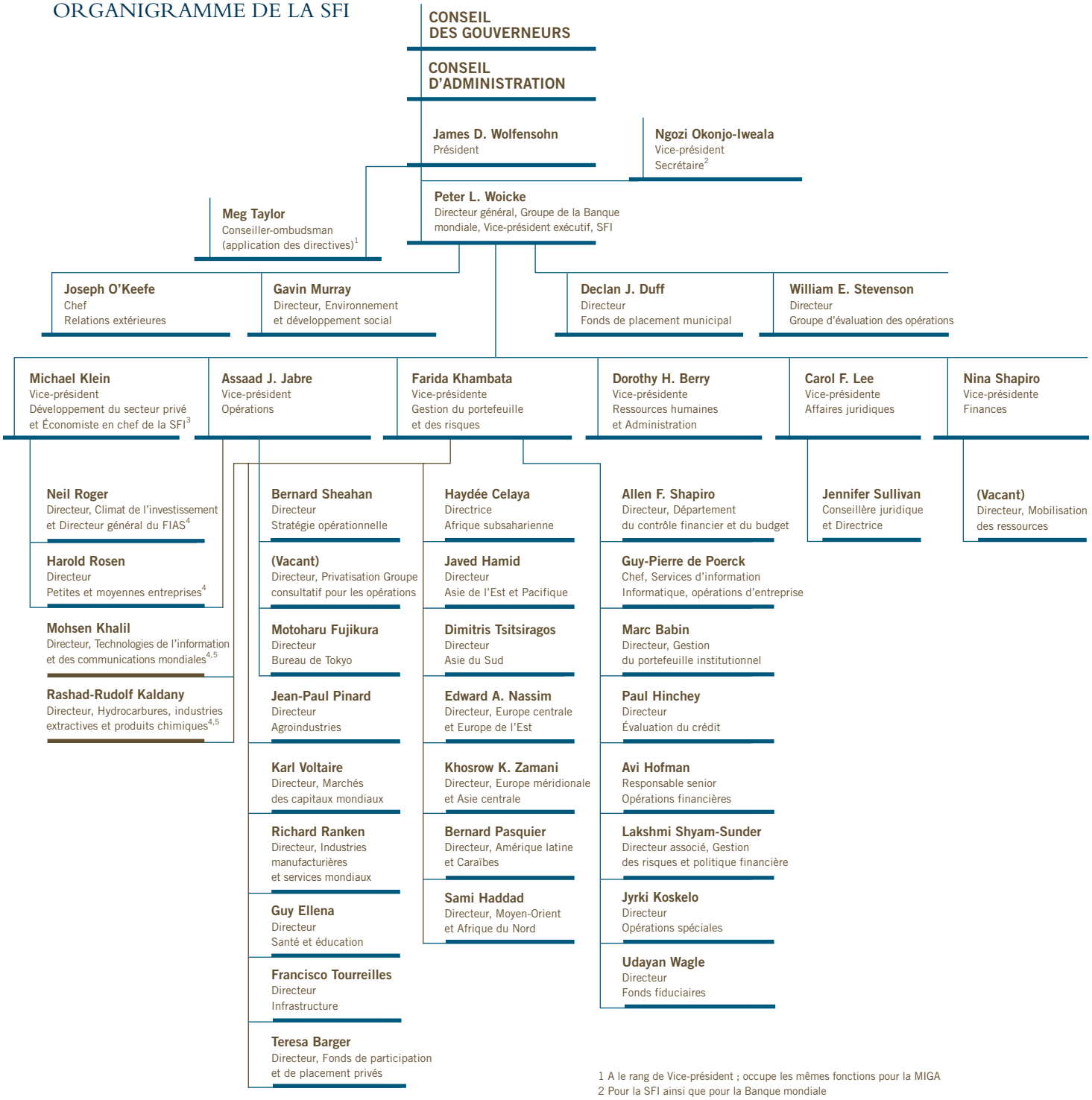
Administrateur	Administrateur suppléant	États au nom desquels vote chaque Administrateur	Total des voix	Pourcentage du total
Nommés				
Carole Brookins	Robert B. Holland, III	États-Unis	569 629	23,70
Yuzo Harada	Masanori Yoshida[a]	Japon	141 424	5,88
Eckhard Deutscher	Eckhardt Biskup	Allemagne	129 158	5,37
Pierre Duquesne	Emmanuel Moulin[b]	France	121 265	5,05
Tom Scholar	Rosemary B. Stevenson	Royaume-Uni	121 265	5,05
Élus				
Kurt Bayer (Autriche)	Gino Alzetta (Belgique)	Autriche, Bélarus, Belgique, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, République slovaque, République tchèque, Slovénie, Turquie	125 221	5,21
Franco Passacantando (Italie)	Helena Cordeiro (Portugal)	Albanie, Grèce, Italie, Portugal	98 866	4,11
Chander Mohan Vasudev (Inde)	Akbar Ali Khan (Bangladesh)	Bangladesh, Inde, Sri Lanka	98 264	4,09
Per Kurowski (Rép. bol. du Venezuela)	Maria Jesús Fernandez (Espagne)	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Venezuela (République bolivarienne du)	97 478	4,06
Marcel Masse (Canada)	Sharon Weber (Jamaïque)	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Canada, Dominique, Grenade, Guyana, Irlande, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie	92 944	3,87
Finn Jønck (Danemark)	Inkeri Hirvensalo (Finlande)	Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède	86 693	3,61
Ad Melkert (Pays-Bas)	Tamara Solyanyk (Ukraine)	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Géorgie, Israël, Macédoine (ex-République yougoslave de), Moldova, Pays-Bas, Roumanie, Ukraine	86 515	3,60
Alexey G. Kvasov (Fédération de Russie)	Eugene Miagkov (Fédération de Russie)	Fédération de Russie	81 592	3,39
Amaury Bier (Brésil)	Gil S. Beltran (Philippines)	Brésil, Colombie, Équateur, Haïti, Panama, Philippines, République dominicaine, Trinité-et-Tobago	75 980	3,16
Neil F. Hyden[c] (Australie)	Dong-Soo Chin[d] (Corée, Rép. de)	Australie, Cambodge, Corée (République de), Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Nouvelle Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu	73 309	3,05
Alieto Guadagni (Argentine)	Alfonso C. Revollo (Bolivie)	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay	64 144	2,67
Pietro Veglio (Suisse)	Jakub Karnowski (Pologne)	Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, Serbie-et-Monténégro, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan	62 601	2,60
Rapee Asumpinpong Thaïlande	Hadiyanto (Indonésie)	Fidji, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Tonga, Viet Nam	59 912	2,49
Louis K. Kasekende (Ouganda)	J. Mills Jones (Libéria)	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	58 873	2,45
Tanwir Ali Agha (Pakistan)	Sid Ahmed Dib (Algérie)	Afghanistan, Algérie, Ghana, Iran (République islamique d'), Iraq, Maroc, Pakistan, Tunisie	46 377	1,93
Mahdy Ismail Aljazzaf (Koweït)	Mohamed Kamel Amr (Égypte, République arabe d')	Barheïn, Égypte (République arabe d'), Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, République arabe syrienne, Yémen (République du)	34 079	1,42
Yahya Abdulla M. Alyahya (Arabie saoudite)	Abdulrahman M. Almofadhi (Arabie saoudite)	Arabie saoudite	30 312	1,26
Zhu Guangyao (Chine)	Wu Jinkang (Chine)	Chine	24 750	1,03
Paulo F. Gomes (Guinée-Bissau)	Louis Philippe Ong Seng (Maurice)	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo (République démocratique du), Congo (République du), Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Maurice, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo	22 947	,96

Note : Les personnes dont le nom figure ci-après ont également exercé les fonctions d'Administrateur suppléant après le 31 octobre 2002 : Maria Teresa S. Habitan (Philippines), jusqu'au 30 janvier 2003 ; Nguyen Doan Hung (Viet Nam), jusqu'au 14 février 2003 ; Jerzy Hylewski (Pologne), jusqu'au 14 mai 2003 ; Ahmed Sadoudi (Algérie), jusqu'au 24 janvier 2003.

Note : La Somalie (333 voix) n'a pas participé à l'élection ordinaire des Administrateurs tenue en 2002, les voix qui lui reviennent ne sont pas prises en compte dans ce rapport.
a. Remplacé à partir du 7 juillet 2003 par Toshio Oya (Japon).
b. Remplacé à partir du 8 juillet 2003 par Anthony Requin (France).
c. Remplacé à partir du 1er août 2003 par John Austin (Nouvelle-Zélande).
d. Remplacé à partir du 23 juillet 2003 par Terry O'Brien (Australie).

Organigramme et Direction de la SFI

ANNEXE C
ORGANIGRAMME DE LA SFI



1 A le rang de Vice-président ; occupe les mêmes fonctions pour la MIGA
2 Pour la SFI ainsi que pour la Banque mondiale
3 Vice-présidence conjointe de la SFI et de la Banque mondiale ; rend compte à Peter Woicke
4 Département conjoint SFI-Banque mondiale
5 Rend également compte au Vice-président, Infrastructure, de la Banque mondiale

ANNEXE D DIRECTION DE LA SFI juillet 2003

Président[1] James D. Wolfensohn

Vice-président exécutif[2] Peter L. Woicke

Vice-Présidente et Secrétaire[1] Ngozi Okonjo-Iweala
Conseiller-ombudsman (application des directives)[3] Meg Taylor
Vice-président, Affaires juridiques Carol F. Lee
Vice-président, Ressources humaines et administration Dorothy H. Berry
Vice-président, Opérations Assaad J. Jabre
Vice-président, Gestion du portefeuille et des risques Farida Khambata
Vice-président, Banque mondiale/SFI Développement du secteur privé et Économiste en chef de la SFI Michael Klein
Vice-présidente, Finances Nina Shapiro

Départements Régionaux

Afrique subsaharienne
Directrice (Johannesburg) Haydée Celaya
Chef pour la région Afrique de l'Est (Nairobi) Saleem Karimjee
Chef pour la région Afrique de l'Ouest (Abidjan) Saran Kebet-Koulibaly
Chef-pays, Nigéria (Lagos) Andrew Alli
Chef-pays, Cameroun (Douala) Mohamadou Diop
Chef, Promotion des entreprises Jean Philippe Prosper

Asie de l'Est et Pacifique
Directeur (Hong Kong) Javed Hamid
Directeur, Promotion des entreprises (Hong Kong) Timothy Krause
Directeur, Promotion des entreprises (Hong Kong) Azmat Taufique
Chef-pays, Chine et Mongolie (Beijing) Karin Finkelston
Chef-pays, Indonésie (Djakarta) German Vegarra
Chef-pays, Philippines (Manille) Vipul Bhagat
Chef-pays, Thaïlande (Bangkok) Michael Higgins
Chef-pays, Viet Nam (Hanoi) Deepak Khanna
Chef, Stratégie et coordination Amitava Banerjee

Asie du Sud
Directeur Dimitris Tsitsiragos
Chef-pays, Inde (New Delhi) Vipul C. Prakash
Chef, Stratégie et coordination Neil Gregory

Europe centrale et Europe de l'Est
Directeur (Moscou) Edward Nassim
Directeur, Partenariat pour l'entreprise privée (Moscou) Christian Grossmann
Chef, Stratégie et coordination Kutlay Ebiri

Europe du Sud et Asie centrale
Directeur (Istanbul) Khosrow Zamani
Chef (Istanbul) Sita Ramaswami
Chef (Istanbul) Sujata Lamba
Chef (Istanbul) Vincent Rague

Amérique latine et Caraïbes
Directeur (Rio de Janeiro) Bernard Pasquier
Chef-pays, Brésil (São Paulo) Wolfgang Bertelsmeier
Chef-pays, Colombie (Bogotá) Paolo Martelli
Chef-pays, Mexique et Amérique centrale (Mexico) Manuel Núñez
Chef, Promotion des entreprises Marcos Brujis
Chef, Stratégie et coordination Toshiya Masuoka

Moyen-Orient et Afrique du Nord
Directeur (Le Caire) Sami Haddad
Directeur adjoint, Promotion des opérations Abdelkader H. Allaoua
Chef-pays, Pakistan Farid Dossani
Chef, Stratégie et coordination Peggy Henderson

Départements des industries

Agroindustries
Directeur Jean-Paul Pinard
Responsable senior, Portefeuille et évaluation du crédit Macadou N'Daw
Chef, Nouveaux placements Oscar Chemerinski

Marchés des capitaux internationaux
Directeur Karl Voltaire
Directrice, Portefeuille Mary Ellen Iskenderian
Chef du service Portefeuille, Afrique (Johannesburg) Alain Soulard
Chef du service Portefeuille, Asie Loy Pires
Chef du service Portefeuille, Europe Ritva Laukkanen
Chef du service Portefeuille, LAC Serge Devieux
Chef du service Portefeuille, MENA M. Rohil Hafeez
Chef, Groupe des opérations bancaires et financières, Asie/Afrique/MENA Shidan Derakhshani
Directeur, Groupe des opérations bancaires et financières, LAC/Europe Mark Alloway
Directeur, Groupe des transactions sur les marchés des capitaux Georgina Baker
Directeur, Financement du logement Pamela Lamoreaux
Directeur, Microfinancement S. Aftab Ahmed

Technologies de l'information et des communications mondiales[4]
Directeur Mohsen Khalil
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit Joseph Solan
Chef, Nouveaux placements Stephanie von Friedeburg
Chef, Groupe Internet Ravi Vish

Industries manufacturières et services mondiaux
Directeur Richard Ranken
Directeur associé, Groupe sectoriel I et transactions financières mondiales Jerome Sooklal
Directeur adjoint, Portefeuille mondial Michael Essex
Responsable senior du service Portefeuille, Europe Robin Glantz
Chef du service Portefeuille, Afrique Colin Warren
Chef du service Portefeuille, LAC Stanley Greig
Directeur, Groupe sectoriel II Sujoy Bose
Directeur, Groupe des transactions mondiales Stephanie Miller Freymann

Santé et éducation
Directeur Guy Ellena
Chef, Promotion des entreprises Shilpa Patel

Infrastructure
Directeur Francisco Tourreilles
Responsable senior, Services de transport Ravinder Bugga
Chef, Nouveaux placements Darius Lilaoonwala
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit Apinya Suebsaeng
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit Paul Baribeau
Directeur, Infrastructure Amnon Mates
Directeur, Services d'intérêt collectif Usha Rao-Monari

Hydrocarbures, industries extractives et produits chimiques[4]
Directeur Rashad-Rudolf Kaldany
Responsable senior, Industries extractives Kent E. Lupberger
Chef, Hydrocarbures Somit Varma
Chef, Produits chimiques Lance Crist
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit Kalada Harry

Fonds de participation et de placement privés
Directeur Teresa C. Barger
Chef, Gestion du portefeuille (vacant)

Petites et moyennes entreprises[5]
Directeur Harold Rosen
Directeur associé Shahbaz Mavaddat
Chef Max Aitken
Chef Thomas Davenport

Fonds fiduciaires
Directeur Udayan Wagle
Chef Mariko Higashi

Services de promotion et de développement des investissements

Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF)
Directeur associé (Johannesburg) Nkosana Moyo
Directeur régional (Johannesburg) Jesper Kjaer
Directeur régional (Nairobi) Mischek Ngatunga
Directeur régional (Abidjan) Henri Rabarijohn
Directeur régional (Accra) Modou Badara Njie

Service de promotion et de développement des investissements en Chine (CPDF)
Directeur général (Chengdu) Eric Siew

Service de promotion pour l'entreprise en Asie du Sud (SEDF)
Directeur général (Dhaka) Anil Sinha

Service de promotion pour l'entreprise en Indonésie (IEDF)
Directeur général (Bali) Chris Richards

Service de promotion et de développement des investissements en Amérique latine et dans les Caraïbes
Directeur général (vacant)
Chef de programme Anita Bhatia

Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong (MPDF)
Directeur général (Hanoi) Mario Fischel
Directeur régional (Laos/Cambodge) Adam Sack
Directeur régional (Hô Chi Minh-Ville) Robert Webster

Service de promotion pour l'entreprise en Afrique du Nord (NAED)
Chef de programme (Le Caire) Antoine Courcelle-Labrousse
Chef de programme (Le Caire) Houria Sammari
Chef de programme (Le Caire) Joumana Cobein

Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF)
Directeur général (Sydney) Denise Aldous

Service de promotion pour l'entreprise au sud-est de l'Europe (SEED)
Directeur général (Sarajevo) Alex Paine

Départements

Contrôle financier et budget
Directeur — Allen F. Shapiro
Responsable senior, Budget — Richard J. Moss
Directeur, Politiques régissant la présentation de l'information financière et la comptabilité — Paul B. Bravery
Directeur, Contrôles internes et projets spéciaux — Nicholas Pardoe
Conseiller senior, Provisions pour pertes sur prêts — Guy A. de Clercq

Informatique, opérations d'entreprise
Chef, Services d'information — Guy-Pierre de Poerck
Directeur, Développement et informatique — Wajdi Bustani
Directeur, Informatique pour les opérations — Paul Standen

Gestion du portefeuille institutionnel
Directeur — Marc Babin
Chef, Service de gestion des participations et du portefeuille — Sebastian Thiriez

Relations extérieures
Chef — Joseph O'Keefe

Évaluation du crédit
Directeur — Paul Hinchey
Directeur associé — Sakdiyiam Kupasrimonkol
Chargé principal des crédits — Mun Fui Wong
Chargé principal des crédits — Eduardo Abello
Chargé principal des crédits — Mamta Shah
Chargé principal des crédits — Maria Da G. Domingues
Chargé principal des crédits — Vincent Polizatto

Développement environnemental et social
Directeur — Gavin Murray
Chef, Groupe marchés et environnement — Louis Boorstin
Chef, Groupe d'appui aux projets — William Bulmer
Chef, Groupe des services d'assurance — Merunisha Ahmid
Chef, Promotion des entreprises — Imoni Akpofure

Opérations financières
Responsable senior — Avi Hofman
Chef, Appui aux opérations de prêt et de participation — Soon-Wan Ooi
Chef, Services d'appui aux opérations de trésorerie — Isaku Higa

Ressources humaines et administration
Vice-présidente — Dorothy H. Berry
Directeur adjoint, Valorisation des ressources humaines — Esteban Altschul
Chef, Services des rémunérations et politiques du personnel — Jean Bradier
Chef, Équipe des Ressources humaines — Eva Mennel
Chef, Équipe des Ressources humaines — Anne Sahl
Chef, Installations et Administration — Geoffrey A. Willing

Département juridique
Vice-présidente et Conseillère juridique — Carol F. Lee
Conseiller juridique — Jennifer Sullivan
Conseiller en chef — Fernando Cabezas
Conseiller en chef, Finances — Victoria C. Choy
Conseiller en chef — David Harris
Conseiller en chef — Eduardo A. Hernandorena
Conseiller en chef — David McLean
Conseiller en chef — Christian Philip
Conseiller en chef — George Springsteen

Groupe Évaluation des opérations[6]
Directeur — William E. Stevenson

Groupe, Stratégie opérationnelle
Directeur — Bernard Sheahan

Mobilisation des ressources
Directeur — (vacant)
Chef, Gestion des prêts B — Mary Elizabeth Ward

Service de la gestion des risques et de la politique financière
Directeur associé — Lakshmi Shyam-Sunder

Trésorerie
Chef de service, Opérations de financement — John Borthwick
Chef de service, Gestion des liquidités et de la trésorerie — Mark Spindel
Chef de service, Produits et gestion actif passif — Shanker Krishnan
Chef de service, Groupe du développement des applications — Takehisa Eguchi
Chef, Financements structurés — Lee Meddin

Divers

Directeur, Bureau de Tokyo (Japon) — Motoharu Fujikura
Représentant spécial pour l'Europe (Paris) — Arthur Levi
Représentant spécial pour l'Europe (Paris) — Oltmann G. Siemens

Fonds de placement municipal
Directeur — Declan J. Duff

Services de conseil pour le développement du secteur privé
Directeur, Département du climat de l'investissement et Directeur général du FIAS — Neil Roger
Chef, Service-conseil pour l'investissement étranger — (vacant)
Chef, Groupe des opérations de suivi et d'analyse — (vacant)
Chef régional (Sydney) — (vacant)
Économiste principal — Frank J. Lysy

Groupe consultatif pour les opérations
Directeur — (vacant)
Chef, Politique et transactions de privatisation — Denise Leonard
Chef, Politique et transactions de privatisation — David Donaldson

Groupe des opérations spéciales
Directeur — Jyrki Koskelo

1 Ces hauts fonctionnaires occupent le même poste à la BIRD.
2 Exerce aussi la fonction de directeur général de la Banque mondiale, et est responsable du développement du secteur privé pour tout le Groupe de la Banque.
3 Rend directement compte à James D. Wolfensohn.
4 Rend compte au Vice-président de la BIRD, Infrastructure, ainsi qu'au Vice-président de la SFI, Opérations et au Vice-président de la SFI, Gestion des risques et du portefeuille pour les questions relatives au portefeuille.
5 Rend compte au Vice-président de la SFI, Opérations ainsi qu'au Vice-président de la Banque mondiale/SFI, Développement du secteur privé et Économiste en chef de la SFI.
6 Rend directement compte au Directeur général, Évaluation des opérations, BIRD et au Vice-président exécutif de la SFI.

ANNEXE E REPRÉSENTANTS DE LA SFI SUR LE TERRAIN ET CONTACTS

Pays	Ville	Nom	Titre
Afrique du Sud	Le Cap	Henning Amelung	Chargé principal d'investissements
Afrique du Sud (APDF)	Le Cap	Hosain Khan	Chargé de la promotion des entreprises
Afrique du Sud	Johannesburg	Haydee Celaya	Directeur
Afrique du Sud (APDF)	Johannesburg	Nkosana Moyo	Directeur associé
Albanie	Tirana	Elira Sakiqi	Chargé de programme-pays
Albanie (SEED)	Tirana	Anila Bashllari	Coordonnateur du programme
Algérie (NAED)	Alger	Houria Sammari	Chef de programme
Allemagne	Francfort	Oltmann Siemens	Représentant spécial pour l'Europe
Argentine	Buenos Aires	Yolande Duhem	Chef-pays
Arménie	Erevan	Nerses Karamanukyan	Chargé de projet senior
Australie (FIAS)	Sydney	Andrew Proctor	Chef régional
Australie (SPPF)	Sydney	Denise Aldous	Directeur général
Azerbaïdjan	Bakou	Aliya Nuriyeva	Coordonnateur du programme
Bangladesh	Dhaka	Hafeezuddin Ahmad	Chef-pays
Bangladesh (SEDF)	Dhaka	Anil Sinha	Directeur général
Bélarus	Minsk	Ivan Ivanov	Chef de projet
Bolivie	La Paz	Paolo Martelli	Chef-pays
Bosnie-Herzégovine	Sarajevo	Sita Ramaswami	Chef-pays

REPRÉSENTANTS DE LA SFI SUR LE TERRAIN ET CONTACTS (suite)

Bosnie-Herzégovine (SEED)	Banja Luka	Stevo Topalovic	Chargé de la promotion des entreprises
Bosnie-Herzégovine (SEED)	Sarajevo	Alex Paine	Directeur général
Brésil	Rio de Janeiro	Bernard Pasquier	Directeur
Brésil	São Paulo	Wolfgang Bertelsmeier	Chef-pays
Bulgarie	Sofia	Sujata Lamba	Chef-pays
Cambodge (MPDF)	Phnom Penh	Adam Sack	Chef régional
Cameroun	Douala	Mohamadou Diop	Chargé de programme-pays
Cameroun (APDF)	Douala	David Ashiagbor	Chargé de la promotion des entreprises
Chili	Santiago	Yolande Duhem	Chef-pays
Chine	Hong Kong	Javed Hamid	Directeur
Chine	Beijing	Karin Finkelston	Chef-pays
Chine (CPDF)	Chengdu	Eric Siew	Directeur général
Cisjordanie et Gaza	Jérusalem	(vacant)	
Colombie	Bogotá	Paolo Martelli	Chef-pays
Côte d'Ivoire	Abidjan	Saran Kebet-Koulibaly	Chef régional
Côte d'Ivoire (AMSCO)	Abidjan	Fatma Hervieu-Wane	Chef régional
Côte d'Ivoire (APDF)	Abidjan	Henri E. Rabarijohn	Chef régional
Croatie	Zagreb	Roberto Albisetti	Chef-pays
Égypte, République arabe d'	Le Caire	Sami Haddad	Directeur
Égypte, République arabe d' (NAED)	Le Caire	Antoine Courcelle-Labrousse	Chef de programme
ERY de Macédoine (SEED)	Skopje	Lene Mikkelsen	Coordonnateur du programme
Fédération de Russie	Moscou	Edward Nassim	Directeur
Fédération de Russie (PEP)	Moscou	Christian Grossmann	Directeur
France	Paris	Arthur Levi	Représentant spécial pour l'Europe
Géorgie	Tbilissi	Anna Akhalkatsi	Coordonnateur du programme
Ghana (AMSCO)	Accra	Tidiane Traore	Chef régional par intérim
Ghana (APDF)	Accra	Modou Badara Njie	Chef régional
Guatemala	Guatemala	Manuel E. Núñez	Chef-pays
Hong Kong	Hong Kong	Javed Hamid	Directeur régional
Inde	Mumbai	(vacant)	
Inde	New Delhi	Dimitris Tsitsiragos	Directeur
Indonésie	Djakarta	German Vegarra	Chef-pays
Indonésie (IEDF)	Bali	Christopher Richards	Directeur général
Japon	Tokyo	Motoharu Fujikura	Directeur
Kazakhstan	Almaty	Gorton De Mond	Représentant régional
Kazakhstan	Almaty	Valerian Khagay	Chargé de programme-pays
Kenya	Nairobi	Saleem Karimjee	Chef régional
Kenya (AMSCO)	Nairobi	Edward Greene	Chef régional
Kenya (APDF)	Nairobi	Mischeck Ngatunga	Chef régional
Maroc (NAED)	Rabat	Joumana Cobein	Chef de programmes
Maurice (AMSCO)	Port-Louis	Henri E. Rabarijohn	Chef régional
Mexique	Mexico	Manuel E. Núnez	Chef-pays
Moldova	Chisinau	Roberto Albisetti	Chef-pays (basé à Belgrade)
Népal	Katmandou	Sudhir Mittal	Représentant résident
Nigéria	Lagos	Andrew Alli	Chef-pays
Nigéria (AMSCO)	Lagos	Ronke Osikoya	Chargé de projets
Nigéria (APDF)	Lagos	Olatunde Akande	Chargé de la promotion des entreprises
Ouzbékistan	Tachkent	Elbek Rikhsiyev	Chargé de programme-pays
Pakistan	Islamabad	Farid Dossani	Chef-pays
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Port Moresby	James Hasu	Chargé de la promotion des entreprises
Paraguay	Asunción	Yolande Duhem	Chef-pays
Pays-Bas (AMSCO)	Amsterdam	Nkosana Moyo	Directeur général
Philippines	Manille	Vipul Bhagat	Chef-pays
Pologne	Varsovie	Mary Lystad	Chargé d'investissement senior
RDP lao (MPDF)	Vientiane	Adam Sack	Chef régional
République dominicaine	Santo Domingo	Salem Rohana	Représentant régional
République kirghize	Bishkek	Goulnoura Djouzenova	Chargé de programme-pays
République tchèque	Prague	Charles van der Mandele	Chef, Opérations spéciales
Roumanie	Bucarest	Ana Maria Mihaescu	Chef de mission
Sénégal	Dakar	Marième D. Travaly	Chargé de programme-pays
Serbie-et-Monténégro	Belgrade	Roberto Albisetti	Chef de mission
Sri Lanka	Colombo	Sanjiva Senanayake	Chef-pays
Tadjikistan	Dushanbe	Olim Khomidov	Chargé d'investissements
Thaïlande	Bangkok	Michael Higgins	Chef-pays
Trinité-et-Tobago	Port of Spain	Kirk Ifill	Représentant régional
Turquie	Istanbul	Khosrow Zamani	Directeur régional
Turquie	Istanbul	Sujata Lamba	Chef-pays
Ukraine	Kiev	Elena Voloshina	Chargé de programmes
Uruguay	Montevideo	Yolande Duhem	Chef-pays
Viet Nam	Hanoi	Deepak Khanna	Chef-pays
Viet Nam, MPDF	Hanoi	Mario Fischel	Directeur général
Viet Nam, MPDF	Hô Chi Minh-Ville	Robert Webster	Chef régional
Zimbabwe (AMSCO)	Harare	Abraham Lanor	Chef régional

ANNEXE F ADRESSES DE LA SFI

Siège
2121 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, DC 20433, États-Unis
Téléphone : (202) 473-9331
Fax : (202) 974-4384

Afrique du Sud, Johannesburg
Oxford Gate, Hyde Lane Manor
Hyde Park Lane, Hyde Park
Johannesburg, Afrique du Sud
P.O. Box 41283, Craighall 2024
Téléphone : (27-11) 341-9000
Fax : (27-11) 325-0582

Afrique du Sud, Le Cap
1 Thibault Square
Long Street
Cape Town 8001, Afrique du Sud
P.O. Box 2452, Cape Town 8000
Téléphone : (27-21) 418-7180
Fax : (27-21) 418-7183

Albanie, Tirana
Rruga Deshmoret e 4 Shkurtit
Vila. 34
Tirana, Albanie
Téléphone : (+355) 230-016/7
Fax : (+355) 240-590

Allemagne, Francfort
Bockenheimer Landstrasse 109
60325 Frankfurt am Main, Allemagne
Téléphone : (49-69) 7434-8230
Fax : (49-69) 7434-8239

Argentine, Buenos Aires
Bouchard 680, piso 11°
Torre Fortabat
1106 Buenos Aires, Argentine
Téléphone : (54-11) 4114-7200
Fax : (54-11) 4312-7184

Arménie, Erevan
Republic Square
9 V. Sargsyan Str.
Yerevan 375010, Arménie
Téléphone : (374-1) 545-241/242/243
Fax : (374-1) 599-545

Australie, Sydney (FIAS)
Level 18, CML Building
GPO Box 1612
14 Martin Place
Sydney, NSW 2000, Australie
Téléphone : (61-2) 9223-7773
Fax : (61-2) 9223-2533

Azerbaïdjan, Bakou
91-95 Mirza Mansur Str., Icheri Sheher
Baku 370 004, Azerbaïdjan
Téléphone : (994-12) 921-941/ 922-807
Fax : (994-12) 921-479/ 926-873

Bangladesh, Dhaka
c/o World Bank
3A Paribagh
Dhaka 1000, Bangladesh
Téléphone : (880-2) 861-1056/69 ; 966-9301/4495
Fax : (880-2) 861-7521

Bélarus, Minsk
6ª, 3e étage, Partizansky Prospekt
Minsk 220033, Bélarus
Téléphone : (375-172) 197-811 ; 281-779
Fax : (375-172) 227-440

Bolivie, La Paz
Calle Fernando Guachalla n° 342
Edificio Victor, Piso 9
La Paz, Bolivie
Téléphone : (591-2) 244-3133
Fax : (591-2) 212-5065

Bosnie-Herzégovine, Sarajevo
H. Kresevljakovica 19
71000 Sarajevo
Bosnie-Herzégovine
Téléphone : 387-(0) 33 440-293
Fax : 387-(0) 33 440-108

Brésil, Rio de Janeiro
Rua Redentor, 14-Ipanema
Rio de Janeiro – 22421-030, Brésil
Téléphone : (55-21) 2525-5850
Fax : (55-21) 2525-5879

Brésil, São Paulo
Av. Roque Petroni Junior, 999
8th Floor, Rooms 81/82
04707-910 – São Paulo SP, Brésil
Téléphone : (55-11) 5185-6888
Fax : (55-11) 5181-8252

Bulgarie, Sofia
36 Dragan Tzankov Blvd.
World Trade Center/INTERPRED
1057 Sofia, Bulgarie
Téléphone : (359-2) 9697-225
Fax : (359-2) 9697-333

Cameroun, Douala
96 rue Flatters
Bureau 305
B.P. 4616
Douala, Cameroun
Téléphone : (237) 342-8033/9451
Fax : (237) 342-8014

Chine, Beijing
9th Floor, Tower B
Fuhua Mansion
8 Chaoyangmen Beidajie
Dongcheng District
Beijing 100 027, Rep. pop. de Chine
Téléphone : (86-10) 6554-4191
Fax : (86-10) 6554-4192

Chine, Hong Kong
Suite 1107, Asia Pacific Finance Tower
Citibank Plaza
3 Garden Road Central
Hong Kong
Téléphone : (852) 2509 8100
Fax : (852) 2509 9363

Cisjordanie et Gaza
P.O. Box 54842
Jerusalem, Israël
Téléphone : (972-2) 236-6517/6500
Fax : (972-2) 236-6521

Colombie, Bogotá
Corporación Financiera Internacional
Cra. 7 No. 71-21 Torre A, Piso 16
Bogotá, Colombie
Téléphone : (571) 326-2085
Fax : (571) 317-4380

Corée, Séoul
11th Floor, Youngpoong Building
Chongro-ku
Seoul 110-110, Corée
Téléphone : (82-2) 399-0905/6
Fax : (82-2) 399-0915

Côte d'Ivoire, Abidjan
Angle des rues Booker Washington et Jacques Aka Cocody
01 B.P. 1850 Abidjan-01
Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 2240-0400/6550
Fax : (225) 2244-4483

Croatie, Zagreb
Trg. J. F. Kennedya 6b/III
Zagreb 10000, Croatie
Téléphone : (385-1) 238-7236
Fax : (385-1) 238-7233

Égypte, Le Caire
World Trade Center Bldg.
1191 Corniche El Nil, Boulac
Cairo, Égypte
Téléphone : (20-2) 579-9900/6565/5353
Fax : (20-2) 579-2211

Fédération de Russie, Moscou
36, bld. 1, 3d floor, Bolshaya Molchanovka
103069 Moscow, Russie
Téléphone : (7-095) 411 7555
Fax : (7-095) 411 7556

France, Paris
66, avenue d'Iéna
75116 Paris, France
Téléphone : (33-1) 40 69 30 60
Fax : (33-1) 47 20 77 71

Géorgie, Tbilissi
5a, 1st Drive, Chavchavadze Ave
Tiblisi, Géorgie 380 079
Téléphone : (995-32) 913 096, 912 689, 912 659
Fax : (995-32) 913 478, 913 480

Guatemala, Guatemala
13 Calle 3-40, Zona 10
Edificio Atlantis, 14 Nivel
Guatemala City 01010, Guatemala
Téléphone : (502) 367-2275
Fax : (502) 366-9851

Inde, Mumbai
Godrej Bhavan, 3rd Floor
Murzban Road
Fort, Mumbai 400 001, Inde
Téléphone : (91-22) 5665-2000
Fax : (91-22) 5665-2001

Inde, New Delhi
No. 1, Panchsheel Marg, Chanakyapuri
New Delhi 110 021, Inde
Téléphone : (91-11) 2611-1306
Fax : (91-11) 2611-1281

Indonésie, Djakarta
Jakarta Stock Exchange Bldg.
Tower 2, 13th Floor
Jl. Jenderal Sudirman Kav. 52-53
Jakarta 12190, Indonésie
Téléphone : (62-21) 5299-3001
Fax : (62-21) 5299-3002

Japon, Tokyo
10th Floor, Fukoku Seimei Building
2-2-2, Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0011, Japon
Téléphone : (81-3) 3597-6657
Fax : (81-3) 3597-6698

Kazakhstan, Almaty
41 Kazybek-Bi Street, 4th Floor
Almaty 480100, République du Kazakhstan
Téléphone : (7-3272) 980-580
Fax : (7-3272) 980-581/4

Kenya, Nairobi
Hill Park Building
Upper Hill
P.O. Box 30577
Nairobi, Kenya
Téléphone : (254-20) 260-300/400, 260-340
Fax : (254-20) 260-383

Mexique, Mexico
Prado Sur 240, Suite 402
Lomas de Chapultepec
Del. Miguel Hidalgo
Mexico D.F., 11000, Mexique
Téléphone : (52-55) 5520-6191
Fax : (52-55) 5520-5659

Mongolie, Oulanbator
11-A Peace Avenue
Ulaanbaatar 210 648, Mongolie
Téléphone : (976-11) 312-694
Fax : (976-11) 312-696

Népal, Katmandou
c/o World Bank
Yak & Yeti Hotel Complex
GPO Box 798
Kathmandu, Népal
Téléphone : (977-1) 268-123 ; 439-571
Fax : (977-1) 223-443

Nigéria, Lagos
Maersk House
Plot 121 Louis Solomon Close
Off Ahmadu Bello Way
Victoria Island, Lagos, Nigéria
Téléphone : (234-1) 262-6455/64
Fax : (234-1) 262-6465/66

Ouzbékistan, Tachkent
107B Amir Temur St.
Tashkent 700084
Business Center Floor: 15C
World Bank Country Office, Ouzbékistan
Téléphone : (998 71) 1385950
Fax : (998 71) 1385951/ 1385952

Pakistan, Islamabad
20 A Shahrah-e-Jamhuriat Ramna 5 (G5/1) Islamabad
Pakistan
Téléphone : (92-51) 227-9631/32/33
Fax : (92-51) 282-4166

Philippines, Manille
11th Floor, Tower One
Ayala Triangle, Ayala Avenue
Makati 1226, Manila, Philippines
Téléphone : (63-2) 848-7333/38
Fax : (63-2) 848-7339

Pologne, Varsovie
Warsaw Financial Center
Emilii Plater 53, 9th Floor
00-113 Warsaw, Pologne
Téléphone : (48-22) 520-6100
Fax : (48-22) 520-6101

République dominicaine, Saint Domingue
Calle Virgilio Diaz Ordoñez #36
esq. Gustavo Mejía Ricart
Edificio Mezzo Tempo, Suite 401
Santo Domingo, République dominicaine
Téléphone : (809) 566-6815
Fax : (809) 566-7746

République kirghize, Bichkek
214 Moskovskaya Street
720 010 Bishkek, République kirghize
Téléphone : (996-312) 610-650
Fax : (996-312) 610-356/481

République tchèque, Prague
Na Rybnicku 5
12000 00 Prague, République tchèque
Téléphone : (420-2) 9636-8400
Fax : (420-2) 9636-8410

Roumanie, Bucarest
83, Dacia Boulevard, Sector 2
Bucharest, Roumanie
Téléphone : (40-21) 211-2866/
201-0365/201-0366
Fax : (40-21) 201-0364/
211-3141

Royaume-Uni, Londres
4 Millbank
London SW1P 3JA, R.-U.
Téléphone : (44-20) 7222-7711
Fax : (44-20) 7976-8323

Sénégal, Dakar
3 Place de l'Indépendance,
SDIH Building, 7e étage
B.P. 3296
Dakar, Sénégal
Téléphone : (22-1) 849-5049/
849-5047
Fax : (22-1) 849-5044/823-7993

Sri Lanka, Colombo
c/o World Bank
DFCC Bldg., 2nd Floor
73/5 Galle Road
Colombo 3, Sri Lanka
Téléphone : (94-1) 448-070
poste 325 325/(94-75) 561-325
Fax : (94-1) 471-536

Tadjikistan, Douchanbé
105 Rudaki Avenue,
Tadjikistan, Dushanbe
Téléphone : (992-372) 210-756/
210-381/ 216-743
Fax : (992-372) 510-042

Thaïlande, Bangkok
17th Floor
Diethelm Tower A
93/1 Wireless Road
Bangkok 10330, Thaïlande
Téléphone : (66-2) 650-9253/8
Fax : (66-2) 650-9259

Trinité-et-Tobago, Port of Spain
The Mutual Center
16 Queen's Park West
Port of Spain, Trinité-et-Tobago
Téléphone : (868) 628-5074
Fax : (868) 622-1003

Turquie, Istanbul
Is Kuleleri
Kule II – KAT 3
34330 - Levent
Istanbul, Turquie
Téléphone : (90-212) 282-4001
Fax : (90-212) 282-4002

Ukraine, Kiev
4 Bogomoltsa Ulitsa, 5th Floor
Kiev 01024, Ukraine
Téléphone : (380-44) 253-0539
Fax : (380-44) 490-5830

Viet Nam, Hanoi
7th Floor, 63 Ly Thai To, Hoan Kiem
Hanoi, Viet Nam
Téléphone : (84-4) 934-2282
Fax : (84-4) 934-2289

ANNEXE G SERVICES DE PROMOTION ET DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS

Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF)

Afrique du Sud, Johannesburg
Grosvenor Gate
Hyde Park Lane, Hyde Park
P.O. Box 411552, Craighall 2024
Johannesburg, Afrique du Sud
Téléphone : (27-11) 341-9030
Fax : (27-11) 325-0729

Afrique du Sud, Le Cap
13th Floor 1 Thibault Square
Long Street, PO Box 2452
Cape Town 8000, Afrique du Sud
Téléphone : (27-21) 418-7177/7220
Fax : (27-21) 418-7183

Cameroun, Douala
96 rue Flatters
3e étage Immeuble de Citibank
P.O. Box 4616
Douala, Cameroun
Téléphone : (237) 428-033
Fax : (237) 428-014

Côte d'Ivoire, Abidjan
Immeuble CCIA, 17e étage
01 B.P. 8669
Abidjan-01, Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 2021-9697/2303
Fax : (225) 2021-6151

Ghana, Accra
N° 150A, Roman House
Roman Ridge
P.O. Box CT 2638 Cantonments
Accra, Ghana
Téléphone : (233-21) 778 109
Fax : (233-21) 774-961

Kenya, Nairobi
International House
Mama Ngina Street
P.O. Box 46534
Nairobi, Kenya
Téléphone : (254-2) 217-370
Fax : (254-2) 339-121

Nigéria, Lagos
Maersk House
Plot 121 Louis Solomon Close
Off Ahmadu Bello Way
Victoria Island, P.O. Box 127
Marina, Lagos, Nigéria
Téléphone : (234-1) 262-6455-64
Fax : (234-1) 262-6465-66

Sénégal, Dakar
Téléphone : (221) 849 5049
(225) 07 854 123

Service de promotion et de développement des investissements en Chine

Chine, Chengdu
R. 2716 27th Floor,
Minxing Financial Tower
n° 88 Tidu Street
Chengdu, Sichuan
Rép. pop. de Chine 610016
Téléphone : (86-28) 8676-6622
Fax : (86-28) 8676-7362

Service de développement de l'entreprise en Indonésie

Téléphone : (62-361) 265 350
Fax : (62-361) 265 352

Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong (MPDF)

Cambodge, Phnom Penh
#113 Norodom Blvd.
Sangkat Chaktomuk PO Box 1115
Phnom Penh, Cambodge
Téléphone : (855-23) 210-922
Fax : (855-23) 215-157

RDP lao, Vientiane
Nehru Road, Pathou Xay
P.O. Box 9690
Vientiane, RDP lao
Téléphone : (856 21) 450 017-9
Fax : (856 21) 450 020

Viet Nam, Hanoi
7th Floor, 63 Ly Thai To
Hanoi, Viet Nam
Téléphone : (84-4) 824-7892
Fax : (84-4) 824-7898

Viet Nam, Hô Chi Minh-Ville
Unit 3B
Somerset Chancellor Court
21-23 Nguyen Thi Minh Khai Str.
Ho Chi Minh City, Viet Nam
Téléphone : (84-8) 823-5266-70
Fax : (84-8) 823-5271

Service de développement de l'entreprise en Afrique du Nord

Algérie, Alger
19, Rue Émile Marquis
(Djenane El Malik)
16035 Hydra – Alger, Algérie
Téléphone : (213-21) 548 010
Fax : (213-21) 54-95-82

Égypte, Le Caire
1191 Corniche El Nil St.
WTC 19th Floor, Boulac
Cairo, Égypte
Téléphone : (20-2) 579 6468/5812
Fax : (20-2) 579 6447

Maroc, Rabat
7, Rue larbi Ben Abdellah
Rabat – Souissi, Maroc
Téléphone : (212-37) 652 479
Fax : (212-37) 652 893

Service de développement de l'entreprise en Asie du Sud

Bangladesh, Dhaka
United House
10 Gulshan Avenue
Dhaka 1212, Bangladesh
Téléphone : (8802) 986 1714-6
Fax : (8802) 989 4744

Service de développement de l'entreprise en Europe du Sud-Est

Siège - Bosnie-Herzégovine
Hamdije Kresevljakovica 19/IV
33000 Sarajevo
Bosnie-Herzégovine
Téléphone : (387-33) 251 555
Fax : (387-33) 217 762

Albanie, Tirana
Deshmoret e 4 Shkurtit, n° 34
Sky Tower, 8th Floor
Tirana, Albanie
Téléphone : (355-4) 231 401
Fax : (355-4) 231 260

Bosnie-Herzégovine, Banja Luka
Vase Pelagica 12
51000 Banja Luka,
Bosnie-Herzégovine
Téléphone : (387-51) 319-680
Fax : (387-51) 319-683

Kosovo, Pristina
Tirana-Str. N-35
Pristina, Kosovo
Téléphone : (381-38) 549-459
Fax : (381-38) 549-780

Macédoine, ERY de, Skopje
Ulica Makedonija 9-11
1000 Skopje, ERY de Macédoine
Téléphone : (389-2) 223-306
Fax : (389-2) 223-298

Yougoslavie, Belgrade
Kneginje Zorke 96-98
11000 Belgrade, Yougoslavie
Téléphone : (381-11) 3023-750
Fax : (381-11) 3023-740

Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF)

Australie, Sydney
Level 18, CML Building
14 Martin Place
Sydney, NSW 2000, Australie
Téléphone : (61-2) 9223-7773
Fax : (61-2) 9223-2533

Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port Moresby
Level 2, AON House
MacGregor Street, P.O. Box 192
Port Moresby NCD
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Téléphone : (675) 320-2088
Fax : (675) 320-2144

ANNEXE H PARTICIPANTS AUX SYNDICATIONS DE PRÊT SIGNÉES DURANT L'EXERCICE 03

ABB Export Bank
ABN AMRO Bank NV

Baden-Wuerttembergische Bank AG
Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A.
Banco Comercial Portugues SA
Banco de Sabadell S.A.
Banco Espirito Santo SA
Banco Itaú Europa, S.A.
Banco Santander Central Hispano
Bank of America NA
Bank of Montreal/Banque de Montréal
Bank of Nova Scotia
Bank of Tokyo-Mitsubishi Ltd.
Bank Leumi le-Israel BM
BankBoston NA
Barclays Bank PLC
Bayerische Landesbank Girozentrale

Caixa de Aforros de Vigo, Ourense e Pontevedera (CAIXANOVA)
Caixa Geral de Depósitos SA
Caja General de Ahorros de Canarias
Caterpillar Financial Services Corporation
Citibank NA

CoBank, ACB
Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (Rabobank Nederland)
Crédit Agricole Indosuez
Crédit Lyonnais

Den norske Bank ASA
Deutsche VerkehrsBank AG

Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG

Fortis Bank NV/SA

Hamburgische Landesbank-Girozentrale
HVB Group

ING Group
International Finance Participation Trust Management Inc. (IFPT)

JP Morgan Chase & Co.

KBC Bank NV

Landesbank Baden-Wurttemberg
Landesbank Schleswig-Holstein Girozentrale

Mizuho Corporate Bank, Ltd.

Natexis Banques Populaires
National City Bank
Nederlandse Financierings- Maatschappij voor Ontwikkelingslanden NV (FMO)
Nordea AB (pub)

Raiffeisen Zentralbank Oesterreich AG

Société Générale
Standard Chartered Bank
State Bank of India

UFJ Bank Limited

Wachovia Bank N.A.
WD Power Investment Limited Partnership
WGZ-Bank Westdeutsche Genossenschafts-Zentralbank eG
WestLB AG

SIGLES, NOTES ET DÉFINITIONS

Sigles

AMSC	Société de services de gestion pour l'Afrique
APDF	Service de promotion et de développement des investissements en Afrique
BAD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAO	Conseiller-ombudsman pour l'application des directives
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
Ex.	Exercice
FEA	Fonds pour l'entreprise en Afrique
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIAS	Service-conseil pour l'investissement étranger
FMI	Fonds monétaire international
GES	Gaz à effet de serre
IDA	Association internationale de développement
IED	Investissement étranger direct
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements
MPDF	Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEG	Groupe d'évaluation des opérations
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
PEP	Partenariat pour l'entreprise privée
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PSAS	Services de conseil pour le développement du secteur privé
SEDF	Service de promotion pour l'entreprise en Asie du Sud (SEDF)
SEED	Service de promotion pour l'entreprise au sud-est de l'Europe
SFI	Société financière internationale
TATF	Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique
TI	Technologies de l'information

Notes et définitions

Prêt A et prêt B Un accord de prêt conclu entre un emprunteur et la SFI stipule en principe le montant global du financement que la SFI et les institutions participantes s'engagent à fournir. Un prêt de la SFI peut comprendre deux éléments : 1) Le prêt A, qui est la part de la SFI proprement dite, financée sur les propres ressources de la Société et soumise aux conditions de l'accord de prêt ; et 2) le prêt B, qui est financé par les participants à des conditions susceptibles de différer de celles de la SFI.

Approbations : participations et quasi-participations, garanties, prêts, prêts syndiqués, et instruments de gestion des risques approuvés par le Conseil d'administration.

Engagements — 1) Accords signés au titre de financements sous forme de prêts et de participations (y compris les quasi-participations) ; 2) accords de garantie signés ; et 3) mécanismes de gestion des risques considérés prêts à être appliqués comme indiqué par un accord ISDA signé ou un accord de mécanisme de gestion des risques signé avec un client.

Décaissements : Prêts et investissements effectivement versés.

L'exercice de la SFI va du 1er juillet au 30 juin. L'exercice 03 a donc commencé le 1er juillet 2002 et a pris fin le 30 juin 2003.

Les montants investis sont exprimés en dollars des États-Unis, quelle que soit la monnaie dans laquelle l'investissement a été effectué. Les montants investis dans des monnaies autres que le dollars des États-Unis sont réévalués le dernier jour du mois durant lequel l'investissement a été approuvé.

Rétrocession de financements : processus consistant à prêter les fonds émanant des ressources propres de la SFI en passant par un intermédiaire, une banque du pays, par exemple.

La SFI et les participants assument pleinement les risques de crédit commercial associés aux projets,mais comme la SFI est le prêteur en titre, les participants bénéficient des mêmes avantages, sur le plan fiscal et pour le provisionnement des risques-pays, que ceux tirés par la Société de son statut particulier d'institution financière multilatérale.

Les instruments de quasi-participation présentent des caractéristiques de prêts et de participations, de manière à offrir diverses combinaisons d'éléments de risque et de rendements intermédiaires entre ceux des prêts et des participations proprement dits.

Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments dans certains tableaux.

La Banque mondiale se compose de la BIRD et l'IDA.

Le Groupe de la Banque mondiale comprend la BIRD, l'IDA, la SFI, la MIGA et le CIRDI.

CHEF DE PROJET ET RÉDACTEUR :
Paul McClure

COLLABORATEURS, RELATIONS EXTERIEURES :
Joseph O'Keefe, directeur
Dana Lane, chef des publications
Ariadne Garscadden, assistante, Information
Stephan Beauchesne, chargé de l'information (web)
Anna Bottiglieri, éditeur (web)
Declan Heery, consultant
Shona Hurpaul, stagiaire
Lore Lawrence, analyste

PRINCIPAUX COLLABORATEURS SFI :
Rosemarie Abad
Philippe Ahoua
Teresa Andaya
Anthony Aylward
Deborah Barry
Louis Boorstin
John Borthwick
Paul Bravery
Nicholas Burke
Omar Chaudry
Julia Chiperfield
Michael Dompas
David Donaldson
Kutlay Ebiri
James Emery
Neil Gregory
Alison Harwood
Kerry Hemond
Peggy Henderson
Brigid Holleran
Genoveva Izurieta
Lisa Kaestner
Jung Lim Kim
Gjergj Konda
Rachel Kyte
Irina Likhacheva
Toshiya Masuoka
Junko Oikawa
Kaikham Onedamdy
Lory Camba Opem
Harry Pastuszek
Sérgio Pimenta
Fereshteh Raissian
Randall Riopelle
Brian Samuel
Ellen Schwab
Stoyan Tenev
William V. Todd
Wai-Keen Wong
Rob Wright
Linda Young
Damla Zeybel

TRADUCTION :
Édition arabe : Al-Ahram Center for Translation & Publishing, Le Caire
Édition chinoise : China Financial & Economic Publishing, Beijing
Éditions espagnole et française : Division de traduction de la Banque mondiale (GSDTR), Washington
Édition russe : Izdatelstvo VES MIR, Moscou

CONCEPTION GRAPHIQUE :
Supon Design Group/MHI Communications, Washington

IMPRESSION :
Schmitz Press, Sparks, MD

PHOTOGRAPHIES :
Carlos Golding, Focus/Latin Stock
Anvar Ilyasov & Valeriy Kharitonov, Panos
Bretton Littlehales
Richard Lord
Membres du personnel de la SFI

RAPPORT ANNUEL 2003
VOLUME 1

innovation impact action durable

L'ENGAGEMENT DE LA SFI

La Société financière internationale a pour mission de promouvoir un développement économique durable par le biais du secteur privé. À cette fin, elle cherche des moyens novateurs de relever les défis du développement en même temps qu'elle investit dans des entreprises et des institutions financières sur les marchés émergents et encourage l'acquisition de compétences en matière de gestion. La Société estime que pour être considérées fructueuses, les opérations commerciales doivent nécessairement avoir un impact positif sur le développement et elle fait porter ses efforts essentiellement sur les pays où les besoins en investissements se font le plus sentir. Elle est convaincue que la croissance économique ne peut être durable que si elle est également viable sur le plan environnemental et social et qu'elle contribue à améliorer la qualité de la vie des populations des pays en développement.

LE RAPPORT ANNUEL DE LA SFI SUR LE WEB : WWW.IFC.ORG/AR2003, qui fait pendant à cette publication, permet de naviguer et de télécharger facilement des informations sur les projets d'investissement de la SFI.

SFI

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
2121 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, D.C. 20433 États-Unis d'Amérique

TÉLÉPHONE : 202-473-3800
FAX : 202-974-4384

www.ifc.org www.ifc.org/ar2003

ISBN 0-8213-5653-4

IMPRIMÉ À L'ENCRE DE SOJA